This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

+ *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
+ *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
+ *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
+ *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at `http://books.google.com/`

A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

+ *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.

+ *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.

+ *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.

+ *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse `http://books.google.com`

HARVARD COLLEGE
LIBRARY

FROM THE LIBRARY OF
RODOLPHE REUSS
OF STRASSBURG

BOUGHT WITH THE
BEQUEST OF
HERBERT DARLING FOSTER
A.M. 1892

AF

JUS(

MEM
MEMBRE

E

LES

AFFAIRES RELIGIEUSES

EN BOHÊME

AU SEIZIÈME SIÈCLE

DEPUIS L'ORIGINE DES FRÈRES BOHÊMES
JUSQUES ET Y COMPRIS LA LETTRE DE MAJESTÉ DE 1609

PAR

E. CHARVÉRIAT

MEMBRE DE L'ACADÉMIE DES SCIENCES, BELLES-LETTRES ET ARTS DE LYON
MEMBRE CORRESPONDANT ÉTRANGER DE L'ACADÉMIE ROYALE DES SCIENCES DE LISBONNE
LAURÉAT DE L'ACADÉMIE FRANÇAISE (PRIX THIERS)

PARIS
LIBRAIRIE PLON
E. PLON, NOURRIT ET Cie, IMPRIMEURS-ÉDITEURS
RUE GARANCIÈRE, 10

1886

Tous droits réservés

LES

AFFAIRES RELIGIEUSES

EN BOHÊME

AU SEIZIÈME SIÈCLE

LES

AFFAIRES RELIGIEUSES

EN BOHÊME

AU SEIZIÈME SIÈCLE.

CHAPITRE PREMIER

LES FRÈRES BOHÊMES.

(1434-1516)

I. Fondation des frères de l'Unité par Pierre de Chelcic; Grégoire et Michel. — Première persécution; ils prennent le nom de *frères*. — Synode de Reichenau (1464); le dogme et la morale; conseil de direction. — Synode de Lhota (1467); constitution du sacerdoce; élection de trois prêtres. — Le pouvoir épiscopal est transmis à Mathias de Kunwald par un évêque vaudois. — Frères bohêmes; l'Unité; les frères ne sont ni des vaudois ni des picards. — Conseil étroit. — Nouveau baptême. — Les frères rejettent le pouvoir civil et religieux. — Rokycana, archevêque de Prague, les persécute. — Mort de Podiebrad et de Rokycana (1471); avénement de Wladislas. — Mort de Grégoire; son caractère, son rôle. — Lukas; son origine; il gouverne les frères après Grégoire.

II. La religion. — Les frères sont ramenés à la vérité par la pratique. — Deux partis : les modérés et les ultras ou amosites. — Le seigneur Kostka entre dans l'Unité. — Les utraquistes essayent vainement de gagner les frères. — Les frères recherchent le chrétien primitif. — Les divisions s'accrois-

sent; synode de Chlumec (1496). — Voyage de Lukas à la recherche des vaudois. — Nouvelle organisation de l'Unité; synode général; petits synodes; conseil étroit; clergé; diacres; commission de justice; service militaire; vie pratique; culte, morale. — Mathias de Kunwald sacre deux évêques et meurt (1500); son rôle. — Mort de Michel (1501). Le synode de Reichenau élit deux anciens ou évêques, entre autres Lukas.

III. Progrès des frères; leurs centres et leur nombre en Bohême et en Moravie. — Les catholiques essayent de gagner les frères. — Le docteur Heinrich est envoyé par Alexandre VI; il brûle les livres hérétiques, discute avec les frères et prêche sans succès. — Wladislas est poussé à agir contre eux. — Hassenstein de Lobkowitz se propose de réformer la Bohême; ses écrits; il se rend à Ofen; son appréciation sur Prague. — Jean le Capucin, évêque de Grosswardein; Augustin Käsebrot, chanoine d'Olmütz. — Les catholiques et les utraquistes ne peuvent se mettre d'accord pour extirper les frères. — Les frères sont persécutés. — Ils font imprimer leur confession de foi, mais n'osent pas la présenter au Roi; Martha de Lobkowitz les favorise; Käsebrot essaye vainement de la convertir et calomnie les frères. — Wladislas rend contre eux le *décret de Saint-Jacques*. — Ce décret, rejeté par la diète de Moravie, est adopté par celle de Bohême (1508), et devient loi du royaume. — Il n'est pas exécuté; le seigneur de Rosenberg et le frère Wolinsky; le clergé catholique est opposé à la violence. — Lukas est emprisonné par Suda de Janowitz, malgré la protection de Conrad de Krajek (1515). — Mort de Wladislas (13 mars 1516).

I

La plus importante des sectes produites par le hussitisme a été, après les taborites, celle des frères

bohêmes. Elle dut sa fondation à une réaction politique et religieuse. Le pouvoir et les richesses ayant corrompu la noblesse et le clergé, et les taborites [1] ayant tenté d'imposer leur religion par la force, certains bohémiens, non contents d'éviter ces excès, tombèrent dans l'exagération contraire; l'horreur de la corruption leur fit condamner non-seulement la recherche et la possession des dignités et des richesses, mais l'existence même de la noblesse et du clergé; et au lieu d'user de violence comme les taborites, ils résolurent de tout endurer sans résister ni se plaindre, et de ne jamais imposer leur religion par la force.

Le principal fondateur des frères bohêmes fut un laïque, Pierre de Chelcic, né dans la petite ville de Chelcic en Bohême [2]. Vers la fin de la première moitié du quinzième siècle, ses partisans commencèrent

[1] Les hussites s'étaient divisés en deux partis : les modérés ou utraquistes, appelés ainsi parce que leur principal dogme était la communion sous les deux espèces, *sub utraque specie;* et les ultras ou taborites, appelés ainsi de la ville de Tabor, leur principal centre. Les taborites succombèrent à la bataille de Lipan, en 1434. Les utraquistes comprirent alors deux tiers des Bohémiens, les catholiques formèrent l'autre tiers. (GINDELY, *Geschichte der böhmischen Brüder,* t. I, p. 4.)

[2] La vie de Pierre de Chelcic est encore peu connue. Il a laissé sur la religion plusieurs ouvrages écrits en langue tchèque. L'un de ces ouvrages, manuscrit, se trouve à Paris. (GINDELY, *Geschichte der böhmischen Brüder,* t. I, p. 489.) Chelcic,

à prendre le nom de frères de Chelcic. Peu de temps après, ce premier chef étant mort, ils s'établirent à Kunwald, village situé dans la seigneurie de Senftenberg [1] qui appartenait au roi de Bohême, George Podiebrad. On trouve alors à leur tête un laïque, Grégoire, neveu de Rokycana, archevêque utraquiste de Prague [2], et un ecclésiastique, Michel, curé de Senftenberg.

La crainte de voir renaître les désordres causés par les hussites, et le désir de rétablir l'unité religieuse, avaient décidé le gouvernement à s'opposer à l'éclosion de sectes nouvelles. Les progrès des frères ayant attiré l'attention sur eux, on les traita de conspirateurs. Arrêtés, mis à la torture, ils se rétractèrent. Remis en liberté, ils recommencèrent à prêcher et firent de nouveaux prosélytes [3]. La persécution n'avait fait qu'accroître leur nombre et fortifier les

aujourd'hui village de 340 habitants, est situé au sud de la Bohême, dans le cercle de Pisek, district de Nettolitz, non loin de Hussinetz, où était né Jean Huss.

[1] A l'est de la Bohême, au pied de la chaîne de montagnes des Sudètes.

[2] Rokycana, élu en 1435, était le chef des utraquistes; le pape Eugène IV ayant refusé de le confirmer dans sa dignité d'archevêque de Prague, il demeura hostile à une réconciliation avec Rome. — Grégoire était le fils d'une sœur de Rokycana.

[3] En 1461.

liens qui déjà existaient entre eux. Ce fut alors qu'ils adoptèrent définitivement le nom de *frères*.

Leurs adhérents avaient d'abord rejeté tout pouvoir civil et religieux; ils s'imaginaient que la foi et l'amour, inspirés par la Bible, seule règle de leur dogme et de leur morale, suffiraient à tout diriger; ils ne tardèrent pas à reconnaître leur erreur. Après avoir adopté une indépendance complète, parce qu'ils croyaient les préceptes de la Bible tellement évidents qu'il leur semblait impossible de les interpréter dans des sens différents, ils finirent, lorsque l'expérience leur eut prouvé le contraire, par créer une autorité souveraine. C'est ainsi que dans les révolutions populaires, sous l'empire d'idées simples et de passions violentes, un certain nombre d'hommes, d'accord sur divers points et ne se doutant pas qu'il y en ait d'autres sur lesquels les avis puissent diverger, prétendent se passer de toute autorité; l'expérience survient pour quelques-uns; ils reconnaissent la nécessité d'un pouvoir, mais tous ne sont pas désabusés. Les frères le furent. Une première réunion de leurs chefs qui eut lieu en 1464, dans les montagnes de Reichenau [1], institua un con-

[1] Au nord-ouest de Senftenberg.

seil de direction, tant pour le spirituel que pour le temporel. Quant au dogme, elle adopta la doctrine de la justification qui supprimait le mérite des œuvres, et le sens simplement figuré de l'Eucharistie, ce qui était la négation de la transsubstantiation; en morale, ils devaient se secourir, mais sans admettre le communisme.

Trois années après [1], une seconde réunion, plus importante que la première, eut lieu au bourg de Lhota [2]. Environ cinquante personnes, tant laïques qu'ecclésiastiques, s'y rendirent, soit de Bohême, soit de Moravie. La convocation en avait été faite par Grégoire ; mais la principale autorité y fut exercée par Michel de Senftenberg, en sa qualité de prêtre.

Cette assemblée ou synode élargit et consolida les premières bases de la communauté des frères. On s'occupa d'abord de la constitution du sacerdoce, et l'on procéda à la nomination de trois prêtres. Les élus, hommes de foi plutôt que de science, furent deux paysans et un secrétaire de village : Mathias de Kunwald, Thomas de Prelouc et Élie de Chreno-

[1] En 1467.
[2] Près de Reichenau.

vic [1]. Comme l'élection avait été précédée du jeûne et de la prière, et que tout s'était passé, croyait-on, de la même manière que dans la primitive Église, le choix de ces trois prêtres fut considéré comme fait par Dieu lui-même; et Grégoire confirma la certitude de cette intervention divine, en déclarant que lorsqu'il avait subi la torture à Prague et avait perdu connaissance, il avait vu précisément, pendant une extase, la figure de ces trois premiers pasteurs de la nouvelle Église.

Chose singulière! Bien que l'élection fût considérée comme faite par Dieu, les frères regardèrent comme indispensable que les élus reçussent l'ordination des mains d'un évêque. Le pouvoir sacerdotal ayant été créé par Jésus-Christ et conféré par lui aux apôtres, ils pensèrent qu'il ne pouvait être transmis que par les successeurs des apôtres, c'est-à-dire par les évêques. Ils admettaient donc que l'Église, tout en perdant la vraie doctrine, avait conservé la véritable autorité.

Informés qu'un nommé Étienne, chef des vaudois

[1] Deux étaient de Bohême, un autre de Moravie, ce qui indiquerait peut-être que deux tiers des frères se trouvaient en Bohême et un tiers seulement en Moravie.

d'Autriche, avait reçu la consécration d'un évêque romain en 1434, ils envoyèrent Michel recevoir de lui la consécration épiscopale. A son retour, Michel sacra évêque Mathias de Kunwald et ordonna prêtres de l'Unité les deux autres élus. Puis, comme les frères voulaient garder le moins possible de l'Église catholique, et qu'ils pensaient que le pouvoir épiscopal ne s'était pas suffisamment purifié en passant par la personne d'un vaudois, ils invitèrent Michel à se démettre de sa dignité : il se démit; l'évêque Mathias, devenu seul dépositaire du pouvoir épiscopal, occupa désormais la première place parmi les frères, et put seul sacrer et ordonner. Les frères ne mirent pas d'ailleurs une grande différence entre leurs évêques et leurs prêtres. A leurs yeux, l'évêque n'avait de plus que les prêtres que le pouvoir de transmettre le sacerdoce [1].

C'est à partir de l'assemblée ou synode de Lhota [2] que les frères furent généralement appelés frères bohêmes, qu'ils fussent d'ailleurs nés en Bohême ou en Moravie. L'ensemble de leur communauté portait

[1] Cette transmission du pouvoir sacerdotal aux frères par un évêque vaudois n'est pas un fait absolument certain. (GINDELY, *Geschichte der böhmischen Brüder*, t. I, p. 36)

[2] Ce synode est aussi appelé synode de Reichenau.

aussi le nom d'Unité [1]. Quant aux noms de vaudois ou de picards, ils ne leur furent donnés que par leurs ennemis et comme une injure. Ils n'eurent pas d'autres relations avec les vaudois que celles qui s'établirent d'une manière passagère au sujet de la transmission du sacerdoce; et ils en eurent moins encore avec les picards, secte peu connue et qui semble s'être rattachée aux vaudois [2].

Le pouvoir religieux ayant été constitué, un conseil, appelé conseil étroit, fut établi pour assister les prêtres. Imitant en cela l'Église catholique dans laquelle le pouvoir d'un seul est éclairé par les avis de plusieurs, les frères mirent à leur tête un évêque, sorte de pape de l'Unité, présidant le conseil étroit et ayant, en outre, le pouvoir de le compléter et même de le changer. L'établissement de cette institution monarchique montre qu'on ressentait déjà les dangers de l'élection. Des synodes, remplissant l'office de conciles, devaient se réunir de temps en temps, pour décider de toutes les questions de foi et de discipline. Un nouveau baptême dut être dorénavant

[1] Ce nom venait peut-être de l'union qui existait entre tous les membres de la communauté.

[2] Les frères furent aussi appelés, on ne voit pas pourquoi, *Grubenheimer*, mineurs, ou peut-être habitants des cavernes.

le signe de l'affiliation à l'Unité. Le premier acte du synode fut, en conséquence, de rebaptiser tous ses membres. En fait, le gouvernement demeura à Grégoire.

Il résultait des décisions prises par l'assemblée de Lhota et de la constitution d'un pouvoir religieux, que les frères rejetaient l'autorité de l'archevêque utraquiste de Prague. Ils repoussaient également l'intervention du pouvoir temporel en matière religieuse; le Roi, disaient-ils, ne pouvant récompenser la foi, ne devait contraindre personne à l'adopter. Ils repoussaient même l'autorité du pouvoir civil en matière temporelle, parce qu'ils la regardaient comme contraire à l'Évangile; ils ne reconnaissaient pas d'autre lien intellectuel que la foi, d'autre lien social que la famille.

Les résolutions du synode de Lhota ne tardèrent pas à être connues ; et comme elles étaient contraires à l'autorité religieuse et à l'autorité politique, elles irritèrent à la fois l'archevêque de Prague et le roi de Bohême. L'archevêque Rokycana, loin de se montrer d'abord hostile à l'Unité, avait entretenu des relations amicales avec Pierre de Chelcic ; il avait même flatté les frères, tant qu'il avait espéré se les rattacher et

employer à son profit leur zèle de néophytes. Mais dès qu'il vit qu'il ne pouvait pas compter sur eux, et qu'au lieu de se ranger sous son autorité ils la méconnaissaient et la combattaient, cet homme orgueilleux, qui aurait voulu être le pape de la Bohême, changea tout à fait de conduite à leur égard, devint leur ennemi et s'efforça de les détruire. Ce fut en vain que son neveu, Grégoire, lui rappela que les frères n'avaient fait qu'adopter les doctrines de Pierre de Chelcic que l'archevêque avait jadis approuvées [1]; Rokycana déclara au porteur de la lettre qu'on ne pouvait rompre avec l'Église et en établir une nouvelle, sans en avoir reçu l'ordre de Dieu. Le messager, nullement embarrassé par cette réponse, répliqua aussitôt que les frères avaient eu une révélation divine.

De plus en plus irrité, Rokycana excita le roi George Podiebrad contre les frères, en les lui représentant comme des conspirateurs. Jobst, évêque catholique de Breslau, eut beau conseiller de ne pas user de rigueur à leur égard, ils furent de nouveau emprisonnés, mis à la torture [2]. Obligés de se cacher,

[1] Pierre de Chelcic exerça une grande influence sur les utraquistes, mais il ne put s'entendre avec Rokycana.

[2] En 1468

ils tinrent désormais leurs assemblées dans les bois. Les neiges de l'hiver ne diminuaient pas leur ferveur, et l'on raconte qu'ils prenaient seulement soin de traîner des herses derrière eux pour effacer leurs traces. Ils accusaient à juste titre l'archevêque d'être l'auteur de la persécution. Pourquoi, disaient les frères, exigeait-il qu'on lui obéît quand lui-même désobéissait au Pape? Ils demandèrent à être entendus, à se justifier, à exposer leurs doctrines dans un colloque. Cette offre rendit un instant à l'archevêque l'espoir de les gagner. Un prêtre de l'Unité, Martin de Königgrätz, était alors emprisonné au rathhaus de Prague; Rokycana consentit à l'entendre [1]; le prêtre voulut discuter; on ne lui demanda qu'une chose : se soumettre; il refusa et fut remis en prison [2].

L'année suivante [3], George Podiebrad et Rokycana étant morts, la persécution cessa. Wladislas, fils aîné de Casimir, roi de Pologne, fut élu roi de Bohême et succéda à George Podiebrad. Agé seulement de seize ans, faible de caractère, il laissa tout aller, les affaires religieuses comme les affaires politiques. Les frères

[1] En 1470.

[2] On refusait les sacrements à toutes les personnes suspectées d'appartenir à la secte

[3] 1471.

emprisonnés recouvrèrent leur liberté. La persécution n'avait fait encore que raviver leur foi et la répandre.

Grégoire mourut bientôt après (1473) [1]. Cet organisateur de l'Unité avait été sans ambition. Tout entier à la mission qu'il s'était donnée, il ne se maria pas, afin de la mieux remplir. C'était une âme sincère et généreuse, que les désordres du clergé utraquiste et l'orgueil de son oncle, l'archevêque de Prague, avaient éloignée de l'Église établie [2]. Au milieu du débordement de doctrines qui inondaient alors la Bohême, il avait cru trouver dans celles de Pierre de Chelcic un idéal à réaliser. Prenant la Bible pour unique règle de sa vie, il se préoccupa plus de pratiquer dans toute leur rigueur les règles sévères qu'il croyait y découvrir, que de les interpréter en tenant compte des nécessités de tous les jours et en les considérant quelquefois plutôt comme des conseils dont on doit s'inspirer que comme des préceptes stricts auxquels on doit tout sacrifier. Bien que fort instruit et auteur de nombreux ouvrages, il préférait

[1] Il fut enseveli à Brandeis, sur l'Adler.

[2] Peu de temps avant de mourir, Grégoire avait publié un écrit dans lequel il recommandait d'obéir à toutes les autorités, comme avait fait le Christ.

de beaucoup la foi à la science, et redoutait l'influence des savants sur la communauté naissante.

Ce fut, en effet, l'influence des hommes instruits qui l'emporta après sa mort. Il y eut alors une réaction contre la sévérité primitive. L'évêque Mathias de Kunwald qui avait les idées de Grégoire resta à la tête des frères; mais ce fut Lukas qui les dirigea désormais. Après avoir étudié à l'Université de Prague où il avait obtenu le grade de bachelier, Lukas, d'abord utraquiste, était entré dans l'Unité vers l'année 1480. Il n'avait alors que vingt ans. Malgré sa jeunesse, il ne tarda pas à exercer une grande autorité parmi ses nouveaux coreligionnaires. Deux autres bacheliers, Laurent Krasonicky de Prague et Procope de Neuhaus, se joignirent à lui. Une ère nouvelle commence pour l'Unité; la science y amène des discussions et des divisions; mais d'un autre côté, l'expérience pratique, en modifiant peu à peu les mœurs primitives, accroît le nombre des prosélytes.

II

La religion n'est pas une simple opinion philosophique qu'on adopte dans un cabinet d'études et qu'on laisse de côté dans la vie pratique; elle saisit l'homme tout entier; elle est pour lui une règle de conduite universelle, pour la vie publique comme pour la vie privée, pour la vie morale comme pour la vie intellectuelle. Sa vérité n'est pas seulement prouvée par le raisonnement; elle l'est encore par les résultats qu'elle produit; et si l'on dressait une liste de tous nos besoins individuels et sociaux, on trouverait sans doute qu'aucune religion n'est plus apte à les satisfaire, n'est plus appropriée à la nature humaine que la religion chrétienne; on prouverait ainsi, par une méthode nouvelle, qu'elle seule est complétement vraie.

Les frères de l'Unité prirent pour base de leur religion, non pas des idées philosophiques, mais un livre tenu par eux comme vrai, la Bible, et une

institution regardée par eux comme parfaite, l'Église chrétienne primitive. En voulant en appliquer les principes ou en suivre les exemples d'une manière absolue, ils se heurtèrent à des difficultés, à des impossibilités pratiques. C'était là une preuve d'erreur, non dans la Bible et dans le christianisme, mais dans leurs interprétations. Partant alors de la vie pratique par un mouvement inverse, ils adoptèrent certains points que l'Église catholique admettait et qu'ils avaient rejetés d'abord.

D'après Pierre de Chelcic et Grégoire, on devait ne pas recourir aux tribunaux, ne pas prêter serment, ne remplir aucune charge, employer tout son bien au profit de la communauté. L'expérience fit voir qu'il était quelquefois utile de s'adresser à la justice; qu'un serment était quelquefois nécessaire pour décharger un frère d'une accusation fausse; que remplir une charge permettait de faire beaucoup de bien; qu'un frère pouvait rendre de grands services à la communauté en la faisant profiter de sa fortune sans cependant la lui sacrifier tout entière; et l'on permit alors de recourir au juge temporel si la cause était d'une justice évidente, de prêter serment, de remplir des charges publiques, de conserver sa for-

tune, et même de l'accroître par le commerce [1].

Deux chefs de l'Unité, Amos et Jacob, protestèrent, il est vrai, contre cet abandon des doctrines primitives, et les frères se divisèrent en deux partis : les modérés, au nord-est de la Bohême, et les ultras, au sud-ouest, dans les cercles de Klattau et de Prachin. Mais ce relâchement procura des protecteurs au parti modéré. Des seigneurs et des chevaliers, qui n'avaient pu jusqu'alors entrer dans l'Unité parce qu'il leur aurait fallu renoncer à leur fortune et à leur rang, y entrèrent. Le premier fut Bohuslav Kostka de Postupic, seigneur de la ville de Leitomyschl [2] et maître des monnaies du roi de Bohême, Wladislas (1490) [3].

Les utraquistes, effrayés par les progrès des frères, essayèrent de les gagner comme avait déjà tenté de le faire leur archevêque Rokycana. Ils employèrent d'abord la douceur et la discussion, et eurent avec eux, à Prague, deux colloques, l'un vers 1473, l'autre en 1479. Les dignitaires de l'Église utraquiste refu-

[1] Ces décisions furent prises par un synode tenu à Brandeis sur l'Adler, en 1490.

[2] A l'est de la Bohême.

[3] Un seigneur, Jean Kostka de Postupic, avait déjà protégé l'Unité sans y entrer; c'était peut-être le père de Bohuslav.

sèrent d'assister au premier ; ils méprisaient les frères qui n'étaient, disaient-ils, que des paysans ; l'utraquisme y fut défendu seulement par les magistrats de Prague. Dans le second, l'administrateur utraquiste[1], Wenzel Coranda, se joignit aux magistrats. Les deux colloques échouèrent complétement. Les utraquistes prièrent alors Wladislas, le nouveau roi de Bohême, d'employer la violence et de poursuivre les frères ; mais il n'en fit rien.

Pendant que les utraquistes faisaient des efforts impuissants pour les gagner ou les soumettre, les frères se divisaient entre eux, non-seulement sur les questions de discipline, mais encore sur les questions dogmatiques, les uns soutenant la foi sans les œuvres[2], les autres les œuvres sans la foi, d'autres enfin l'union de la foi et des œuvres. Pour se mettre d'accord sur ces divers points, ils résolurent de revenir au christianisme primitif. Ils pensèrent qu'il devait y avoir

[1] L'archevêque utraquiste de Prague ne prenait plus que le titre d'administrateur, depuis que le Saint-Siége avait refusé de reconnaître Rokycana.

[2] Ceux qui soutenaient la foi sans les œuvres arrivèrent promptement au désordre dans les mœurs. Ils imitèrent en cela les nicolaïtes, secte également sortie du hussitisme, fondée par Nicolas de Wlasenic, et qui tenait le péché pour chose indifférente.

quelque part des peuples ayant conservé les idées et les mœurs des premiers chrétiens, et qu'il n'y avait qu'à les découvrir pour retrouver en même temps la vraie religion. Trois cents ans plus tard, les philosophes du dix-huitième siècle recherchèrent l'homme primitif. Dieu ayant créé l'homme à l'état parfait, et la société, d'après ces philosophes, étant la seule cause de sa corruption, il fallait, pour retrouver l'homme parfait, le rechercher hors de la société, c'est-à-dire à l'état de nature ou à l'état sauvage. Au quinzième siècle, ce fut le chrétien primitif que les frères recherchèrent. Jésus-Christ ayant, suivant eux, créé le chrétien à l'état parfait, et l'Église l'ayant corrompu, il fallait, pour retrouver le chrétien parfait, le rechercher hors de l'Église. Quatre frères en furent chargés : le bachelier Lukas, le chevalier Mares Kokovec, un bourgeois de Leitomyschl appelé Martin Kabatnik, et un nommé Kaspar. Le seigneur de Kostka fit les frais du voyage.

Les bruits répandus sur le prêtre Jean [1] avaient fait croire qu'il existait en Orient d'anciennes commu-

[1] On ne sait pas encore d'une manière sûre ce qu'était le prêtre Jean. On croit généralement que ce nom désignait le souverain de la tribu tartare des Kéraïtes qui habitaient les confins de la Chine et qui avaient embrassé le christianisme

nautés chrétiennes; les quatre frères dirigèrent leurs recherches de ce côté. Partis au mois de mars 1491, ils se rendirent d'abord à Constantinople. Arrivés là, ils se séparèrent, formant ainsi comme une sorte de filet dans lequel ils ne pouvaient manquer de prendre le chrétien primitif.

Le plus long de ces voyages fut celui du bourgeois Kabatnik. Accompagné d'un Juif qu'il prit comme interprète à Constantinople, il parcourut l'Asie Mineure, visita Antioche, Damas, Jérusalem, alla ensuite au Caire, où il admira beaucoup le Nil dans equel il vit, selon les idées du temps, un fleuve venu du paradis terrestre [1], repassa par Jérusalem et revint en Bohême au bout d'un an, n'ayant pas jugé à propos de pousser jusqu'aux Indes. Il s'applaudit beaucoup de l'hospitalité des moines déchaussés, c'est-à-dire probablement des Franciscains qui, alors comme aujourd'hui [2], prenaient grand soin des voya-

au commencement du onzième siècle. (HUC, *le Christianisme en Chine*, t. I, p. 125.)

[1] « Il nous convient premièrement parler dou flum qui vient par Égypte et de Paradis terrestre. » (JOINVILLE, *Histoire de saint Louis*, 2e éd., DE WAILLY. Paris, Didot, 1874, p. 102.)

[2] Sur l'hospitalité des Franciscains, voir Gabriel CHARMES, *Voyage en Syrie, impressions et souvenirs, Revue des Deux Mondes*, 15 mai 1881, p. 311-315-320.

geurs, de quelque religion qu'ils fussent; mais il ne découvrit pas le chrétien primitif. Les autres voyageurs ne furent pas plus heureux.

Les quatre frères étant revenus en Bohême sans avoir rien trouvé, la controverse sur la foi et les œuvres recommença de plus belle. Deux synodes tenus à Reichenau, en 1494 et en 1495, se terminèrent à l'avantage des modérés. Les deux principaux chefs des ultras, Amos et Jacob, en rejetèrent les décisions. Mais l'évêque Mathias et tous les prêtres de l'Unité ayant embrassé le parti des modérés, le parti des ultras qu'on appelait aussi, du nom d'un de leurs chefs, le parti des amosites ou le petit parti, par opposition aux frères de Jungbunzlau ou grand parti, se trouva sans clergé. Ils ne furent pas embarrassés pour si peu; quoique simples laïques, ils créèrent des prêtres par la seule imposition des mains, toujours, pensaient-ils, conformément au christianisme primitif, et Amos parcourut la Bohême pour recruter des partisans et combattre ces modérés schismatiques, qui, d'après lui, abandonnaient la pure doctrine de Grégoire. Faute d'une autorité incontestée, les frères s'étaient divisés comme avaient déjà fait les hussites. Ils essayèrent de se réconcilier

dans un synode qui eut lieu en 1496 à Chlumec. On se réunit chez un simple paysan; Amos et onze de ses partisans se placèrent autour d'une table; l'évêque Mathias, avec quatre des siens, autour d'une autre table. On discuta beaucoup, mais sans pouvoir s'entendre, et l'on se sépara plus aigri que jamais.

L'année suivante[1], Lukas fit un nouveau voyage; il se rendit en France et en Italie, recherchant non plus le chrétien primitif, mais des vaudois. Les frères, en effet, espéraient trouver en eux les chrétiens demeurés le plus fidèles aux traditions des apôtres, et ils voulaient les consulter sur quelques points controversés. En France, Lukas en découvrit, mais ils avaient abandonné leur foi; en Italie, il vit Savonarole sur le bûcher[2] et Alexandre VI sur le trône. Il revint en Bohême, plein d'horreur pour tout ce qu'il avait trouvé hors de son pays.

Le parti modéré des frères avait fait de grands progrès après le synode de Chlumec. Depuis qu'il admettait tous les éléments d'une société civilisée, ses recrues étaient fréquentes, et son organisation s'amé-

[1] 1497.
[2] Savonarole fut brûlé à Florence le 23 mai 1498.

liorait. On peut donc présenter maintenant comme un tableau du gouvernement des frères.

L'autorité suprême, dans l'Unité, appartenait au synode général. C'était une institution nouvelle, placée au-dessus du conseil étroit. On lui devait une obéissance absolue. Composé de tous les membres du conseil étroit et de tous les prêtres, il se réunissait à peu près tous les ans. Un petit synode, composé seulement des membres du conseil étroit et de quelques prêtres, se réunissait deux fois par an.

Le pouvoir dirigeant ou exécutif appartenait au conseil étroit, composé de l'évêque Mathias, des anciens, alors au nombre de trois ou quatre, et de neuf membres [1], élus par les diverses communautés après avis donné par le conseil précédent sur les candidats à nommer.

Les prêtres, proposés par les fidèles, étaient examinés et ordonnés par l'évêque. Ils célébraient une sorte de messe, lisaient l'Évangile, prêchaient, administraient les sacrements, entre autres la confession et la communion. Ils devaient visiter tous leurs fidèles, spécialement les malades, au moins quatre

[1] Ils furent d'abord au nombre de treize, y compris Mathias.

fois par an; chacun d'eux était, à cet effet, accompagné d'un *socius*. Ils vivaient de contributions volontaires, ou d'un métier, sans pouvoir toutefois être médecins, commerçants, ou remplir des charges publiques. Il n'y avait de prêtres mariés que ceux qui avaient été ordonnés l'étant déjà. Un prêtre célibataire pouvait se marier; mais dans ce cas, qui se présentait d'ailleurs rarement, il cessait d'exercer les fonctions sacerdotales. La règle pour les prêtres était donc le célibat. Comme dans beaucoup d'autres sectes, il était défendu à un frère de recevoir les sacrements d'un prêtre connu comme pécheur. Les frères pensaient, avec Wicleff, que Dieu étant le seul maître, les hommes, qui n'étaient que ses serviteurs et ses vassaux, perdaient, en manquant à leur foi, tous les pouvoirs qu'ils tenaient de lui. La grâce seule donnait au prêtre son caractère et son autorité, et le péché le dégradait *ipso jure*. On rendait ainsi les fidèles juges du pouvoir des pasteurs, et il eût été bon qu'avant de recevoir les sacrements du ministre des autels, ils l'eussent tout d'abord ouï eux-mêmes en confession [1]. L'ordination des prêtres était

[1] WALLON, *Richard II*, t. I, p. 47. Paris, Hachette, 1864. — Les vaudois avaient déclaré que l'indignité du ministre entrat-

faite par l'évêque[1], au moyen de l'imposition des mains et avec de nombreuses cérémonies, le plus souvent aux époques des Quatre-Temps, et après plusieurs jours de jeûnes et de prières.

A côté des prêtres, se trouvaient les diacres. Leurs fonctions étaient restreintes; ils prenaient soin des pauvres, et, en cas de nécessité, administraient le baptême.

Chaque communauté particulière avait à sa tête une commission dont les membres portaient aussi le titre d'anciens, et qui se réunissait deux fois par an, aux fêtes de Noël et de saint Jean-Baptiste. Elle jugeait les contestations entre les membres de l'Unité, car les frères ne devaient pas s'adresser aux tribunaux ordinaires. Les parties pouvaient recourir ensuite, en appel, au prêtre de la communauté, puis au conseil étroit et au synode général; et si l'on n'admettait pas son jugement, on pouvait enfin sortir de l'Unité, et, sans doute, s'adresser alors aux

nait la nullité des sacrements; ils ne faisaient d'ailleurs, en cela, que suivre les donatistes, mais ils allaient plus loin que ces derniers, en disant que les laïques dont la vie était pure pouvaient aussi conférer les sacrements. (BOSSUET, *Histoire des variations*. Paris, Didot, 1847, t IV, p. 107.)

[1] L'évêque était, en même temps, le premier des anciens. Plus tard, tous les anciens furent évêques.

tribunaux du pays. Chaque communauté avait encore une autre commission, composée de femmes, et chargée de surveiller la moralité publique. Chaque communauté avait une caisse de pauvres.

Il n'était permis aux frères de servir comme soldats que si la guerre que le Roi soutenait était juste, ce qui les rendait juges des décisions du pouvoir temporel à cet égard; et encore ne devaient-ils être employés qu'au soin des bagages. On voit par là que les frères, même les modérés, n'avaient pas encore été complétement ramenés par l'expérience au sens de la vie pratique. Ils ne devaient, de plus, prêter serment que s'ils ne pouvaient pas faire autrement. Le commerce n'était que toléré, tant on croyait difficile de le faire sans pratiquer l'usure. La peinture et la musique étaient également interdites comme immorales. Le bachelier Lukas parvint cependant à introduire, malgré l'opposition de plusieurs frères, un certain luxe dans les cérémonies du culte. C'est ainsi qu'on se servit de calices d'argent ou dorés et de corporaux brodés pour la célébration de la messe.

La morale des frères semble avoir été assez sévère. Ils admettaient cependant qu'un époux pouvait abandonner son conjoint lorsqu'il refusait

d'embrasser avec lui la religion de l'Unité, et qu'après cet abandon il pouvait se remarier.

La transmission du sacerdoce n'était pas alors suffisamment assurée, car toute l'autorité en cette matière reposait sur un seul personnage, l'évêque Mathias. De peur que sa mort ne laissât les frères dans l'impossibilité de se perpétuer, Mathias conféra la dignité épiscopale aux deux prêtres, Thomas de Prelouc et Élie de Chrenovic, jadis ordonnés par Michel. Il avait été heureusement inspiré, puisqu'il mourut l'année suivante (1500). Il se rendait à un synode lorsqu'il tomba malade à Leipnik; il y mourut et y fut enseveli. C'est à peine s'il avait eu la force de dicter et de signer son testament; il y recommandait l'union aux frères. Il avait cinquante-huit ans et n'avait jamais été marié. C'était un paysan sans instruction, mais d'un caractère énergique, qui avait exécuté ce que d'autres lui avaient inspiré.

Michel, le premier prêtre entré dans l'Unité, et par l'entremise duquel le pouvoir épiscopal avait passé du vaudois Étienne au frère Mathias, mourut un an après. Il n'avait jamais eu beaucoup d'influence sur le gouvernement des frères, mais il laissait plusieurs traités composés à leur usage.

La mort de Mathias avait réduit le nombre des anciens ou évêques à deux : Thomas de Prelouc et Élie de Chrenovic; un synode, tenu à Reichenau, en 1 ›00, décida qu'il y en aurait désormais quatre et leur donna, en conséquence, pour collègues, le bachelier Lukas et Ambroise de Prague.

III

Cependant l'Unité commençait à attirer à elle un grand nombre de personnes qui, soit en Bohême, soit en Moravie, par un sentiment de foi ou par ambition, étaient hostiles à l'Église établie; et les poursuites dirigées contre les adhérents de la religion nouvelle ne produisaient aucun effet durable, parce qu'elles avaient lieu sans suite. De 1467 à 1500, les frères eurent trois centres principaux en Bohême et deux en Moravie. C'étaient en Bohême : au nord-est, le pays de Reichenau, Kunwald, Leitomyschl et Jungbunzlau, où les frères, dispersés parmi les utraquistes, avaient pour protecteurs les seigneurs de

Kostka et de Pernstein [1]; au sud-ouest, les alentours de Stekna [2] où ils se trouvaient au milieu des catholiques; au nord, dans le pays de Saaz-Lenesic [3] où ils étaient entourés d'utraquistes et de luthériens. Leurs deux centres en Moravie étaient : Prerau-Prossnitz et Eibenschütz. On ne connaît pas exactement leur nombre; on l'évalue de soixante-dix mille à cent mille en Moravie; il y en avait un plus grand nombre en Bohême [4] où ils formaient trois ou quatre cents communautés.

Le progrès des frères, en augmentant leur importance et en attirant l'attention sur eux, ne fit qu'accroître, chez les adhérents des autres religions, le désir de se rattacher ces croyants jeunes et pleins de vie. Les utraquistes avaient échoué dans cette entreprise; les catholiques la tentèrent à leur tour.

[1] Le principal siége de l'Unité qui se trouvait d'abord à Kunwald fut ensuite transporté à Reichenau, puis à Brandeis sur l'Adler, enfin à Jungbunzlau. Il y avait des frères à Stuc, Richenbourg, Landskron, Brandeis sur l'Adler, Hohenmaut, Chrudim, Chotzen, etc.

[2] A Tabor, Woduan, etc.

[3] Brux, Teplitz, Laun.

[4] La population de la Bohême étant alors de deux millions et demi d'habitants, les frères en auraient formé environ le vingtième. (GINDELY, *Geschichte des böhmischen Aufstandes von* 1618, t. I, p. 136 et suiv.)

Un nommé Zajic, qui était peut-être un prêtre catholique et appartenait vraisemblablement à la famille des seigneurs de Hasenberg, écrivit, en 1490, des lettres pleines de modération pour les ramener à l'Église catholique. Le pape Alexandre VI travailla au même but. Informé que les vaudois et les picards (c'était le nom que l'on donnait aux frères) devenaient menaçants, surtout en Moravie, par suite de leur grand nombre et de la protection que leur accordaient plusieurs seigneurs [1], il se décida à envoyer en Bohême et en Moravie deux missionnaires, avec des pouvoirs extraordinaires. C'étaient le prieur de Klosterneubourg [2] et le Dominicain docteur Heinrich, inquisiteur en Allemagne. Le docteur Heinrich seul se mit en route. Il devait s'entendre avec les autorités du pays, pour rechercher et brûler les livres hérétiques, surtout celui de Pierre de Chelcic intitulé : *Portrait de l'Antechrist*. C'était alors le plus répandu de tous; il était dirigé à la fois contre la papauté et contre l'Église. On manque de détails sur la destruction de ce livre. Elle a failli être com-

[1] Zierotin, Pernstein, Sternberg, Bozkowitz et Kaunitz.

[2] Probablement le prieur de l'abbaye bénédictine de Klosterneubourg, située sur la rive droite du Danube, à peu de distance et au nord-ouest de Vienne.

plète, car on ne connaît aucun exemplaire de l'édition imprimée, et quant aux copies manuscrites, il n'en existe plus qu'une seule, aujourd'hui conservée à la bibliothèque d'Olmütz [1].

Le docteur Heinrich s'efforça, en outre, de ramener les frères par la discussion. Un colloque eut lieu à Olmütz, dans le couvent de Saint-Michel [2]. Il n'eut aucun résultat. Bien que les frères y eussent traité l'Église catholique d'Église de l'Antechrist, ils purent se retirer sans être inquiétés. L'inquisiteur prêcha, sans plus de succès. Il avait eu tort d'ajouter foi à toutes les calomnies répandues contre les frères. Il croyait, entre autres choses, qu'ils tenaient dans leurs assemblées la bouche ouverte jusqu'à ce qu'ils crussent que le Saint-Esprit y était entré sous la forme d'une mouche. Les frères, le voyant se tromper si grossièrement sur quelques points, pensèrent qu'il se trompait sur tous les autres.

N'ayant pu réussir par la douceur et la persuasion, les catholiques, comme l'avaient déjà fait les utraquistes, recoururent à la violence et s'adressèrent au roi Wladislas. Trois personnages surtout l'excitèrent

[1] GINDELY, *Geschichte der böhmischen Brüder*, t. I, note, p. 489.
[2] En 1503.

contre les frères : le seigneur Bohuslav Hassenstein de Lobkowitz, Jean le Capucin, évêque de Grosswardein[1] et chancelier du royaume de Hongrie, et le docteur Augustin Käsebrot, chanoine d'Olmütz.

Le seigneur de Hassenstein fut, dans les pays de la couronne de Bohême, un des personnages les plus célèbres de son temps[2]. C'était un catholique instruit et relativement modéré. Né vers 1462, il avait étudié en Italie, à l'université de Bologne, et fait de longs voyages. Il était déjà célèbre comme poëte lorsque, avant son retour, il fut élu évêque d'Olmütz par le chapitre[3]. Il était laïque, sans aucun engagement dans les Ordres; il accepta néanmoins. Cette acceptation, non moins que son élection, jette un assez singulier jour sur les mœurs de ce temps. Le pape Innocent VIII refusa de le reconnaître, et nomma à l'évêché d'Olmütz un Italien, le cardinal Ardicino della Porta. Ce choix d'un étranger ne pouvait être bien accueilli; le chapitre d'Olmütz protesta. Cependant, à la mort d'Ardicino, qui sans doute n'avait pu

[1] Au sud-ouest de Debreczin, en Hongrie.

[2] On a écrit de nombreux ouvrages sur Bohuslav Hassenstein; le meilleur, parmi les plus récents, est celui de Winaricky. (GINDELY, *Geschichte der böhmischen Brüder*, notes, t. I, p. 499, n° 11.)

[3] En 1491.

prendre possession de son siége, le pape Alexandre VI nomma encore un Italien, le cardinal Jean Borgia. C'était un mauvais moyen pour réformer la Moravie. En 1497, au bout de six ans, Hassenstein renonça enfin à son évêché pour se vouer entièrement à la poésie. Il composa plusieurs poëmes latins, qui furent assez estimés pour être étudiés à côté de ceux de l'antiquité; il est considéré comme le meilleur poëte qu'ait eu le royaume de Bohême dans la période qui s'étend depuis les hussites jusqu'à la bataille de la Montagne-Blanche en 1620.

En 1502, Hassenstein entra, on ne sait à quel titre, au service de Wladislas qui était à la fois roi de Bohême et de Hongrie et résidait à Ofen. Il n'y resta qu'un an, revint en Bohême, et s'installa dans son château de Hassenstein, où il continua à s'occuper de divers travaux littéraires et réunit à grands frais une belle bibliothèque [1]. L'étude ne put le captiver entièrement. Habitant une contrée profondément remuée par des révolutions tant religieuses que politiques, il résolut d'employer ses talents d'homme de lettres au profit de son pays. Il composa deux écrits. Le premier, adressé au seigneur Pierre de Rosenberg, lieu-

[1] Il paya entre autres mille ducats un manuscrit de Platon.

tenant du Roi en Bohême, était un livre de morale. Il montrait les dangers résultant de l'affaiblissement de la religion, attaquait l'égoïsme, la sensualité, l'orgueil de la haute noblesse, le penchant de la petite noblesse ou chevalerie pour les sociétés secrètes, le goût des villes et des campagnes pour les troubles et les révoltes; il conseillait au lieutenant du Roi, avec quelque naïveté, comme principal remède à tous ces maux, la douceur envers les criminels et la sévérité envers soi-même. Le second écrit était une lettre, dans laquelle il engageait le Roi à rétablir, à l'exemple de Charlemagne, l'unité de religion; ce conseil n'était pas sans danger.

Ces deux ouvrages ayant produit peu d'effet, Hassenstein revint à Ofen pour voir le Roi. En traversant Prague, il put se convaincre que les bourgeois n'y avaient ni mœurs, ni religion, et que la réforme qu'il se proposait d'accomplir était urgente. Dans la relation de son voyage, il place cette ville, pour la prospérité matérielle, au-dessus de toutes celles de l'Allemagne, mais il constate que ses habitants ne songeaient qu'à manger et à boire. Ils s'enivraient en pleine rue. Tous avaient à côté d'eux une cruche pleine de vin, et dès que l'un mettait la

main à la sienne et buvait, tous les autres en faisaient autant. Malgré leur profonde ignorance des choses de la religion, ils dissertaient sans cesse sur les dogmes et la morale. Enrichis par le commerce et l'industrie, ils se croyaient aptes à tout discuter et à tout résoudre. Il leur suffisait d'être supérieurs sur un point, pour se croire instruits et supérieurs dans tous les autres ; étant d'habiles artisans, ils se croyaient de profonds philosophes ; cette illusion est de tous les temps. Chose curieuse, ils niaient la divinité de Jésus-Christ et l'immortalité de l'âme, et en même temps ils accueillaient avec le plus grand respect toutes les excentricités religieuses. Leur courtoisie était d'ailleurs fort grande à l'égard des étrangers, sauf toutefois envers les Allemands qu'ils ne pouvaient supporter [1].

Arrivé à Ofen, Hassenstein rencontra deux de ses amis, deux collaborateurs de sa réforme : l'évêque de Grosswardein et le chanoine Augustin d'Olmütz.

Jean, évêque de Grosswardein et chancelier de Hongrie, né en 1431, à Prossnitz [2] en Moravie, était le fils d'un simple marchand d'huile. Il s'éleva par

[1] GINDELY, *Geschichte der böhmischen Brüder*, t. I, p. 103, 197.
[2] Au sud-ouest d'Olmütz.

son seul mérite, entra successivement au service de Mathias Corvin [1] et de Wladislas, devint, malgré sa nationalité étrangère, évêque de Grosswardein et chancelier de Hongrie, et passa les dernières années de sa vie dans l'Ordre des Minorites; de là son nom de Jean le Capucin [2].

Augustin Käsebrot, chanoine d'Olmütz, fut à la fois historien, théologien et poëte ; il était secrétaire particulier du roi Wladislas [3].

Ce furent ces trois personnages qui décidèrent le Roi à agir contre les frères. Ils furent aidés en cela par les amosites, c'est-à-dire par le parti exagéré de l'Unité qui, par rancune contre le parti modéré, l'accusait de vouloir imiter les taborites. Ces sortes de calomnies et d'alliances sont aussi de tous les temps. Wladislas prit quelques mesures contre les frères. Mais la constitution de la Bohême ne lui permettait d'agir que dans les villes royales et sur les biens royaux ; les autres villes et les autres biens

[1] Roi de Hongrie, qui régna de 1458 à 1490.

[2] Il resta en bons termes avec Jean Klenowsky, membre du conseil étroit des frères, avec lequel il avait fait ses études et pour qui il était plein d'estime.

[3] A côté de lui se trouvait un autre secrétaire du Roi, Jean Slechta de Wsehrd, qui était également un zélé catholique.

appartenaient aux seigneurs et étaient gouvernés par eux. Réduit par là à l'impuissance, il s'adressa à la diète [1]. C'était à la division qui existait entre les catholiques et les utraquistes que l'Unité était redevable de la plupart de ses succès; et une réconciliation entre ces deux partis aurait entraîné sa ruine [2]. En 1503, les utraquistes proposèrent au Roi de s'entendre avec les catholiques pour supprimer les picards, c'est-à-dire les frères ; et les états catholiques de leur côté, réunis à Pilsen pour la fête de la Nativité de la Sainte Vierge [3], envoyèrent une ambassade à Prague afin d'offrir aux utraquistes de s'entendre avec eux pour détruire également les frères. Ils espéraient que cette offre serait favorablement accueillie; mais les états utraquistes, réunis à leur tour à Prague pour la fête de saint Jérôme [4],

[1] La diète se partageait quelquefois, suivant la religion de ses membres et lorsqu'il s'agissait d'affaires religieuses, en deux fractions qui s'assemblaient séparément et à des époques différentes.

[2] Les utraquistes, sentant qu'ils deviendraient de plus en plus faibles s'ils continuaient à demeurer isolés, avaient déjà tenté plusieurs fois de se réunir à l'Eglise romaine. En 1479, ils avaient envoyé une ambassade au Pape sans pouvoir arriver à aucun résultat; en 1503, ils proposèrent au Roi de se soumettre au Saint-Siége.

[3] 8 septembre 1503.

[4] 30 septembre 1503.

la rejetèrent. Ils craignaient qu'une persécution à frais communs ne profitât qu'aux catholiques, et que, l'équilibre des forces entre les deux partis étant par là rompu, ils ne fussent persécutés à leur tour. Ils proposèrent donc de se charger seuls de l'affaire. Ils espéraient en recueillir ainsi tout l'avantage ; les seigneurs auraient en outre évité une action directe du Roi sur leurs sujets. On ne put s'entendre; le Roi n'obtint rien de la diète, et il fut seulement convenu que les deux partis se toléreraient réciproquement.

Malgré ce défaut d'entente, les frères furent persécutés. Un grand nombre de seigneurs, pour se conformer au désir exprimé par le Roi, leur avaient déjà défendu de tenir des assemblées sur leurs terres. Le seigneur Henri de Neuhaus les persécuta, et le seigneur de Schwamberg fit même brûler à Aujezd, près de Taus[1], six de ses sujets qui refusaient d'abjurer. Il fallait donc user de prudence ; Lukas recommanda aux frères d'accomplir dorénavant leurs devoirs religieux dans l'intérieur de leurs maisons, et de n'avoir de réunions générales que rarement, en secret, et dans les bois. Il releva en outre leur courage, en leur écrivant des lettres, en

[1] Au sud-ouest de Pilsen, en 1503.

composant des brochures. Les frères ont alors publié beaucoup d'écrits contre les utraquistes, et un très-petit nombre seulement contre les catholiques.

Dans une de ses brochures, Lukas soutenait que les utraquistes ne pouvaient pas exiger l'obéissance des frères, tant qu'ils n'obéiraient pas eux-mêmes au Pape. Pour soutenir leurs controverses, les frères avaient créé plusieurs imprimeries; en l'année 1519, ils en avaient trois, tandis que le parti des catholiques et celui des utraquistes, bien plus nombreux cependant, n'en avaient chacun qu'une seule [1].

Pensant que s'ils étaient persécutés, c'était parce qu'on ne connaissait pas leurs doctrines, les frères résolurent d'envoyer à Wladislas leur confession de foi (1507). Plusieurs femmes de la noblesse étaient entrées dans l'Unité. L'une d'elles, Martha de Lobkowitz, écrivit au Roi pour recommander les frères. Wladislas lui répondit qu'ils devaient se soumettre et embrasser l'une des deux religions de la Bohême, le catholicisme ou l'utraquisme. Les frères, avertis, jugèrent prudent de ne pas envoyer leur confession; ils la firent seulement imprimer et publier à Nüren-

[1] GINDELY, *Geschichte der böhmischen Brüder,* t. I, p. 120-124.

berg [1]. Cependant le Roi ne se borna pas au refus qu'il avait adressé à Martha de Lobkowitz: il lui envoya deux lettres composées par le chanoine Augustin Käsebrot et destinées à lui faire abandonner l'Unité. Le chanoine avait malheureusement plus de zèle que de science et de bon sens. Comme il répétait dans ses deux lettres les calomnies les plus absurdes contre les frères, entre autres celle du dieu-mouche, et qu'il partait de là pour déclarer qu'on devait les détruire, qu'ils n'étaient pas même dignes du feu et qu'il fallait les livrer aux bêtes féroces, les frères n'eurent qu'à publier et à répandre les deux lettres pour s'attirer de nombreuses sympathies.

Cependant, l'année suivante [2], catholiques et utraquistes s'accordèrent pour presser le Roi d'agir. Cédant enfin à leurs instances, Wladislas publia contre les membres de l'Unité un décret ou mandat qui est devenu célèbre. Après avoir d'abord déclaré qu'il se proposait, en le rendant, d'observer le serment qu'il avait prêté, lors de son sacre, de combattre l'hérésie, Wladislas interdisait les assemblées des frères, leurs prédications et publications. Leurs écrits,

[1] Ils en donnèrent une nouvelle édition en 1518.
[2] 1508.

soit manuscrits, soit imprimés, devaient être brûlés; ils ne pourraient conférer dorénavant aucun sacrement, baptême, mariage ou autre; leurs prêtres et chefs qui ne se soumettraient pas seraient punis; enfin les frères seraient tenus d'embrasser, à leur choix, le catholicisme ou l'utraquisme, et cela avant la fête de Noël, c'est-à-dire dans un délai de huit mois. Cette conversion était obligatoire pour les trois ordres : seigneurs, chevaliers et villes; quiconque donnerait asile aux frères serait poursuivi.

Le décret du Roi ne pouvait être exécuté sur les terres des seigneurs, tant qu'il n'aurait pas été accepté par les diètes. Celle de Moravie le rejeta, et aucune mesure ne fut prise dans ce pays contre les frères jusqu'au règne de l'empereur Ferdinand II [1].

[1] La diète de Moravie avait pris, avant l'édit de Wladislas, des mesures contre les frères. Réunie à Brünn en 1504, elle avait décidé leur suppression; mais comme l'exécution fut confiée à chaque seigneur sur ses terres, elle n'eut pas lieu. Après l'édit de Saint-Jacques, la diète de Moravie s'assembla de nouveau à Brünn. Le clergé y formait encore le premier des quatre ordres. L'évêque de Grosswardein, chancelier de Hongrie, proposa à la diète, non pas précisément l'acceptation du mandat du Roi, mais de nouvelles mesures contre les frères. Les utraquistes, qui y avaient pour orateur Zierotin, seigneur favorable à l'Unité, refusèrent de s'en occuper, tant que les catholiques ne leur auraient pas fait à eux-mêmes diverses concessions. L'évêque n'ayant rien pu promettre,

Celle de Bohême, au contraire, l'adopta. Comme elle avait été convoquée pour la fête de saint Jacques (1er mai 1508), le décret reçut le nom de mandat de Wladislas ou de Saint-Jacques. Il fut déposé à la chancellerie, et devint ainsi loi du royaume.

Les mesures que le Roi avait prises jusqu'alors contre les frères n'avaient pu être exécutées que sur ses terres et dans les villes royales. Devenues loi du royaume par l'acceptation de la diète et le dépôt à la chancellerie, elles durent l'être aussi à l'avenir sur les terres et dans les villes des seigneurs. Il ne semble pas cependant qu'elles l'aient été d'une manière générale. Les seigneurs étaient trop jaloux de leur autorité, pour laisser les agents du Roi pénétrer sur leurs biens et poursuivre leurs sujets. Beaucoup d'entre eux ne se souciaient pas non plus de les poursuivre eux-mêmes. Ceux qui l'essayèrent ne furent pas même toujours soutenus par le clergé, soit catholique, soit utraquiste; ainsi, un seigneur catholique, Jean de Rosenberg, grand prieur de l'ordre de Malte, ayant voulu contraindre un de ses sujets,

faute de pouvoirs, la diète se sépara sans avoir rien décidé, et l'édit de Saint-Jacques ne fut pas exécuté en Moravie. (GINDELY, *Geschichte der böhmischen Brüder*, t. I, p. 135.)

George Wolinsky, à embrasser le catholicisme ou l'utraquisme, le prieur catholique de Strakonic[1] lui déclara qu'on ne devait convertir personne par la violence[2]. Le frère fut cependant mis en prison, et on l'y laissa cinq jours sans nourriture. Ce délai passé, Wolinsky ayant encore refusé d'abjurer, Rosenberg le fit remettre en liberté[3].

Ailleurs, des frères furent victimes de leur imprudence. L'un d'eux, ayant interrompu un prédicateur utraquiste et attaqué publiquement la présence réelle, fut condamné et brûlé. Mais le plus souvent, ceux qui demeurèrent tranquilles ne furent pas inquiétés.

Si les seigneurs refusèrent d'exécuter l'édit de Saint-Jacques, on put encore moins l'exécuter contre eux.

Cependant Lukas continuait à écrire des ouvrages pour la défense des frères, et à visiter les communautés pour les maintenir dans la foi de l'Unité. Il avait beau se cacher et changer sans cesse de résidence, ses ouvrages attirèrent l'attention sur lui; il fut arrêté par ordre de Pierre Suda, seigneur de

[1] En Bohême, au sud-ouest de Pisek.
[2] GINDELY, *Geschichte der böhmischen Brüder*, t. I, p. 146.
[3] Le fait se passa en 1513.

Janowitz (1515), emprisonné et mis aux fers. Lukas était né sur les terres des seigneurs de Krajek. L'un d'eux, Conrad de Krajek[1], qui avait embrassé la foi de l'Unité, prit sa défense et le réclama comme étant son sujet. Janowitz répondit que Lukas, étant évêque, était une personne libre et ne pouvait être sujet. Conrad s'adressa alors aux tribunaux, et ils ordonnèrent la mise en liberté de Lukas, à la condition toutefois qu'il se présenterait devant le consistoire utraquiste de Prague. Le roi Wladislas II étant mort sur ces entrefaites (13 mars 1516), l'affaire n'eut pas de suite, et la persécution contre les frères cessa pour le moment.

[1] Conrad de Krajek avait hérité des biens de Jeanne de Krajek. Jeanne avait embrassé la foi de l'Unité; mais la protection du Roi avait empêché de lui appliquer le mandat de Saint-Jacques.

CHAPITRE II

LE LUTHÉRANISME EN BOHÊME.

(1516-1547)

I. L'Église nationale de Bohême et les sectes. — Avénement de Louis II. — Deux partis en Bohême : catholiques et utraquistes. — Le luthéranisme en Bohême; premières relations avec Luther; pamphlets contre l'Église catholique; les humanistes. — Le luthéranisme s'introduit peu à peu. — Gallus Cahera. — Les luthériens persécutent les vieux utraquistes du conseil de Prague favorables au Saint-Siége et les exilent. — La *diète de la Chandeleur* (2 février 1524) adopte une confession de foi luthérienne, et nomme Cahera administrateur (23 août). — Cahera s'efforce de devenir le chef des catholiques et négocie avec eux; il échoue; son influence retarde l'invasion du luthéranisme. — Prague nomme un conseil vieil-utraquiste; les exilés sont rappelés; les luthériens se plaignent; le mouvement opposé au luthéranisme entraîne le Roi et la diète. — La *diète de Sainte-Marguerite* (20 juillet 1524) se montre hostile aux luthériens; le conseil de Prague expulse de son sein la minorité luthérienne; troubles dans Prague. — Le conseil rétablit l'ancien utraquisme et persécute les luthériens. — Luther écrit en vain à Cahera; le Roi prend le parti des vieux utraquistes. — La diète rétablit l'ancien utraquisme (25 janvier 1525). — Les utraquistes négocient sans résultat avec le Saint-Siége. — Le parti luthérien reprend le dessus. — Lukas est laissé en liberté (1516); le culte; relations de l'Unité avec Luther. — Les frères se séparent des luthériens et des calvinistes. — Destruction des amosites. — Secte des habrowanites; Dub-

cansky; tentative religieuse d'Adalbert de Pernstein. — Mort de Lukas (1528); son rôle dans l'Unité. — Élection d'Augusta (1532).

II. Mort de Louis II à Mohacz (29 août 1526). — Avénement de Ferdinand Ier (23 octobre 1526); il s'est montré d'abord favorable au protestantisme; faiblesse du pouvoir royal. — Ferdinand essaye de rétablir la paix par l'unité religieuse; il rappelle les luthériens et exile Cahera (1529). — Il poursuit les anabaptistes; les frères refusent de s'unir aux anabaptistes. — Les seigneurs utraquistes persécutent leurs sujets catholiques; leur opposition contre le Roi. — Progrès des frères; Conrad de Krajek — Les frères publient une apologie de leur foi que Luther approuve (1533) — Affaire de Jean Zbornik, prêtre de l'Unité, et de ses protecteurs, les seigneurs de Janowitz et de Krajek. — Les frères rédigent un nouvel abrégé de leur religion. — Entrevue entre Ferdinand et Conrad de Krajek. — Les frères présentent leur confession de foi au Roi, à Vienne (1535). — Ferdinand leur promet de les laisser tranquilles. — La confession de l'Unité est imprimée à Wittenberg, avec un avant-propos de Luther (1538).

III. Diète de Bohême de 1537; les seigneurs de l'Unité en sont exclus. — Les utraquistes rejettent les compactats. — Les vieux utraquistes rédigent sept articles de conciliation; les catholiques les repoussent. — Les utraquistes, dirigés par les seigneurs, s'éloignent des catholiques pour se rapprocher des luthériens. — Leur synode de Prague; il ne peut se mettre d'accord. — Le Roi leur propose l'adoption de six articles qui consacrent le maintien du vieil-utraquisme. — La fête de Jean Huss. — Opposition de Mistopol; Mitmanek le soutient : il est chassé. — Progrès des luthériens et des frères. — Prague refuse son artillerie au Roi. — La monarchie de Habsbourg sauve l'Europe. — Les tribunaux refusent de soutenir le Roi et de punir les dissidents. — Les utraquistes persécutent les frères que Ferdinand laisse tranquilles. — Incendie des archives; le décret de Saint-Jacques est maintenu.

I

Le hussitisme avait été un mouvement national, à la fois religieux et politique. En repoussant l'autorité de l'Empereur, les hussites avaient rejeté en même temps celle du Pape, son allié. Mais, s'ils étaient parvenus à maintenir leur indépendance politique, grâce à des rois nationaux qui les défendirent contre l'étranger et écrasèrent les opposants, ils n'avaient pu conserver leur autonomie religieuse, parce que, après avoir rejeté l'autorité du Saint-Siége, l'Église bohême ne réussit pas à soumettre à la sienne les diverses sectes qui réclamaient à leur tour une complète liberté. La principale de ces sectes, celle des taborites, avait bien été détruite à la bataille de Lipan [1]; mais elle avait été remplacée par une foule d'autres. Le parti modéré qui avait remporté la victoire avait seulement changé de nom, abandonné celui de son premier chef, Jean Huss, pour prendre celui d'utra-

[1] En 1434.

quiste, qui venait de son principal dogme, la communion sous les deux espèces, *sub utraque*. Les difficultés n'avaient pas disparu pour cela. Placé entre l'Église catholique et les sectes, son consistoire se trouvait dans une fausse position. Il ne pouvait pas réclamer l'indépendance vis-à-vis du Saint-Siége sans l'accorder en même temps aux dissidents; et accorder cette indépendance aurait été renoncer à une Église nationale, car celle-ci ne pouvait exister sans l'unité des doctrines; d'un autre côté, revenir à l'Église catholique aurait été renoncer également à l'autonomie religieuse.

A l'avénement de Louis II, fils et successeur de Wladislas [1], la Bohême était divisée en deux partis d'égale importance : les catholiques et les utraquistes. Mais tandis que les catholiques pouvaient s'appuyer sur le Roi et sur le Pape, les utraquistes ne pouvaient compter que sur eux-mêmes. Il leur était impossible, en effet, de demander des secours soit au Roi qui était catholique, soit au Pape avec lequel ils ne s'étaient pas reconciliés. Ils ne pouvaient pas même s'adresser aux seigneurs, car depuis qu'ils s'étaient emparés des biens du clergé

[1] En 1516.

catholique, les seigneurs abandonnaient les utraquistes qui les avaient aidés d'abord et dont ils n'avaient plus besoin. Dénué d'une autorité spirituelle capable d'empêcher l'invasion des sectes, et privé de l'appui du pouvoir civil et ecclésiastique, l'utraquisme chercha à se réconcilier avec le Saint-Siége; mais comme il voulait avoir une Église nationale, on ne put s'entendre, et le désir d'une réconciliation sembla même s'affaiblir par l'habitude et la durée de la séparation. Il en résulta une certaine tolérance pour les personnes, qui aboutit d'abord à la tolérance des doctrines, puis, peu à peu, à une indifférence dont profitèrent seules les sectes nouvelles.

Ce fut à ce moment qu'éclata en Allemagne la révolution luthérienne [1]. La guerre que Luther déclara au Saint-Siége ranima bientôt en Bohême les passions religieuses. On se rappela les souffrances de la guerre des hussites, l'insuccès de toutes les tentatives de réconciliation avec Rome, et l'on accusa de

[1] C'est à tort qu'on emploie le nom de réforme, pour désigner le protestantisme La situation créée par Luther n'a pas mieux valu que celle qu'il avait détruite; il n'a donc pas réformé. Si l'on veut être exact, c'est du mot révolution qu'on doit se servir. (DÖLLINGER, *la Réforme*, etc., t. I, p. 11, 13, 18, 33, 46, 47, 48, 49, 52, 60, 76, 86 217, 277, 283, 326; — t. II, p. 58, 125, 175, 189, 191, 307, 349, 391, 397, 411, 419, 425, 499, 519, 542, 625, 635, 641; — t. III, 227, 234, 251.)

nouveau le Pape de tous les maux qui avaient accablé la Bohême. Un membre du consistoire utraquiste, Wenzel Rozdalovicky, et le curé de Sainte-Marie de Tein à Prague, Martin Poduska, exprimèrent d'abord, dans divers écrits, leur admiration pour Luther (1519). Un messager lui fut ensuite envoyé, on ne sait par qui. Luther le renvoya avec une lettre et la collection de ses œuvres. Le grand révolutionnaire allemand avait déjà des partisans en Bohême, parmi ceux qui avaient étudié dans les universités de l'Empire. Il ne s'agissait plus d'ailleurs de rechercher, ainsi que les frères l'avaient déjà fait, une religion plus parfaite. Comme dans presque toutes les révolutions, on ne songeait qu'à détruire sans trop penser au lendemain [1]. De nombreux pamphlets, composés en Allemagne contre l'Église catholique, furent traduits en tchèque et répandus en Bohême. Les frères ne furent pas les moins ardents à se les procurer et à les répandre; ils ne savaient pas qu'un jour viendrait bientôt où les luthériens ne les traiteraient pas mieux que ne les traitaient déjà les catholiques et les utraquistes. Plusieurs de ces pamphlets [2] étaient l'œuvre

[1] DÖLLINGER, t. I, p. 217.

[2] L'un de ces pamphlets était intitulé : *L'entretien de l'apôtre saint Pierre avec le saint-père Jules II*

d'humanistes imprévoyants, tels que Marsile Ficin, Pic de la Mirandole et Érasme [1]. S'ils attaquaient les mœurs de la cour romaine, ce n'était pas pour les réformer, c'était pour s'en divertir. Ils auraient pu prêcher d'exemple; ils n'y songeaient pas. Lorsque les frères, se prenant aux belles paroles d'Érasme, crurent pouvoir rechercher son appui et lui envoyèrent des députés avec leur profession de foi, ce bel esprit, tout en louant leurs doctrines, refusa de leur donner un témoignage public de son approbation : il craignait de se compromettre [2].

L'influence de Luther se fit d'abord sentir sur le clergé, principalement le clergé utraquiste. Plusieurs ecclésiastiques supprimèrent des cérémonies que le hussitisme avait conservées. Ce fut en vain que le consistoire s'y opposa, les utraquistes, manquant de chefs, laissés sans direction, devinrent peu à peu luthériens [3].

Au mois de juin 1522, Luther s'adressa à la diète

[1] Voir Döllinger, t. I, p. 2.

[2] Gindely, *Geschichte der böhmischen Brüder*, t. I, p 149.

[3] Le luthéranisme se répandit ensuite dans la haute noblesse; mais il y eut cette différence, que la foi de l'Unité s'était répandue d'abord parmi le peuple et ensuite parmi les hautes classes, tandis que le luthéranisme, au contraire, fut d'abord admis par les seigneurs, puis imposé par eux à leurs sujets,

de Bohême, pour l'engager à ne pas se réconcilier avec Rome et à conserver la sainte mémoire de Jean Huss et de Jérôme de Prague. Il écrivit ensuite au conseil de la ville de Prague (1523), et lui fit porter sa lettre par Gallus Cahera, l'un de ses disciples. Cahera, né à Saatz[1] en Bohême, fils d'un simple boucher, avait embrassé l'état ecclésiastique et était devenu curé utraquiste de Leitmeritz[2]. S'étant brouillé avec le conseil de cette ville, il vint passer quelque temps à Wittenberg, et y gagna la confiance de Luther. La lettre qu'il apportait recommandait aux utraquistes de rompre les derniers liens qui les rattachaient à Rome, en renonçant à l'ordina-

au moyen de la violence. (GINDELY, *Geschichte der Ertheilung des böhmischen Majestätsbriefes von* 1609, p. 113.)

Les protestants ne songeaient pas à établir d'une manière générale la liberté de conscience; ils ne la voulaient que pour eux; aussi intolérants que Philippe II, ils s'arrogeaient sur la conscience de leurs sujets plus de droits que les papes et les conciles. Ils ont sur ce point faussé l'histoire. (GINDELY, *Rudolf II und seine Zeit,* t. I, p. 160, 264, 272, 302, 307.) Le principal but des protestants a été de s'emparer des biens ecclésiastiques. (*Id.,* t. I, p. 159, 242, et DÖLLINGER, t. I, p. 218.) Dans tous les pays où il s'est introduit, le protestantisme a empiré la condition du peuple, et le rétablissement du catholicisme ne l'a pas améliorée. (GINDELY, *Rudolf II und seine Zeit,* t. I, p. 175.)

[1] Sur l'Eger, au nord-ouest de la Bohême.

[2] Sur l'Elbe, au nord-ouest de Prague.

tion des prêtres par des évêques catholiques [1].

Le luthéranisme se répandit en partie, grâce aux places et aux dignités que ses partisans obtinrent en Bohême et dont ils usèrent à l'avantage de la religion nouvelle. C'est ainsi que Cahera fut nommé à la cure de Sainte-Marie de Tein, l'une des plus importantes de Prague. Il y monta dans la chaire qu'avait occupée Rokycana, et y prêcha le luthéranisme. Il fut secondé par un moine augustin, qui prêcha en allemand dans l'église de Sainte-Croix de l'Altstadt, et par un ancien frère de l'Unité, nommé Martin, qui prêcha en tchèque dans la chapelle de Bethléhem, illustrée par Jean Huss. Le moine gagna les Allemands; l'ancien frère gagna les Tchèques.

Vers le même temps, le roi Louis II, cédant à ce mouvement, nommait à Prague un conseil de ville favorable aux novateurs, remplaçait Jean Pasek de Brat, juge de cour, premier conseiller et bourgmestre de Prague, utraquiste favorable à une réconciliation avec Rome, par un luthérien nommé Jean Hlavsa de Liboslav, et laissait exiler un ancien administrateur,

[1] L'utraquisme n'ayant pas d'évêques, les prêtres utraquistes allaient se faire ordonner par des évêques catholiques, principalement en Italie, surtout à Venise. (GINDELY, *Geschichte der böhmischen Brüder*, t. II, p. 18.)

Mathias Korambus, et trois curés, tous également bien disposés pour Rome. Le luthéranisme n'avait donc pas recours seulement à la prédication, à la discussion; dès qu'il devenait le plus fort, il persécutait ses adversaires. L'appui du Roi ne lui suffit pas; il lui fallut celui de la diète. Les états utraquistes s'étant réunis à Prague [1], pour la fête de la Chandeleur (2 février 1524), Cahera leur présenta une confession de foi qui, sans être encore complétement luthérienne, s'éloignait déjà sensiblement de l'utraquisme [2]. Elle conservait la messe, les fêtes de la Sainte Vierge et des saints en y comprenant celle de Jean Huss [3], mais permettait le mariage des prêtres. Cahera était allé trop loin en proposant ce dernier article; les états le rejetèrent à une grande majorité; ils semblent avoir adopté le reste de la confession de foi. Cependant la décision la plus importante qu'ils prirent fut la nomination de Cahera comme administrateur [4]. L'Église utraquiste eut désormais à sa tête un luthérien.

[1] Au Carolinum, palais de l'Université; c'était une diète spéciale des états utraquistes.

[2] Elle se composait de vingt articles.

[3] Elle n'acceptait toutefois les écrits de Jean Huss qu'autant qu'ils étaient conformes à la sainte Écriture.

[4] Le 23 août.

Devenu le chef des utraquistes, Cahera visa plus haut; il forma le dessein de devenir, en outre, le chef des catholiques. Il se serait par là soustrait à toute dépendance vis-à-vis de la diète qui l'avait nommé, et aurait pu parvenir à cette haute situation d'archevêque de Prague, de chef religieux de toute la Bohême, que son prédécesseur Rokycana avait vainement ambitionnée. Lui qui avait non-seulement apporté aux bohémiens la lettre dans laquelle Luther les exhortait à ne pas se réconcilier avec Rome, mais pris part à sa rédaction, il résolut de se rapprocher des catholiques, et entra pour cela en négociation avec quelques chanoines de la cathédrale de Prague. Un cardinal qui se trouvait auprès du roi Louis II, à Ofen [1], écrivit aux utraquistes de Bohême, pour les engager à s'unir à l'Église romaine. Les négociations n'aboutirent pas. Mais comme elles ne furent pas rompues avec éclat, Cahera n'en garda pas rancune au Saint-Siége. N'avait-il d'ailleurs obéi qu'à l'ambition, en cherchant à se réconcilier avec Rome? ou bien, du poste élevé auquel il était déjà parvenu, avait-il vu de plus haut et avec plus d'étendue et de justesse la véritable situation de la Bohême?

[1] Il avait été envoyé par le pape Clément VII

Les changements d'opinion, dès qu'ils deviennent intéressés, cesseraient-ils toujours d'être sincères?

Cependant le luthéranisme avait fait de grands progrès en Bohême, dans les derniers mois de l'année 1523. Plusieurs cures de Prague avaient été occupées par des luthériens; quelques frères de l'Unité s'y étaient même glissés. La volte-face de Cahera arrêta ce mouvement. L'utraquisme avait laissé de profondes racines parmi le peuple. Soutenu par l'administrateur qui était pour lui un chef actif, et par les catholiques qui le préféraient au luthéranisme parce que sa foi différait moins de la leur et qu'il était une religion légale, l'utraquisme se fortifia de nouveau et résista pendant quelque temps à l'invasion religieuse allemande.

Ce retard apporté au progrès du luthéranisme nous montre ce que peut faire un homme, en usant du pouvoir et de l'influence que lui donne une situation élevée. On parle peut-être trop de mouvements populaires inconscients, de courants irrésistibles d'opinion. On ferait mieux de rechercher quelle est, dans la marche des événements, la part des hommes qui sont en possession de l'autorité.

A la suite des négociations de Cahera, des dis-

cussions religieuses eurent lieu entre les partisans du Pape et ceux de Luther, d'abord dans les chaires des églises, puis dans les auberges et dans les rues, où elles dégénérèrent parfois en combats sanglants. Le conseil de Prague était alors nommé, tantôt par le Roi, tantôt par les bourgeois. Celui que le Roi avait nommé en 1523 s'était montré favorable aux luthériens; celui que les bourgeois élurent en 1524, peut-être grâce à Cahera, leur fut hostile. Pasek, qui en avait été exclu par l'influence du luthéranisme, y rentra par l'influence de l'utraquisme redevenu prépondérant. Le nouveau conseil prit aussitôt des mesures conformes au revirement qui s'était accompli. Il publia[1] un décret blâmant les curés qui avaient abandonné l'usage d'exposer le Saint Sacrement dans l'ostensoir, confia au consistoire la censure des livres hérétiques, et chargea le pouvoir municipal du soin d'en punir les auteurs.

Les luthériens, alarmés, écrivirent au conseil pour désapprouver ce décret, et pour déclarer que les catholiques et les utraquistes, se tolérant réciproquement, devaient aussi tolérer ceux qui se conduisaient d'après l'Écriture sainte. Se trouvant les plus

[1] Le 11 mai.

forts en 1523, ils avaient expulsé les utraquistes; devenus les plus faibles en 1524, ils réclamaient la tolérance. Quant au Roi, il prit, comme à l'ordinaire, le parti du plus fort et favorisa, de son côté, le retour à l'utraquisme.

Après avoir gagné le conseil de Prague, le mouvement hostile au luthéranisme gagna aussi la diète. Aux états réunis pour la fête de sainte Marguerite (20 juillet 1524), il fut question non-seulement d'annuler les décisions prises quelques mois auparavant par les États de la Chandeleur, c'est-à-dire de ne plus favoriser le luthéranisme, mais encore de mettre à exécution contre lui le mandat de Saint-Jacques, c'est-à-dire de le persécuter. Le décret de Saint-Jacques avait été publié, en effet, contre les picards, terme général par lequel on pouvait désigner à volonté les frères, les luthériens, tous les dissidents, tous ceux qui n'adoptaient pas le catholicisme ou l'utraquisme. Cependant aucune mesure ne fut prise.

La conduite de la diète parut trop modérée au conseil de Prague. Composé en majorité de catholiques et d'utraquistes, ce conseil expulsa de son sein, emprisonna même les luthériens qui en formaient la

minorité (9 août 1524), et ordonna aux partisans des frères de quitter Prague. Ces actes de violence jetèrent un grand trouble dans la ville. Les bourgeois surexcités prirent les armes; mais les partis ne se distinguant pas encore nettement les uns des autres, on ne connaissait guère mieux ses adhérents que ses adversaires; et, dans l'incertitude où l'on était, on attendit; les esprits se calmèrent, et il n'y eut pas de sang répandu.

Ainsi épuré, le conseil rappela les prêtres que les luthériens avaient fait bannir. Puis, faisant ce que la diète n'avait pas osé faire, il rétablit l'ancien utraquisme tel qu'il existait avant la diète de la Chandeleur, et prit diverses mesures pour en assurer le maintien. Il décida, entre autres, qu'un mariage célébré par un prêtre intrus serait nul; que quiconque se laisserait rebaptiser par les sectaires serait marqué au visage et exilé. La vente des livres hérétiques était interdite sous peine de mort et de confiscation des biens. Les associations secrètes étaient interdites. Ceux qui violeraient ces décisions seraient sévèrement punis. Quiconque dévierait en matière de foi le serait également.

La plupart de ces mesures atteignaient à la fois

les frères et les luthériens. Luther, averti de ce qui se passait, écrivit à l'administrateur Cahera pour l'engager à changer de conduite; il n'en put rien obtenir. Le lieutenant royal en Bohême, prince Charles de Münsterberg, reçut, sur ces entrefaites, du roi Louis II, l'ordre de faire une enquête sur l'expulsion des membres de la minorité. Le parti vainqueur accusa les vaincus d'avoir ourdi une conjuration contre lui, et les vaincus répondirent qu'ils n'avaient fait que se conformer aux décisions de la diète de la Chandeleur [1]. Quoi qu'il en soit, le Roi, après avoir fait mettre en liberté [2] les membres de la minorité qui avaient été emprisonnés, leur ordonna de vendre leurs biens à bref délai et de quitter Prague pour toujours. C'était prendre encore le parti du plus fort.

Le mouvement de réaction utraquiste continuant, les états finirent par suivre l'exemple du conseil et du Roi. La diète, réunie de nouveau le 25 janvier 1525, détruisit, en conséquence, tout ce que celle de la Chandeleur avait fait une année aupara-

[1] Ils rappelaient que Cahera, à son arrivée de Wittenberg, avait aussi prêché contre le Pape et l'avait traité d'Antechrist.
[2] Le 19 décembre 1524.

vant, et rétablit, dans toute la Bohême, l'ancien utraquisme que le conseil avait déjà rétabli dans Prague. Les frères avaient eu l'imprudence de se montrer favorables au luthéranisme; la diète décida que leurs lieux de réunion seraient fermés, et que l'on aviserait plus tard aux mesures à prendre à l'égard de leurs personnes.

Malgré la victoire qu'il avait remportée, le parti utraquiste ne se sentait pas sûr du lendemain, et, afin de se fortifier, il résolut de faire la paix avec Rome. La diète donna pour cela plein pouvoir au gouvernement de négocier à Ofen avec le légat du Pape. Cahera, reprenant de son côté, et cette fois au nom du consistoire, les tentatives qu'il avait déjà faites en son propre nom pour se rapprocher des catholiques, entra en correspondance avec le légat, et fit assurer le Pape de l'obéissance du clergé utraquiste. C'était la première déclaration d'obéissance que les Bohémiens adressaient au Saint-Siége depuis Jean Huss. Au temps de Pâques, plusieurs utraquistes, parmi lesquels se trouvaient, à côté de l'administrateur actuel Cahera, l'ancien administrateur Korambus, le bourgmestre Pasek, et un certain nombre de catholiques ayant à leur tête le

lieutenant royal Münsterberg et l'administrateur catholique Jean Zak, qui remplaçait l'ancien archevêque de Prague [1], se rendirent à Ofen. Les négociations s'ouvrirent et furent poursuivies par les deux partis avec le plus vif désir de s'entendre. Elles échouèrent néanmoins. Le légat refusait d'accorder la communion sous les deux espèces, et de renoncer pour le clergé aux biens temporels qui lui avaient été enlevés. De leur côté, les utraquistes voulaient garder l'usage de la coupe, dans lequel ils voyaient le signe distinctif de leur Église nationale; et les seigneurs entendaient conserver les biens ecclésiastiques dont ils s'étaient emparés au temps des hussites, et dont la restitution leur aurait enlevé une grande partie de leurs richesses et de leur autorité. Pensant qu'une réconciliation avec Rome entraînerait cette restitution, ils écrivirent au Roi pour la désapprouver. Le Saint-Siége aurait pu renoncer aux biens du clergé; il lui était plus difficile d'accorder la communion *sub utraque*. Ç'eût été, en effet, laisser aux Bohémiens un usage qui avait jadis

[1] Gindely appelle l'administrateur utraquiste administrateur *sub utraque*, et l'administrateur catholique administrateur *sub una*. (*Geschichte der böhmischen Brüder*, t. I, p. 182.)

existé pour tous les fidèles, et que l'Église avait dû condamner à cause des abus qu'il avait causés. Et en Bohême, cet usage offrait encore plus de dangers qu'ailleurs, parce qu'il consacrait une sorte d'égalité entre le clergé et les fidèles, et que l'une des principales erreurs des sectes de Bohême consistait précisément à accorder l'autorité religieuse aux laïques, ce qui entraînait d'abord la suppression du sacerdoce et de l'Église, puis, par voie de conséquence, celle du pouvoir civil lui-même. Accorder l'usage de la coupe, ç'aurait été adopter en partie la doctrine des sectes, et encourager des divisions que l'on voulait faire cesser [1]. Le légat déclara que de pareilles concessions ne pourraient être faites que par un concile général [2]. Il demanda, en outre, que les ambassadeurs, pour eux et leurs mandants, abjurassent toutes leurs erreurs et exprimassent leur repentir du schisme. Le légat espérait peut-être, par cette humble soumission faite en termes généraux, décider la cour romaine à accorder certaines concessions de détail. Mais les représentants des utra-

[1] Les sectes issues du hussitisme avaient pour principe la suppression du clergé; les laïques y possédaient presque autant d'autorité religieuse que les prêtres.

[2] La coupe fut accordée plus tard, en 1564, par Pie IV

quistes, Cahera, Korambus et Pasek, déclarèrent qu'ils manquaient de pouvoirs pour faire de pareilles déclarations.

Ce défaut de réconciliation eut de fâcheuses conséquences pour le parti utraquiste. Le mouvement d'opinion qui s'était manifesté en sa faveur se ralentit, et le parti luthérien reprit le dessus. L'un des chefs de ce parti, Hlavsa, vint trouver le Roi à Ofen et obtint de lui le retour des bannis. La commune de Prague s'opposa bien à ce retour, et le Roi n'eut pas assez d'autorité pour la contraindre à exécuter ses ordres; mais cette opposition ne dura pas longtemps.

Qu'étaient devenus les frères de l'Unité, pendant cette première lutte entre l'utraquisme et le luthéranisme? Délivré de toutes poursuites à l'avénement de Louis II, et replacé à la tête des frères [1], Lukas avait rencontré l'opposition de plusieurs de ses coreligionnaires. Ayant voulu introduire un certain éclat dans les cérémonies du culte, il eut des démêlés avec Thomas de Prelouc qui voulait conserver la simplicité primitive. Après la mort de cet ancien (23 février 1517), Lukas, chargé seul désormais de

[1] Ce fut alors que Lukas composa ses principaux ouvrages.

la direction des frères [1], put faire prévaloir ses idées; mais l'apparition du luthéranisme vint bientôt lui causer de nouveaux embarras.

Lukas avait suivi avec une grande attention les entreprises de Luther. Il ne désapprouva ni sa lettre contre le Pape au sujet des indulgences, ni sa thèse sur la justification. Les dissentiments ne tardèrent pas cependant à apparaître. Lukas commença par attaquer la doctrine de l'impanation et par soutenir les seconds baptêmes. Luther n'eut garde de s'en irriter; il se montra plein de bienveillance pour les frères, dans lesquels il voyait d'utiles auxiliaires pour la guerre qu'il avait entreprise contre le Saint-Siége. Il désapprouva néanmoins plusieurs points de leurs doctrines et de leur discipline, surtout le célibat de leurs prêtres. Les frères lui répondirent par une profession de foi imprimée (1522), dans laquelle ils soutenaient, entre autres choses, ce célibat. Luther, si agressif contre le roi d'Angleterre, se garda bien encore de les condamner. Encouragé par ce silence, Lukas envoya deux députés à Wittenberg, pour examiner de plus près le luthéranisme. Cet

[1] Trois anciens furent cependant nommés : Wenzel Broutecky, Daniel Hranicky et Martin Skoda.

examen fut loin de satisfaire les deux députés; ils ne découvrirent pas là les chrétiens primitifs que les frères avaient déjà cherchés vainement en Asie et en Égypte; et à leur retour, peut-être aussi par suite de la victoire des utraquistes, l'Unité se sépara encore plus des luthériens.

Les frères n'adoptèrent pas davantage les doctrines de Zwingle [1]. Trois moines, échappés de Breslau, essayèrent pourtant de les leur faire admettre; ils n'eurent quelque succès qu'auprès du petit parti de l'Unité, c'est-à-dire auprès des amosites. Mais ce parti, composé de gens ignorants et de bas étage, n'avait aucune influence sur l'Unité. Il allait, du reste, bientôt disparaître de Prague. L'administrateur Cahera ayant déclaré la confession et la communion obligatoires pour tous les habitants de cette ville, ses inquisiteurs découvrirent deux amosites, un homme nommé Nicolas et une femme nommée Clara, qui nièrent le dogme de la présence réelle. Condamnés pour cela à être brûlés, ils marchèrent au supplice avec courage et en chantant [2]. Un seigneur qui appartenait à l'Unité, Ignace Perk-

[1] En 1525.
[2] En 1526.

novsky, les ayant rencontrés en chemin, les interrogea sur leur foi, déclara qu'il la partageait, et fut pour ce fait, bien qu'il appartînt à la haute noblesse, retenu prisonnier pendant deux ans. L'année suivante [1], une femme nommée Martha fut encore brûlée pour avoir soutenu les mêmes doctrines. Le reste des amosites disparut alors de Prague.

Ainsi débarrassé des amosites sans avoir pris part à leur persécution, Lukas se trouva aux prises avec une nouvelle secte, également sortie de l'Unité. Un pelletier, appelé Mathias, surnommé l'Ermite, échauffé par la lecture de la Bible, se mit à prêcher dans Prague et dans les environs. Averti sans résultat, il fut mis en prison. Il en sortit au bout de quelques mois et se remit à prêcher. Il ne reconnaissait d'autre autorité que la Bible et déclarait tout sacerdoce inutile. Très-ignorant d'ailleurs, il pensait remplacer le savoir par le zèle et l'enthousiasme. Il eut pour principal partisan un seigneur morave, Jean de Dubcansky sur Habrowan [2]; de là le nom d'habrowanites que prirent les partisans de la secte [3]. Ils adoptèrent la doctrine

[1] En 1527.
[2] Village près d'Austerlitz.
[3] On les appela aussi frères de Lutsch, du nom de Lutsch,

de Zwingle sur l'Eucharistie [1] et celle d'Osiander sur la justification [2]. Leur nombre était peu considérable, car chaque seigneur, modifiant alors la religion à son gré et formant ainsi volontiers une petite Église distincte dont il était le chef, n'avait garde de se soumettre aux fantaisies de ses voisins. Pour accroître le nombre de ses adeptes, Dubcansky eut l'idée de traiter avec les frères; il leur offrit d'adopter leur confession de foi s'ils consentaient à y faire certaines modifications. Lukas refusa d'y rien changer, et l'affaire n'eut pas de suite.

Quelques années plus tard, un seigneur, Adalbert de Pernstein, essaya, comme Dubcansky, de fonder une religion nouvelle. Il réunit pour cela quelques prêtres autour de lui, à Prossnitz [3] en Moravie [4], et s'efforça de leur recruter des fidèles. Il espérait ainsi attirer à lui les membres de l'Unité et devenir leur

village du nord-ouest de la Moravie dans lequel ils séjournèrent le plus longtemps.

[1] Pour Zwingle, la Cène n'était qu'une simple commémoration de la mort du Christ, et les paroles de l'institution eucharistique devaient être prises au figuré. (ALZOG, *Histoire de l'Église*, trad. Goschler, 3e éd., Paris, Lecoffre, 1875, t. III, p. 61.)

[2] Cette doctrine différait de celle de Luther. (ALZOG, *Histoire de l'Église*, t. III, p. 182.)

[3] Au sud-ouest d'Olmütz.

[4] En 1558.

chef. Ayant échoué, il fit composer un livre contre eux, interdit leurs assemblées et leur défendit de se marier devant d'autres prêtres que les siens. Son entreprise n'eut pas plus de succès que celle de Dubcansky; il ne parvint pas même à convertir sa femme qui demeura fidèle à l'Unité, et sa mort, survenue en 1561, mit fin à son Église.

L'affaire des habrowanites fut la dernière dont s'occupa Lukas; il mourut bientôt après [1] (11 décembre 1528), à l'âge de soixante-douze ans, à Jungbunzlau, dans un ancien couvent que le seigneur de cette ville avait donné aux frères. Peu de temps auparavant, il avait ordonné publiquement des prêtres. C'était la première fois que pareille chose arrivait depuis la fondation de l'Unité Pierre de Chelcic avait fondé la secte; Grégoire l'avait organisée; Lukas la réforma. Personne, au seizième siècle, n'a plus écrit que lui; mais il fut plutôt encore un homme d'action qu'un écrivain. Martin Skoda, le seul ancien ou évêque alors survivant [2], lui succéda et gouverna l'Unité dans le même esprit que lui.

[1] De la maladie de la pierre.

[2] La succession épiscopale avait toujours été maintenue par la nomination d'anciens.

Après la mort de Skoda[1], le synode, réuni à Brandeis, nomma plusieurs anciens. Des éléments plus jeunes pénétrèrent alors dans le conseil. L'un des nouveaux élus, Jean Augusta, allait devenir célèbre[2].

II

Abandonné par la noblesse, Louis II avait été battu et tué par les Turcs à la terrible journée de Mohacz[3] (29 août 1526). La Bohême, au milieu de ses dissensions religieuses, fut menacée de subir le même sort que Constantinople. Elle fut sauvée par la maison de Habsbourg.

L'avénement de Ferdinand Ier (23 octobre 1526) allait avoir une grande influence sur les destinées religieuses de ce pays. Depuis la mort de George Podiebrad, c'est-à-dire depuis cinquante-cinq ans,

[1] En 1532.

[2] L'histoire de l'Unité devient, à partir de cette époque, la moitié de l'histoire de la Bohême. (GINDELY, *Geschichte der böhmischen Brüder*, t. I, p. 121.)

[3] Sur la rive droite du Danube, au nord-ouest et à peu de distance de l'endroit où la Drave se jette dans ce fleuve.

les rois de Bohême n'avaient exercé aucune autorité véritable. Il n'en fut pas de même de Ferdinand, et il le dut surtout à son caractère et à son activité personnelle. Élevé en Espagne, ce frère de Charles-Quint s'était montré d'abord, comme plusieurs autres princes de son temps, favorable au protestantisme; il avait cru y trouver une réforme de l'Église catholique. Il lui devint hostile, dès qu'il y vit seulement une séparation d'avec le Saint-Siége. Il demeura néanmoins tolérant. Ne l'eût-il pas été, il n'aurait pu d'ailleurs ramener la Bohême au catholicisme, parce que le souverain y possédait une autorité bien moins grande que celle qu'un Électeur de l'empire d'Allemagne, par exemple, possédait dans les siens. Et cependant, au seizième siècle, un souverain et ses sujets ne pouvaient professer une religion différente, sans avoir les uns pour les autres, sinon de la haine et du mépris, au moins une grande défiance. De plus, dans ce siècle témoin de la naissance de tant de sectes, tous, aussi bien les sujets que les souverains, aspiraient à l'unité religieuse. On pensait qu'il n'y avait qu'une seule religion vraie, qu'elle seule devait régner, et que toutes les autres devaient disparaître. On n'avait encore aucune idée de cette

tolérance, fruit de l'indifférence, de la lassitude ou de la nécessité, à laquelle les partis vaincus font appel, et qu'ils oublient si souvent dès qu'ils ont à leur tour remporté la victoire. Cette tolérance n'est pas d'ailleurs aussi généralement admise aujourd'hui qu'on semblerait le croire, et l'on peut se demander si, même au dix-neuvième siècle, la passion de l'unité religieuse ne domine pas encore toutes les âmes.

Dès son avénement au trône, Ferdinand Ier se proposa d'établir cette unité, en réconciliant, au moyen de concessions réciproques, les catholiques et les utraquistes, et en détruisant toutes les sectes. Il fallait commencer par réunir les utraquistes en un seul parti, en fondant ensemble les vieux utraquistes demeurés fidèles aux compactats, et les nouveaux utraquistes [1] devenus plus ou moins favorables au luthéranisme. Employant d'abord la douceur, le Roi ordonna de laisser rentrer dans Prague les utraquistes luthériens qui en avaient été bannis en 1524, et de leur rendre leurs biens. Le conseil de ville ayant refusé de lui obéir [2], comme il l'avait déjà fait à

[1] On les appelle souvent aussi utraquistes luthériens, ou simplement luthériens.

[2] L'Altstadt et Neustadt avaient été réunis en 1518, et n'avaient

l'égard du roi Louis, Ferdinand en changea les membres; mais le nouveau conseil refusa encore d'obéir. Le principal instigateur de cette résistance était l'administrateur Cahera. Pour s'en débarrasser, Ferdinand le fit exiler par une diète tenue à Budweis [1], et le conseil, désormais plus docile, laissa rentrer les bannis. On n'exigea d'eux qu'une déclaration assez vague au sujet de l'Eucharistie [2].

Quant à Cahera, ce fils d'un boucher de Saatz élevé à la première dignité de l'utraquisme, il finit encore plus misérablement qu'il n'avait commencé. Exilé de Prague, il se rendit à Nürenberg; et les discours qu'il tint contre le clergé de cette ville l'en ayant fait chasser, il vint s'établir non loin de là, d'abord à Schwabach, puis à Ansbach, où il se maria et exerça le métier de cabaretier.

Après le retour des bannis et l'union plus ou moins réalisée des deux partis utraquistes, le Roi, avant de les réconcilier avec les catholiques, entreprit de détruire les sectes. Il commença par les ana-

plus qu'un seul conseil. Ferdinand les sépara de nouveau en 1529.

[1] Le 5 septembre 1529.

[2] Les luthériens seuls rentrèrent; les frères demeurèrent exilés.

baptistes [1]. Quelques-uns d'entre eux s'étaient hasardés à Prague en 1526; ils y furent brûlés. Un plus grand nombre s'étaient établis en Moravie, où la liberté religieuse était plus grande qu'en Bohême. Ferdinand et la diète morave réunie à Znaïm prirent des mesures contre eux [2], et deux de leurs chefs, Thomas Waldhauser et Balthazard Hubmayer, furent encore brûlés. Les anabaptistes restèrent néanmoins à Nikolsbourg [3], sous la protection de la famille de Liechtenstein, et en vingt ans ils fondèrent en Moravie soixante communautés. Ces sectes, dont tous les adeptes étaient des Allemands ne parlant pas le tchèque, professaient un pur communisme.

Les anabaptistes avaient divers points communs avec les frères; plusieurs seigneurs essayèrent de les fondre ensemble et organisèrent des colloques à cet effet. On ne put s'entendre, et Lukas, pour mieux se séparer encore de ces sectaires compromettants,

[1] Les anabaptistes soutenaient qu'on ne pouvait baptiser valablement que des personnes capables de rendre raison de leur foi; ils en concluaient qu'on devait rebaptiser ceux qui avaient été baptisés avant l'âge de discrétion. (BERGIER, *Dictionnaire de théologie.*)

[2] En 1528.

[3] Ils s'y divisèrent en deux partis : gabrielistes et philippistes; l'un de ces partis, chassé de Nikolsbourg, s'établit à Austerlitz avec l'autorisation des seigneurs de Kaunitz.

décida que les seconds baptêmes n'étaient pas indispensables [1].

Ferdinand était devenu moins favorable aux utraquistes et songeait moins à leur faire des concessions pour les réunir aux catholiques, depuis qu'ils lui avaient marchandé leur concours contre les Turcs, et qu'ils se servaient, pour lui faire opposition, des diètes spéciales qu'ils avaient le droit de tenir pour leurs affaires religieuses. Cette opposition s'exerçait à la fois contre le Roi et contre les catholiques. Ceux-ci eurent à se plaindre, en 1531, de leurs empiètements. Certains seigneurs les obligeaient, en effet, à embrasser l'utraquisme, et leur avaient enlevé quatre-vingt-dix cures pendant les dernières années [2]. Ils ne faisaient, il est vrai, qu'user de leur droit de souverains et appliquer le principe *cujus regio ejus religio;* mais leur conduite était imprudente, car ils autorisaient par leur exemple les seigneurs catholiques à persécuter à leur tour les utraquistes, et ils s'expo-

[1] La diète de Bohême ayant ordonné de mettre à mort tous les anabaptistes qui n'abjureraient pas, le synode des frères, réuni à Jungbunzlau, condamna les seconds baptêmes. Quelques frères protestèrent au nom des traditions.

[2] Trois grandes villes de Bohême, Kaaden, Budweis et Pilsen, étaient demeurées exclusivement catholiques. (GINDELY, *Geschichte der böhmischen Brüder,* t. I, p. 219.)

saient à voir le Roi, qui était catholique et dont les droits suzerains n'étaient pas exactement définis et limités, leur imposer à son tour le catholicisme. Encouragés néanmoins par la faiblesse du pouvoir royal, les seigneurs se proposaient de l'affaiblir encore; ils allaient pour cela sortir de la légalité; et le Roi, redevenu le plus fort, allait, de son côté, user de représailles. Pour le moment, Ferdinand, engagé dans une guerre avec les Turcs, ne pouvait rien contre eux; ce fut cette faiblesse même qui, en encourageant leurs entreprises, les perdit. Également menacés par les desseins de Ferdinand, les frères firent de nouveaux progrès pendant cette guerre. En 1530, cinq membres de l'ordre des seigneurs embrassèrent solennellement leur foi à Jungbunzlau [1]. En vain l'archiburgrave de Bohême, Jean de Wartenberg, leur fit-il des remontrances, non-seulement ils persévérèrent, mais l'un d'eux, Conrad de Krajek, donna même aux frères une des églises utraquistes de la ville de Brandeis. L'archiburgrave s'en étant plaint, Conrad répondit que cette église était aban-

[1] Le 26 septembre 1530. C'étaient : Conrad de Krajek, Frédéric de Donin, Jean Krinecky, Burian Spetle de Janowitz, Ernest Jilemnicky. (GINDELY, *Geschichte der böhmischen Brüder*, t. I, p. 217.)

donnée, et les frères en prirent possession. Le Roi eut beau ordonner à Conrad de la restituer aux utraquistes, il n'obéit pas, et Ferdinand, occupé ailleurs, se vit obligé de laisser tomber l'affaire.

Cependant les frères demeuraient persuadés que leur religion était la seule vraie, et que le meilleur moyen de combattre les calomnies répandues contre elle et d'accroître le nombre de ses fidèles, c'était de la faire connaître. Ce fut pour cela qu'ils rédigèrent en 1533, en langue tchèque, une apologie contenant un résumé de leur foi, et qu'après l'avoir fait traduire en allemand ils la firent imprimer, d'abord à Zurich, puis à Wittenberg. Luther, qui n'avait pas encore perdu tout espoir de les attirer à lui, consentit à la faire précéder d'un avant-propos dans lequel il louait leurs doctrines. L'apologie admettait les seconds baptêmes et différait du luthéranisme sur divers points relatifs à la justification et à la communion. Les frères l'envoyèrent au margrave George de Brandebourg, ancien gouverneur du roi Louis II.

Le roi Ferdinand en eut aussi connaissance; mais il n'en devint pas plus favorable à l'Unité, et plus libre pour le moment du côté des Turcs, il reprit, en 1535, l'exécution de ses desseins, c'est-à-dire la

ruine des sectes. Un nouveau centre de frères s'était formé à Janowitz[1]. Le seigneur Pierre Suda de Janowitz, que nous avons vu persécuter Lukas en 1515, avait fini par embrasser la foi de l'Unité et par offrir à ses nouveaux coreligionnaires un asile dans sa principale résidence. Persécutés par les utraquistes, les frères s'y rendirent des villes royales voisines, Klattau, Taus, Wodnan[2], et sous la direction de Jean Zbornik dit l'Ermite, l'un de leurs chefs, y tinrent librement des assemblées qu'on leur interdisait ailleurs. Afin de pouvoir les y poursuivre, le grand maréchal de la cour prétendit qu'ils avaient suscité des désordres, et le seigneur de Janowitz étant déjà d'un âge avancé, ses deux fils, Ulrich et Smil, furent sommés[3] de se présenter devant le haut tribunal au château de Prague. Ils comparurent le 26 avril, accompagnés de deux autres seigneurs, comme eux dévoués à l'Unité, Conrad de Krajek et Gabriel Klenowsky, mais sans Jean l'Ermite. Klenowsky, prenant la parole au nom des deux jeunes seigneurs, déclara qu'il n'y avait pas eu de désordres

[1] Au sud-ouest de Klattau, à l'ouest de la Bohême.
[2] Surtout de 1533 à 1535.
[3] Le 14 avril 1535.

sur les terres de leur père, et que Jean l'Ermite étant, non pas leur sujet, mais celui de Conrad de Krajek, ils ne pouvaient lui donner aucun ordre.

Assignés une seconde fois, les deux Janowitz comparurent le 10 mai, mais encore sans Jean Zbornik. Assignés une troisième fois, ils comparurent le 20 juin. Mais comme ils venaient encore seuls, ils furent mis à la tour Noire du château de Prague, séjour habituel des condamnés pour dettes. On les y laissa libres toutefois, moyennant l'engagement qu'ils prirent de ne pas s'évader. Conrad de Krajek demanda à l'instant même leur élargissement. Le Roi, pour toute réponse, lui écrivit pour se plaindre de son intervention dans une affaire qui ne le regardait pas, et le fit inviter à amener lui-même le prêtre de l'Unité, le 25 août 1535. Au jour fixé, Conrad, accompagné d'un grand nombre de seigneurs et de chevaliers, comparut cette fois avec Jean l'Ermite [1].

Les débats qui eurent alors lieu nous font connaître certains détails de la justice du temps. Conrad souleva d'abord une question de procédure; il

[1] Le haut tribunal était présidé par Henri Berka, qui remplaçait le grand maréchal de la cour

déclara que la citation qu'il avait reçue était nulle, parce qu'elle n'indiquait pas le motif de l'accusation; il amenait néanmoins l'accusé pour le confronter avec ses adversaires. On lut alors une lettre royale de laquelle il résultait que Jean était accusé par le prêtre Paul, doyen du chapitre de Klattau, et par plusieurs autres ecclésiastiques, d'avoir prêché des doctrines contraires à celles de l'Église, et d'avoir rebaptisé. Jean fit observer que la loi ordonnait de remettre la plainte avec indication des témoins à l'accusé, au moins une semaine d'avance ; qu'il répondrait cependant tout de suite; qu'il n'avait rebaptisé personne; que les prêtres qui l'accusaient ne l'avaient pas eux-mêmes entendu prêcher, ne parlaient que par ouï-dire, et qu'on ne pouvait pas accepter de pareils témoignages.

Le haut tribunal aurait dû renvoyer l'affaire afin de se renseigner; mais les accusations lui ayant paru suffisamment établies, il condamna séance tenante Jean Zbornik à être emprisonné à la tour Blanche. Il y resta près de trois ans. Ce jugement, d'après Gindely, violait la procédure criminelle, mais non le droit pénal. En prêchant des doctrines autres que celles de l'une des deux religions reconnues en

Bohême, Jean avait réellement encouru la peine de l'emprisonnement [1].

Cette condamnation ne semble pas avoir intimidé les frères. Toujours persuadés que leur religion était la seule vraie et que si on les persécutait, c'était faute de la connaître, ils en firent rédiger en latin, probablement par Augusta, un nouvel abrégé; et après l'avoir fait signer par onze membres de l'ordre des seigneurs, et trente-trois membres de l'ordre des chevaliers, ils envoyèrent une députation de deux seigneurs à Vienne pour le présenter au Roi [2].

Conrad de Krajek avait précédé la députation. Reçu par Ferdinand, le 11 novembre 1535, en présence seulement du seigneur George Zabka, vice-chancelier de Bohême, il eut avec lui une conversation qui nous montre la liberté dont jouissaient alors les sujets vis-à-vis de leurs souverains. Il commença par déclarer qu'il appartenait à la foi de l'Unité; que les frères professaient la seule vraie religion, et qu'ils étaient néanmoins disposés à en changer si on leur en montrait une meilleure. Ferdi-

[1] GINDELY, *Geschichte der böhmischen Brüder*, t. I, p. 232.

[2] Cette confession ressemblait à celle d'Augsbourg et aurait pu être signée par Luther. Elle rejetait les seconds baptêmes et admettait deux sacrements.

nand lui répondit qu'il n'avait pas pour le moment le temps de s'occuper d'eux, mais qu'il examinerait leur affaire lorsqu'il irait en Bohême. Conrad demanda alors que les deux Janowitz et Jean Zbornik fussent mis en liberté provisoire. Le Roi refusa et reprocha de nouveau à Krajek de se mêler de choses qui ne le regardaient pas. Mais Conrad déclara que la question le regardait, parce que l'accusé était son sujet. Le Roi lui répondit qu'il était dans l'erreur; que Jean était son sujet à lui, puisqu'il était né sur une terre royale. Conrad répliqua que celui qui n'occupait pas le fonds paternel pouvait se choisir le seigneur qu'il voulait; que Jean l'Ermite avait été dépouillé par ses tuteurs de son fonds paternel, et que, se trouvant dès lors tout à fait libre, il l'avait choisi pour son seigneur. Le Roi, embarrassé, promit que lorsqu'il irait en Bohême il examinerait cette question, en même temps que la situation générale des frères.

La discussion tomba alors sur la religion de l'Unité. Le Roi ayant dit qu'elle venait du diable, Conrad répliqua qu'elle venait du Christ qui avait été lui-même un frère. « Croyez tout ce que vous « voudrez, dit alors Ferdinand; je ne m'y opposerai « pas; mais je vous empêcherai bien de vous réunir

« et de faire vos simagrées, dussé-je y perdre la « vie. » Conrad ayant alors protesté de sa fidélité, le Roi lui tendit la main et le congédia.

Trois jours après, le 14 novembre 1535, les deux députés de l'Unité, étant arrivés, présentèrent au Roi la confession de foi des frères. L'un d'eux annonça qu'ils lui présentaient cette confession, afin qu'on sût qu'ils n'étaient pas des picards. Il se plaignit en même temps que des prêtres prêchassent que tuer un picard, c'est-à-dire, suivant eux, un frère, fût un moindre péché que de tuer un chien. Le Roi les congédia en leur promettant d'examiner leur confession de foi. Mais les ayant rappelés le 21 novembre, il leur dit qu'il n'avait pas eu le temps de s'en occuper, qu'il comptait sur leur fidélité, et que pour lui il laisserait leurs coreligionnaires tranquilles. Cette promesse était contraire à la légalité. La diète générale de Bohême, seule, aurait pu la faire. Quoi qu'il en soit, Ferdinand ne prit plus de mesures contre les frères. L'année suivante[1], il remit en liberté les deux Janowitz et adoucit l'emprisonnement de Jean Zbornik.

Les frères, espérant toujours gagner l'opinion

[1] 1536.

publique en faisant connaître leur religion, résolurent de faire imprimer la confession qu'ils avaient remise au Roi. Pendant l'été de l'année 1536, ils envoyèrent des députés à Wittenberg pour prier Luther de se charger de ce soin. Luther refusa d'abord, et critiqua plusieurs points de leurs doctrines. Les députés retournèrent en Bohême, puis revinrent avec une nouvelle rédaction [1]. Luther attendit encore, et il fallut pour le décider une troisième ambassade [2]. Enfin la confession et l'apologie qui l'accompagnait furent imprimées en latin en 1538, et Luther y joignit, comme en 1533, un avant-propos louangeur.

III

Ferdinand étant venu à Prague (1537) déclara à la diète qu'on devait s'en tenir aux compactats.

[1] Elle différait notablement de celle qu'ils avaient remise en 1533 au margrave de Brandebourg.
[2] En 1537.

C'était avertir indirectement les frères qu'ils n'avaient pas le droit de professer leur religion, et que les seigneurs qui appartenaient à l'Unité ne devaient pas assister à la diète. Ils s'en retirèrent, en effet. Quant aux utraquistes, ils se divisèrent. Un grand nombre répondirent qu'ils ne s'inquiétaient pas des compactats[1]; qu'ils ne les avaient jamais lus, et qu'on ne

[1] Les compactats avaient été une concession faite aux hussites par le concile de Bâle Après de longues négociations, on était convenu de prendre comme règle les points admis à Eger en mai 1432. Ces points, au nombre de quatre, promulgués par le concile de Bâle le 2 janvier 1434, et connus sous le nom de *compactats*, étaient les suivants : 1° La parole divine pourra être prêchée librement sous la surveillance de l'évêque; 2° les Bohémiens pourront communier sous les deux espèces, à la condition d'être avertis que le corps de Jésus-Christ est présent tout entier sous chaque espèce; 3° le clergé pourra posséder des biens temporels, en les faisant servir aux fins prévues par les canons, et ne devra pas en être dépossédé par des laïques; 4° les péchés mortels devront être punis, mais seulement par ceux qui exercent l'autorité dans l'Église. (FLEURY, *Histoire ecclésiastique*, t. VI, p. 396. — ALZOG, *Histoire de l'Église*, t. II, p. 546. — CHRISTOPHE, *Histoire de la papauté au quinzième siècle*, t. I, p. 134. — PFISTER, *Histoire d'Allemagne*, t. VI, p. 146. — E. DE BONNECHOSE, *les Réformateurs avant la Réforme*, t. II, p. 362. — BOSSUET, *Variations*, t. IV, p. 205.) Un traité, conclu à Iglau (5 juillet 1436) entre les légats du concile de Bâle et les représentants des Bohémiens et de l'empereur Sigismond, confirma les compactats; mais Eugène IV refusa de les admettre et de reconnaître Rokycana comme archevêque de Prague. Rokycana, irrité, se mit à prêcher contre l'Église catholique. Jean de Capistran, Franciscain, étant venu prêcher en Moravie, y opéra de nom-

devait pas exclure de la diète des nobles restés fidèles à la foi chrétienne et disposés à adopter une autre religion si on leur en montrait une meilleure. Les seigneurs de l'Unité furent alors rappelés; mais l'administrateur leur ayant demandé s'ils admettaient certains points communs aux catholiques et aux utraquistes, ils répondirent encore qu'ils étaient prêts à abandonner leur religion si on leur en montrait une meilleure, et qu'ils gardaient, en attendant, celle que contenait leur confession remise au Roi à Vienne. Après avoir fait cette déclaration, ils se retirèrent.

C'était la première fois que les frères étaient exclus de la diète. Trop peu nombreux jusqu'alors pour qu'on s'inquiétât d'eux, ils formaient maintenant un parti trop puissant pour demeurer inaperçu. Leur exclusion prouvait donc plutôt leur force que leur faiblesse.

Cependant le parti utraquiste se divisait de plus en plus. Les uns se montraient favorables au luthé-

breuses conversions; mais il rencontra des oppositions qui le firent définitivement échouer. Le 31 mars 1462, Pie II abolit solennellement les compactats et interdit aux laïques la communion sous les deux espèces. — En 1485, la diète de Czaslau établit entre catholiques et utraquistes une trêve de trente-deux ans; la diète de 1512 transforma cette trêve en une union perpétuelle et proclama l'égalité absolue des deux religions.

ranisme et à l'Unité; les autres cherchaient à se rapprocher des catholiques, et s'efforçaient d'opérer avec eux une fusion qui leur permît de résister aux luthériens, aux frères et à toutes les sectes. Ils rédigèrent dans ce dessein sept articles dits de conciliation dont voici le résumé : 1° Les utraquistes pourront embrasser librement le catholicisme et réciproquement; 2° les prêtres des deux partis pourront célébrer la messe dans les églises de l'un et de l'autre parti; 3° un seigneur catholique ne pourra pas nommer à une cure utraquiste, sans le consentement de l'administrateur utraquiste; et un seigneur utraquiste ne pourra pas nommer à une cure catholique, sans le consentement de l'administrateur catholique; 4° si une église est de fondation catholique et que la population soit utraquiste, le curé sera néanmoins catholique, et réciproquement; 5° si quelqu'un se déclare catholique ou utraquiste, sans l'être réellement, il sera puni par les autorités ecclésiastiques compétentes; 6° il y aura en Bohême un évêque utraquiste qui ordonnera des prêtres et que le Roi fera agréer au Pape; les catholiques, de leur côté, auront leur évêque; 7° les seigneurs utraquistes auront accès à toutes les charges.

Comme ces sept articles n'établissaient qu'une tolérance réciproque, sans aucune union véritable, les catholiques refusèrent de les admettre et demandèrent que l'on négociât une union dogmatique, en prenant pour base les compactats. Mais la plupart des utraquistes repoussaient maintenant les compactats, et il était impossible de supprimer par des concessions mutuelles les différences qui subsistaient entre les deux partis. Les catholiques, en effet, ne pouvaient pas céder, car, abstraction faite des questions de fond, ils comptaient dans tous les pays du monde un bien plus grand nombre de fidèles que l'utraquisme; et les utraquistes ne voulaient pas céder non plus, parce qu'ils voyaient dans leurs usages, spécialement dans celui de la coupe, un privilége national. Ils auraient voulu être considérés comme unis, bien qu'ils ne le fussent pas, et comme catholiques, bien qu'ils rejetassent des points que les catholiques regardaient comme essentiels.

A partir de l'insuccès de cette dernière tentative d'union, les utraquistes s'éloignèrent de plus en plus des compactats et du catholicisme, pour se rapprocher du luthéranisme. Le Roi les ayant invités à envoyer des représentants au concile qui devait se

réunir à Vicence [1], ils refusèrent, quoiqu'ils pussent espérer obtenir davantage d'un concile que du Pape. Ils semblent avoir suivi en cela les conseils de la noblesse. Leurs seigneurs se montraient, en effet, moins favorables encore que leur clergé à une réconciliation, toujours parce qu'ils craignaient, si elle avait lieu, d'être obligés de restituer au clergé catholique les biens qu'ils lui avaient enlevés. En vain quelques représentants du clergé utraquiste, réunis au Carolinum [2] de Prague (1539), essayèrent-ils encore un rapprochement; les états utraquistes les désapprouvèrent et élurent pour administrateur le prédicateur de la chapelle de Bethléhem, le prêtre Martin de Klattau, qui inclinait vers le luthéranisme.

Quelques années après, Ferdinand ayant convoqué à Prague une diète générale de tous les pays relevant de la couronne de Bohême [3] (mai 1543), on fit de nouveaux efforts afin de fondre ensemble les vieux et les nouveaux utraquistes pour les réunir ensuite aux catholiques. Jean Mistopol, qui avait succédé à Martin de Klattau comme administrateur, convoqua

[1] Le concile finit par se réunir à Ferrare.
[2] Palais de l'Université fondé par Charles IV.
[3] Bohême, Moravie, Silésie et Lusaces.

un synode des clergés de Bohême et de Moravie. Trois questions, qui semblent indiquer de leur part des tendances luthériennes, y furent examinées : 1° La messe est-elle un sacrifice? 2° Doit-on invoquer les saints? 3° La foi seule justifie-t-elle? L'accord ne put s'établir sur ces questions. Mistopol appela alors à son aide les états, et les pria de prendre part aux séances. Cette commission mixte ne réussit pas mieux que le synode ecclésiastique[1]. Celui-ci s'étant de nouveau réuni (3 mai 1543), Ferdinand lui envoya le capitaine du château de Prague, le seigneur Wolf de Schlossberg, pour lui remettre une copie des compactats et lui déclarer que c'était d'après les compactats qu'il devait se conduire. Le clergé, surpris, remit la délibération à plus tard, et recourut de nouveau aux états. Mais on ne put s'entendre. Les uns inclinaient vers le catholicisme et voulaient s'en tenir aux compactats; les autres penchaient vers le luthéranisme, et n'admettaient que l'Écriture sainte. Le seigneur de Pernstein tenta d'obtenir l'aide des états de Mora-

[1] Mistopol eut alors l'idée de gagner les frères. Il proposa pour cela d'avoir un colloque avec eux; mais Ferdinand refusa de l'autoriser, parce que les frères ayant été condamnés depuis longtemps par l'Église comme hérétiques, on ne pouvait pas traiter avec eux.

vie; mais ceux-ci refusèrent d'intervenir. Pernstein et Mistopol retournèrent alors auprès du Roi. Ferdinand leur déclara que toutes leurs discussions étaient inutiles; il promit néanmoins d'examiner leurs affaires; puis, pressé de nouveau de donner une réponse, il les reçut le 18 juin. Le vice-chancelier de Bohême, Zabka, leur lut six articles que le Roi leur proposait d'adopter : 1° Les compactats auront à l'avenir force de loi; 2° toutes les anciennes cérémonies seront conservées; 3° on ne prêchera que dans les églises, chapelles et lieux consacrés par les évêques; 4° le Roi ne permettra pas aux États d'élire un évêque; mais il priera le Pape d'autoriser un des évêques voisins de la Bohême à ordonner des prêtres utraquistes, afin que ceux-ci ne soient plus obligés de faire les frais d'un voyage en Italie; 5° le Roi interdit aux utraquistes de jamais se réunir en synode sans sa permission; 6° le Roi défend de prêcher et aussi d'imprimer et de vendre des écrits séditieux. Ces six articles consacraient simplement le maintien du *statu quo*. Après que Zabka en eut fait la lecture, le Roi, prenant la parole en latin, déclara aux utraquistes que s'ils obéissaient, il les protégerait comme les catholiques; mais que s'ils désobéissaient, il les

punirait. Il menaça spécialement Mistopol, pour le cas où il s'occuperait à l'avenir de choses qui ne le regardaient pas.

Personne n'osa répliquer. Mistopol prétendit bien qu'il avait opposé au Roi une vive résistance. Ce n'était là qu'un mensonge destiné à voiler sa soumission; et comme il n'avait pas assisté seul à l'audience, la vérité ne tarda pas à être connue.

Le parti des anciens utraquistes, de ceux qui désiraient le maintien du *statu quo*, manifesta une grande joie de ce qui s'était passé. Quant à Mistopol, irrité des échecs qu'il avait subis, il résolut de se venger du Roi auquel il les attribuait. Il essaya de le compromettre en proposant de supprimer la fête nationale de Jean Huss. Il espérait rendre le Roi impopulaire, en faisant remonter jusqu'à lui la responsabilité de cette mesure. Mais Ferdinand détourna le coup en habile politique, en ordonnant lui-même de la célébrer comme de coutume.

Le jour de la fête étant arrivé, Mistopol, de plus en plus irrité, attaqua le clergé vieil-utraquiste dans un sermon qu'il prêcha dans la chapelle de Bethléhem, et lui reprocha d'avoir répudié les doctrines de Jean Huss. Cité pour cela devant le Roi, il fut abandonné

par la plupart de ses partisans et n'eut guère pour défenseur qu'un prêtre nommé Mitmanek. Celui-ci présenta au Roi un écrit contenant, disait-il, le sermon que l'administrateur avait prononcé dans la chapelle de Bethléhem; puis, prenant la parole, il prétendit que le Roi ne devait s'occuper que des affaires temporelles, et non des affaires spirituelles. C'était là, pour l'époque, une thèse plus que hardie. Comment pouvait-on la soutenir, alors que Mistopol lui-même avait appelé les seigneurs laïques à délibérer sur des questions religieuses? Le Roi ne devait-il pas avoir au moins autant d'autorité que les seigneurs? Ferdinand ne répondit rien; il reçut seulement l'écrit et remit au jour suivant sa décision. Le lendemain, Mistopol comparut de nouveau, et le chancelier Zabka lui déclara, au nom du Roi, qu'ayant attaqué les compactats et les anciennes lois, il lui était interdit de prêcher dorénavant. Mitmanek essaya encore de le défendre; le Roi lui imposa silence, et l'accusa, ainsi que l'administrateur, de prendre part à des orgies et de chercher à se marier. Quelques jours après, Mitmanek reçut l'ordre de quitter les États du Roi. Il se cacha à Pardubitz, chez Pernstein. Les frères, qui voyaient en lui un ennemi, se réjouirent de sa chute.

Cependant le luthéranisme, par suite de la faiblesse de l'utraquisme, continuait à faire des progrès; un grand nombre de prêtres, d'ailleurs, l'embrassaient, afin de pouvoir se marier; Ferdinand ordonna de les poursuivre. Fallait-il aussi poursuivre les frères? Le conseil du Roi, consulté sur ce point, se partagea, et aucune résolution ne fut prise. En attendant, ils se répandaient dans Prague, surtout dans la Neustadt, où la majorité du conseil leur était devenue favorable; ils publiaient de nombreux livres contre les utraquistes, et leur enlevaient même des églises à Brandeis et à Jungbunzlau. Cherchant un appui auprès des protestants d'Allemagne, ils entrèrent en relation avec Bucer et Calvin (1540)[1]; et leur principal chef, Augusta, s'étant rendu à Wittenberg, y eut des entrevues avec Luther et Mélanchthon.

Si Ferdinand n'avait pas été entravé depuis l'année 1530 par des guerres continuelles, il aurait peut-être réussi à établir en Bohême cette unité religieuse que tous les partis désiraient sans qu'aucun voulût en faire les frais. Mais il était obligé d'user de condescendance envers eux tous, afin d'obtenir le

[1] Bucer et Calvin ne critiquaient alors chez les frères que le célibat de leurs prêtres.

secours des États, et il ne l'obtenait pas toujours. Chacune des trois villes dont se composait Prague avait alors une artillerie dont elle disposait souverainement. Le Roi, en ayant besoin contre les Turcs, pria Neustadt et l'Altstadt de lui prêter la leur. Ces villes refusèrent. Ce trait curieux nous montre de quelles libertés jouissaient les villes au seizième siècle, au sein de cette monarchie de Habsbourg qu'on a l'habitude de considérer comme ayant toujours exercé à l'égard de ses sujets l'autorité la plus absolue. Ajoutons que ce fut le mauvais usage de ces libertés qui en occasionna la ruine. La lutte s'engagea entre le pouvoir royal qui représentait la patrie et maintenait contre l'étranger l'indépendance nationale, et le pouvoir seigneurial ou communal qui représentait les intérêts particuliers des diverses fractions du pays. Il eût fallu transiger : on s'attaqua. Si le particularisme eût triomphé, l'islamisme aurait envahi l'Europe; il succomba, et l'islamisme fut repoussé. La Bohême conserva à la fois son indépendance et sa civilisation chrétienne, mais elle perdit ses libertés politiques. Elle n'eut pas trop au fond à le regretter; une république de seigneurs et de villes eût été incapable de se défendre; il lui

aurait fallu une unité d'intérêts, d'idées, de direction, qu'elle aurait été loin de posséder. Il ne faut pas oublier, d'ailleurs, que les libertés politiques n'appartenaient alors qu'à la haute noblesse, c'est-à-dire aux seigneurs qui étaient les véritables souverains du pays sous la suzeraineté presque purement nominale du Roi. Au lieu d'obéir à leurs seigneurs, en matière religieuse aussi bien qu'en matière temporelle, comme ils l'avaient fait pendant longtemps, la plupart des habitants durent, après la défaite de la noblesse, obéir au Roi. La noblesse seule y perdit donc; son pouvoir féodal fut simplement remplacé par le pouvoir royal. Mais avant que ce résultat arrive, la lutte entre la noblesse et le Roi va continuer encore pendant près de quatre-vingts ans.

Le Roi renonça à sa demande d'artillerie; mais la résistance qu'il avait éprouvée et qui était due principalement aux nouveaux utraquistes ou utraquistes luthériens et aux frères, l'irrita profondément. S'il s'imposait l'observation de la légalité lorsqu'elle lui était défavorable et le privait de ressources nécessaires, pouvait-il ne pas l'imposer à ses adversaires lorsqu'elle lui devenait avantageuse? Les nouveaux utraquistes et les frères violaient la légalité en adop-

tant d'autres religions que les deux religions reconnues en Bohême; le Roi devait les punir. Il l'essaya, mais ne fut pas soutenu. Quelques-uns des dissidents ayant été saisis d'après son ordre, le chancelier Henri de Plauen et les juges ne les trouvèrent pas coupables, et refusèrent de les condamner. Le Roi les renvoya alors chez eux, en leur ordonnant de rapporter de leurs curés utraquistes une attestation de leur foi; ils obtinrent sans difficulté cette attestation et ne furent plus poursuivis. Le conseil du Roi était d'ailleurs d'avis que la tranquillité ne pourrait exister en Bohême tant que les frères et les nouveaux utraquistes y seraient persécutés. Or cette tranquillité était indispensable au Roi qui allait partir pour combattre de nouveau les Turcs; il laissa donc les frères en repos, et essaya de se concilier les nouveaux utraquistes en rendant le droit de prêcher à leur chef, l'administrateur Mistopol.

Ferdinand s'était proposé d'établir l'unité religieuse : il avait échoué. Les diverses sectes continuèrent à se combattre entre elles; Mistopol ne tarda pas à inquiéter de nouveau les frères, et par suite de son influence, les seigneurs utraquistes de la diète de 1545 prirent des mesures contre eux. Les frères

s'en plaignirent au Roi, et pour améliorer leur situation sans la rendre encore légale, ils le prièrent d'abroger à leur égard le décret de Saint-Jacques. Ferdinand leur répondit que ce décret ne devait pas leur être appliqué, et que jusqu'à la prochaine diète il n'exigerait d'eux que de vivre tranquilles. Bien traités par le Roi, ils ne tardèrent pas à éprouver de nouveau l'hostilité des utraquistes. Les archives du royaume ayant été brûlées en 1541, on dut reconstituer peu à peu les textes de lois qui s'y trouvaient déposés. Comme on hésitait sur la question de savoir si l'on devait y replacer le décret de Saint-Jacques, rendu contre les picards et souvent appliqué aux frères, les utraquistes non-seulement l'y firent remettre, mais demandèrent qu'il fût exécuté (1545). Les frères répondirent que le décret ne concernait que les picards, et les poursuites pour le moment n'eurent pas lieu.

CHAPITRE III

SOULÈVEMENT DE LA BOHÊME CONTRE FERDINAND.

(1547-1564)

I. Guerre de Smalkalde. — Les nouveaux utraquistes et les frères se révoltent contre Ferdinand et s'allient avec l'Électeur de Saxe. — Victoire de Charles-Quint à Mühlberg (24 avril 1547). — Prague se soumet; punition des révoltés. — Ferdinand reprend son dessein d'établir l'unité religieuse; il renouvelle le décret de Saint-Jacques contre les frères; les seigneurs exécutent les ordres du Roi. — Beaucoup de frères abjurent; supplique des frères. — L'archiduc Ferdinand, gouverneur de Bohême. — Mistopol persécute les frères; les frères à la tour Blanche. — L'archiduc les expulse de Bohême; ils émigrent en Pologne. — Le duc Albert de Prusse les attire dans ses États et leur impose le luthéranisme; ils reviennent en Pologne. — La persécution amène leur extension. — Les frères établis sur les biens seigneuriaux restent en Bohême, mais leur clergé y est dépouillé de ses biens. — Augusta et Bilek; leurs tortures; leur captivité au château de Pürglitz (1548).

II. La diète élit Maximilien roi de Bohême (1549). — Ferdinand essaye de réunir les utraquistes aux catholiques sous un seul archevêque. — La diète de Sainte-Barbe (4 décembre 1549) ne peut se mettre d'accord. — Nouveau décret contre les frères. — Mistopol redevient favorable aux luthériens. — Liberté des frères en Moravie. — Augusta à Pürglitz; son esprit dominateur. — La désunion se glisse parmi les frères. — Diète générale de Prague (Épiphanie 1552); question de l'union du catholicisme et de l'utraquisme;

avidité des seigneurs. — Les frères et l'évêque d'Olmütz demandent la liberté d'Augusta. — Synode de Jungbunzlau (1552); Augusta s'oppose à la nomination d'anciens. — Sa correspondance avec les frères est découverte; son emprisonnement s'aggrave; le bruit court de sa mort. — Cerny est élu ancien par le synode de Prérau (1553). — L'archiduc Ferdinand se plaint à Ernest de Krajek de la protection qu'il accorde aux frères : il n'est pas écouté. — Pernstein et Kostka protégent les frères. — Maximilien passant pour être favorable au protestantisme, Krajek lui envoie Blahoslav. — Pfauser. — Mort d'Ernest de Krajek; ses quatre fils abandonnent les frères. — Second voyage de Blahoslav à Vienne. Le protestantisme et les frères en Pologne. — Le roi de Pologne et le Saint-Siége; le légat Lipomani (1556). — Les protestants et les frères essayent en vain de s'entendre au synode de Kozminek (1555) et au synode de Leipnik (1558). — Calvin censure la doctrine des frères. — Les frères lui envoient des ambassadeurs. — Le duc de Würtemberg et Vergerius. — Calvin persiste dans sa désapprobation. — Les frères ne réussissent pas mieux auprès de Flaccius Illyricus. — Blahoslav est nommé ancien; son troisième voyage à Vienne (1557).

III. Augusta; sa prison s'adoucit; il se brouille avec l'Unité; il demande son élargissement. — Philippine Welser s'intéresse à lui. — Augusta, amené à Prague (1561), a des conférences avec les Jésuites. — Augusta se déclare utraquiste; il est ramené à Pürglitz. — Bilek reste à Prague et embrasse l'utraquisme. — La brouille s'accroît entre Augusta et l'Unité. — Les synodes de Prérau déclarent Augusta et Bilek exclus de l'Unité. — L'Unité maintient son indépendance. — Vergerius. — Augusta offre de recevoir la communion utraquiste. — Son entrevue à Prague avec Mistopol et Melnik. — Il est reconduit à Pürglitz, puis ramené à Prague. — Ferdinand Ier le fait remettre en liberté (1564). — Mort de Ferdinand Ier (25 juillet 1564).

I

La guerre de Smalkalde eut son contre-coup en Bohême. Menacé par Jean-Frédéric, Électeur de Saxe [1], Ferdinand appela tous ses sujets à son secours, et leur fixa Leitmeritz [2] comme lieu de rendez-vous. Les catholiques et les vieux utraquistes, seuls, le rejoignirent (février 1547); quant aux nouveaux utraquistes ou luthériens, au lieu de répondre à son appel, ils réclamèrent la réunion de la diète [3]. Réunir la diète, c'était donner à ses adversaires un centre de résistance. Ce fut pour cela que Ferdinand attendit d'abord pendant quelque temps; puis, se voyant obligé de céder, il consentit à la convoquer et en fixa l'ouverture au dimanche après celui de Quasimodo. Les opposants étaient trop excités et avaient trop peu de respect de la légalité pour attendre jusque-là;

[1] L'Électeur avait occupé en Bohême le couvent de Dobrilung.
[2] Au nord de la Bohême, sur l'Elbe.
[3] Ils se réunirent à Prague, chez le seigneur de Kostka, qui appartenait à la religion de l'Unité.

dès le 18 mars ils s'assemblèrent à Prague, et rédigèrent cinquante-sept articles, qui formaient comme une nouvelle constitution de la Bohême et enlevaient au Roi une partie de son pouvoir. La diète acquérait entre autres, pour la confection des lois, le droit d'initiative que le Roi avait seul possédé jusqu'alors. Elle élirait le souverain [1] et choisirait les hauts fonctionnaires de la couronne. Les Bohémiens auraient la liberté religieuse, ce qui signifiait que les seigneurs pourraient embrasser à leur gré une religion autre que le catholicisme ou l'utraquisme. Enfin les opposants nommèrent un comité, sorte de gouvernement provisoire, pour expédier les affaires courantes, s'allier avec l'Électeur de Saxe, et lever des troupes. Ce comité était composé, outre plusieurs bourgeois de Prague, de quatre seigneurs et de quatre chevaliers. Sur ces huit membres de la noblesse, la moitié, entre autres Ernest de Krajek, appartenaient à l'Unité, ce qui prouve que les frères prenaient une grande part au soulèvement.

On discourait dans Prague, on s'encourageait à la

[1] Ce fut une question très-débattue que celle de savoir si la couronne de Bohême était élective ou héréditaire dans la maison de Habsbourg. (GINDELY, *Geschichte des böhmischen Aufstandes*, t. I, p. 162 et suiv.)

résistance. De nombreux pamphlets contre le Roi étaient colportés. Mais dès qu'il fallut entrer en campagne, le courage fit défaut. On avait espéré réunir soixante mille soldats : on n'en trouva que deux mille. A la demande de l'Électeur de Saxe, Gaspard Pflug de Rabstein, nommé par le gouvernement provisoire au commandement des troupes, quitta Prague avec sa bande, et se mit en marche pour le rejoindre dans le Joachimsthal[1]. L'armée royale lui barra le chemin. Les troupes parlementaires, déjà peu nombreuses, manquaient en outre de discipline. En vain Pflug s'adressait-il au conseil de Prague pour obtenir des soldats et de l'argent : il ne recevait rien.

Sur ces entrefaites, Charles-Quint remporta, le 24 avril 1547, sur la ligue de Smalkalde et sur son chef l'Électeur de Saxe, la victoire décisive de Mühlberg. Abandonnées par le comité de Prague, qui avait laissé leur général sans ordres et sans secours, par la ligue de Smalkalde, désormais dissoute et

[1] Près d'Eger, au nord de Karlsbad, dans les montagnes de l'Erzgebirge, qui séparent la Saxe de la Bohême. C'est avec l'argent tiré des mines du Joachimsthal qu'ont été frappées les premières pièces de monnaie, et elles furent appelées pour cela thalers, du mot *thal,* vallée. — Au commencement du dix-septième siècle, un thaler valait 1 florin 16666. (GINDELY, *Rudolf II und seine Zeit,* t. II, p. 176.)

détruite, par la Moravie, la Silésie et les deux Lusaces, qui auraient peut-être pris part au soulèvement s'il avait réussi, mais ne songeaient qu'à la soumission depuis qu'il avait échoué, les troupes du gouvernement provisoire se dispersèrent sans avoir même combattu. Ferdinand se trouvait alors à Wittenberg; les révoltés s'empressèrent de lui envoyer une ambassade, pour le féliciter de sa victoire. Il la reçut avec bonté et demanda seulement qu'on renonçât à l'alliance avec l'Électeur de Saxe. Rassurés par cet accueil, la plupart des chefs se rendirent, à leur tour, auprès du Roi à Leitmeritz, pour faire leur soumission. Ferdinand les reçut comme l'ambassade, et leur promit l'impunité, sauf pour les principaux chefs. Il marcha ensuite sur Prague. Les bourgeois essayèrent d'abord de résister. Mais un soulèvement, lorsqu'il est illégitime, donne rarement le courage; ils ne tardèrent pas à se rendre sans conditions (8 juillet 1547). Celles qu'on leur imposa furent les suivantes : 1° Les bourgeois de Prague livreront leur artillerie et tout leur matériel de guerre. C'était cette artillerie qu'ils avaient refusé de prêter au Roi pour combattre les Turcs et qu'ils avaient voulu employer contre lui. On fut étonné de son importance. 2° Le Roi ne lais-

sera aux bourgeois que les priviléges qu'il jugera convenable. 3° Ils livreront tous les actes et lettres relatifs à leur union avec Jean-Frédéric. 4° Ils perdront le droit de lever certains impôts.

Ferdinand avait reconquis la Bohême avec une armée composée en grande partie d'étrangers. Malgré cela, le tribunal qu'il établit au château de Prague pour juger les principaux coupables, tout en ne contenant parmi ses membres aucun Bohémien, ne fut composé que de personnages appartenant aux pays de la couronne de Bohême. Certains bourgeois furent condamnés à des amendes, d'autres à la prison; quelques-uns furent fouettés. Les villes révoltées, au nombre de vingt-cinq, ne semblent pas avoir perdu leurs priviléges comme Prague; elles durent seulement payer des amendes dont le chiffre indique peut-être plutôt leur importance que leur degré de culpabilité[1].

Un certain nombre de nobles furent cités devant le tribunal. Six d'entre eux, dont Pflug de Rabstein, s'enfuirent. Ils furent condamnés à mort par contumace. Ceux qui se présentèrent étaient au nombre

[1] Gindely en donne la liste. (*Geschichte der böhmischen Brüder*, t. I, p. 302-303.)

de vingt-six, dont quatorze seigneurs et douze chevaliers; dix appartenaient à l'Unité. On leur offrit de se défendre ou de se livrer à discrétion. Tous adoptèrent cette dernière alternative [1]. Quatre furent condamnés à mort et décapités au Hradschin, le 22 août 1547 [2]. Les autres durent ne pas quitter, pendant leur vie, la résidence qui leur serait assignée, et laissèrent, en outre, au Roi une partie de leurs biens. C'est ainsi que le seigneur Ernest de Krajek [3] lui céda sa terre de Brandeis sur l'Elbe [4]. Quant à ses autres possessions, entre autres sa terre de Jungbunzlau, elles perdirent leur caractère de francs-alleux pour devenir de simples fiefs. Un autre seigneur, Bohuslav Kostka de Postupic, fut dépouillé de sa seigneurie de Leitomyschl. Par suite de ces diverses confiscations, les principales résidences des frères, surtout Jungbunzlau, devinrent des possessions royales.

On ne saurait guère accuser le roi Ferdinand de

[1] Gindely donne leurs noms. (*Geschichte der böhmischen Brüder*, t. I, p. 303.)

[2] Wenzel Petipesky, Bernard de Barsow, Jacques Fikar et Wenzel de Jeleni. Avant de les exécuter, le bourreau fit connaître pour chacun le crime pour lequel il avait été condamné.

[3] Son père, Conrad de Krajek, était mort le 10 mai 1542, à Jungbunzlau.

[4] Au nord-est de Prague.

trop de sévérité en cette circonstance. Les Bohémiens n'avaient pas parlé, il est vrai, de le détrôner; mais si la ligue de Smalkalde l'avait emporté sur Charles-Quint, ils l'auraient certainement fait, comme le firent plus tard leurs successeurs pour Ferdinand II. Ils s'étaient d'ailleurs révoltés; ils avaient tenté de renverser la constitution de la Bohême, et par là mis en péril non-seulement l'autorité royale, sauvegarde des droits de tous, mais l'indépendance religieuse et politique de la Bohême.

Ferdinand ne se trompait pas lorsqu'il pensait que le soulèvement avait eu la religion, sinon pour principale cause, du moins pour principal prétexte. Ce fut pour cela qu'il reprit son ancien dessein de rétablir l'unité religieuse en Bohême en ramenant les utraquistes au catholicisme, et en détruisant toutes les sectes. Les tentatives d'union qu'il avait faites jusqu'alors en usant de persuasion n'avaient pas réussi. Le soulèvement de la Bohême, à défaut du droit de conquête, l'autorisait au moins à appliquer la légalité dans toute sa rigueur. Comme la Moravie et les autres pays relevant de la couronne de Bohême ne s'étaient pas révoltés, il ne voulut l'appliquer qu'en Bohême. Il espérait sans doute que la

réforme, une fois opérée dans ce pays, s'introduirait peu à peu dans tous les autres.

Ferdinand fut, du reste, poussé dans cette voie par ceux des Bohémiens qui lui étaient demeurés fidèles. Le 18 septembre 1547, des représentants des clergés catholique et vieil-utraquiste vinrent, en effet, le supplier de les protéger contre les attaques des picards. Par ce terme de mépris ils désignaient les frères.

Les membres de la noblesse de l'Unité avaient pris une grande part au soulèvement. Les nouveaux utraquistes ou utraquistes luthériens, à la tête desquels se trouvait l'administrateur Mistopol, y avaient pris une part non moins considérable. Ils s'efforcèrent d'échapper au châtiment, en rejetant la responsabilité de la révolte sur les frères, spécialement sur leur clergé. Ils insinuaient qu'en ordonnant des jours de jeûne et de prière pour le bien général, les anciens n'avaient eu qu'un but : demander à Dieu la victoire de l'Électeur de Saxe. Les frères avaient d'ailleurs manqué de cette prudence dont les minorités, surtout lorsqu'elles vivent en dehors de la légalité, ne devraient jamais se départir. Au lieu de se laisser oublier, ils attaquaient leurs adversaires dans des

pamphlets retentissants. Ce fut pour cela qu'ils se virent poursuivis les premiers. Le 8 octobre, Ferdinand émit contre eux un édit qui, en leur appliquant celui de Saint-Jacques, leur interdisait de tenir des assemblées et leur ordonnait de restituer aux catholiques et aux utraquistes les églises qu'ils leur avaient enlevées. Il leur avait bien déclaré deux années auparavant que le décret de Saint-Jacques ne leur était pas applicable; mais le soulèvement de 1547 avait tout changé.

Lorsque Ferdinand se rendit à la diète d'Augsbourg (janvier 1548), les frères lui firent remettre une supplique pour le prier d'adoucir leur sort. La chancellerie leur répondit qu'ils devaient obéir au décret du 8 octobre, et le Roi émit même un second décret pour assurer l'exécution du premier. Tous leurs lieux d'assemblée durent être fermés, tout prédicateur être saisi et amené au château de Prague. En partant, le Roi avait confié le gouvernement de la Bohême à son second fils, l'archiduc Ferdinand, sur l'énergie duquel il pouvait compter.

La sévérité du Roi intimida les caractères indécis et craintifs, toujours les plus nombreux. Bohuslav Kostka de Postupic, mal disposé pour les frères

depuis que son attachement à leur foi lui avait coûté sa seigneurie de Leitomyschl, les traita avec rigueur sur les possessions qui lui restaient; et Pernstein, qui avait été tour à tour frère, luthérien, et même habrowaniste, et qui, de plus, avait des dettes, s'arrangea avec le Roi et maltraita ses anciens coreligionnaires. Quant aux territoires qui avaient été cédés au Roi, on y installa des curés catholiques ou utraquistes, et les dissidents furent invités à en fréquenter les églises.

Quelle devait être, en pareille occurrence, la conduite des frères? Leurs chefs se partagèrent sur cette grave question. Tandis qu'Augusta, persuadé qu'il fallait résister avec énergie, leur défendait d'entrer dans les églises catholiques ou utraquistes, un autre chef, Cerny, désirant les soustraire à la violence, le leur permettait. Il en résulta que la communauté des frères établie à Brandeis abjura tout entière. Ailleurs les abjurations furent nombreuses, mais eurent lieu isolément. Les anciens, obligés de se cacher, envoyèrent des circulaires pour soutenir le courage de leurs ouailles; ils ne réussirent pas toujours.

L'administrateur Mistopol s'était montré luthérien jusqu'alors; effrayé par la victoire du Roi, il

devint vieil-utraquiste et presque catholique; et pendant qu'il ordonnait à tout le clergé qui dépendait de lui d'être très-sévère pour les membres de l'Unité, le consistoire qu'il dirigeait dressait un formulaire que devaient jurer tous les frères [1]. Mistopol se montrait d'autant plus zélé qu'il avait plus à se faire pardonner; aussi le chef de la communauté des frères de Brandeis, Cerny, affirmait-il que les calixtins (c'était le nom qu'il donnait par mépris aux utraquistes, en représailles de celui de picard qu'il en recevait) étaient bien plus intolérants que les officiers royaux et le clergé catholique. Les frères, malgré le danger qu'ils couraient, publièrent plusieurs écrits pour se plaindre des utraquistes. « Est-ce « qu'il vous plairait, leur disaient-ils, d'être con- « traints d'embrasser le catholicisme [2]? »

Les poursuites continuaient. De nombreux commissaires renouvelaient, sur les biens cédés au Roi, les conseils des communes et y installaient de nouveaux fonctionnaires, avec ordre de traiter avec rigueur tous les chefs des frères. Plusieurs de ces

[1] Gindely en donne le texte. (*Geschichte der böhmischen Brüder*, t. I, p. 312.)
[2] GINDELY, *id.*, t. I, p. 313.

derniers furent emprisonnés, jetés dans des cachots infects, à la tour Blanche du château de Prague. Malgré la puanteur qui s'en exhalait, et qui était telle que les femmes mêmes de ces malheureux ne pouvaient la supporter, on raconte que l'administrateur catholique eut le courage de s'entretenir avec eux; il espérait les convertir [1]. Chose singulière, le plus célèbre astronome et astrologue de la Bohême en ce temps, Sud de Semanin, vint aussi converser avec eux pour les faire abjurer. Parmi les prisonniers, les uns, vaincus par la souffrance, embrassèrent l'utraquisme, qui s'éloignait peut-être moins de leur foi que le catholicisme; les autres furent relâchés. Un assez grand nombre émigrèrent, et le 5 mai 1548, Ferdinand crut en finir avec l'Unité, en donnant à tous ceux qui demeuraient encore fidèles à cette religion l'ordre d'abjurer ou d'émigrer.

Pour découvrir plus facilement les frères et ne pas les laisser se cacher, Ferdinand ordonna à tous les curés de lui remettre la liste de leurs paroissiens qui appartenaient à la religion de l'Unité, et de déclarer s'ils fréquentaient les églises ou non [2]. Cet

[1] GINDELY, *Geschichte der böhmischen Brüder*, t. I, p. 318.
[2] En mars 1548.

ordre n'avait qu'un but : les obliger à émigrer. C'est ce que firent tous ceux qui habitaient les domaines royaux. Plusieurs n'ayant pas eu le temps de vendre leurs immeubles, furent obligés de les abandonner, et les luthériens s'en emparèrent. Cinq cents frères, de tout âge et de tout sexe, après s'être réunis à Reichenau, franchirent de là l'Erlitzgebirge et se rendirent en Silésie. Ils furent bien traités le long de la route, même par les catholiques et les utraquistes, ce qui prouve que leur malheureux sort inspirait de la sympathie, et que leur exil était plutôt le résultat des craintes du gouvernement qu'une satisfaction donnée à l'opinion publique. Les frères venus de Reichenau s'établirent à Posen, grâce à la protection du gouverneur[1] comte de Gorka. Ils trouvèrent facilement à exercer leurs métiers dans un pays dont les habitants étaient paresseux et adonnés à l'ivrognerie. Ils y furent rejoints par une autre colonie de trois cents de leurs coreligionnaires sortis de Bohême par Friedland[2].

Leur séjour à Posen fut de courte durée. Le roi de Pologne, Sigismond Auguste, à la demande de

[1] Ou castellan.
[2] Au nord-est de la Bohême.

l'évêque de cette ville, Benoît Isbinsky, les obligea à quitter non-seulement Posen, mais toute la Grande-Pologne. Quelques-uns purent cependant rester sur les terres du comte de Gorka; le plus grand nombre se rendirent dans le duché de Prusse, où le souverain de ce pays, le duc Albert, les avait appelés. Ils n'y furent cependant pas mieux traités qu'en Pologne. Le duc de Prusse, trompé par les calomnies de Mitmanek, ce partisan de Mistopol que le roi Ferdinand avait chassé de Prague, les persécuta à son tour, et leur donna six semaines pour embrasser purement et simplement le luthéranisme.

Inquiétés en Prusse, la plupart des frères revinrent en Pologne, où la faiblesse du gouvernement, plutôt que sa tolérance, finit par leur laisser plus de liberté qu'ailleurs. Cependant le principal résultat de la persécution fut leur extension, et ils formèrent bientôt trois provinces, la première comprenant la Moravie où ils furent le plus nombreux, ce qui peut-être fut la cause du nom qu'on leur donna par la suite de frères moraves; la seconde, la Bohême; la troisième, la Pologne et la Prusse. Plus tard la province morave passa au luthéranisme, et la province polonaise au calvinisme.

Cependant l'expulsion des frères était loin d'être complète en Bohême; elle n'avait atteint que les sujets des biens royaux. Le plus grand nombre de ceux qui habitaient les biens des seigneurs y demeurèrent; seulement ils ne tinrent plus de réunions publiques; ils firent même semblant d'embrasser l'utraquisme, et laissèrent baptiser leurs enfants par des prêtres de cette religion, sauf à les bien laver après et à les rebaptiser plus tard. Ils ne furent cependant pas sans payer assez cher cette tolérance. En effet, ils avaient acquis peu à peu des biens destinés à subvenir à l'entretien de leurs prêtres et de leur culte. Les seigneurs s'en emparèrent en Bohême, comme ils s'étaient déjà emparés des biens du clergé catholique. En matière de religion, la plupart des seigneurs n'avaient au fond d'autre mobile que l'intérêt. Plus heureux en Moravie, les frères y conservèrent leurs biens ecclésiastiques.

Le plus important des chefs de l'Unité était alors Augusta. Né à Prague en 1500, fils d'un simple chapelier, Augusta, d'abord utraquiste, avait embrassé à l'âge de vingt-quatre ans la religion des frères. Quoiqu'il n'eût reçu qu'une instruction fort incomplète, il devint en Bohême le prédicateur le plus

distingué de son temps, et l'Unité n'eut jamais à sa tête un homme possédant à un si haut degré le don du commandement, et, il faut l'ajouter, ayant plus d'ambition. Il n'avait pas pris part au soulèvement de 1547 dont il n'espérait pas le succès; on crut néanmoins qu'il en avait été le principal instigateur, et ce fut surtout lui que les nouveaux utraquistes accusèrent. Se sentant menacé, il écrivit au gouverneur de Moravie, Wenzel de Ludanic, dont les ancêtres avaient jadis appartenu à l'Unité, pour le prier de lui donner asile. Ludanic lui répondit qu'il s'était retiré de l'Unité depuis que les frères avaient abandonné les doctrines de Lukas pour traiter avec les luthériens. Les frères, d'ailleurs, ajoutait-il, s'étaient révoltés contre le Roi, et Augusta, au lieu de les retenir comme il aurait dû le faire, étant leur premier évêque, les avait au contraire excités. Il refusait, en conséquence, de venir à son aide.

Longtemps recherché sans succès, Augusta fut enfin saisi dans les environs de Leitomyschl, le 25 avril 1548. Il avait alors quarante-huit ans. Amené à Prague, il y fut emprisonné à la tour Blanche, enchaîné, interrogé, torturé. Son corps, tendu sur un chevalet, fut arrosé de poix bouillante,

sa peau brûlée sur les hanches et enlevée avec des pinces. On lui demanda qui avait écrit la lettre adressée au Roi, à Augsbourg; en quel endroit se trouvait la chancellerie de l'Unité; le nom des anciens; où étaient déposés l'argent des communautés et les textes de leurs alliances; quelles relations il avait eues avec l'Électeur de Saxe; combien de fois et avec qui il était allé à Wittenberg; quand et dans quels lieux il avait, par ses discours, excité le peuple à la révolte. Augusta nia ou fit des réponses évasives. Son principal compagnon, Jacques Bilek, fut également saisi, interrogé, torturé [1].

Ce n'est pas ici le lieu de porter un jugement sur les moyens mis en usage par l'instruction criminelle au seizième siècle pour arracher des aveux à l'accusé. Il suffit de remarquer que, dans le cas d'Augusta, il

[1] Si l'on avait suivi les ordres de la cour, on ne s'en fût pas tenu là. On aurait dû ne donner à Augusta ni à manger, ni à boire, ou ne lui donner qu'une nourriture sèche et épicée, le priver de sommeil, le lier sur une planche et lui passer sans cesse du vinaigre sous le nez, lui mettre sur le nombril un scarabée vivant, recouvert par la moitié d'une coquille de noix. Aucune de ces inventions, plus cruelles encore que singulières, ne furent appliquées à Augusta. Ses partisans purent même communiquer avec lui et lui apporter des vivres. (GINDELY, *Geschichte der böhmischen Brüder*, t. I, p. 325.)

s'agissait beaucoup moins de religion que de politique[1].

Augusta et Bilek furent enfermés au château de Pürglitz. C'était à la fois une forteresse, un rendez-vous de chasse et une prison d'État. Situé[2] non loin de la Béraun, il avait été bâti, vers l'an 1110, sur des rochers qui dominent le ruisseau de Rakonitz. Élisabeth, dernière princesse de la race de Premysch, femme de Jean de Luxembourg et mère de l'empereur Charles IV, y étant venue faire ses couches, on avait ordonné à tous les paysans de la contrée d'apporter des rossignols devant le château; et depuis lors ces oiseaux avaient été fort nombreux dans les bois d'alentour. Ces raffinements de délicatesse dans un séjour de plaisance ne sont pas sans présenter quelque contraste avec les rigueurs de la prison d'État.

On n'avait rien fait pour guérir les plaies d'Augusta. Comme elles répandaient une odeur infecte et qu'on craignait que les vers ne s'y missent et que la mort n'emportât des secrets que l'on désirait con-

[1] La torture employée contre les frères de l'Unité fut désapprouvée par le chancelier de Bohême, Henri de Plauen.

[2] A l'ouest de Prague.

naître, on se décida à les soigner, et elles guérirent au bout de sept semaines.

Augusta et Bilek allaient demeurer prisonniers à Pürglitz, le premier pendant seize ans, le second pendant treize. Ils furent enfermés dans des cellules assez spacieuses, situées au ras du sol. Des volets, placés à l'intérieur et à l'extérieur, n'y laissaient pénétrer qu'une faible clarté. Des poêles qu'on y plaçait pendant l'hiver étaient chauffés seulement trois ou quatre fois par semaine. Les prisonniers avaient un lit, avec un matelas et une couverture. Leur nourriture était assez bonne; mais l'obscurité était trop grande pour leur permettre de lire; ils étaient ainsi abandonnés à leurs seules pensées, et l'oisiveté complète à laquelle on les réduisait ne fut pas la moindre de leurs souffrances. Leur garde se composait de vingt soldats ne parlant que l'allemand, afin qu'ils ne pussent entretenir aucune relation avec les prisonniers qui ne parlaient que le tchèque.

II

Après s'être débarrassé des frères, Ferdinand aurait dû châtier les luthériens; mais, outre qu'ils avaient su faire retomber sur les fidèles de l'Unité la plus grande part de la responsabilité du soulèvement, ils se rattachaient trop aux utraquistes pour qu'on pût facilement les en séparer ; ils affectaient même, depuis la répression de la révolte, de ne faire qu'un avec eux.

Il restait au Roi, pour établir l'unité religieuse, à réunir les utraquistes aux catholiques. Il pensa que le meilleur moyen d'y parvenir serait de donner aux deux religions un seul et même chef qui serait l'archevêque de Prague. La diète venait d'élire roi de Bohême son fils aîné Maximilien (1549). Bien qu'une diète précédente, celle de 1546, eût reconnu l'hérédité de la couronne dans la famille de Habsbourg, Ferdinand, pour prévenir toute difficulté, avait cru convenable de le faire élire de son vivant. Ce fut

encore la diète de 1549 qui décida, conformément à la demande du Roi, qu'un archevêque serait établi au-dessus des catholiques et des utraquistes.

En attendant la nomination de l'archevêque, Ferdinand réunit à Prague, à la fin de cette même année 1549, le jour de la fête de sainte Barbe (4 décembre), une diète des états utraquistes. Elle devait préparer la fusion des deux religions officielles en une seule. Un légat du Pape vint pour négocier. Douze articles furent rédigés. Ils étaient relatifs à la transsubstantiation, à la messe, à l'obéissance due au Saint-Siége, et adoptaient sur ces points la doctrine catholique. L'administrateur Mistopol, qui, depuis que le Roi l'avait emporté, recherchait sa faveur, soutint les douze articles; mais une partie du clergé utraquiste y fit des objections; et lorsque la confession de foi fut présentée aux états, ils demandèrent que les deux clergés, catholique et utraquiste, commençassent par se mettre d'accord. Mistopol ayant obtenu des deux clergés une entente apparente, la nouvelle confession fut de nouveau portée aux États. Certains membres demandèrent alors que la Moravie prît part aux délibérations, parce que la question intéressait tous les pays rele-

vant de la couronne de Bohême, et d'autres qui inclinaient vers le luthéranisme attaquèrent les douze articles, spécialement le troisième qui adoptait la transsubstantiation. Mistopol ayant déclaré que cet article était conforme aux compactats, on lui répondit qu'on n'avait pas à s'inquiéter des compactats, mais de l'Écriture sainte. Malgré tous les efforts de l'administrateur, l'accord ne put s'établir, et Ferdinand dut dissoudre la diète sans qu'elle eût rien décidé. Ne pouvant fondre ensemble les catholiques et les utraquistes, il voulut au moins compléter la destruction des sectes, et il émit pour cela un nouvel édit pour interdire encore les assemblées des frères. En même temps Augusta, que l'on considérait toujours comme le principal auteur de la révolte de Bohême, était questionné et torturé de nouveau, mais toujours sans résultat. L'insuccès de Ferdinand eut pour principal effet de rendre l'administrateur Mistopol moins favorable à la fusion. Voyant le Roi moins puissant qu'il ne l'avait cru, il se retourna du côté des luthériens, et afin de s'en faire bien voir, se permit même, en prêchant, quelques sorties contre l'Église catholique.

Cependant les frères continuaient à jouir en

Moravie d'une assez grande liberté. Ils tinrent même un synode à Prérau[1]. Ils y résolurent d'envoyer de jeunes frères étudier à l'étranger, et décidèrent que pour éviter la persécution, les fidèles pourraient faire baptiser leurs enfants par des prêtres catholiques ou utraquistes.

Les seigneurs de Moravie qui appartenaient à l'Unité ne se bornaient pas à protéger les frères; ils chassaient les curés catholiques et s'emparaient de leurs biens. Averti de ce qui se passait, Ferdinand vint à Brünn pendant que la diète y était réunie (avril 1550). Aux reproches que lui adressa le Roi, la diète répondit qu'elle demeurait attachée à l'Évangile, et Ferdinand ne put que se retirer sans avoir rien obtenu.

Pendant que les frères vivaient tranquilles en Moravie et s'étendaient en Pologne et en Prusse, leur nombre avait diminué de moitié en Bohême. Toutefois, dans un espace de dix-sept ans, de 1547 à 1564, Augusta et Bilek, seuls, furent maltraités[2]. Grâce à la connivence de ses gardiens, Augusta avait même

[1] Au sud-est d'Olmütz, le 2 octobre 1549.

[2] Le seigneur de Pernstein étant mort en 1549, son fils Jaroslav laissa les frères tranquilles sur ses terres de Moravie, et les inquiéta le moins possible sur ses terres de Bohême.

vu son sort s'adoucir[1]. Les volets de sa prison s'étaient entr'ouverts; il pouvait se procurer des livres, et ce qu'il fallait pour écrire. Il en profita pour composer plusieurs ouvrages de théologie et des chants religieux, et pour entretenir avec les frères une correspondance qui lui permit d'en ramener plusieurs qui avaient abjuré. Mais à mesure qu'il avançait en âge, aigri par les souffrances, il devenait de plus en plus impérieux et autoritaire. La mort d'un des anciens, nommé Mach[2], l'ayant laissé seul chef de l'Unité, seul évêque pouvant transmettre le sacerdoce et ordonner des prêtres, il se montrait d'autant plus disposé à garder toute l'autorité qu'il pouvait moins l'exercer; et de peur d'avoir à la partager, il s'opposait à la nomination de nouveaux anciens, au risque de laisser, par sa mort, les frères sans sacerdoce.

L'Unité fut cependant obligée de se passer de lui dans de nombreuses circonstances. Ainsi un synode décida qu'une visite générale des communautés serait faite. Cette visite était devenue d'autant plus nécessaire, que les liens qui rattachaient les frères

[1] En janvier 1550.
[2] Le 16 avril 1551.

entre eux s'étaient relâchés avec leur dispersion. En Prusse spécialement, l'influence des luthériens tendait à les désorganiser, leurs prêtres désiraient se marier comme les pasteurs luthériens, et certains fidèles, regrettant d'avoir quitté leur patrie, se montraient disposés à abjurer pour y rentrer. Enfin la conservation du dogme était menacée; de jeunes frères, qu'on avait envoyés étudier à Königsberg, penchaient vers l'osiandrisme [1] qui y régnait; on fut obligé de les rappeler. La mise en liberté d'Augusta, en rendant à l'Unité un chef vigilant et d'une grande autorité, aurait fait disparaître tous ces symptômes de désunion. Ce fut pour cela que les frères réclamèrent son élargissement. Mais Ferdinand n'était pas disposé à rien faire qui pût consolider l'Unité.

L'Empereur avait jusqu'alors échoué dans son dessein de fondre ensemble les catholiques et les utraquistes. Il avait eu même beaucoup de peine à les protéger contre l'invasion du luthéranisme et des sectes. Ce fut pour l'aider qu'il réunit à Prague,

[1] Les osiandriens, disciples d'André Osiander, disaient que l'homme était justifié par la justice de Dieu, et non par la foi, comme le prétendaient Luther et Calvin. Voir cependant DÖLLINGER, *la Réforme*, etc., t. III, p. 373 et suiv., et L. RANKE, *Deutsche Geschichte*, t. V, p. 349.

en 1552, pour la fête de l'Épiphanie, une diète générale de tous les pays relevant de la couronne de Bohême. Sous sa direction, cette diète prit des mesures pour améliorer la condition du clergé des religions officielles. Les seigneurs, toujours avides, s'emparaient des biens que les prêtres catholiques et utraquistes, établis dans les cures soumises à leur droit de patronage, laissaient à leur décès. La diète décida que les prêtres pourraient dorénavant disposer de leurs biens par testament. Elle montra un certain esprit d'indépendance vis-à-vis du Roi, en réclamant la complète liberté des nobles qui, à la suite de leur révolte de 1547, avaient été exilés dans leurs terres. Les frères demandèrent, de leur côté, la liberté d'Augusta; et l'évêque catholique d'Olmütz, Dubravius, que distinguait une tolérance peu ordinaire de son temps, la sollicita lui-même, comme conforme à la charité chrétienne et à la justice. Le Roi répondit qu'il réfléchirait.

Cependant la situation des frères s'améliorait en Bohême, la persécution y avait même assez diminué pour qu'un synode pût se réunir à Jungbunzlau [1]. Le principal objet de ce synode était de nommer de

[1] Le 12 juin 1552.

nouveaux anciens, et d'assurer ainsi la transmission du sacerdoce. Mais Augusta qu'on avait cru devoir consulter interdit toute nomination, et ordonna d'attendre son élargissement. Cet homme, d'un esprit dominateur et intraitable, s'exagérait sa propre autorité. Le pouvoir suprême appartenait, en effet, au synode, d'après les règles de discipline adoptées par les frères, et c'était à tort qu'il se considérait comme étant le pape de l'Unité.

L'opposition d'Augusta ayant empêché de rien décider à Jungbunzlau, le conseil étroit se réunit à Prossnitz en Moravie, pour délibérer sur la conduite à tenir [1]. Comme on était encore indécis, la correspondance qui avait eu lieu entre les frères et Augusta fut découverte. Il en résulta que le prisonnier fut amené à Prague, interrogé, puis ramené à Pürglitz où il fut aussi maltraité que les premiers jours. Le bruit se répandit même qu'il avait été mis à mort. Les frères se hâtèrent de nommer de nouveaux chefs. Le conseil étroit convoqua un synode général, composé des représentants des frères de Bohême, de Moravie et de Pologne, et ce synode,

[1] Le 7 mai 1553

réuni à Prérau [1], élut pour anciens et sacra comme évêques Jean Cerny et Mathias Cerwenka. Ce sacre, opéré par d'autres que par un évêque, rompait avec les traditions que l'Unité avait suivies depuis que l'autorité épiscopale lui avait été transmise par l'évêque vaudois Etienne [2].

Devenu par son élection et par son sacre le principal chef de l'Unité, Cerny revint à Jungbunzlau et obtint d'Ernest de Krajek, à l'égard des frères, une tolérance plus grande que jamais. Cependant l'archiduc, lieutenant du Roi en Bohême, informé de ce qui se passait, fit écrire par Wolf de Krajek, archiburgrave de Bohême, à son cousin Ernest, pour le dissuader de leur accorder sa protection. Ernest lui répondit qu'il s'était uni aux frères, pour faire les prières et observer les jeûnes que l'archiduc avait prescrits lui-même à l'occasion de la guerre. Cette réponse ne pouvait satisfaire l'archiduc. Il envoya des commissaires à Jungbunzlau, pour étudier la situation sur les lieux mêmes. Ernest de Krajek ne leur cacha plus rien. Il confessa qu'il était membre de l'Unité, et il leur remit deux lettres, l'une pour

[1] Le 5 juin 1553.
[2] On ordonna en même temps un grand nombre de prêtres.

l'archiduc, l'autre pour l'archiburgrave. Par cette dernière il réclamait l'appui de son cousin.

L'archiduc, avant de prendre une détermination, crut devoir en référer à son père. Ferdinand était alors très-occupé en Allemagne par les négociations du traité de Passau [1]. Il en résulta des délais, et Ernest de Krajek les mit à profit pour faire construire, à l'usage des frères, une maison destinée à leurs assemblées, plus grande que celle dont ils s'étaient servis jusqu'alors. En vain le Roi lui donna-t-il l'ordre d'interdire leurs réunions et de leur enlever leurs églises et les biens de leur clergé, Ernest n'en ouvrit pas moins la nouvelle maison [2]. Ferdinand était trop absorbé par les affaires d'Allemagne, surtout depuis que son frère Charles-Quint lui avait confié le gouvernement de l'Empire, pour pouvoir s'occuper avec suite des affaires de l'Unité. Le margrave Albert de Brandebourg menaçait d'ailleurs, comme quelques années auparavant l'Électeur

[1] La paix d'Augsbourg (1555), qui suivit le traité de Passau, ne fut pas applicable à la Bohême. (GINDELY, *Rudolf II und seine Zeit*, t. I, p. 24.)

[2] En 1512, Wladislas avait rencontré la résistance de la famille de Krajek, dans la personne d'une femme, Jeanne de Krajek. En 1554, Ferdinand la retrouva en la personne d'Ernest de Krajek.

Jean-Frédéric de Saxe, de s'emparer de la Bohême. L'archiduc craignit une nouvelle révolte de ses sujets, s'il les poussait à bout; et à la fin de 1554, il cessa de poursuivre les frères. Les autres seigneurs de Bohême qui appartenaient à l'Unité n'avaient pas fait une aussi vive opposition que Krajek. Jaroslav de Pernstein consentit même à interdire les assemblées des frères. Comme ceux-ci s'en plaignaient, il leur répondit qu'il les laissait libres en Moravie, mais que les ordres formels du Roi ne lui permettaient pas de les tolérer en Bohême. Cependant, sur de nouvelles instances, il leur laissa une liberté complète. Quant au seigneur de Kostka, tout en refusant de prendre publiquement à leur égard le rôle d'un protecteur, il leur demeurait secrètement attaché. Il leur défendit cependant de tenir des assemblées à Brandeis sur l'Adler [1]; mais il ne fut pas obéi.

Maximilien, fils aîné de Ferdinand, s'était d'abord montré comme lui favorable au protestantisme; les frères pensèrent qu'il le serait également à l'Unité, et au commencement du carême de 1555, Ernest de Krajek envoya un des coreligionnaires à Vienne pour le sonder. Il y avait alors à Jungbunzlau, à côté de

[1] A l'est de Königgrätz.

Cerny, un jeune homme doué d'un caractère et de qualités comme il ne s'en était pas encore rencontré dans le sein de l'Unité, et qui allait exercer sur les frères une autorité considérable : c'était Jean Blahoslav. Né en 1523 à Prérau en Moravie, issu d'une famille de chevaliers, il avait fait ses études, d'abord à Wittenberg où il avait vu Luther, puis à Bâle, et s'était établi en Moravie. Appelé par Cerny à Jungbunzlau, il y reçut le diaconat. C'était lui que Krajek avait chargé de rédiger les lettres qu'il avait adressées, en 1554, à l'archiduc Ferdinand et à l'archiburgrave de Bohême. Ce fut lui qu'il envoya à Vienne. Un certain Pfauser, prédicateur luthérien [1], avait acquis une grande influence sur Maximilien. Blahoslav alla lui rendre visite, le flatta, et lui exprima le regret que Maximilien ne gouvernât pas la Bohême à la place de son frère Ferdinand. Pfauser, dans sa réponse, attaqua surtout les Jésuites, qui jouissaient alors d'un grand crédit en Bohême. Encouragé par là, Blahoslav lui déclara qu'il était frère, lui remit quatre exemplaires de la confession de foi de l'Unité [2], et sollicita son appui auprès de Maximilien.

[1] Il était marié.
[2] Celle qui avait été remise à Ferdinand en 1535.

L'affaire, pour le moment, n'alla pas plus loin, et avant que Blahoslav fût de retour en Bohême, il survint un événement qui eut de fâcheuses conséquences pour les frères. Ernest de Krajek, leur protecteur, mourut à Jungbunzlau [1]. Il laissait quatre fils. Les hauts fonctionnaires de Bohême, dans l'espoir de leur faire abandonner la cause de l'Unité, les invitèrent à se rendre à Prague. Ils y vinrent [2]. Les hauts fonctionnaires les engagèrent à interdire les assemblées des frères, et leur offrirent, à cette condition, de les relever du serment de vassalité que leur père avait été obligé de prêter au Roi à la suite de la révolte de 1547, de les replacer ainsi dans leur ancienne situation de souverains à peu près indépendants, et de les tenir, en outre, quittes des amendes considérables qu'ils devaient encore au Roi. Ces propositions mirent les quatre frères dans un grand embarras. Obéir, c'était abandonner l'Unité; résister, c'était appeler sur elle comme sur eux les rigueurs du pouvoir. N'ayant pu s'entendre, ils demandèrent et obtinrent un délai. Pressés de

[1] Le 18 mars 1555.

[2] Ils étaient accompagnés par Blahoslav, leur principal conseiller, qui était revenu de Vienne.

nouveau, ils firent une réponse évasive. Enfin Conrad, l'aîné, promit au nom de tous d'interdire les assemblées des frères; et il demanda, en même temps, qu'on les relevât de leur serment de vassalité et qu'on les tînt quittes de leurs dettes. On leur en fit seulement la promesse. En attendant, les lieux de réunion des frères furent fermés, et Cerny et Blahoslav furent contraints de se cacher; ils restèrent toutefois dans les environs de Jungbunzlau, et encouragèrent les frères dispersés à demeurer fidèles à leur foi.

Tout espoir n'était pas perdu pour eux. La veille de la fête de sainte Catherine (24 novembre 1555), Blahoslav retourna à Vienne, pour implorer la protection de Maximilien[1]. Ne pouvant encore s'adresser directement à lui, il recourut à Pfauser. Les frères étaient toujours persuadés que leur religion était la meilleure de toutes, et que si on les persécutait, c'était parce qu'on ne la connaissait pas. Ce fut pour cela que Blahoslav pria Pfauser de remettre à Maximilien une lettre avec un exposé de leurs doctrines. Il retourna ensuite en Moravie. Au bout d'un certain temps, ne recevant aucune nouvelle, il écrivit à

[1] Blahoslav se trouvait alors en Moravie, où il avait assisté au synode de Prossnitz.

Pfauser, et celui-ci lui répondit[1] que Maximilien avait bien accueilli sa démarche, et qu'il lui avait promis de soutenir les frères.

Pendant ce temps, le protestantisme se répandait en Pologne. Ses relations avec la religion de l'Unité nous oblige à en dire quelques mots. La corruption des évêques et des chapitres, qui éloignait du catholicisme beaucoup d'âmes sincères, et l'avidité des nobles qui voyaient dans l'abandon du catholicisme une occasion de s'emparer des biens du clergé, furent les principales causes de l'introduction du protestantisme en Pologne[2]. Les frères, en arrivant dans ce

[1] Le 3 février 1556.

[2] Sur les causes de la révolution protestante, voir DÖLLINGER, *la Réforme*, etc., t. I, p. 11, 19, 37, 164, 218, 249; — t. II, p. 190, 393; — t. III, p. 400. — Le roi Sigismond-Auguste se montra favorable au protestantisme, tout en demeurant catholique; le prince Radziwill l'embrassa et entraîna par son exemple plusieurs grands personnages, soit de l'État, soit même de l'Église.

Les principaux chefs du protestantisme en Pologne furent d'abord Lismanin et Laski. Lismanin était un Grec né à Corcyre. Appartenant à l'Ordre des Franciscains, confesseur de la reine Bona, mère du roi Sigismond-Auguste, il embrassa le protestantisme et se maria. Quant à Jean de Laski, issu d'une famille noble de Pologne, il avait embrassé l'état ecclésiastique et était devenu évêque de Wesprim (évêché de Hongrie suffragant de Gran. *Mémoires de l'Église*, p. 289; ALZOG, t. II, p. 129), peut-être aussi de Cujavie, pays qui s'étend autour de Thorn et est traversé par la Vistule. Il abandonna sa haute situation, se maria à Mayence (1540), et revint en Pologne en 1556.

pays, y firent de grands progrès. Leur doctrine attira certaines âmes sincères qui avaient cherché, sans la trouver, une véritable réforme dans le protestantisme. Demeurées au fond attachées au culte catholique, elles le retrouvaient plutôt chez les frères que chez les protestants.

Cependant en Pologne, comme presque partout ailleurs, on espérait toujours arriver à l'unité religieuse en fondant les diverses religions en une seule. A la demande d'une diète réunie à Pétrikau [1], le Roi crut y parvenir, en envoyant une ambassade au pape Paul IV, pour lui demander la convocation d'un concile national qui réformerait le clergé catholique, autoriserait le mariage des prêtres et accorderait l'usage de a coupe. Ç'aurait été légitimer les abus, bien loin de les détruire. Au lieu d'accueillir cette singulière demande, le Pape envoya le légat Lipomani à la diète de Varsovie [2] pour réclamer l'extirpation des hérésies; mais il ne put rien obtenir.

Les diverses sectes répandues en Pologne firent, de leur côté, de nouveaux efforts pour s'entendre.

[1] Peut-être Piatrkow, en Pologne, au sud-ouest de Varsovie. En 1555.

[2] En septembre 1556.

Un synode général des dissidents polonais s'étant réuni à Kozminek en 1555 [1], les calvinistes et les frères s'y firent représenter. On y rédigea quelques articles par lesquels les calvinistes, approuvés du reste en cela par Calvin, auraient adopté certains dogmes et la liturgie de l'Unité; mais rien ne fut décidé. Un colloque, tenu à Leipnik [2] en Moravie, ne réussit pas mieux. On y discuta beaucoup sur le dogme et la discipline, sur la confession, sur la communion, sur le célibat des prêtres qu'adoptaient les frères et que repoussaient les calvinistes, sur la question de savoir si les prêtres devaient vivre de leur travail comme dans l'Unité, ou être nourris par les fidèles comme chez les protestants, si le gouvernement des choses religieuses devait appartenir aux prêtres seuls, comme dans l'Unité, ou en même temps aux prêtres et aux laïques, c'est-à-dire aux nobles, comme chez les luthériens [3]. On ne s'entendit pas

[1] En Pologne, au nord-est de Kalisch. Le 24 août 1555.

[2] Au sud-est d'Olmütz. Le 23 octobre 1558.

[3] Dans un synode qui eut lieu à Xions (sud-est de Posen, près de la Warta), dans la Petite-Pologne, pour organiser l'Église calviniste et celle des frères de Pologne, les nobles prétendirent être les seuls anciens et exercer la surveillance générale de l'Église, en ne laissant au clergé que le détail. On proposa sur ce point un accord en vertu duquel il dut y avoir parmi

mieux à Leipnik qu'à Kozminek, et Calvin, moins bien disposé qu'en 1555, accrut encore les dissidences, en censurant formellement la doctrine des frères sur la communion.

La censure de Calvin parut chose si grave aux frères, qu'ils envoyèrent à Genève deux ambassadeurs, Rokyta et Pierre Herbert, pour s'en faire relever. Chemin faisant, en traversant le Würtemberg, les deux ambassadeurs consultèrent, sur leur démarche, un ami de l'Unité qui s'appelait Vergerius. C'était un assez singulier personnage. Né en 1498 à Capo d'Istria en Italie, il avait embrassé l'état ecclésiastique et était devenu nonce de Paul III en Allemagne, puis évêque de Capo d'Istria, sa ville natale. Poussé par on ne sait quel motif, il embrassa d'abord le calvinisme, puis le luthéranisme, et il finit par pencher vers l'Unité et par en approuver les doctrines, sans toutefois les adopter. Consulté par Rokyta et Herbert que l'Unité envoyait à Calvin, il essaya de les dissuader de leur voyage, et leur conseilla de solliciter plutôt l'appui du duc Christophe

les anciens trois prêtres et trois laïques; mais les calvinistes l'admirent seuls, les frères le rejetèrent. (GINDELY, *Geschichte der böhmischen Brüder*, t. I, p. 415 et suiv.)

de Würtemberg. Le duc les accueillit favorablement, et leur demanda un mémoire sur leur différend avec Calvin. Vergerius le composa lui-même; mais le duc n'y fit qu'une réponse évasive. Les deux ambassadeurs s'étaient donc arrêtés en pure perte. Herbert continua seul le voyage vers Genève. Calvin lui déclara qu'il désapprouvait la doctrine des frères sur la communion, parce qu'elle se rapprochait trop de celle des luthériens [1].

Les frères, n'ayant pu obtenir la neutralité de Calvin, cherchèrent un appui auprès de Flacius Illyricus [2]. De Magdebourg où il résidait, Flacius dirigeait une partie importante des protestants d'Allemagne. Les frères lui envoyèrent Blahoslav, qui venait d'être nommé ancien en même temps que George Israël au synode de Slezan en Moravie. Flacius fit bon accueil à Blahoslav; mais il avait des préjugés contre les frères. Il croyait qu'ils venaient

[1] En juin 1560.

[2] Mathias Flacius Illyricus (Mathias Vlacich d'Albona), né en Illyrie en 1521, mort en 1575, l'un des quatre auteurs luthériens d'une histoire de l'Église en latin divisée en centuries, imprimée à Magdebourg, et appelée pour cela *Centuries de Magdebourg*. (RANKE, *Deutsche Geschichte*, t. V, p. 348 et suiv. — ALZOG, *Histoire de l'Église*, t. I, p. 38. — BERGIER, *Dictionnaire de théologie*, t. I, p. 410.)

des vaudois. On ne doit pas s'étonner de voir les frères traités de vaudois ou de picards par les autorités de la Bohême, lorsqu'un savant comme Flacius avait d'eux la même idée. Blahoslav lui montra qu'ils ne venaient pas plus des vaudois que les luthériens ne venaient des frères. Flacius leur reprochait aussi d'avoir varié dans leurs doctrines et de ne s'être pas entendus avec les luthériens. Ces reproches étaient singuliers dans sa bouche, car si une doctrine avait varié, c'était celle des luthériens. Blahoslav le lui fit sentir; ce n'était pas un moyen de le gagner; aussi dut-il se retirer sans avoir rien obtenu.

Repoussés par Calvin et par Flacius, les frères se tournèrent de nouveau vers Maximilien; Blahoslav vint donc, pour la troisième fois, à Vienne (1557). Il apportait à l'archiduc une lettre du duc de Würtemberg; il revit Pfauser; mais son voyage n'eut encore aucun résultat.

III

Cependant la prison d'Augusta s'était adoucie de nouveau. Ses fenêtres, élargies, laissaient pénétrer quelque lumière dans sa chambre. Grâce à un domestique attaché à son service, il avait même repris sa correspondance avec les frères, et malgré la difficulté des communications, il prétendait encore diriger toutes les affaires de l'Unité. Les frères ne pouvaient pas lui obéir. Ignorant ce qui se passait hors de sa prison, seul, sans pouvoir prendre conseil de personne, il lui était impossible de rien décider avec sagesse; et même s'il eût pu prendre des décisions sages, il lui aurait été difficile de les faire exécuter. De peur de l'irriter, on lui avait caché l'élection des nouveaux anciens. Mais la brouille qu'on cherchait à éviter ne tarda pas à éclater. Les frères avaient conservé pour les évangiles de la messe l'ordre adopté par Rome. Augusta imagina de changer cet ordre parce qu'il venait de Rome. Les frères refusèrent d'admettre ces changements; Augusta s'en indigna.

Informé, en outre, des élections qui avaient été faites, il écrivit une lettre pour déclarer nul tout ce qui s'était accompli sans son consentement. Arrivé lui-même au pouvoir plutôt par la violence que par la légalité, il rejetait maintenant les mesures les plus nécessaires, parce qu'elles étaient prises sans lui. De plus en plus irrité de ce qu'il considérait comme un abandon de sa personne et un mépris de son autorité, il conçut le dessein de s'en venger en opérant avec l'utraquisme une réconciliation qu'il avait jadis vivement repoussée. D'après le conseil de Ladislas de Sternberg, commandant du château de Pürglitz, il écrivit à l'archiduc Ferdinand, pour solliciter son élargissement. On lui posa, comme conditions, cinq articles dont l'admission aurait été une véritable conversion au catholicisme; Augusta refusa. Sternberg lui proposa alors d'embrasser l'utraquisme. Augusta fit à cette ouverture une réponse qui manquait de clarté, et comme elle ne satisfaisait pas plus les utraquistes que les catholiques, il en prépara une seconde dans laquelle il se déclarait frère de l'Unité; mais il ne l'envoya pas; certains événements venaient, en effet, de lui donner l'espoir d'obtenir la liberté par d'autres moyens.

L'archiduc Ferdinand, lieutenant du Roi en Bohême, avait épousé une femme d'un rang inférieur au sien, mais que distinguaient à un haut degré l'esprit et la beauté, la fille d'un noble d'Augsbourg, Philippine Welser [1]. Installée au château de Pürglitz, qui était, comme on l'a dit, un séjour de plaisance en même temps qu'une prison d'État, Philippine Welser, au moment de retourner à Prague où l'archiduc s'était déjà rendu, eut l'idée de voir Augusta. Son entrée dans la prison, dit la chronique, fut comme l'apparition d'un ange. Touchée des souffrances du frère, elle lui promit de demander sa liberté. Elle fut aidée en cela par Jean, chapelain de l'archiduc, qui s'était aussi entretenu avec le prisonnier. C'était en 1561, quelques jours avant Pâques. A la demande de Philippine et du chapelain, Ferdinand autorisa d'abord Augusta et Bilek à circuler librement dans le château pendant les fêtes : ils durent seulement

[1] L'archiduc Ferdinand de Tyrol eut de Philippine Welser deux fils qui, à cause de leur basse naissance, ne purent pas régner : André, cardinal d'Autriche, et le margrave de Burgau, lequel, marié deux fois, ne laissa pas d'enfants. De son second mariage avec Anne-Catherine de Gonzague-Mantoue, Ferdinand eut deux filles : Anne, qui épousa son cousin, l'empereur Mathias, et Anne-Catherine, qui mourut religieuse. (GINDELY, *Rudolf II und seine Zeit,* t. I, p. 41.)

donner leur parole de ne pas chercher à s'évader. Augusta et Bilek ne s'étaient pas vus depuis huit ans, si étroite avait été leur captivité. Le jour de Pâques, ils assistèrent de leur plein gré à la messe et au sermon dans la chapelle du château. Lorsque l'archiduc fut de retour à Pürglitz, Philippine et le commandant Sternberg le prièrent de demander au Roi la liberté des prisonniers. L'archiduc ayant répondu qu'ils ne pourraient recouvrer la liberté que s'ils abjuraient, Augusta et Bilek consentirent à s'aboucher avec les Jésuites et les utraquistes. On les amena pour cela à Prague. Ils y passèrent cinquante et un jours au collége des Jésuites. Ils y furent bien traités, mais n'eurent de relations qu'avec le docteur Henri, recteur du collége, et le prédicateur Étienne. Le chapelain de Pürglitz s'était aperçu, en causant avec Augusta, qu'il était dans une extrême ignorance de la religion catholique ; il fallait donc la lui faire connaître. Les deux Jésuites chargés de ce soin ne connaissaient pas la langue tchèque ; les entretiens eurent lieu en latin, et ils commencèrent dès le lendemain avec Augusta qui les traduisait ensuite à Bilek.

La discussion porta d'abord sur le sujet de

l'Église; c'était, en effet, le point sur lequel l'accord semblait le plus difficile à établir. Le recteur remit à Augusta un billet sur lequel étaient écrits ces mots : « La sainte Église est la vraie fiancée du Christ et la « mère de tous les chrétiens; cela est prouvé par « l'Écriture sainte, les conciles et les Pères de « l'Église. » Le recteur engagea Augusta à réfléchir sur le contenu de ce billet, et le pria de répondre le lendemain. La méthode employée à l'égard des deux frères paraît assez singulière; c'était moins une discussion qu'un interrogatoire.

Le lendemain Augusta répondit : « Nous autres « utraquistes, nous admettons, comme les catho- « liques, que l'Église est la fiancée du Christ et la « mère de tous les croyants. » En se faisant passer ainsi pour utraquiste, Augusta semble avoir été plus politique que sincère, et avoir voulu, en identifiant sa cause avec celle des utraquistes, s'assurer leur appui. Le recteur se contenta néanmoins de sa réponse, et lui remit un second billet qui portait : « Personne ne peut bien croire en Dieu sans croire « à l'Église ; hors de l'Église point de salut. »

Le lendemain, Augusta fit à ce texte une réponse que l'on ne connaît pas; le recteur s'en montra

encore satisfait; mais il le pria de répondre dorénavant par écrit, et lui donna un troisième billet ainsi conçu : « L'Église ne s'est jamais trompée et ne peut jamais se tromper. » Augusta y répondit le lendemain, mais toujours de vive voix, parce qu'il craignait qu'en lui demandant d'écrire on ne lui tendît un piége. Feignant toujours d'être utraquiste, il répondit : « Les utraquistes n'ont jamais admis « l'infaillibilité de l'Église. » Puis il demanda qu'on lui permît de consulter quelques personnes de sa religion et qu'on lui donnât des livres. On le lui refusa, et l'interrogatoire cessa; mais Augusta et Bilek reçurent encore la visite de plusieurs Jésuites qui vinrent causer avec eux sur divers sujets. Augusta, toujours très-défiant, prit pour de la ruse ce qui semble n'avoir été que de la politesse. On le pria, ainsi que Bilek, d'assister dans une tribune au service divin qui avait lieu dans la chapelle du collége; ils le firent volontiers [1].

Comme Augusta, dans l'interrogatoire, s'était déclaré utraquiste, ses réponses verbales furent

[1] Les Juifs, en Bohême, étaient tenus d'assister, toutes les semaines, à un sermon chrétien. Gindely ignore l'origine de cette coutume. (*Geschichte der böhmischen Brüder*, t. I, p. 446.)

[illegible] pour qu'il donnât son avis.
[illegible] qu'il avait reçu des États
[illegible] sans leur assentiment;
[illegible] un exemplaire d'une
[illegible] rédigée par les
[illegible] les frères. L'archiduc
[illegible] à Augusta, en le
[illegible] en pensait. Augusta, au
[illegible] l'archiduc Ferdinand
[illegible] les conférences avec les
[illegible] d'en avoir avec les
[illegible] qu'étant, comme il
[illegible] et élevé dans l'ultra-
[illegible] suffisamment les doctrines,
[illegible] comme des doc-
[illegible] donc plus qu'à
[illegible] l'ultraquisme.
[illegible] et un ans).
[illegible] en prison où
[illegible] contre les
[illegible] Augusta se décida
[illegible] pour Bilek, qu'ils
[illegible] tout ce que
[illegible] doctrine des

apôtres et la sainte Écriture (24 juin 1561). L'utraquisme étant en Bohême une religion légale, Augusta et Bilek pouvaient l'embrasser; l'archiduc ne fit aucune objection, et par son ordre ils quittèrent aussitôt le collége des Jésuites et furent menés au Hradschin, dans la maison du seigneur de Sternberg, commandant du château de Pürglitz.

Leur choix ainsi fait et déclaré, ils s'attendaient à être remis en liberté : ils ne le furent pas. L'archiduc n'avait pas cru à leur sincérité, et leur réponse manquait en effet de clarté, car elle pouvait être interprétée en ce sens, qu'ils n'admettaient de la doctrine des utraquistes que les points où elle était conforme à la doctrine des apôtres et à l'Écriture sainte, et rejetaient les autres. Or, qui devait juger de cette conformité, c'était Augusta, et non l'Église utraquiste ; il se constituait ainsi juge de la foi ; il n'était pas utraquiste.

Quoi qu'il en soit, Augusta fut ramené au château de Pürglitz, et Bilek, séparé de lui, fut enfermé à la tour Blanche, dans le château de Prague. Ce fut en vain qu'il demanda l'autorisation de suivre son maître ; on la lui refusa.

Si l'on avait gardé Bilek à Prague, c'est qu'on

espérait le gagner plus facilement qu'Augusta. Le 25 juillet 1561, après un mois d'un emprisonnement assez sévère, Bilek fut appelé devant le commandant du château. Là, deux membres du consistoire lui déclarèrent qu'ayant promis d'embrasser l'utraquisme, ils venaient s'entendre avec lui à ce sujet; puis ils lui posèrent plusieurs questions auxquelles Bilek répondit de manière à les satisfaire. Ils lui demandèrent enfin, comme dernière preuve de son orthodoxie, de recevoir la communion des mains d'un prêtre utraquiste. Bilek hésita d'abord; mais une lettre d'Augusta l'ayant engagé à céder, il demanda à recevoir la communion des mains d'un prêtre que lui indiqua un chevalier de ses amis, et qui était autant luthérien qu'utraquiste. Il s'entretint avec lui sans témoin pendant trois heures, et en reçut la communion. Il signa ensuite un acte par lequel il s'engageait, sous peine de mort, à confesser toujours l'utraquisme, et à n'avoir plus aucune relation avec les picards, frères ou autres sectaires. Aussitôt mis en liberté, il retourna à Pürglitz, et devenu intendant de Sternberg, commandant du château, il profita de sa charge pour soigner Augusta jusqu'à sa mise en liberté qui eut lieu seulement

trois ans plus tard, en 1564. Il l'accompagna alors à Jungbunzlau et, oubliant tous ses engagements, il exerça, pendant les dernières années de sa vie, les fonctions de prêtre de l'Unité.

Revenons à Augusta. Dans la lettre qu'il avait écrite aux frères en 1559, pour leur reprocher les mesures qu'ils avaient prises sans lui, il les avait engagés à faire pénitence à cause de leur désobéissance. Les frères lui avaient répondu que chacun devait remplir les devoirs de sa charge, et qu'on le consulterait lorsque cela serait possible. Augusta répliqua par une lettre pleine de menaces. La brouille ne fit que s'aggraver lorsqu'il fut amené à Prague pour négocier son élargissement, et qu'on put le soupçonner de vouloir abjurer la foi de l'Unité. Les frères ne s'excusèrent plus alors ; ils menacèrent à leur tour. Les quatre anciens et le conseil étroit, réunis à Prérau (1561), lui écrivirent pour lui reprocher l'appel qu'il avait fait aux utraquistes sans le consentement du conseil étroit, en qui résidait l'autorité suprême et auquel il était soumis. « Nous « admettons, disaient-ils, les décisions du synode de « Zerawic [1] que nous vous avons fait connaître. Quatre

[1] En 1559.

« anciens doivent gouverner l'Unité en se partageant « les affaires. Le pouvoir n'appartient pas à un seul « qui serait pape, mais au conseil entier, auquel « doivent se soumettre sans distinction tous les « membres de l'Unité. Nous ne tenons aucun compte « de vos menaces; nous ne vous obéirons plus; cela « serait contraire à notre conscience; nous prions « Dieu néanmoins de vous pardonner, et nous vous « pardonnons. Nous désapprouvons votre appel; le « désir de la liberté vous a fait céder aux inclina- « tions de la chair; vous vous êtes déclaré utra- « quiste; vous êtes par là sorti de l'Unité; vous ne « pourrez nous donner aucun ordre tant que vous « persisterez dans vos erreurs et que vous n'aurez « pas fait pénitence de votre faute. » Le synode de Prérau décida, en même temps, que l'Unité ne se rallierait ni au luthéranisme, ni au calvinisme, et qu'elle demeurerait indépendante pour le dogme et la discipline.

L'année suivante, comme l'élargissement de Bilek faisait prévoir celui d'Augusta, les frères tinrent encore un synode à Prérau [1], pour prévenir les difficultés que son retour pourrait soulever. Ce synode

[1] Le 13 avril 1562.

fixa et maintint les devoirs et les droits des anciens et du conseil étroit, et décida surtout que l'Unité ne pourrait pas être soumise à un seul homme. Il déclara en outre qu'Augusta et Bilek s'étaient eux-mêmes exclus de son sein en embrassant l'utraquisme, et qu'ils n'appartenaient plus ni au clergé des frères, ni même à leur communauté.

Après avoir déclaré Augusta et Bilek exclus de l'Unité, les frères refusèrent d'y admettre Vergerius. Nous avons déjà parlé de Vergerius, cet ancien nonce du pape Paul III en Allemagne, qui avait embrassé successivement le calvinisme et le luthéranisme. Il offrit au synode de Prérau [1] d'entrer dans l'Unité. Les fonctions élevées qu'il avait jadis remplies lui auraient peut-être assuré parmi les frères une autorité assez grande pour contre-balancer celle d'Augusta. Mais il posa des conditions qu'on ne put accepter. Il demandait que l'Unité lui fît une situation convenable, en lui assurant son entretien avec un serviteur, deux secrétaires, un cocher et deux chevaux. La singularité de cette demande serait de nature à expliquer, à excuser même les divers changements de sa vie. Les frères se bornèrent à lui

[1] Le premier synode de Prérau, en 1561.

demander s'il avait bien réfléchi; il comprit et ne parla plus d'embrasser la religion de l'Unité. Il avait cependant rendu service aux frères, en leur assurant l'appui du duc de Würtemberg. Le duc s'était engagé, en effet, à payer l'entretien de deux de leurs étudiants à l'université de Tübingue.

Depuis que Bilek avait été remis en liberté, Augusta souffrait de plus en plus de son emprisonnement, quoiqu'il se fût beaucoup adouci. Il offrit enfin, pour obtenir sa liberté, de recevoir la communion du prêtre de qui Bilek l'avait déjà reçue. Mais Mistopol, sans doute pour se faire bien voir du souverain [1], exigea de lui une rétractation formelle et détaillée, et une promesse de soumission complète. Augusta répondit par une lettre destinée à être remise à l'archiduc Ferdinand, gouverneur de Bohême. Il y disait qu'en faisant profession d'utraquisme il avait accompli tout ce qu'on lui avait demandé, et il réclamait son élargissement (fin 1562). Le commandant du château de Pürglitz, Sternberg, remit cette lettre à l'archiduc; mais Augusta demeura en prison.

Cependant Maximilien ayant, sur la demande des

[1] Mistopol venait d'être nommé membre du consistoire par Ferdinand.

amis d'Augusta, prié l'Empereur de le remettre en liberté aux mêmes conditions que Bilek, Ferdinand ordonna à l'archiduc, lieutenant de Bohême, d'examiner de nouveau cette affaire. Le 9 avril 1563, jour du vendredi saint, Augusta, ramené de Pürglitz à Prague, fut mis à la tour Blanche, où on le laissa libre néanmoins de recevoir les visites qu'il voulut. On paraissait l'oublier, lorsqu'un mois et demi après, le 22 mai, deux membres du consistoire, Mistopol et Melnik, vinrent le voir à l'improviste, et lui déclarèrent qu'il devait se rétracter s'il voulait sortir de prison. Augusta répondit qu'il n'avait rien à rétracter, parce qu'il avait toujours confessé la vérité. Mistopol répliqua qu'on devait croire à la sainte Église et à la communion des saints; or il avait été condamné et exclu de cette communion, il s'était donc trompé et devait en conséquence se rétracter, comme il l'avait d'ailleurs promis étant à Pürglitz. Le dialogue continua ainsi : « *Augusta :* Les utraquistes, n'obéissant pas à l'Église romaine, n'ont pas le droit d'exiger qu'on leur obéisse. Je suis né et j'ai été élevé dans l'utraquisme, je ne l'ai jamais abandonné. — *Mistopol :* Vous et les frères, vous publiez contre nous des écrits qui excitent nos adversaires à verser notre

sang. — *Augusta :* Si vous nous accusez, nous vous accusons aussi. — *Mistopol :* Il faut un juge entre nous. — *Augusta :* Sans doute; mais je suis chrétien, et je n'ai pas promis de me rétracter. Les utraquistes injurient les frères; ils font appel contre eux au pouvoir temporel. Les deux partis, au lieu de se combattre, devraient se soutenir. »

Cependant les deux chefs utraquistes ayant exigé une réponse, Augusta demanda à réfléchir, et promit de la donner le mercredi après la Pentecôte. Le lendemain de l'entrevue, le 23 mai, le seigneur Wolf de Schlossberg, grand secrétaire de Bohême, vint le voir et l'avertit que, sur l'ordre de l'Empereur, l'archiduc lieutenant lui rendrait la liberté s'il embrassait réellement l'utraquisme. Augusta lui déclara qu'il répondrait aux membres du consistoire.

Augusta ayant nié, sur ces entrefaites, qu'il eût correspondu avec diverses personnes, ce qui était faux, et ayant ensuite refusé de dire à qui il avait écrit une lettre qu'on avait découverte, fut encore ramené à Pürglitz. Mais on le reconduisit de nouveau à Prague, dans les premiers mois de l'année 1564. Il y fut installé dans la maison du seigneur de Waldstein, avec autorisation de recevoir des visites et de se promener, à

la seule condition de ne pas s'évader. Enfin, l'empereur Ferdinand Ier, quelque temps avant de mourir, permit de le remettre en liberté. Augusta s'engagea seulement à ne plus prêcher. Il alla aussitôt rejoindre les frères à Jungbunzlau, et passa avec eux la semaine sainte[1]. Son emprisonnement avait duré près de seize ans.

Quelques mois plus tard, le 25 juillet 1564, l'empereur Ferdinand mourut à Vienne. Il avait été le fondateur de la monarchie autrichienne[2].

[1] Avant Pâques de 1564.

[2] Sa femme, Anne de Hongrie, fille de Wladislas, roi de Hongrie et de Bohême, l'auteur du décret de Saint-Jacques, était née en 1503 et l'avait épousé en 1521. Elle lui avait donné quinze enfants et était morte au quinzième, en 1547. Ferdinand fut enseveli auprès d'elle, dans la cathédrale de Prague. Il était devenu empereur en 1556. On a de la dernière maladie de l'empereur Ferdinand Ier une relation que son confesseur, Mathias Citard (Cithardus), envoya au Pape. (GINDELY, *Geschichte der böhmischen Brüder*, t. I, p. 488.)

CHAPITRE IV

MAXIMILIEN ET LES PARTIS.

(1564-1574).

I. Maximilien II; son caractère. — D'abord favorable au protestantisme, il revient au catholicisme. — Quatre partis en Bohême : catholique, utraquiste, anabaptiste, frère — 1° Catholiques; Ferdinand rétablit l'archevêché de Prague et le donne à Anton Brus de Müglitz (1561). — Situation du clergé catholique. — Visitations et synodes diocésains. — Pie IV accorde l'usage de la coupe (1564); résultats de cette concession. — Les Jésuites en Bohême et en Moravie. — 2° Utraquistes; le consistoire, le clergé utraquiste. — 3° Anabaptistes. — 4° Frères. Ils présentent une supplique à Maximilien, à Vienne. — Seconde supplique; les décrets contre les frères sont renouvelés. — Funérailles de Ferdinand Ier.

II. L'évêque d'Olmütz demande à exercer sur les utraquistes de Moravie l'autorité du consistoire; l'Empereur refuse. — Hostilité entre les luthériens et les frères en Moravie; relations des frères avec Wittenberg; colloque de Letowitz. — L'Empereur accorde à l'évêque d'Olmütz la juridiction sur les utraquistes de Moravie (1566). — Opposition des seigneurs. — Hostilité entre les utraquistes et les frères; les utraquistes rédigent une confession de foi luthérienne. — Affaire de Pardubitz. — Troisième supplique des frères; ils offrent leur livre de chants à Maximilien. L'Empereur promet de les bien traiter. — L'archiduc Ferdinand se démet de la lieutenance de Bohême. — L'Empereur et la diète suppriment les compactats (1567); le consistoire leur reste fidèle. — Les

deux partis utraquistes. — L'évêque d'Olmütz veut réunir des synodes; les États s'y opposent. — L'évêque envoie son chancelier Kerstmann à Vienne (1568). — Le frère Nikodem. — Synode d'Olmütz; il échoue. — L'évêque d'Olmütz essaye vainement de gagner les frères. — L'archevêque de Prague veut également tenir un synode; Maximilien s'y oppose; il renouvelle les décrets contre les frères. — Augusta à Jungbunzlau. — Tentative d'union des frères avec les calvinistes et les luthériens. — Augusta aspire à devenir membre du consistoire utraquiste; sa mort (1572).

III. Situation du clergé vieil-utraquiste; les administrateurs Melnik et Henri Dworsky d'Helfenbourg. — Supplique de la diète pour obtenir la liberté de la confession d'Augsbourg (1571). — Le consistoire et l'archevêque de Prague engagent l'Empereur à refuser. — Maximilien rejette la supplique. — Les frères demeurent à l'écart. — Crato, médecin de l'Empereur; son mémoire en faveur de la confession d'Augsbourg; il est attaqué par Blahoslav. — Mort de Blahoslav (1571); son rôle dans l'Unité; la Bible de Kralic. — Colloques pour arriver à l'union des diverses sectes. — L'université de Wittenberg approuve les doctrines de l'Unité. — Colloque de Sandomir. — Le czar Jean Basile. — Les frères font imprimer à Wittenberg leur confession de foi; difficultés qu'oppose l'université luthérienne. — La confession est désapprouvée par le recteur de l'université de Prague, et critiquée par Crato et Théodore de Bèze. — Révolution à Wittenberg; les frères s'éloignent des luthériens et se rapprochent des calvinistes; ils surveillent les mœurs, fondent des écoles.

I

Maximilien II, fils et successeur de Ferdinand Ier [1], était un gentilhomme accompli, d'un caractère bienveillant et enjoué, et dont les manières offraient un charme tel que les ambassadeurs étrangers devaient se tenir en garde contre leur séduction. Très-instruit, éloquent, parlant plusieurs langues, il cultivait avec succès les sciences et les arts [2], et bien qu'il fût d'une faible santé, il aimait le travail et s'appliquait aux affaires. Il n'avait malheureusement pas autant de volonté que de bonne grâce et d'intelligence, et il rencontra des difficultés dont il ne put pas triompher [3].

A ne considérer que certaines de ses paroles contre le Pape et le concile de Trente, le soin qu'il apportait à se procurer les livres de Luther et de Mélanch-

[1] Élu roi de Bohême en 1549, Maximilien avait été couronné en cette qualité à Prague, le 20 septembre 1562.

[2] Spécialement la musique. Il possédait la meilleure chapelle de toute l'Europe.

[3] RANKE, *Zur Deutschen Geschichte*, p. 47, 71, 73, 77, 81, 103.

thon, l'affectation qu'il mettait à appeler les protestants ses amis et les papistes ses ennemis, enfin la crainte qu'il exprimait que ces derniers n'égarassent le jeune roi de France Charles IX, on aurait pu croire qu'il allait embrasser la confession d'Augsbourg. Soumis pendant plusieurs années à l'influence du prédicateur luthérien Pfauser, il avait vécu comme un protestant à la cour de Vienne, et s'était même, à cause de cela, brouillé avec son père. Il n'en avait pas fallu davantage pour que le bruit se fût répandu qu'en montant sur le trône il établirait la confession d'Augsbourg dans tous les États héréditaires de la maison d'Autriche. Maximilien avait peut-être cru, comme son père, que le luthéranisme allait réformer l'Église. Mais le spectacle des divisions des protestants, l'exemple de son frère l'archiduc Ferdinand, lieutenant de l'Empereur en Bohême, l'influence du cardinal Hosius, évêque d'Ermeland[1], qui avait remplacé auprès de lui celle de Pfauser, l'empêchèrent de changer de religion[2].

[1] Ermeland ou Varmie, pays à quelque distance au sud de Königsberg. Un évêché catholique y existe encore; il a pour siége Frauenbourg, sur les bords du Frische-Haff.

[2] Le Pape, sans doute bien informé, ne fit aucune opposition à ce qu'il fût nommé roi des Romains.

Devenu, par la mort de son père, souverain de la Bohême, de la Hongrie, de l'Autriche, et empereur d'Allemagne, il aurait pu revenir à ses anciennes idées; il aurait même facilement obtenu, s'il l'avait fait, l'appui des diètes des États héréditaires : il ne le fit pas. Non-seulement il ne rappela pas Pfauser que son père avait chassé, mais il se mit à suivre régulièrement les prédications de Mathieu Zithard, confesseur de la cour[1]. Il traita toutefois les luthériens ou nouveaux utraquistes avec douceur, suspendit, sans néanmoins les abroger, les mesures prises contre eux, et s'efforça d'apaiser leurs luttes sans cesse renaissantes avec les catholiques. Mais l'impartialité ne suffit pas aux partis; il fut accusé par chacun d'eux d'avoir favorisé l'autre. Les catholiques et les utraquistes n'étaient pas d'ailleurs les seuls partis à la fois religieux et politiques de la Bohême. A l'avénement de Maximilien, ils étaient au nombre de quatre : les catholiques, les utraquistes, les frères et les anabaptistes.

[1] Mathieu Zithard (GINDELY, t. II, p. 4) est sans doute le même personnage que Mathias Citard (GINDELY, t. I, p. 488). — D'après Ranke (*Zur*, etc., p. 108), Maximilien ne serait revenu tout à fait au catholicisme que lorsque la mort de don Carlos lui eut donné quelque espérance d'arriver au trône d'Espagne.

Le parti catholique, en Bohême comme en Moravie, comprenait encore un tiers de la population [1]; mais il diminuait constamment. L'empereur Ferdinand avait cherché à le relever par trois mesures : le rétablissement de l'archevêché de Prague, l'autorisation de la coupe, l'introduction des Jésuites.

L'archevêché de Prague n'existait plus depuis les hussites, c'est-à-dire depuis cent trente ans. Ferdinand Ier, d'accord avec le pape Pie IV, l'avait rétabli et y avait nommé en 1561 l'évêque de Vienne, Anton Brus de Müglitz. Né à Müglitz en Moravie [2], d'une famille de bourgeois ou de paysans, Anton avait embrassé l'état ecclésiastique et était entré à Prague dans l'Ordre des religieux Porte-Croix [3]. Il se distinguait par l'élégance de ses manières, par son esprit, sa science, son éloquence; il parlait cinq langues. Il devint curé d'Eger en Bohême, où il soutint des discussions avec les sectes dissidentes, puis grand maître de l'Ordre des Porte-Croix. Se trouvant par là mis en évidence, il fut appelé à Vienne par

[1] GINDELY, *Geschichte der böhmischen Brüder*, t. II, p. 6.

[2] Au nord-ouest d'Olmütz.

[3] *Kreuzherrenorden*, Ordre des chevaliers ou religieux Porte-Croix ou crucifères, fondé en 1160, sous Alexandre III, aboli en partie en 1656 par Alexandre VII. Cet Ordre a encore à Prague une église et un couvent avec une bibliothèque.

Ferdinand, nommé conseiller privé, prédicateur de l'armée[1], puis évêque de Vienne, enfin archevêque de Prague[2].

L'Église catholique de Bohême, depuis longtemps sans chef, en eut un désormais. Les utraquistes demeurèrent soustraits à sa juridiction, et continuèrent d'avoir à leur tête leur administrateur et leur consistoire.

Anton se proposait de donner plus de force et d'unité au parti catholique, dont un certain nombre de membres flottaient indécis entre le catholicisme et le luthéranisme. Il éprouva de grandes difficultés de la part de la noblesse. Le clergé paroissial manquait de stabilité. Les seigneurs, abusant de leurs droits de patronage, nommaient souvent des curés à des bénéfices, avec charge d'accomplir les cérémonies du culte et de donner l'instruction religieuse aux fidèles, comme ils auraient fait choix d'un domestique pour les servir, ou d'un fermier pour cultiver leurs domaines. Les nominations se faisaient

[1] Celle qui allait entrer en campagne contre les Turcs.

[2] Anton fut nommé, sur la recommandation de Scribonius, prévôt du chapitre de la cathédrale de Prague, administrateur temporaire de l'archevêché et précepteur de l'archiduc Charles de Styrie, qui fut le père de Ferdinand II.

pour la fête de saint George (23 avril). Patrons et curés pouvaient réciproquement se donner dédite; il leur suffisait de se prévenir six mois d'avance. Mais tout l'avantage était pour le patron. En effet, si le patron était luthérien et que le curé fût catholique, il ne lui payait pas la dîme qui devait le faire vivre, ses sujets s'empressaient de faire de même, et le curé n'avait plus que l'alternative entre se retirer ou se faire luthérien. S'il se retirait, le patron le remplaçait par un prêtre luthérien avec lequel on pouvait s'entendre, parce qu'il ne devait pas s'opposer aux entreprises faites sur ce qui restait encore de couvents dans le voisinage; s'il se faisait luthérien, le seigneur recueillait aussitôt les fruits de l'apostasie. Le patron, s'il était catholique, ne payait guère mieux.

Que les seigneurs fussent catholiques, utraquistes ou luthériens, les curés souffraient donc de leur arbitraire. Ils devaient leur être soumis sans réserve; ils ne pouvaient pas, sans leur permission, sortir de leurs paroisses, quand même le service divin n'en devait pas souffrir; et les revenus ecclésiastiques avaient été tellement réduits par l'avarice ou l'avidité des seigneurs, que les curés abandonnaient souvent leurs paroisses, faute de pouvoir y vivre.

Aussi était-il rare qu'un curé occupât longtemps le même poste; et lorsque arrivait la fête de saint George, jour fixé pour les dédites ou les engagements, il y avait, dans tous les sens, en Bohême, comme des émigrations de curés. Ces voyages à la recherche d'une position meilleure étaient loin de relever l'autorité de ceux qui les faisaient et d'améliorer leurs mœurs. Il résultait de tout cela que le clergé ne se recrutait plus que difficilement, et qu'un grand nombre de cures n'étaient plus desservies. On se plaint aujourd'hui du manque de prêtres en Bohême; il y en avait bien moins encore au seizième siècle; il en venait, du reste, de tous les pays, ce qui n'est pas un gage de science et de moralité; on disait alors que les prêtres de Bohême avaient été ordonnés par plus de cent évêques différents.

Les couvents, soit d'hommes, soit de femmes, se dépeuplaient également. Beaucoup n'avaient plus qu'un, deux ou trois moines ou religieuses. Les charmes d'une vie tranquille et souvent oisive ne suffisaient pas alors, comme ils auraient, dit-on, suffi depuis, à peupler les monastères; il faudrait sans doute en conclure que c'est la sévérité de la règle qui les remplit et son relâchement qui les vide,

et qu'on y entre par des motifs que ceux qui blâment ces sortes d'institutions ne connaissent pas suffisamment. Le clergé séculier, les curés, manquaient d'instruction. Il n'y avait pas de séminaires; le clergé catholique lui-même n'avait que l'enseignement public de l'université de Prague, qui était utraquiste en attendant de devenir luthérien, ou bien l'enseignement privé, qui était fort rare. Le clergé régulier, les moines, n'étaient pas plus instruits et ne valaient pas mieux au point de vue moral.

C'était surtout pour améliorer le clergé que le concile de Trente avait ordonné de réunir des synodes diocésains. Anton n'osa pas le faire tout d'abord, de peur de rencontrer trop de difficultés et de compromettre par trop de précipitation le succès de la réforme qu'il se proposait d'accomplir. Il commença par visiter son diocèse afin d'apprendre à le connaître [1]. Il se bornait à convoquer, au siége de chaque archidiaconé, les doyens et les curés de district. Ces réunions avaient pour but de rappeler au clergé ses devoirs, et de ranimer en lui la foi catholique. Mais beaucoup de curés dont elles dérangeaient les habitudes ne s'y rendirent pas. Lorsqu'il

[1] En 1564.

connut suffisamment son diocèse, Anton crut le moment venu de convoquer un synode; mais Maximilien s'y opposa par crainte des protestants [1]. Il en résulta que le rétablissement de l'archevêché de Prague ne produisit pas tous les bons effets qu'on en avait attendu.

La seconde mesure que Ferdinand Ier prit pour fortifier le parti catholique, fut la permission d'user de la coupe. Il envoya pour négocier sur ce point avec le concile de Trente, l'archevêque de Prague, Anton, et l'évêque de Fünfkirchen [2], Jean Draskowic. Dans l'espérance de ramener par là au catholicisme un plus grand nombre de Bohémiens, les deux ambassadeurs prièrent le concile de leur accorder non-seulement l'usage de la coupe, c'est-à-dire la communion sous les deux espèces qui devait, pensait-on, gagner les utraquistes, mais encore le mariage des prêtres qui pouvait rallier les luthériens. Le concile refusa d'autoriser le mariage des prêtres, et remit au Pape le soin de résoudre la question de la coupe. Avant de répondre, le pape Pie IV posa

[1] En 1567.

[2] Cinq-Églises, au nord-ouest du confluent de la Drave avec le Danube, en Hongrie.

plusieurs questions de détail au consistoire de Prague : sur la forme et les dimensions de la coupe ou calice; comment on portait le précieux sang aux malades; si l'on donnait d'abord le pain à tous, puis le vin à tous, ou le pain et le vin tout de suite à chacun. Enfin, de plus en plus pressé par l'Empereur, Pie IV autorisa plusieurs évêques de l'Empire à permettre l'usage de la coupe aux laïques de leurs diocèses [1]; et l'indult qui autorisait l'archevêque de Bohême fut publié le 23 juin 1564, dans la cathédrale de Prague. L'archevêque l'envoya aussitôt au consistoire utraquiste, avec la permission de donner la communion sous les deux espèces. Mais le consistoire, qui avait cependant prêté les mains à tout ce qui s'était fait, renvoya la missive sans même l'avoir ouverte, et déclara qu'il ne voulait pas nouer des relations avec l'archevêque, sans l'assentiment des États. Le clergé se trouvait dans une si grande dépendance des seigneurs, qu'il n'osait rien faire sans leur permission. Tout resta donc en suspens. La concession faite par le Pape ne produisit pas d'ailleurs, dans les pays où elle fut admise, l'effet qu'on en avait espéré. Les utraquistes considérèrent l'indult

[1] ALZOG, *Histoire de l'Église*, t. III, p. 202.

plutôt comme un hommage rendu à la vérité et à leur bon droit, que comme un privilége qui pouvait leur inspirer quelque reconnaissance. Quant aux catholiques qui n'avaient pas jusqu'alors usé de la coupe, plusieurs en usèrent dorénavant. Il résulta donc de la concession du Saint-Siége que les utraquistes ne revinrent pas au catholicisme, et qu'un certain nombre de catholiques passèrent à l'utraquisme.

La troisième mesure prise par Ferdinand avait été l'introduction de la Compagnie de Jésus. Les Jésuites furent d'abord peu nombreux en Bohême; mais ayant pour eux l'instruction, le zèle et la discipline, ils ne tardèrent pas à réussir. Ils établirent un véritable enseignement religieux catholique pour un peuple et un clergé qui en manquaient presque entièrement, et ils donnèrent l'exemple de l'obéissance dans un pays où elle n'existait nulle part, où elle avait disparu à un tel point, que le chapitre de la cathédrale lui-même refusait d'obéir à son archevêque. L'arrivée de cette nouvelle milice religieuse menaçait trop d'intérêts, trop d'habitudes mauvaises, trop de positions mal acquises et mal occupées, pour être favorablement accueillie en Bohême; aussi ne fut-elle

reçue avec plaisir que par le lieutenant de l'Empereur, l'archiduc Ferdinand[1]. De la Bohême, les Jésuites passèrent en Moravie. L'évêché d'Olmütz, à l'inverse de celui de Prague, n'avait jamais cessé d'être occupé. Guillaume Prusinowsky, issu d'une grande famille morave, y avait succédé en 1565 à Marius Kuenius. Jeune encore, car il n'avait que trente et un ans, et plein d'énergie, il entreprit avec ardeur la réforme de son diocèse. Pour l'y aider, il appela les Jésuites, prit parmi eux ses prédicateurs et ses conseillers, fonda et dota richement leur collége d'Olmütz[2].

Après avoir vu la situation des catholiques, examinons celle des utraquistes. En Moravie comme en Bohême, ils formaient les quatre neuvièmes de la population [3], un peu moins de la moitié. Ils dépendaient, dans ces deux pays, du consistoire de Prague, mais avec cette différence, que le consistoire avait moins d'autorité en Moravie qu'en Bohême, parce qu'il résidait dans un pays à certains égards étranger.

[1] En 1564.

[2] Il se fit plus tard ensevelir dans leur église.

[3] Ce chiffre paraît résulter de celui des catholiques (1/3, 3/9) et de celui des frères (2/9); les anabaptistes étaient trop peu nombreux pour figurer dans une statistique générale. (GINDELY, *Geschichte der böhmischen Brüder*, t. II, p. 6-23.)

Nommé par les États jusqu'en 1562, il l'avait été depuis lors par le Roi. Cette nomination par le gouvernement avait eu pour effet de diminuer encore l'autorité du consistoire, car le Roi avait moins de puissance que la diète. Le clergé utraquiste était encore inférieur au clergé catholique pour les mœurs et l'instruction [1]. Pensant n'avoir plus rien à craindre, près des dix-neuf vingtièmes des prêtres utraquistes de Bohême et de Moravie avaient embrassé le luthéranisme, ou du moins supprimé la messe; dès 1572, presque tous étaient mariés. L'ancien utraquisme disparut à peu près entièrement, et, de ses débris, quelques-uns allèrent au catholicisme, mais la plupart au luthéranisme. Les curés, soustraits à toute autorité ecclésiastique, vivaient dans une entière dépendance de leurs seigneurs et enseignaient tout ce que ceux-ci désiraient; de là des différences de doctrine de seigneurie à seigneurie. Blahoslaw, l'un des anciens de l'Unité, témoin impartial de tout ce qui se passait alors, fait un triste tableau de ce clergé. C'étaient, disait-il, des gens sans Dieu, sans instruction, sans morale, qui ne songeaient qu'à gagner de l'argent. Il arrivait même que des hommes, ayant

[1] GINDELY, *Geschichte der böhmischen Brüder*, t. I, p. 21.

commis quelque crime, entraient dans les Ordres sacrés comme dans un asile, afin d'échapper au châtiment.

Le consistoire, nommé par l'Empereur, n'aurait pu acquérir quelque force qu'en s'appuyant sur l'Église catholique; mais il ne pouvait pas le faire, parce qu'il refusait toujours de se soumettre au Saint-Siége. Avant le rétablissement de l'archevêché de Prague, le pouvoir épiscopal n'appartenant à personne, les prêtres utraquistes, comme les prêtres catholiques, se faisaient ordonner à l'étranger, surtout en Italie, à Venise [1]. Tous devaient s'engager à professer le catholicisme; mais les prêtres utraquistes, de retour en Bohême, ne tenaient pas leur serment. C'était commencer tristement leur ministère. Depuis le rétablissement de l'archevêché, les évêques étrangers n'ordonnant plus de prêtres utraquistes, le consistoire pria l'archevêque d'en ordonner. Tout en refusant de se soumettre à l'Église catholique, il reconnaissait donc qu'elle avait seule le pouvoir de transmettre l'autorité sacerdotale. Cette situation ne laissait pas que d'être singulière. L'archevêque ne rejeta pas néanmoins la demande du consistoire, et

[1] GINDELY, *Geschichte der böhmischen Brüder*, t. II, p. 18.

s'il refusa d'abord d'ordonner ses candidats, ce fut seulement à cause de leur extrême ignorance. Pressé de nouveau quelques mois plus tard, il en ordonna; mais le pape Pie IV lui défendit de le faire à l'avenir, parce que, depuis son indult de 1564, les prêtres catholiques pouvaient donner la communion sous les deux espèces. L'usage du calice ayant été accordé par Rome, il semble que toute séparation eût, en effet, dû cesser. Il n'en fut rien; et si l'on recherche quelle cause put encore empêcher l'union, on la trouve dans le sentiment de l'indépendance. La Bohême, encore irritée des longues luttes qu'elle avait soutenues contre l'Allemagne catholique, voulait, tout en s'unissant à Rome, conserver une Église nationale. A une époque où la politique et la religion demeuraient étroitement unies, la Bohême considérait une religion ou du moins une Église distincte comme la principale base d'une nationalité véritable et complète. Quelles auraient dû être cette religion et cette Église, pour attirer à elles tous les Bohémiens et faire cesser la séparation, il est difficile de le dire; il était d'ailleurs trop tard; beaucoup se rapprochaient du luthéranisme, s'ils ne l'avaient déjà embrassé. Le luthéranisme séduisait les savants par son apparence

de liberté; le clergé, par le mariage des prêtres; les seigneurs, par la conservation des biens qu'ils avaient déjà enlevés au clergé catholique, et l'espoir de lui enlever ceux qui lui restaient encore [1]; quant au peuple, il dépendait trop de la noblesse pour penser et agir autrement qu'elle. Quoi qu'il en soit, le refus du Pape de laisser ordonner des prêtres utraquistes acheva la ruine de l'utraquisme officiel. Il n'y eut bientôt plus en Bohême qu'un petit nombre de catholiques, et beaucoup de luthériens; ceux-ci conservaient néanmoins encore certaines tendances utraquistes.

Il y avait peu d'anabaptistes en Bohême; ils en avaient été exilés en 1530, et ceux qui s'y trouvaient encore y vivaient isolés. Il y en avait beaucoup au contraire en Moravie, et ils y vivaient en communautés. Maximilien demanda leur expulsion à la diète en 1567; les seigneurs et les chevaliers la refusèrent, parce qu'elle aurait entraîné pour le pays de trop grandes pertes. Les anabaptistes vivaient, en effet, très-paisiblement, et étaient, pour l'agriculture et l'industrie, les meilleurs ouvriers du pays. Leur manière de vivre, presque communiste, leur rendait la vie moins chère et le travail plus fructueux. Maxi-

[1] DÖLLINGER, *la Réforme*, t. I, p. 218.

milien n'en ordonna pas moins leur expulsion. Cependant, sur de nouvelles représentations de la diète, il la retarda indéfiniment. Les anabaptistes furent ainsi tolérés en Moravie jusqu'au règne de Ferdinand II. On se contenta de leur faire payer des impôts plus énormes encore qu'aux Juifs. Obéissant d'ailleurs à la loi de division de toutes les sectes, ils s'étaient partagés en gabriélistes, philippistes, sabbatiques et communistes; ces derniers admettaient seuls l'entière communauté des biens et des femmes.

Il reste à parler des frères. Ils formaient alors en Bohême les deux neuvièmes de la population [1]. Possédant, comme les catholiques, une organisation solide, leur situation était meilleure à certains égards, du moins plus indépendante que celle des catholiques eux-mêmes, car les curés catholiques étaient nommés par les patrons laïques, tandis que les prêtres de l'Unité l'étaient par leurs autorités religieuses, c'est-à-dire par le synode ou le conseil étroit.

Les frères, qui avaient déjà fait plusieurs démarches auprès de Maximilien lorsqu'il n'était encore qu'archiduc, les renouvelèrent quand il fut devenu

[1] GINDELY, *Geschichte der böhmischen Brüder*, t. II, p. 23

roi de Bohême. Au lieu de passer par l'intermédiaire de la diète, ils lui envoyèrent directement une lettre à Vienne, pour le supplier humblement de les laisser en paix. Les seigneurs qui appartenaient à l'Unité n'osèrent pas signer cette lettre, de peur de se compromettre; une députation de la noblesse la porta néanmoins à Vienne, et le seigneur Joachim Prostiborsky, après avoir expliqué à l'Empereur le but de leur visite, lui remit, en même temps que la supplique, un exemplaire en allemand d'une nouvelle confession de foi (1564) [1]. L'Empereur exprima le regret que la supplique n'eût pas été signée par tous les seigneurs, et promit d'y répondre lorsqu'il irait en Bohême. Mais, sur l'avis de son conseil, il crut devoir soumettre auparavant la confession à l'examen du consistoire. C'était un moyen de gagner du temps. On ignore ce que fit le consistoire. En attendant, l'Empereur ne donna aucune patente de tolérance; la situation légale de l'Unité ne fut donc pas modifiée; mais le bruit s'étant répandu que Maximilien avait

[1] Cette confession, rédigée en tchèque par Pierre Herbert, corrigée par Crato, médecin de l'Empereur, et traduite en allemand pour Maximilien, différait beaucoup de celle qui avait été remise à Ferdinand Ier, en 1535, surtout en ce qui touchait la communion. (GINDELY, *Geschichte der böhmischen Brüder*, t. I, p. 233; — t. II, notes, p. 465.)

fait un accueil favorable à la députation, cela suffit pour rassurer les frères; ils tinrent des assemblées, et leurs ennemis gardèrent le silence. Quelque temps après, malgré l'opposition de Blahoslav qui redoutait un échec, ils saisirent l'occasion que leur offraient les funérailles de l'empereur Ferdinand Ier, pour envoyer une nouvelle supplique à Vienne et réclamer la tolérance légale [1]. L'Empereur recevait tous les jours, à onze heures, quiconque se présentait pour lui parler. Plusieurs seigneurs de l'Unité en profitèrent pour se présenter au palais le 4 août 1565, sans avoir demandé d'audience. Le seigneur Érasme Sommerfeld, prenant la parole, rappela à Maximilien que les frères lui avaient déjà présenté une supplique l'année précédente; puis il lui en remit une nouvelle et le pria d'y faire une réponse favorable. La supplique demandait la cessation des poursuites, une complète liberté pour le service de Dieu, et en général le retour à l'état de choses qui avait existé sous Ferdinand Ier, avant le soulèvement de 1547. L'Empereur reçut avec bienveillance la nouvelle supplique et promit d'y répondre.

[1] La tolérance légale ne pouvait être accordée que par la diète, avec l'approbation du Roi.

Cependant Blahoslav avait eu raison de s'opposer à cette nouvelle démarche; il valait mieux, en effet, se contenter de la tolérance de fait dont on jouissait, que d'insister pour obtenir la tolérance légale, car une semblable demande pouvait amener le gouvernement à invoquer la légalité, et à refuser même la tolérance de fait. Ce fut ce qui arriva. Le 8 août, quatre jours après la remise de la supplique, les frères reçurent de la chancellerie une réponse qui fut loin de les satisfaire. Elle maintenait les décrets de Ferdinand Ier et les décisions de la diète, et ordonnait de leur obéir. Les frères, en voulant améliorer leur situation, n'avaient fait que l'empirer. La prudence est, de toutes les vertus, la plus indispensable aux minorités; les frères l'avaient oublié; et ils n'avaient pas seulement attiré sur eux les sévérités du gouvernement, ils avaient perdu les sympathies de la diète. En effet, le seigneur de Lippe, grand maréchal de Bohême, dont la femme appartenait à l'Unité bien qu'il ne lui appartînt pas lui-même, et que Blahoslav avait su gagner, se montra fort irrité que les frères se fussent adressés directement à l'Empereur sans passer par l'intermédiaire des États, et que l'Empereur, de son côté, eût renouvelé les

décrets de Ferdinand Ier sans non plus s'adresser à eux. Le sentiment de Lippe était celui de la diète. Les frères s'étaient donc aliéné à la fois et l'Empereur et les États.

Les utraquistes étaient venus à Vienne, de leur côté, dans l'espoir d'obtenir du nouvel empereur une amélioration de leur situation. Ils demandaient l'établissement d'un consistoire qu'ils nommeraient eux-mêmes. On les renvoya en leur disant que l'Empereur leur répondrait en Bohême. Maximilien vint à Prague, en effet, pour assister aux funérailles de son père, mais elles furent célébrées de manière à ne pas laisser plus d'espoir aux utraquistes qu'aux frères. Le corps de Ferdinand, amené de Vienne à Prague, fut d'abord entreposé dans l'église de Saint-Clément qui appartenait aux Jésuites, au lieu de l'être au rathhaus comme la ville l'avait demandé. Vingt-quatre Jésuites occupèrent le premier rang du cortége, et ce fut l'archevêque Anton qui prononça l'oraison funèbre. Le corps fut ensuite déposé dans l'église du château, à côté de celui de l'Impératrice (20 août 1565), [1]. L'oraison funèbre prononcée par l'archevêque, la place occupée par les Jésuites

[1] Onze ans plus tard, Maximilien devait y reposer aussi.

dans la cérémonie, le corps entreposé dans leur église, tout cela prouvait que le catholicisme tenait encore en Bohême le premier rang légal, et que les dissidents ne pouvaient pas compter sur l'appui du gouvernement.

II

Parmi les hauts personnages qui s'étaient rendus à Vienne pour assister aux premières cérémonies des obsèques de Ferdinand, figurait l'évêque d'Olmütz [1]. Plein de zèle pour le rétablissement de l'unité religieuse, il profita de l'occasion pour prier le nouvel empereur de lui donner sur les utraquistes de Moravie l'autorité que le consistoire de Prague avait jusqu'alors exercée sur eux. Il pensait que les utraquistes n'avaient plus de raison de demeurer séparés des catholiques, depuis que le Pape leur avait accordé l'usage de la coupe, et il espérait les ramener plus facilement s'ils étaient placés sous son autorité. Maximilien refusa

[1] Guillaume Prusinowsky.

cependant; mais la demande qui lui avait été faite n'en effraya pas moins les utraquistes de Moravie, et pour mieux résister aux prétentions de l'évêque d'Olmütz, ils recherchèrent l'appui des luthériens et de leur chef le seigneur Jean-Frédéric Hardegg. Comme les luthériens ne jouissaient pas plus que les frères de l'existence de droit, cette égalité de situation aurait dû rapprocher les deux partis. Il n'en était malheureusement pas ainsi; l'insuccès auquel avaient abouti les diverses tentatives de fusion avait fait naître entre eux une hostilité réciproque. Un nommé Sopouch, doyen luthérien de Trébitsch [1], se distingua entre tous par sa haine contre les frères. Non content de leur faire interdire le séjour d'Olesnic par le seigneur Wolf Hardegg, frère de Jean-Frédéric, chef du parti luthérien, il écrivit contre eux au consistoire de Wittenberg. Il leur reprochait le célibat de leurs prêtres, et les représentait comme les auteurs de l'insuccès de ce qu'il appelait la réforme. C'étaient, disait-il, des moines, des sectaires, des ennemis de la liberté évangélique. Il fit si bien, que le consistoire de Wittenberg condamna les frères. Ce consistoire conseilla cependant à Jean-

[1] En Moravie, à l'ouest de Brünn.

Frédéric Hardegg de s'accommoder avec eux; c'est que les luthériens d'Allemagne n'avaient pas renoncé à l'espoir de se rattacher une secte qui rejetait comme eux l'autorité du Pape. Hardegg, se conformant à ce conseil, invita les frères à un colloque dans son château de Letowitz. Il en vint trois, et Sopouch représenta les luthériens [1]. Pas plus cette fois que les autres on ne parvint à s'entendre. Néanmoins, pour ne pas être expulsés des biens du seigneur Hardegg, les frères consentirent à accepter, comme étant aussi leurs prêtres, les pasteurs luthériens. Ce n'était là qu'une concession de la peur, et les anciens, dans une assemblée qui fut tenue peu de temps après en Moravie, déclarèrent que les frères différaient trop des luthériens, par leur doctrine de la justification et par leur discipline, pour qu'un accord fût possible. Ils recommandèrent toutefois d'être prudents, et de ne pas prêcher contre la confession d'Augsbourg.

Cependant l'évêque d'Olmütz n'avait pas renoncé à ses desseins. Maximilien s'étant rendu à Augsbourg, au commencement de l'année 1566 [2], il lui

[1] Le 29 novembre 1565.

[2] Afin de demander à la diète de l'Empire des subsides pour faire la guerre aux Turcs.

écrivit pour renouveler la demande qu'il lui avait déjà faite, de lui conférer, sur les utraquistes de Moravie, l'autorité du consistoire. L'Empereur y consentit cette fois. Il avait fini par croire également que depuis que l'usage de la coupe avait été autorisé, les utraquistes se trouvaient réunis aux catholiques et devaient se soumettre, comme eux, à la juridiction de l'évêque (26 janvier 1566). Dès que le décret impérial eut été publié, l'évêque prit des mesures pour faire une visite générale de son diocèse. Il se rendit d'abord à Brünn, pour demander au haut tribunal de ne pas le gêner dans son entreprise. L'évêque avait compté sans la résistance de la noblesse; or les seigneurs s'opposèrent à ce qu'il fît une visite de juridiction chez eux [1]. L'évêque, disaient-ils, n'était pas curé sur leurs terres. L'Empereur, prévenu de ce qui se passait, déclara que c'était aux États [2] à décider s'ils voulaient ou non la visite. L'affaire fut ainsi enterrée.

Le clergé utraquiste et celui de l'Unité, bien qu'éga-

[1] Le grand juge, seigneur de Bozkowic, était à la tête de cette opposition.

[2] Le mot États, *Stände*, a ici un double sens : il signifie l'ensemble de la diète, ou les membres des diverses chambres qui la composaient, par exemple les seigneurs.

lement menacés, n'en continuèrent pas moins leurs disputes. Le clergé utraquiste, de son côté, injuriait les prêtres de l'Unité, les représentant comme des sectaires, des rebelles, qui mettaient le désordre partout; puis, cédant à la pente naturelle qui le menait au protestantisme, ou cherchant peut-être à se concilier les luthériens d'Allemagne, il fit rédiger, par un nommé Paul Aquilin, une confession de foi qui se rapprochait beaucoup de celle d'Augsbourg. On n'osa pourtant pas la faire imprimer par peur de l'évêque.

Les tendances luthériennes des utraquistes n'étaient pas faites pour leur gagner les sympathies des frères. Un événement assez peu important en apparence vint montrer, d'ailleurs, que la fusion n'était pas près de s'accomplir, et eut pour les frères d'assez fâcheuses conséquences. Un frère ayant voulu se marier à Pardubitz [1] en 1566, eut recours à un prêtre utraquiste, ce que les anciens avaient permis de faire en temps de persécution. Mais le prêtre ayant exigé une abjuration préalable, le frère refusa, et un prêtre de l'Unité, Jacques Husak, qui se trouvait à passer sur ces entrefaites, célébra le mariage. Le clergé utra-

[1] Au nord de Königgrätz.

quiste de Pardubitz se plaignit. Les frères jouissaient alors dans cette ville de la plus grande liberté. Cette affaire de mariage attira sur eux l'attention. On leur demanda de prendre l'engagement de ne plus tenir d'assemblées, et comme ils refusèrent, l'archiduc-lieutenant de Bohême leur ordonna de quitter le pays. Ils sortirent de Pardubitz, au nombre de quatre-vingts, sans même avoir eu le temps de vendre leurs biens, et trouvèrent un refuge en Moravie. Ce fut, d'ailleurs, la seule mesure de ce genre prise sous le règne de Maximilien. Ils ne restèrent pas longtemps en exil. Sur la demande du seigneur Wratislav de Pernstein, chancelier de Bohême, l'Empereur leur permit de rentrer[1]. Encouragés par cette marque de tolérance, les frères, toujours malgré l'avis contraire de Blahoslav[2], firent remettre à Maximilien une nouvelle supplique; mais l'Empereur, probablement d'après le conseil de son frère l'archiduc-lieutenant Ferdinand, s'en référa à la réponse sévère qu'il leur avait faite l'année précédente.

Les frères ne se laissèrent pas rebuter. Ayant obtenu une audience à Vienne par l'entremise de

[1] Le 3 novembre 1566.
[2] Mais à la demande d'Augusta.

Pernstein (27 novembre 1566), ils offrirent à l'Empereur un livre de chants[1] qui avait été traduit et publié en allemand, et lui rappelèrent la confession de foi qu'ils lui avaient déjà remise. Maximilien, dont l'attention était alors absorbée par la guerre contre les Turcs, les accueillit avec bonté, et promit de les bien traiter s'ils continuaient à se bien conduire. Si ce n'était pas encore là une tolérance légale, c'était cependant plus qu'une simple tolérance de fait, car elle avait pour garantie une promesse de l'Empereur.

Au commencement de l'année suivante[2], l'archiduc Ferdinand se démit de la lieutenance de Bohême qu'il avait exercée pendant près de vingt ans[3], pour aller gouverner le Tyrol que son père Ferdinand Ier lui avait laissé. S'il s'était montré sévère, il n'avait fait qu'appliquer la loi; aussi les Bohémiens demeurèrent-ils pour lui pleins de respect; ils rendirent hommage à sa dignité morale; ils l'avaient craint sans le haïr.

Peu de temps après le départ de l'archiduc, Maxi-

[1] Probablement le livre de chants de Blahoslav.
[2] En 1567.
[3] De la fin de 1547 au commencement de 1567.

milien vint assister, pour la première fois, à la diète de Bohême (1567). Il y jura d'observer les lois du pays, entre autres les compactats. Mais les compactats ne suffisaient plus aux Bohémiens. Ils y voyaient maintenant un obstacle au progrès du luthéranisme et de l'Unité. A leur demande, le Roi et la diète les supprimèrent. Il y avait cent trente et un ans qu'ils avaient été accordés par le concile de Bâle [1]. Il fut convenu néanmoins qu'on ne tolérerait dans le pays que des chrétiens se conduisant d'après la parole de Dieu. Le consistoire, nommé par le Roi, demeura cependant fidèle à l'ancien utraquisme. La diète, pour faire cesser son opposition aux deux religions nouvelles, demanda à le nommer elle-même comme elle l'avait fait jusqu'en 1562. Maximilien répondit qu'il verrait; c'était un refus déguisé; et le consistoire, nommé par lui, continua à se montrer hostile aux luthériens et aux frères. C'est surtout à partir de l'année 1567 que l'utraquisme se divise en deux partis : le vieil-utraquisme, représenté par le consistoire, resté fidèle aux compactats, et le nouvel-utraquisme, plus ou moins modifié par le luthéranisme.

Malgré l'opposition qu'il avait éprouvée en 1566 de

[1] Voir ci-dessus la note p. 85.

la part des seigneurs de Moravie, l'évêque d'Olmütz n'avait pas renoncé à réunir les synodes ou conciles particuliers, prescrits par le concile de Trente. Il fit une nouvelle tentative en 1568; elle ne réussit pas mieux que la précédente. Dans une séance du haut tribunal qui eut lieu à Olmütz le 23 mars 1568, un seigneur, Jetrich de Kunowic, combattit la tenue des synodes. Il craignait que leur but ne fût la destruction des religions nouvelles. L'évêque demanda à l'assemblée si tous les États approuvaient Kunowic. Les seigneurs et les chevaliers déclarèrent qu'ils l'approuvaient; quant aux deux autres États, les villes et les prélats eux-mêmes, ils gardèrent le silence, ce qui équivalait à une approbation tacite de Kunowic. Devant cette opposition persistante, l'évêque, obligé de surseoir, s'adressa à l'Empereur. Il lui envoya à Vienne son chancelier Kerstmann. Celui-ci eut une audience de Maximilien le 29 mars 1568. Il lui raconta d'abord[1] ce qui s'était passé à Olmütz, et se plaignit surtout de l'opposition des frères. Il lui remit ensuite copie du discours qu'il venait de lui adresser, ainsi que plusieurs autres pièces. L'Empereur, selon son habitude, répondit

[1] Il lui parla en latin.

qu'il verrait. Chose singulière, un membre de l'Unité, le frère Nikodem, avait assisté à cette audience. Envoyé à Vienne par Blahoslav, il avait été introduit par le médecin même de l'Empereur, Crato, qui avait soigné Blahoslav dans une maladie et se montrait encore plus favorable aux frères que ne l'avait été Pfauser, l'ancien conseiller de Maximilien. Placé derrière Kerstmann, il avait entendu les accusations portées contre l'Unité, et la réponse que Maximilien y avait faite.

Nikodem était à peine de retour auprès de Blahoslav, qu'il fut renvoyé par lui à Vienne, pour consulter Crato sur sa santé, et pour s'occuper en même temps des affaires de l'Unité. Les frères avaient acquis un nouveau protecteur à Vienne, en la personne du secrétaire de l'Empereur, le seigneur Nicolas Walter de Walterbourg. Nikodem fut aussi bien accueilli par lui que par le médecin de la cour; Walter lui offrit même de ménager à Blahoslav une audience de Maximilien, dans le premier voyage que l'Empereur ferait en Bohême, et Crato le fit dîner avec le chancelier Kerstmann, afin de lui faire connaître son adversaire.

L'évêque d'Olmütz ne se laissa pas arrêter plus

longtemps par l'opposition des États. Il convoqua un synode pour le 10 mai 1568, et l'ouvrit solennellement dans sa cathédrale. Il prononça d'abord quelques mots pour montrer que le moment d'agir était venu, et célébra la messe. Plusieurs Jésuites prirent ensuite la parole : l'un d'eux, nommé Laërte, pour montrer l'importance du synode; un autre, Adam Cornutus, pour défendre l'Église romaine et prouver qu'elle était catholique, c'est-à-dire universelle; un troisième, Conrad Gelber, pour lire un mémoire indiquant les mesures à prendre. Cette lecture, trop longue pour être faite en une fois, fut continuée les deux jours suivants. La lecture achevée, l'évêque demanda que chacun présentât librement les objections qu'il croirait devoir faire au projet. Soit timidité, soit crainte ou ignorance, personne n'osa rien dire. Alors deux Jésuites se présentèrent pour figurer une sorte de discussion. L'un d'eux attaqua les mesures projetées; l'autre les soutint. Il n'était pas difficile de prévoir comment cela finirait : l'adversaire des mesures fut réduit au silence. Le mercredi suivant, l'évêque prononça la clôture du synode, et en invita tous les membres à un banquet. Ce fut alors seulement que l'opposition se manifesta. La plupart,

en effet, au lieu de s'y rendre, quittèrent Olmütz; un petit nombre seulement y assista, et l'évêque ayant encore essayé d'amener une discussion, un seul convive voulut y prendre part; il avait trop bu et se mit à tenir des propos obscènes; on fut obligé de lui imposer silence. Ce fut ainsi que se termina le synode.

Le frère Nikodem avait assisté à la messe d'ouverture et avait refusé de se mettre à genoux au moment de l'élévation. A l'issue de la cérémonie, l'évêque, qui s'en était aperçu, le fit appeler et se contenta de lui demander s'il était d'Olmütz. Nikodem, bien qu'il fût Tchèque, se fit passer pour Allemand. Non-seulement on le laissa tranquille, mais les gens de l'évêque allèrent jusqu'à louer sa résistance. « Nous servons « l'évêque, lui dirent-ils, mais nous désapprouvons « sa conduite. » Et ils l'emmenèrent boire avec eux, à la santé des frères, le vin de Malvoisie de l'évêque. C'est le propre des gouvernements faibles, d'être attaqués même par leur entourage. Cette opposition existait du reste jusque chez les dignitaires ecclésiastiques. Nikodem étant allé faire visite à un chanoine nommé Urban, celui-ci lui dit du mal de l'évêque, se plaignit entre autres choses de ce qu'il ne lui permettait pas d'avoir une cuisinière, et finit par lui

avouer qu'il avait amassé assez d'argent pour pouvoir s'en aller et ne pas dissimuler plus longtemps. Ce fait jette un singulier jour sur les mœurs du clergé séculier catholique en Moravie, et montre combien peu l'on pouvait compter sur lui pour rétablir le catholicisme. On ne pouvait pas compter davantage sur le clergé utraquiste. Le doyen de Prossnitz [1], André Brodenus, avait été d'ailleurs, avec quelques-uns de ses prêtres, le seul représentant de l'utraquisme au synode. Malgré les pressantes invitations de l'évêque, il avait refusé d'y rien dire et n'y avait exercé aucune influence.

Le synode d'Olmütz fut donc inutile. Le clergé, tant catholique qu'utraquiste, s'était tenu à l'écart; les Jésuites seuls y avaient pris une part active. S'il n'eut aucun résultat, ce fut surtout parce que les seigneurs, qui exerçaient une grande autorité dans les affaires religieuses, refusèrent d'appliquer les mesures réclamées par l'évêque [2].

Abandonné par les catholiques et par les utraquistes, l'évêque se tourna vers les frères. Quelques

[1] En Moravie, au sud-ouest d'Olmütz.

[2] GINDELY, *Geschichte der böhmischen Brüder*, t. II, p. 49 et suiv.

semaines après la clôture du synode, il proposa à Blahoslav d'avoir une entrevue avec lui. Il n'éprouva qu'un refus; Blahoslav pensait qu'une semblable entrevue n'aurait aucun avantage pour les frères.

L'archevêque de Bohême ne réussit pas mieux que l'évêque de Moravie. Anton de Müglitz, cédant aux instances du nonce du Pape à Vienne, manifesta l'intention de réunir également un synode. Il dut y renoncer, par suite de l'opposition de l'Empereur. Voyant ce qui s'était passé à Olmütz, Maximilien trouvait la réunion d'un synode à Prague inopportune. Accusé de divers côtés, l'archevêque se justifia auprès du cardinal Commendon [1], légat du Pape en Allemagne, en alléguant l'opposition de l'Empereur et de Bohémiens. Il ne se fit même pas faute de blâmer le synode de Moravie qui avait produit, suivant lui, plus de mal que de bien [2]. L'Empereur, de son côté, essaya de se faire pardonner son opposition par la cour de Rome, en prenant des mesures contre les frères, et en rendant un décret qui renouvelait celui

[1] Commendon, né en 1524, mort en 1584. Voir sa *Vie* par FLÉCHIER.

[2] Anton de Müglitz avait envoyé le prieur vieil-utraquiste de l'église de Tous-les-Saints de Prague, Gallus Gelastus, à Olmütz, pour le tenir au courant de ce qui s'y passait.

de Wladislas et ordonnait de fermer leurs maisons de réunion (29 octobre 1568). Il prescrivit d'autant plus volontiers ces mesures, qu'il les savait inapplicables. Son seul but, en effet, avait été de se ménager une réponse aux réclamations du Saint-Siége.

Les communautés des frères avaient pris un tel développement et acquis une si grande importance, qu'il devenait de plus en plus difficile de les détruire. Les troubles que suscita parmi elles la conduite d'Augusta, pendant les dernières années de sa vie, ne nuisirent pas à leurs progrès. Remis en liberté en 1564, l'ancien prisonnier de Pürglitz s'était aussitôt rendu à Jungbunzlau, où se trouvait l'une des plus importantes communautés des frères. Il y fut accueilli avec autant de froideur par les chefs que de curiosité par les fidèles. Ne se regardant pas comme exclu de l'Unité, bien qu'il l'eût été cependant par le synode de Prérau, il reprit ses anciennes fonctions, ordonna des prêtres et dirigea tout. On le laissa faire, et dans une assemblée tenue à Leipnik (12-13 avril 1564) il fut rétabli dans son rang d'ancien.

On a déjà vu qu'en 1556, lorsqu'il était encore prisonnier à Pürglitz, Augusta avait voulu changer

l'ordre des évangiles et des épîtres admis pour les dimanches, et que les frères avaient repoussé cette innovation. Augusta n'en persista pas moins dans son dessein, et il commença l'impression de son ouvrage. Les anciens lui écrivirent pour lui demander de la suspendre [1]. On ignore quel fut le résultat de leur lettre; en tout cas, l'ouvrage imprimé n'est pas parvenu jusqu'à nous [2].

La même année 1570, les luthériens, les calvinistes et les frères décidèrent, dans un synode tenu à Sandomir, qu'ils ne s'attaqueraient plus les uns les autres. Il n'y fut pas question d'une union dogmatique, on y avait pour le moment renoncé. Augusta se flatta cependant de réunir au moins les frères et les utraquistes luthéranisants. Il écrivit pour cela un ouvrage qui a été perdu, et il entra en relation avec Martin de Melnik, curé de Saint-Nicolas de la Kleinseite. Il espérait même par lui devenir membre du consistoire [3]. Ce fut là ce que les frères appelèrent les souhaits monarchiques de leur ancien; ils ne purent se réaliser; Augusta en garda rancune à

[1] En 1570.
[2] Augusta lui avait donné le titre de *Summarium*.
[3] En 1570-1571.

Melnik et cessa tout rapport avec lui. Il mourut d'ailleurs l'année suivante (15 janvier 1572), à l'âge de soixante-douze ans, huit ans après avoir recouvré sa liberté. Il laissa la réputation d'un esprit bien doué, mais d'un caractère égoïste et dominateur. Malgré son peu d'instruction, il eut une éloquence qui rappelait celle de Luther, et composa des sermons et des écrits de controverse [1].

III

Cependant la situation du vieil-utraquisme empirait de plus en plus. Beaucoup de prêtres exerçaient les fonctions du sacerdoce sans avoir été régulièrement ordonnés; ils se mariaient contrairement aux lois ecclésiastiques, et si l'on voulait les obliger à renvoyer leurs femmes, ils refusaient et étaient soutenus par leurs seigneurs. Certains collateurs rendaient en outre impossible l'occupation des cures en en aliénant les biens, et faisaient remplir les fonctions du

[1] On a de lui deux portraits peints

culte sur leurs terres par des curés voisins, moyennant de faibles redevances. Il en résultait qu'un seul curé était quelquefois chargé de remplir l'office de quatre ou cinq. Certains autres supprimaient la totalité ou une partie de la dîme, ou achetaient des terres de paysans et refusaient ensuite toute redevance comme s'il se fût agi de biens nobles. Les curés ainsi lésés ne pouvaient se défendre, car il leur était impossible, faute d'argent, d'intenter et de soutenir des procès. Les prêtres fidèles à leurs devoirs étaient persécutés, et les livres hérétiques se répandaient de tous les côtés.

En confiant à l'archevêque et à l'université de Prague la censure des ouvrages à imprimer, Ferdinand Ier avait réussi à empêcher en Bohême l'impression des livres hérétiques, mais il n'était pas parvenu à empêcher l'introduction de ceux qui étaient imprimés à l'étranger. Maximilien prit, à son tour, des mesures pour arrêter cette invasion; il chargea l'archevêque de saisir tous les livres calvinistes et zwingliens que l'on trouverait en Bohême. Ces mesures ne réussirent guère, et, peu de temps après, le consistoire demanda que l'on en prît de nouvelles, non plus seulement contre les livres des calvinistes et des zwingliens, mais surtout contre ceux des luthé-

riens et des frères. Cette demande n'eut pas d'autre résultat que de montrer quelle était l'étendue du mal et combien il était difficile de le combattre.

Malheureusement pour l'utraquisme les administrateurs qui se succédaient à sa tête ne valaient guère mieux que le reste du clergé. Martin de Melnik qui avait remplacé Mistopol en 1568 ne songeait qu'à se maintenir au pouvoir, et se déclarait, tour à tour et suivant que son intérêt l'exigeait, utraquiste ou luthérien. Henri Dworsky de Helfenbourg, abbé d'Emaüs, qui le remplaça en 1571, bien que partisan du vieil-utraquisme, n'était pas fait non plus pour rien améliorer. Il s'était aliéné les esprits en adressant au lieutenant de Bohême un écrit dans lequel il faisait connaître la triste situation du clergé utraquiste. Ne jouissant d'aucune autorité, il était insulté même par les curés de Prague, et ne trouvait pas d'autre moyen de se maintenir que d'invoquer la protection de l'archevêque. Le vieil-utraquisme allait bientôt avoir à supporter de nouvelles attaques.

A la diète réunie à Prague à la fin d'avril 1571 [1], les seigneurs, les chevaliers et les villes qui appartenaient

[1] Maximilien était venu à Prague à la fin de 1570 ou au commencement de 1571

au luthéranisme rédigèrent une supplique pour demander à l'Empereur la liberté de la confession d'Augsbourg. Ils prétendaient que cette liberté permettrait de résister avec plus d'efficacité aux autres sectes. Les luthériens ne demandaient ainsi la liberté que pour eux. Afin de peser sur les déterminations de l'Empereur, ils refusèrent de s'occuper de ses affaires, tant que leur demande n'aurait pas été accueillie. Cette conduite effraya d'autant plus les frères, qu'ils n'avaient pas été appelés aux délibérations. Un de leurs protecteurs, le seigneur Markwart, demanda si l'Unité était mise au nombre des sectes qu'on se proposait de détruire. Le chef des luthériens, Bohuslav Félix Hassenstein de Lobkowitz, grand juge de Bohême, s'empressa bien de lui répondre qu'elle n'y était pas comprise; mais le frère Jean Kalef[1] n'en conseilla pas moins à ses coreligionnaires de ne prendre aucune part aux démarches des luthériens; il redoutait un piége.

Le 8 mai 1571, les luthériens remirent leur supplique à l'Empereur. La noblesse utraquiste, moins prudente que celle de l'Unité, y avait adhéré, et les fonctionnaires de la ville de Prague avaient suivi son

[1] Il allait bientôt devenir l'un des anciens.

exemple[1]. Le consistoire qui se sentait menacé fit opposition. Quant à l'archevêque, d'accord avec son chapitre, il écrivit aussi à Maximilien, pour le prier de résister au nom de la constitution.

Ce fut, en effet, en s'appuyant sur la constitution et sur le serment qu'il avait prêté, lors de son sacre, de maintenir intactes les anciennes mœurs et coutumes, que l'Empereur repoussa la supplique des seigneurs luthériens (27 juin 1571)[2]. Dans la réponse qu'il leur fit, il déclara rejeter toutes les nouveautés; mais en même temps, respectant leurs droits de patronage, il limita la juridiction du consistoire aux villes royales et à l'université dont il était lui-même le patron, ainsi qu'aux terres des seigneurs qui ne s'y opposeraient pas.

On croit que l'Empereur avait suivi en cette circonstance les conseils de son médecin Crato. Ce personnage, dont nous avons déjà vu les relations avec les frères, regrettait d'avoir contribué à établir

[1] A l'exception de trois d'entre eux : l'archichambellan Jean de Waldstein, le bourgmestre de l'Altstadt, et une autre personne dont on ignore le nom.

[2] Les seigneurs, mécontents, demandèrent à l'Empereur d'empêcher l'administrateur Martin de Melnik d'intervenir sur leurs terres et de porter ainsi atteinte à leurs droits de patronage.

en Autriche un protestantisme qui n'avait abouti qu'au flacianisme[1]. Crato était autant un théologien qu'un médecin. Né en 1519 à Breslau où son père remplissait de modestes fonctions, élevé dans les idées nouvelles, c'est-à-dire avec des aspirations plus ou moins vagues vers une réforme que tous désiraient, mais dont personne n'entrevoyait distinctement le mode ni le but et moins encore les résultats, destiné d'abord à l'état ecclésiastique et envoyé pour cela à Wittenberg à l'âge de quinze ans, il avait suivi les leçons de Luther, et avait été pendant six ans son commensal. C'est à lui que nous devons les fameux propos de table du grand révolutionnaire. Après les avoir recueillis de mémoire, il les avait dictés à son ami, André Aurifaber, qui les fit imprimer et publier. Sur le conseil de son maître, il abandonna l'étude de la théologie pour celle de la médecine, fit de nombreux voyages, et revint à Breslau pour y pratiquer son art. En 1556, à l'âge de trente-sept ans, déjà célèbre, il fut appelé à Vienne par l'empereur Ferdinand Ier, pour y remplir la charge de médecin de la cour. Après avoir exercé une grande

[1] Le flacianisme inclinait vers le manichéisme. Voir DÖLLINGER, t. III, p. 409 et suiv.

influence sur Ferdinand Ier, Crato en eut une plus grande encore sur Maximilien et sur son fils Rodolphe. Il fut donc à la fois le médecin et le conseiller de trois générations d'empereurs.

Élevé dans le luthéranisme, il avait adopté néanmoins la doctrine de Calvin sur la communion, et il avait surtout puisé à Wittenberg cette haine aveugle qu'avaient toutes les sectes protestantes contre la cour de Rome. En 1571, il publia un mémoire pour conseiller à tous les protestants, parmi lesquels il comprenait les frères, d'adopter la confession d'Augsbourg. On ne voit pas que le mémoire de Crato lui ait attiré de la part de l'Empereur aucune marque de disgrâce, et de la part du clergé catholique aucun genre de persécution. Ce fait montre de quelle liberté religieuse on jouissait alors à la cour de Vienne. Ce fut au contraire par Blahoslav, un de ses amis, un membre de l'Unité, qu'il se vit attaquer. Dès qu'il connut le mémoire de Crato, Blahoslav composa un écrit dans lequel il le critiquait vivement et le réfutait en détail. « Nos pères, disait-il, se sont séparés des utraquistes « pour des motifs suffisants; ils nous ont transmis « leur doctrine; nous devons la suivre; nous ne pou- « vons pas nous réunir à des gens qui ne sont pas

« d'accord entre eux, qui manquent de discipline « intérieure et dont notre accession ne ferait pas « cesser les divisions. » La controverse théologique entre le médecin de l'Empereur et les frères fut de courte durée; Blahoslav mourut, en effet, peu de temps après, quelques semaines avant Augusta, le 24 novembre 1571, à Kromau [1] en Moravie, pendant qu'il visitait les communautés.

Il y avait eu jusqu'alors cinq personnages importants dans l'Unité: Pierre de Chelcic, Grégoire, Lukas, Augusta et Blahoslav. Pierre de Chelcic avait fondé l'Unité, Grégoire l'avait organisée; Lukas l'avait réformée; Augusta l'avait développée et l'avait ornée de l'auréole de son martyre; Blahoslav lui donna le prestige de la science. Il s'était montré, pendant les dernières années de sa vie, supérieur à Augusta pour le savoir et le caractère. Issu d'une famille qui appartenait à la noblesse, il avait étudié à Goldberg [2] en Silésie, à Bâle en Suisse, et avait entendu prêcher Luther à Wittenberg. A la fois poëte et musicien, il dut son talent d'écrivain à la

[1] Au sud-ouest de Brünn; Blahoslav y demeurait chez le seigneur Cenek de Lippe.
[2] Au sud-ouest de Liegnitz.

variété de sa culture intellectuelle, à de sérieuses études et à de longs voyages. Son œuvre principale fut une traduction du Nouveau Testament en langue tchèque. Les frères possédaient déjà plusieurs traductions imprimées de la Bible, spécialement des Évangiles ; mais celle de Blahoslav se distingua des précédentes en ce qu'elle fut faite non-seulement sur la Vulgate, mais encore, et pour la première fois, sur la version grecque. La première édition, imprimée en petits caractères, forma, contrairement à l'usage du temps, un volume très-portatif. On ignore le lieu de l'impression ; ce fut peut-être Eibenschütz [1] en Moravie. Quant à ses écrits de controverse, ils furent dirigés surtout contre le luthéranisme, qu'il combattit avec encore plus de vivacité que ne l'avait fait Lukas. Il attaqua rarement l'Église catholique ; mais, lorsqu'il le fit, ce fut avec une aigreur extrême [2].

La traduction en langue tchèque du reste de la Bible, c'est-à-dire de l'Ancien Testament, fut

[1] Au sud-ouest de Brünn.

[2] Gindely (t. II, p. 71) donne une liste de vingt-deux ouvrages écrits par Blahoslav. Il avait publié en Pologne une collection de chants religieux empruntés soit à l'Église catholique, soit à Jean Huss, à Rokycana et même aux taborites. Cette collection fut traduite plus tard en allemand.

achevée quelques années plus tard, sous le règne de Rodolphe II. Cette traduction, faite sur les versions grecque et hébraïque et accompagnée d'un commentaire, fut imprimée de 1579 à 1593, aux frais du seigneur Jean l'Ancien de Zierotin [1], dans la ville de Kralic [2]; de là le nom de bible de Kralic sous lequel elle est connue. Cette œuvre, à laquelle travaillèrent tous les savants de l'Unité, est, par son style, le principal monument de la langue de la Bohême au seizième siècle et, par la beauté des caractères et la bonté du papier, l'un des meilleurs spécimens de l'art de l'imprimerie que les frères portèrent à un haut degré pendant ce même siècle.

Le peu de succès qu'avaient eu jusqu'alors toutes les tentatives faites pour fondre ensemble les religions diverses, n'empêcha pas de les renouveler. C'est ainsi que plusieurs colloques eurent lieu, l'un en 1564 ou 1565, entre les luthériens et les antitrinitaires, secte nouvelle qui, à côté du luthéranisme, du calvinisme et de l'Unité, avait formé en Pologne

[1] Blahoslav avait été son maître pendant quelque temps.

[2] Kralic, en Bohême, à l'ouest de Königgrätz, ou plutôt Kralitz en Moravie, à l'est de Prossnitz.

un quatrième parti [1]; deux entre les luthériens [2] et les frères, l'un à Thorn en 1565, l'autre à Posen en 1567. Bien que ces deux colloques eussent échoué, les frères n'en décidèrent pas moins, dans un synode tenu à Prérau en 1567, qu'une fusion était possible. Elle se réalisa cependant si peu, que les luthériens manifestèrent l'intention d'envoyer une ambassade à l'université de Wittenberg, pour lui demander de prononcer une censure contre l'Unité. Les frères [3], informés de ce projet, prirent les devants et envoyèrent Lorenz, un de leurs chefs, pour conjurer le danger [4].

L'université de Wittenberg jouissait alors d'une si grande autorité parmi les adversaires du catholicisme, qu'ils redoutaient plus ses condamnations que celles de la cour de Rome. Comme les frères y entretenaient dix étudiants destinés à l'état ecclésiastique, Lorenz fut favorablement accueilli, et l'université, loin de censurer l'Unité, approuva ses

[1] Les antitrinitaires avaient pour chef un nommé Grégoire Pauli.

[2] Les luthériens y furent représentés par Bénédict Morgenstern.

[3] Le principal chef des frères était alors George Israël; il résidait à Ostrorog, près de Ratibor, en Silésie.

[4] Le 10 février 1568.

doctrines, tout en critiquant sa discipline et sa hiérarchie comme contraires à la liberté évangélique[1]. Il est probable que les luthériens n'avaient pas donné suite à leur dessein. Quoi qu'il en soit, cette approbation donnée aux frères empêcha dorénavant de les attaquer. Il fut même de nouveau question d'une fusion, et un colloque eut lieu pour cela à Sandomir[2] dans la petite Pologne.

Il s'ouvrit le 9 avril 1570. Le principal représentant des frères y fut Siméon Théophil ou Bogomil, plus connu sous le nom de Turnovius, de Turnau[3], ville de Bohême, dans laquelle il était né. Obligé d'émigrer en 1548, à l'âge de quatre ans, il s'était réfugié avec ses parents à Marienwerder[4]. Il avait étudié à Kosminek, Cracovie, Wittenberg, et avait eu pour maîtres deux frères de l'Unité, Rokyta et Israël. Il avait vingt-six ans et exerçait à Ostrorog, auprès d'Israël, les fonctions de diacre et de catéchiste, lorsqu'il fut envoyé à Sandomir. Le colloque, outre les luthériens et les frères, comprenait encore

[1] Le 24 février 1568. Les principaux personnages de l'université de Wittenberg étaient alors Crell, Eber et Major.
[2] Sur la Vistule, au nord-est de Cracovie.
[3] Au nord-est de Jungbunzlau.
[4] Près de la Vistule, au sud de Danzig.

des calvinistes [1]. Il ne réussit pas mieux que les précédents. Chaque parti proposa d'adopter sa propre doctrine comme base de l'union : les luthériens, la confession d'Augsbourg; les calvinistes, celle de la petite Pologne; les frères, celle de l'Unité. Comme s'il n'y avait pas eu assez de trois confessions, le voïvode de Sandomir, chez lequel avaient lieu les délibérations, proposa en outre la confession helvétique, celle de Zwingle [2]; et allant encore plus loin, deux des représentants du luthéranisme pensèrent que le mieux serait de dresser une confession polonaise qui absorberait toutes les autres, et ils proposèrent de charger de sa rédaction une commission qui se réunirait à Varsovie. Le synode adopta ces propositions, et décida qu'en attendant, tout fidèle d'une des quatre religions pourrait passer dans l'autre [3]. La confession polonaise ne fut jamais rédigée.

[1] Les luthériens y avaient trois représentants : les deux frères Glizner et le seigneur Bninski, juge royal de Posen. Les calvinistes en avaient un plus grand nombre, parce que Sandomir était un centre de calvinisme.

[2] Voir cependant Bergier, t. II, p. 87.

[3] On avait aussi adopté, en attendant, une définition de la communion que chaque parti pouvait interpréter dans son sens.

Les préoccupations que leur donnaient ces tentatives de fusion n'empêchaient pas les membres de l'Unité de faire de la propagande. Pendant le synode de Sandomir, ou peu de temps après, le roi de Pologne, Sigismond-Auguste, ayant envoyé une ambassade à Moscou, deux seigneurs, qui appartenaient à l'Unité et faisaient partie de l'ambassade, prirent pour conseiller Rokyta, prêtre des frères, et Rokyta fut chargé par les anciens de convertir à l'Unité le czar Jean Basile : il échoua.

Encouragés par l'approbation que l'université de Wittenberg avait donnée à leur doctrine, les frères résolurent de faire imprimer et publier dans cette ville une traduction allemande de leur confession de foi [1]. Il leur fallait pour cela l'approbation de la faculté de théologie [2]. Cette faculté n'était pas défavorable aux frères; mais elle redoutait beaucoup l'Électeur de Saxe dont elle dépendait, et n'osait rien

[1] Cette confession de foi était celle qu'ils avaient fait remettre en latin à Ferdinand Ier à Vienne, en 1535. La traduction allemande avait été faite par Esrom Rüdiger; on y avait changé un point relatif au baptême des enfants. Luther avait approuvé en 1533 la confession tchèque-allemande, et en 1538 la confession latine.

[2] Ou collége théologique.

faire qui pût lui déplaire. La servilité à l'égard du pouvoir temporel a toujours été un des caractères distinctifs du clergé luthérien; et elle ne se comprend que trop facilement lorsqu'on songe que les souverains ne lui ayant rien laissé des biens que possédait le clergé catholique, il était privé de toute ressource et se trouvait à leur merci. Cepolla qui représentait l'Unité en cette circonstance eut beau faire plusieurs voyages, la faculté refusait toujours son autorisation, et par ce singulier motif que d'autres pourraient lui adresser la même demande (31 janvier 1573). Cepolla ne se tint pas pour battu; il fit observer que la confession des frères n'attaquait pas celle d'Augsbourg; que Luther l'avait approuvée, et qu'un refus d'impression équivaudrait à une condamnation; que la noblesse de Bohême, favorable à l'Unité, se plaindrait à l'Électeur de Saxe; qu'en cas de refus, la confiance que l'on avait dans l'enseignement de l'université de Wittenberg s'affaiblirait, et que les étudiants qu'on y envoyait pourraient bien dorénavant aller ailleurs. Ces divers motifs décidèrent la faculté de théologie à autoriser l'impression; mais elle chercha à se compromettre le moins possible, en refusant de recommander la confession.

L'impression achevée [1], les frères insistèrent de nouveau pour obtenir une recommandation, et la faculté, poussée à bout, consentit à écrire une lettre qui en était l'équivalent et qui fut également imprimée.

La confession de foi des frères souleva l'opposition des utraquistes. Le recteur de l'université de Prague, Pierre Codicillus, en blâma l'avant-propos, parce qu'il contenait, disait-il, des injures à l'égard des utraquistes. Rüdiger, l'auteur de la traduction allemande, répondit seulement au recteur qu'étant déjà lui-même à moitié frère, il ne devait pas s'arrêter à mi-chemin.

Les frères, en paix avec les luthériens, entendaient aussi rester en bons termes avec les calvinistes. Ce fut pour cela qu'ils envoyèrent leur confession à Crato et à Théodore de Bèze. Ils n'en obtinrent pas une approbation aussi complète qu'ils l'avaient espéré. Crato blâma le célibat de leurs prêtres [2]. Bèze critiqua leur absolution des pécheurs comme un reste de la confession auriculaire, leur doctrine de la communion parce qu'elle admettait une sorte de présence

[1] L'impression fut faite sous les yeux de Rüdiger, auteur de la traduction.

[2] Crato se rapprochait du calvinisme par sa doctrine sur la communion.

réelle, leurs génuflexions, leurs jeûnes, enfin le travail manuel des membres de leur clergé. Au fond, ce que l'on attaquait chez les frères, c'étaient les points qui se rapprochaient du catholicisme [1].

Ils essayèrent néanmoins de gagner les calvinistes, en envoyant des étudiants à Heidelberg et à Genève [2], et en faisant venir des maîtres de Suisse en Bohême. Une révolution qui survint alors à Wittenberg les fit incliner encore davantage vers le calvinisme. Elle fut opérée par l'Électeur de Saxe.

Lorsque Rüdiger eut fait imprimer la confession de foi de l'Unité avec la recommandation de la faculté de théologie, l'Électeur Auguste s'aperçut que ses pasteurs s'étaient écartés des doctrines de Luther pour se rapprocher de celles de Calvin. Ce changement, opéré parmi les théologiens de Wittenberg par les écrits de Mélanchthon, s'il avait persisté, aurait enlevé à cette ville son importance comme capitale du luthéranisme; et le calvinisme, plus indépendant que le luthéranisme à l'égard de l'autorité temporelle, aurait en outre diminué l'autorité que l'Électeur exerçait en matière religieuse. Il eut vite pris son

[1] Stéphan écrivit à Crato pour défendre l'Unité.
[2] Ce furent de jeunes nobles qui allèrent étudier à Genève.

parti. Réunissant en sa personne les deux pouvoirs, spirituel et temporel, agissant à la fois comme pape et comme souverain, il menaça aussitôt de l'exil les théologiens et les prédicateurs qui refuseraient de signer une déclaration condamnant la doctrine calviniste sur la communion. La menace suffit; l'université de Wittenberg redevint immédiatement luthérienne [1].

L'Électeur Auguste ne se contenta pas de cette humble soumission; il punit l'audacieux qui avait osé introduire dans ses États ce pseudo-calvinisme. Ce grand coupable, c'était le médecin Peucer, le gendre de Mélanchthon. Il le fit saisir, le retint en prison pendant douze ans, et le fit traiter avec une rigueur qui surpassa de beaucoup celle dont l'empereur Ferdinand Ier avait usé à l'égard d'Augusta [2]. Maximilien, se trouvant à Dresde l'année suivante, demanda, sans doute à la sollicitation de Crato, la liberté de Peucer. L'Électeur refusa; et comme l'Empereur lui demandait pourquoi il l'avait emprisonné, il lui répondit simplement qu'il ne voulait que des serviteurs professant sa religion [3]. Maximi-

[1] 1574, 1575.

[2] GINDELY, *Geschichte der böhmischen Brüder*, t. II p. 101.

[3] Esrom Rüdiger, le traducteur de la confession de foi des frères, avait été aussi emprisonné; il s'en tira en signant le

lien lui répliqua qu'il ne s'arrogeait pas un droit pareil sur ses sujets, et que, ne possédant aucune autorité sur les consciences, il ne pensait pas pouvoir contraindre personne en matière religieuse [1].

Quoi qu'il en soit, la proscription décrétée à Wittenberg contre les doctrines en partie calvinistes que les frères avaient insérées dans leur confession de foi, les fit incliner encore plus vers le calvinisme. La révolution de Wittenberg les empêcha aussi de prendre part au formulaire dit de Concorde dont le but fut, contrairement à son titre, non pas de réunir les luthériens aux calvinistes, mais de les en séparer [2]. Les frères s'éloignaient donc des luthériens pour se rapprocher des calvinistes. Ils avaient d'ailleurs plusieurs points communs avec ces derniers. Comme eux ils admettaient entre les deux pouvoirs, spirituel et temporel, une distinction que les luthériens ne reconnaissaient guère, et ils semblaient même subor-

formulaire. — Quelques années après (1601), sous le règne de l'Électeur Christian II, le chancelier de Saxe, Nicolas Crell, paya de sa vie ses tendances calvinistes. (PFISTER, *Histoire d'Allemagne,* traduction Paquis, t. VIII, p. 63; — RANKE, *Französische Geschichte,* 1877, t. I, p. 466; — ALZOG, *Histoire de l'Église,* t. III, p. 174, 185.)

[1] GINDELY, *Geschichte der böhmischen Brüder,* t. II, p. 104.

[2] ALZOG, t. III, p. 184; — BERGIER, t. II, p. 77; — DÖLLINGER, t. III, p. 442.

donner le pouvoir temporel au pouvoir spirituel.

L'Unité continuait, grâce à la tolérance des autorités politiques, et malgré l'opposition de l'archevêque et du consistoire de Prague, à faire de grands progrès, en Bohême comme en Moravie. Elle surveillait toujours avec soin les mœurs de ses fidèles; ainsi le synode tenu à Holeschau[1] en 1572 interdit de nouveau les danses, la boisson, les jeux de dés, de cartes ou d'échecs, et réprima le luxe des femmes. Elle répandait partout l'instruction. Le nombre des étudiants qu'elle envoyait à l'étranger, à Wittenberg, à Heidelberg et ailleurs, s'était beaucoup accru. De quatre ou cinq qu'il avait été jadis, il s'élevait en 1570 à quarante, sans compter les jeunes nobles. Elle avait aussi, en Bohême et en Moravie, des écoles très-fréquentées où se rendaient même les enfants n'appartenant pas à la religion de l'Unité. Les frères ne s'en tinrent pas là. Désirant fonder dans les pays relevant de la couronne de Bohême une grande école, une université qui retiendrait la jeunesse et l'empêcherait d'aller étudier dans les universités étrangères, dix-sept seigneurs moraves, appartenant

[1] Holeschau en Moravie, au sud de Prérau, à moins que ce ne soit Oleschau, au nord-ouest de la Moravie.

à l'Unité, fondèrent à Eibenschütz [1] en Moravie une école destinée à la noblesse et dont Rüdiger devint le recteur [2]. Plusieurs autres seigneurs en fondèrent une autre, également pour la noblesse et encore en Moravie, à Gross-Meseritsch [3].

[1] Au sud-ouest de Brünn.

[2] Les luthériens désapprouvèrent le choix qui fut fait de Rüdiger, parce qu'il était calviniste.

[3] Au nord-ouest de Brünn. Cette école fut fondée (25 octobre 1576) par des seigneurs luthériens qui rejetèrent la confession bohême dont il sera parlé plus tard.

L'histoire de l'Unité par le Polonais Jean Lasitius, écrite en latin, est restée manuscrite. Tout en manquant d'étude et de talent, elle offre quelque intérêt pour les commencements de l'Unité. Komenius en a publié, par extraits, les meilleures parties. L'histoire des frères par Joachim Camerarius n'est qu'un abrégé sans valeur de l'ouvrage de Lasitius. (GINDELY, *Geschichte der böhmischen Brüder*, t. II, p. 90.)

CHAPITRE V

LA CONFESSION BOHÊME.

(1575)

I. Diète de 1575; *première session;* plaintes des états. — Les grands fonctionnaires de Bohême. — Les utraquistes proposent de demander à l'Empereur le libre exercice de la confession d'Augsbourg; opposition des vieux utraquistes. — Délibération des catholiques; division entre les nouveaux et les vieux utraquistes. — Les catholiques demandent le maintien du *statu quo.* — Les frères s'abstiennent. — Les villes se rapprochent de la noblesse. — Les catholiques refusent de soutenir les utraquistes (12 mars). — Les utraquistes présentent leur supplique. — Les frères en préparent une; influence de Crato. — L'Empereur autorise les nouveaux utraquistes à s'organiser (15 mars). — Délibération des utraquistes (16 mars). — L'archevêque leur conseille d'adopter la confession d'Augsbourg. — Les états nomment une commission pour rédiger une confession bohême. — Kalef s'oppose à l'union des frères avec les utraquistes. — Le consistoire recourt à l'Empereur; il en est mal reçu. — La diète vote les impôts, et la session est close (23 mars 1575). — Chaque parti se prépare; les frères attendent.

Diète de Moravie; situation des partis dans ce pays. — Zierotin écrit en Bohême en faveur de l'Unité.

II. *Seconde session.* — La commission religieuse rédige la confession bohême; les frères demandent si elle sera obligatoire pour eux; on leur répond que la liberté de leur confession sera garantie par l'avant-propos. — Séance du 14 mai. — L'avant-propos n'assurant pas la liberté de la confession de

l'Unité, les frères en font une nouvelle rédaction. — Promenade de Zierotin avec Maximilien. — Fourberies des luthériens. — Les luthériens, pour empêcher les frères de présenter une supplique séparée, leur offrent une nouvelle rédaction de l'avant-propos. — Nouvelles fourberies des luthériens. — La confession bohême est remise à l'Empereur (18 mai). — *La confession bohême;* dogme et discipline. — Maximilien la reçoit sans l'approuver. — Troubles dans Prague; les Italiens. — Protestations de certains luthériens contre les frères, et de l'administrateur contre les luthériens. — Les frères rétablissent leurs assemblées. — Situation des catholiques.

III. Prague devient favorable aux novateurs. — Les utraquistes luthériens attaquent le vieil-utraquisme et le catholicisme; sermon de Fronto. — Les luthériens réclament une réponse de l'Empereur. — La diète est suspendue.

Troisième session (15 août). — L'Empereur rejette la confession bohême et maintient le *statu quo*. — Les luthériens persistent dans leurs demandes, et consentent à conserver l'ancien consistoire. — Maximilien résiste en donnant des espérances; il s'appuie sur la constitution et autorise la nomination de défenseurs. — Les luthériens demandent que la confession bohême devienne une religion d'État. — Les vieux utraquistes en appellent à la constitution; les brasseurs de Prague. — Les intérêts généraux et particuliers de la Bohême. — Les novateurs réclament un écrit de l'Empereur. — Maximilien leur promet, seulement verbalement, la tolérance de fait. — Le parti violent des luthériens l'emporte, se plaint du grand chambellan Waldstein, et réclame pour la confession bohême les priviléges de religion d'État; l'Empereur leur offre encore la tolérance sur parole, et les autorise à se nommer des défenseurs; les luthériens acceptent; ils n'auront ni organisation ecclésiastique, ni consistoire. — Conseil des défenseurs. — Les frères demeurent séparés des luthériens; divisions entre ces derniers.

La diète élit Rodolphe roi de Bohême (7 septembre 1575); elle est close (27 septembre). Maximilien laisse le gouvernement de la Bohême à Rodolphe. — Les villes royales et les

frères ne doivent pas profiter des concessions; elles sont faites seulement à la noblesse. — Les défenseurs soutiennent les villes. — Les frères restent à l'écart. — Affaire de Turnau. — Plaintes des luthériens contre le consistoire; plaintes du consistoire contre les villes royales et les frères. — Maximilien ordonne de faire le procès aux villes et aux frères. — Il meurt (12 octobre 1576).

I

La diète de 1575 eut une importance particulière; elle prépara celle de 1609 qui imposa à l'empereur Rodolphe II la lettre de Majesté[1]. Maximilien l'ouvrit en personne à Prague, le 21 février. Les états, mal disposés pour lui, se plaignirent tout d'abord du retard apporté à leur convocation. L'Empereur s'en excusa et promit que ce retard ne servirait pas de précédent. Sa déclaration fut déposée aux archives pour faire loi à l'avenir, et la diète commença ses travaux le 4 mars.

Avant de les retracer, il est utile de faire connaître les principaux personnages qui dirigeaient alors les

[1] Convoquée d'abord pour 1574, elle ne se réunit qu'en 1575.

affaires de la Bohême. Les seigneurs catholiques occupaient encore presque toutes les grandes charges de la couronne; c'étaient Guillaume de Rosenberg, archiburgrave; Wratislav de Pernstein, archichancelier; Ladislas de Lobkowitz, grand maître de la cour; Joachim de Neuhaus, président de la Trésorerie. Le grand chambellan, Jean de Waldstein, était le seul grand fonctionnaire qui fût vieil-utraquiste; le grand juge Bohuslav Félix Hassenstein de Lobkowitz, le seul luthérien[1]. Hassenstein était un homme instruit, mais sans scrupule. Ne songeant qu'à assurer la victoire au parti luthérien, il ne recula pas devant des moyens contraires à la justice. A côté de lui, mais occupant une situation moyenne entre le vieil-utraquisme et le luthéranisme, se trouvait le seigneur Wenzel de Wresowec. Bien que simple laïque, il était le principal théologien du parti nouvel-utraquiste; et il devait cette supériorité à l'incapacité et au défaut d'influence du clergé[2]. Parmi les repré-

[1] Toutes les branches de la famille de Lobkowitz étaient catholiques, sauf celle de Hassenstein, à laquelle appartenait le grand juge.

[2] L'influence de Wresowec souffrit cependant de ses relations avec la plus décriée de toutes les sectes évangéliques, celle des ubiquitaires. On nommait ainsi ceux d'entre les luthériens qui soutenaient que le corps de Jésus-Christ est présent dans

sentants des villes, e plus marquant fut Sixt d'Ottersdorf, chancelier de l'Altstadt. Né à Rakonitz [1] en Bohême, il était bachelier de l'université de Prague [2].

Revenons à la diète. Le message royal, qui contenait les propositions du gouvernement, fut présenté le 4 mars, jour de l'ouverture. Il ne disait rien des affaires religieuses. C'était cependant le point qui intéressait le plus la diète; aussi les utraquistes, qui y formaient la majorité, résolurent-ils, au lieu de répondre aux propositions royales, de s'occuper exclusivement de la religion. Convoqués par le seigneur de Hassenstein, ils se réunirent à la salle verte [3], le 7 mars à huit heures du matin. Ceux des seigneurs et des chevaliers qui inclinaient le plus vers le luthéranisme furent d'avis de demander à l'Empereur le libre exercice de la confession d'Augsbourg; mais les membres de l'université, qui représentaient les villes et qui restaient attachés au

l'Eucharistie en vertu de sa divinité présente partout, *ubique*. (BERGIER, t. VI, p. 406.)

[1] A l'ouest de Prague.

[2] Sixt d'Ottersdorf a écrit une histoire du soulèvement de 1547, qui n'est guère qu'une collection de pièces. Son fils Théodore prit part au soulèvement de 1618.

[3] C'était une salle voisine probablement de la grande salle, ou salle de justice, dans laquelle avaient lieu les réunions générales de la diète

vieil-utraquisme et au consistoire, demandèrent à réfléchir. Après s'être concertés pendant quelque temps, ils firent, par l'organe du chancelier de l'Altstadt, une réponse évasive.

Les utraquistes luthériens étant rentrés dans la salle de justice où se tenaient les assemblées générales de la diète, Hassenstein, en leur nom, annonça aux états qu'ils se proposaient de demander à l'Empereur le libre exercice de la confession d'Augsbourg, et qu'ils espéraient bien que les catholiques ne s'y opposeraient pas. Mais il y eut aussitôt de l'opposition, et elle vint du côté des vieux utraquistes. L'archichambellan, Jean de Waldstein, déclara qu'il fallait, non pas adopter une religion nouvelle, une religion allemande, mais garder l'ancienne, la religion nationale, et pour cela assurer au consistoire une autorité suffisante. Il fit lire ensuite par un employé de la diète, chargé de ce soin, un écrit qui développait sa proposition. Cet écrit demandait que le consistoire fût composé d'un administrateur et de onze assesseurs, et que des défenseurs en fissent exécuter les décisions. Il faisait, en outre, de fréquentes sorties contre les catholiques et contre les luthériens, ce qui semblerait indiquer que les vieux

utraquistes ne songeaient alors à se réunir ni aux uns ni aux autres.

Lorsque la lecture eut été achevée, l'archiburgrave Rosenberg, l'un des chefs des catholiques, invita ses coreligionnaires à délibérer à leur tour séparément, pour s'entendre sur la conduite à tenir au sujet de la demande des luthériens. Pendant que les catholiques délibéraient, les seigneurs luthériens et ceux qui appartenaient à l'Unité échangèrent entre eux des paroles pleines d'aigreur, ce qui montre combien ces deux partis étaient encore loin de s'entendre.

Lorsque les catholiques rentrèrent dans la salle de la diète, Rosenberg, prenant la parole en leur nom, demanda si les utraquistes approuvaient la démarche proposée par Hassenstein, de demander le libre exercice de la confession d'Augsbourg, ou s'ils se rangeaient à l'avis de Waldstein, qui était de garder l'ancienne religion. Les nouveaux utraquistes, ainsi interpellés, se rendirent de nouveau dans la salle verte, puis revinrent après avoir délibéré, et déclarèrent qu'ils approuvaient la démarche proposée par Hassenstein; mais que, cependant, les représentants des villes, tout en se montrant favorables à cette démarche, refusaient de désapprouver Waldstein.

La division persistait donc, entre les nobles représentant le nouvel-utraquisme d'un côté, et les députés des villes, du consistoire et de l'université, représentant le vieil-utraquisme, de l'autre.

En présence de cette désunion, les catholiques demandèrent à délibérer encore sur la réponse qu'ils devaient faire. Ils conférèrent d'abord entre eux, puis avec l'Empereur et avec l'archevêque de Prague. On ne sait rien de ces entretiens. Le 10 mars, dans la salle de la diète, Rosenberg fit connaître leur réponse ; elle disait qu'ils voulaient vivre en paix avec les utraquistes, mais qu'ils n'entendaient pas que cette paix servît aux sectes qui se cachaient derrière eux. C'était réclamer le maintien du *statu quo*. Sur ce, le chancelier de l'Altstadt, Sixt d'Ottersdorf, se mit à parler en faveur du vieil-utraquisme ; et il fut appuyé par les autres représentants des villes, ce dont les nobles témoignèrent un grand mécontentement.

Les membres de la diète qui appartenaient à l'Unité n'avaient pris aucune part à ces discussions. Toutefois deux de leurs prêtres, Wenzel Preis et Schwartz, étaient venus à Prague pour surveiller ce qui s'y passait ; et lorsque l'on vit quelles impor-

tantes questions s'y débattaient, l'un des anciens, Jean Kalef, y vint lui-même[1]. Dès son arrivée, il eut une conférence avec les seigneurs Adam et Charles de Krajek[2]. Après avoir examiné s'ils devaient appuyer les réclamations des utraquistes luthériens, ou demander quelque chose pour eux-mêmes, ils se décidèrent à garder, pour le moment, le silence, et Kalef retourna à Jungbunzlau. Le même jour, 11 mars, les représentants des villes, intimidés par la noblesse, déclarèrent qu'ils n'avaient pas chargé Sixt d'Ottersdorf de dire ce qu'il avait dit, et qu'ils ne voulaient, en aucun cas, se séparer des états. Hassenstein, de son côté, pria les catholiques de revenir sur leur décision, et d'aider les utraquistes à obtenir de l'Empereur la permission de se concerter au sujet de leur organisation religieuse. Rosenberg s'en tira, en déclarant que les catholiques ne pouvaient pas répondre pour le moment, parce qu'ils n'étaient pas en nombre suffisant. Ce fut pour délibérer sur cette réponse que les catholiques de la diète tinrent, le 12 mars, dans la salle de justice, une séance spéciale, à laquelle assistèrent l'archevêque et

[1] Kalef résidait à Jungbunzlau.
[2] Le 11 mars.

le chapitre de la cathédrale. Tout en étant d'avis que le vieil-utraquisme avait fait son temps et ne pouvait plus se maintenir, et malgré le désir que manifestait l'Empereur qu'on lui forçât la main et que les catholiques se réunissent aux autres partis pour lui demander en faveur des utraquistes luthériens la liberté religieuse et particulièrement le libre exercice de la confession d'Augsbourg, ils déclarèrent qu'ils ne pouvaient pas concourir à l'établissement d'une religion nouvelle. En conséquence, dans une réunion générale de la diète qui eut lieu deux jours après[1], Rosenberg repoussa de nouveau, en leur nom, la demande de Hassenstein. Les catholiques, ajouta-t-il, ne s'opposaient pas à ce que les utraquistes changeassent leur organisation religieuse; mais ils ne pouvaient consentir à y prendre aucune part.

Il ne semble pas qu'on puisse blâmer, en cette circonstance, la conduite des catholiques. Ce que les utraquistes luthériens demandaient, ce n'était pas la tolérance de fait dont ils jouissaient déjà, ni la tolérance de droit qu'ils auraient facilement obtenue : c'était la situation privilégiée d'une religion d'État, avec une organisation ecclésiastique complète, un

[1] Le 14 mars.

consistoire et une université; et ils refusaient eux-mêmes d'accorder aux autres sectes, spécialement aux frères, non-seulement cette situation privilégiée, mais jusqu'à la tolérance de fait. Ils avaient en outre la prétention de se substituer aux vieux utraquistes et de les détruire, de telle sorte qu'il y aurait eu dorénavant, non pas trois religions d'État, le catholicisme, le vieil-utraquisme et l'utraquisme luthérien, mais seulement deux : le catholicisme et l'utraquisme luthérien. Les catholiques ne pouvaient pas être obligés de contribuer à un changement du *statu quo*, en faveur d'une religion qu'ils considéraient comme fausse, en faveur de sectes dans lesquelles ils voyaient, non sans raison, leurs plus redoutables adversaires.

Ainsi abandonnés à eux-mêmes, les nouveaux utraquistes demandèrent seuls à l'Empereur de les autoriser à adopter une nouvelle confession de foi, c'est-à-dire un luthéranisme modifié à l'usage de la Bohême, et à changer l'organisation du vieil-utraquisme national, c'est-à-dire de le détruire. Devant le silence des catholiques, Maximilien remit sa réponse au lendemain, et il est possible qu'il ait suivi en cela les conseils de son médecin. Depuis que son ami Peucer était maltraité par l'Électeur de Saxe, Crato était

devenu hostile aux luthériens et était entré en relation avec Théodore de Bèze, alors le principal chef des calvinistes. Il était, en outre, devenu encore plus favorable aux frères, parce que ceux-ci se rapprochaient des calvinistes; et consulté par eux sur la conduite qu'ils devaient tenir, il les engagea à ne pas faire cause commune avec les luthériens, et à adresser une supplique séparée à l'Empereur pour le prier de leur accorder le libre exercice de leur propre religion. Schwartz, l'un des prêtres que les frères avaient envoyés à Prague pour surveiller les événements[1], rédigea aussitôt cette supplique; mais les membres de la noblesse qui appartenaient à l'Unité refusèrent de la remettre avant d'avoir fait sonder Maximilien pour connaître ses intentions, et avant qu'il eût répondu à la supplique des seigneurs luthériens.

Le 15 mars, l'Empereur donna sa réponse aux luthériens. Il cédait; il les autorisait à délibérer sur une nouvelle organisation à donner à l'Église utraquiste. Les seigneurs et les chevaliers triomphaient;

[1] Grâce sans doute à Crato, Schwartz avait assisté à l'audience que Maximilien avait accordée aux utraquistes, comme en 1568 Nikodem avait assisté à celle qu'il avait accordée à Kerstmann, chancelier de Guillaume Prusinowsky, évêque d'Olmütz.

toutefois, afin de ne pas s'aliéner complétement les vieux utraquistes, ils invitèrent les membres de l'université qui les représentaient, à prendre part à leurs délibérations.

Quelle conduite les frères allaient-ils tenir? Sur le conseil de Crato, les nobles de ce parti eurent une réunion le soir même du 15 mars. Ils y décidèrent que si les luthériens l'emportaient, les frères se réuniraient à eux, à la condition toutefois de conserver leur gouvernement propre; et que si les luthériens refusaient de leur faire cette concession, ils s'adresseraient directement à l'Empereur et lui remettraient une supplique séparée.

Le 16 mars, la délibération ne commença pas à l'heure indiquée; Hassenstein ne put même ouvrir la séance qu'assez tard, parce qu'un grand nombre de membres de la noblesse avaient trop bu la veille. Les membres de l'université, plus sobres et plus exacts, las d'attendre, quittèrent la salle et allèrent s'entretenir avec l'archevêque. Celui-ci leur conseilla d'adopter la confession d'Augsbourg, afin de ne pas accroître encore le nombre des sectes, en dressant une confession nouvelle. Ils feraient bien, disait-il, de lire cette confession que beaucoup d'entre eux

ne connaissaient peut-être pas. Cette observation jette un jour assez curieux sur les passions qui troublent les discussions religieuses dans tous les temps; on discutait sur ce que l'on ignorait. Quant à l'archevêque, reconnaissant sans doute que le vieil-utraquisme était incapable de vivre plus longtemps et qu'il ne pouvait espérer lui-même, au moins pour le moment, ramener les luthériens au catholicisme, il leur donnait un conseil exclusivement politique, et cherchait uniquement à prévenir l'éclosion de sectes nouvelles.

Les frères s'étaient glissés parmi les utraquistes; et au moment où ceux-ci allaient commencer leurs délibérations, le seigneur Charles de Krajek leur proposa d'adopter la confession de l'Unité. Elle était, disait-il, plus ancienne que celle d'Augsbourg, et avait été approuvée par Luther[1]. Hassenstein, surpris, déclara avec vivacité qu'on ne devait lire devant la diète que la confession d'Augsbourg. On la lut, et elle souleva peu d'opposition. Cependant le seigneur Dionys Slawata de Chlum[2], qui appartenait aussi à

[1] On répandit parmi la diète des exemplaires de l'accord de Sandomir et d'un livre d'Augusta sur l'union des frères et des utraquistes.

[2] C'était le père de Guillaume Slawata qui fut défénestré à Prague en 1618.

l'Unité, demanda qu'on lût également la confession des frères. Hassenstein s'y opposa. Néanmoins, comme la confession d'Augsbourg n'avait pas réuni l'unanimité des suffrages, et que plusieurs membres soutenaient qu'on ne devait rien emprunter à l'Allemagne, on proposa de nommer une commission de douze membres, quatre de chaque ordre, pour rédiger, sous le nom de confession bohême, une nouvelle confession de foi qui absorberait toutes les autres. On se flattait toujours de l'espoir d'arriver à l'unité religieuse, et d'y arriver par la rédaction de confessions de foi[1]. Mais, en pareille matière, l'union ne peut se réaliser et durer que si tous les fidèles reconnaissent une même autorité doctrinale, à laquelle ils se soumettent. Or en Bohême, les religionnaires, autres que les catholiques et en partie les vieux utraquistes, ne reconnaissaient pas d'autorité doctrinale. Ils ne purent pas même s'accorder tout d'abord sur la question de savoir si l'on nommerait la commission proposée. Les seigneurs et les chevaliers y consentirent, mais les députés des villes s'y refusèrent, parce que, disaient-ils, la ques-

[1] C'est ainsi que, dans certains États modernes, on pense arriver à la perfection gouvernementale en rédigeant sans cesse de nouvelles constitutions politiques.

tion religieuse n'avait pas encore été assez mûrement examinée.

Le lendemain, les villes ayant enfin donné leur consentement, la diète nomma la commission, en la composant de dix-huit membres, six de chaque ordre au lieu de quatre, auxquels on adjoignit deux membres de l'université. Un seul frère, le seigneur Adalbert Kameisky, en fit partie. Il accepta après avoir hésité longtemps, et malgré l'opposition de Kalef. Cet ancien ne pensait pas qu'on dût faire cause commune avec les utraquistes luthériens. Il conseillait aux frères, conformément à l'avis de Crato, de se séparer d'eux et de remettre, pour leur propre compte, une supplique à l'Empereur. Il pensait en outre, comme les catholiques, que ce n'était pas à des laïques à décider des choses religieuses. Ce fut pour cela que, pressé par les seigneurs de l'Unité de revenir à Prague, il refusa en prétextant qu'il était presque aveugle. Il écrivit même à Schwartz, pour lui recommander de prendre comme modèles, non pas les luthériens qui ne savaient ce qu'ils voulaient, mais les catholiques, qui réfléchissaient mûrement avant d'agir [1].

[1] GINDELY, *Geschichte der böhmischen Brüder*, t. II, p 134.

Kalef avait d'autant plus raison de s'opposer à l'union des frères avec les luthériens, que ceux-ci ne voulaient souffrir dans le pays que les catholiques en dehors d'eux, et que s'ils consentaient à faire quelques concessions aux membres de l'Unité, c'était à la condition qu'ils modifieraient leur confession de foi, ce que les frères refusaient de faire.

Le grand chambellan Waldstein, chef du vieil-utraquisme, se montrait fort irrité des changements que la commission religieuse, presque en entier luthérienne, prétendait imposer à la Bohême. L'administrateur Dworsky, de son côté, prêchait dans son église d'Émaüs contre ceux qui inventaient des religions nouvelles. Pour qu'en présence d'une diète hostile il osât parler ainsi, il fallait qu'un grand nombre d'habitants de Prague demeurassent encore fidèles à l'ancienne religion. Enfin le consistoire, se voyant sans considération auprès de la diète et ayant perdu tout espoir d'être soutenu par elle, demanda et obtint facilement une audience de l'Empereur. Il le supplia de sauver l'utraquisme; il consentait à tout, même à négocier avec les Jésuites. Maximilien le reçut fort mal; il n'éprouvait aucune envie de ressusciter le cadavre utraquiste. « Vous n'êtes ni

« chauds ni froids, leur dit-il; retirez-vous, laissez-« moi la paix. »

La commission chargée de dresser la confession bohême ayant été nommée, rien, pendant qu'elle délibérait, n'empêchait la diète de passer à l'examen des propositions de l'Empereur. Le grand juge Hassenstein le lui conseilla. De nouveaux retards eurent cependant lieu. L'Empereur se décida alors à appeler les états devant lui, et à leur demander par l'organe de l'archichancelier Pernstein de voter promptement les impôts dont il avait besoin pour continuer la guerre contre les Turcs. La diète n'osa pas refuser; elle vota les impôts demandés [1], et le lendemain, l'Empereur, ayant obtenu ce qu'il désirait, déclara la session close (23 mars 1575).

La commission religieuse prit fin en même temps que la diète de laquelle elle émanait. Comme le membre de l'Unité qui en faisait partie y avait soutenu vivement la confession de foi des frères, il fut décidé que, lors de la reprise des séances, on commencerait par l'examen de cette confession.

Chaque parti mit à profit l'ajournement de la diète pour se préparer à de nouveaux combats. Avant de

[1] Les impôts sur les maisons et les boissons.

quitter Prague pour aller rejoindre Kalef à Jungbunzlau, Schwartz vit Crato et en reçut de nouveau l'assurance que l'Empereur demeurait favorable aux frères. Mais les états n'étaient pas dans les mêmes dispositions, et les anciens étaient persuadés que les utraquistes luthériens n'avaient qu'un but : l'anéantissement des frères. Pour conjurer le péril, Kalef, ainsi qu'un autre ancien, Stéphan, se décidèrent, malgré leur mauvaise santé, à se rendre à Prague pour la seconde session, et à s'y faire accompagner par plusieurs prêtres de l'Unité.

La diète de Moravie, tenue en même temps que celle de Bohême, avait été beaucoup plus calme. Tous les partis religieux, catholique, utraquiste, luthérien, calviniste, zwinglien, frère, anabaptiste, ayant une égale importance, et aucun d'eux ne pouvant avoir à lui seul la majorité, il en résultait une sorte d'équilibre, et chacun ne demandait qu'à jouir de la liberté, sans songer à opprimer les autres et à établir une unité reconnue pour le moment impossible. Les frères y possédaient la liberté religieuse seulement en fait; ils eurent la sagesse de s'en contenter, et de ne pas s'exposer à la perdre en demandant à l'Empereur de la convertir en une liberté de droit.

A la tête de la noblesse de Moravie, à côté de la famille de Pernstein qui appartenait autant à la Bohême qu'à la Moravie, se trouvait la famille de Zierotin dont le chef, nommé Jean, avait été l'élève de Blahoslav et appartenait à l'Unité. Les frères le prièrent de se rendre à Prague pour la seconde session de la diète de Bohême, afin de les protéger contre les entreprises des utraquistes luthériens. Il ne le put pas, parce que la diète de Moravie s'assembla dans le même temps; mais il écrivit à deux seigneurs, Henri de Waldstein et Henri Kurzpach de Trachenberg [1], une lettre dans laquelle il blâmait la conduite que les luthériens avaient tenue pendant la première session, et leur donnait le conseil de demander à l'Empereur la liberté de droit, non-seulement pour la confession d'Augsbourg, mais encore pour celle des frères, et de fondre ensuite ces deux confessions dans une troisième. Ce conseil, difficile à suivre, témoignait des bonnes dispositions de Zierotin à l'égard de l'Unité.

[1] Ces deux seigneurs étaient hostiles aux catholiques. Kurzpach était grand maître des monnaies de Bohême en 1576.

II

Deux théologiens, Paul Pressius et Krispin, avaient été chargés par la commission religieuse de rédiger, pendant l'ajournement de la diète, la confession de foi bohême. Ils le firent, en se servant de celle d'Augsbourg et de celle des frères. Après une interruption d'un mois, le 2 mai, la commission recommença ses séances en même temps que la diète. Elle aurait dû examiner tout d'abord la confession des frères, ainsi qu'on en était convenu à la fin de la première session; mais comme le seigneur Kameisky, l'auteur de cette décision, était malade et absent, on lut en premier lieu la confession bohême dressée par Pressius et Krispin. Il était dit dans l'avant-propos que l'on se séparait des ariens, zwingliens, calvinistes, anabaptistes et autres sectes. Cette déclaration ne fut pas accueillie sans opposition. Un prêtre de l'Unité, George Strejc, introduit dans le sein de la commission en qualité de chapelain du seigneur

utraquiste Kurzpach, fit observer qu'il n'était pas sûr que la doctrine de Calvin fût erronée; que peu de personnes la connaissaient; que condamner Calvin, c'était exposer à un mauvais accueil les jeunes gens qui allaient étudier en Suisse, et empêcher les étrangers de venir à l'université de Prague. On remplaça en conséquence la condamnation par cette déclaration vague, que l'on se séparait, sans toutefois les nommer, de toutes les sectes qui ne se conduisaient pas selon la parole de Dieu.

Encouragés par ce premier succès, les deux anciens de l'Unité, Kalef et Stéphan, demandèrent à la commission d'adopter purement et simplement la confession des frères. Un point surtout les inquiétait : ils craignaient d'être contraints d'adopter une confession de foi qu'ils désapprouveraient. Stéphan demanda donc si la confession bohême, qu'on allait dresser, serait obligatoire pour tous les Bohémiens. Les avis se partagèrent. Kurzpach répondit qu'elle ne servirait qu'aux luthériens, et qu'on laisserait aux frères la leur; Spanowsky[1] déclara, au contraire, qu'elle serait également obligatoire pour les frères,

[1] Le seigneur Michel Spanowsky était alors vice-chambellan; il devint plus tard grand secrétaire de Bohême.

sans quoi l'on n'obtiendrait rien de l'Empereur; enfin Charles de Krajek fut d'avis qu'il était inutile de rédiger une confession nouvelle, et que les luthériens et les frères devaient demander à l'Empereur le libre exercice des deux religions.

Le 10 mai, la confession des frères fut lue dans le sein de la commission. On refusa de l'adopter, et l'on décida que l'avant-propos de la confession bohême en contiendrait seulement une mention louangeuse.

Le 13 mai, on lut le texte définitif, et l'on demanda aux frères s'ils avaient des objections à y présenter. Les frères, qui ne l'approuvaient pas, se contentèrent de demander comment la liberté de leur propre confession serait garantie. On leur répondit que ce serait par l'avant-propos qui en reconnaissait l'orthodoxie. Le texte de cet avant-propos fut lu. Il ne satisfit pas les frères, parce qu'il semblait affirmer entre les partis une unité religieuse qui n'existait pas en réalité. Ils se défiaient des luthériens, et l'on verra bientôt qu'ils avaient raison.

Le 14 mai, une séance solennelle de la commission religieuse eut lieu; presque toute la diète y assista. Elle dura treize heures, de sept heures du matin à huit heures du soir. La diète de Moravie

ayant été close avant celle de Bohême, Jean de Zierotin s'était empressé de se rendre à Prague, et on l'avait fait entrer aussitôt dans la commission. Il déclara que les frères ne demandaient que le libre exercice de leur religion, et avec cela la paix, l'amour et la concorde[1]. Sur ce, les frères sortirent un instant de la salle, pour y laisser délibérer les luthériens. Ils furent ensuite rappelés, et on leur lut la réponse que les luthériens faisaient à la déclaration de Zierotin. Cette réponse contenait une nouvelle rédaction de l'avant-propos. Mais elle était encore ambiguë et laissait croire que les frères embrassaient le luthéranisme. Les frères préparèrent alors eux-mêmes une autre rédaction.

Pendant qu'ils y travaillaient, Zierotin étant allé faire une promenade en voiture avec l'Empereur, Maximilien lui confia qu'il avait appris par Hassenstein que les picards, c'est-à-dire les frères, acceptaient le luthéranisme. C'était de la part du grand juge une déclaration mensongère. Il avait formé avec les utraquistes luthériens dont il était le chef le dessein d'obliger les frères à embrasser leur parti, en les

[1] La commission avait invité l'ancien, Stéphan, à se rendre dans son sein.

compromettant et en répandant le faux bruit qu'ils avaient adopté leur religion. Ils essayaient de leur faire accepter une rédaction obscure, afin de l'interpréter ensuite comme une renonciation de leur part à la foi de l'Unité. Les frères s'en étaient aperçus, et c'est pour cela qu'ils s'étaient décidés à rédiger eux-mêmes l'avant-propos. Au retour de sa promenade avec Maximilien, Zierotin trouva le travail achevé et l'approuva. Par cette nouvelle rédaction, les frères demandaient à l'Empereur le libre exercice des deux confessions.

Après l'avoir reçue et examinée, les luthériens déclarèrent ne pas pouvoir l'accepter, parce qu'elle constatait qu'il n'y avait pas accord de doctrine entre les deux partis, et que l'on ne pourrait dès lors rien obtenir de l'Empereur. Par suite d'une ruse indigne, la rédaction des luthériens ne résolvait pas clairement la question de savoir s'ils consentaient ou non à réclamer la liberté pour la confession de l'Unité comme pour la leur. Elle pouvait, en effet, être interprétée dans un sens ou dans l'autre, un mot allemand *sie* (elle ou elles) pouvant signifier, selon qu'on le prendrait pour un singulier ou pour un pluriel, soit la confession bohême seule, soit les deux confessions. Les frères le remarquèrent, et Stéphan

demanda, en leur nom, aux luthériens, s'ils consentaient à réclamer de l'Empereur la liberté des frères, comme les frères consentaient à réclamer celle des luthériens. Ainsi pressés, les luthériens répondirent, par la bouche du chevalier Sébastien de Wresowec, que le mot *sie* de l'avant-propos devait être pris au singulier, et ne comprenait pas, par conséquent, la confession de l'Unité. Les frères furent indignés de cette supercherie. Ils consentirent néanmoins à assister à une reprise de la séance. Hassenstein les conjura de s'unir à eux aux conditions proposées. Slawata lui répondit qu'après ce qui venait de se passer l'union n'était pas possible. La séance fut levée; il était huit heures du soir.

Le lendemain (15 mai), les seigneurs de l'Unité, renonçant à l'espoir de s'entendre avec les nouveaux utraquistes, se réunirent séparément et résolurent de remettre à l'Empereur une supplique particulière, pour lui demander le libre exercice de leur religion. Elle fut signée par dix-sept membres de l'ordre des seigneurs et par cent quarante et un membres de l'ordre des chevaliers[1].

[1] Gindely donne la liste des signataires. Il y avait en Bohême, au commencement du dix-septième siècle, 1,400 familles nobles, dont 250 de seigneurs et 1,150 de chevaliers. Les signataires de

Le 16 mai, avant qu'elle eût été présentée, les luthériens firent une dernière tentative pour gagner les frères et pour les empêcher de se séparer d'eux. Spanowsky leur proposa, à cet effet, une nouvelle rédaction de l'avant-propos. Les frères consentirent à l'accepter et à ne pas remettre leur supplique. Crato présenta seulement à l'Empereur un exemplaire de leur confession.

Le 17 mai, une séance de la diète eut lieu. Les catholiques furent priés de ne pas y assister, parce qu'on devait y traiter d'affaires ne regardant que les luthériens et les frères. Elle commença à six heures du matin. On lut d'abord la confession bohême, puis l'avant-propos, qui était, pour les frères, la partie la plus importante. Les luthériens, sans en rien dire, y avaient changé deux passages; il en résultait que les frères déclaraient leur complète adhésion à la confession bohême, et que les luthériens ne demandaient la liberté que pour cette confession, c'est-à-dire pour eux seuls. Slawata s'aperçut de cette nouvelle

la supplique et par conséquent les membres de l'Unité formaient donc environ le 15e des seigneurs de Bohême et le 8e des chevaliers, c'est-à-dire environ le 12e de toute la noblesse. (GINDELY, *Geschichte des böhmischen Aufstandes von* 1618, t. I, p. 136 à 156.)

supercherie; les frères s'indignèrent encore; les luthériens rayèrent les interpolations, et il fut convenu que le jour suivant les deux partis présenteraient ensemble à l'Empereur la confession bohême et l'avant-propos.

Le lendemain (18 mai) on était déjà en marche pour aller remettre ces deux pièces à l'Empereur, lorsque les frères, devenus à bon droit défiants, demandèrent à revoir une dernière fois l'avant-propos. Ils s'aperçurent que les interpolations, rayées la veille, avaient été rétablies; ils se contentèrent de les faire rayer, et les pièces furent ainsi remises à l'Empereur [1].

La confession bohême se composait de vingt-cinq articles. C'était un compromis entre la doctrine des luthériens et celle des frères. Elle adoptait le système des luthériens sur la justification par la foi, et l'interprétation de l'Unité, qui était en même temps celle du calvinisme, sur la communion. A la suite de la partie dogmatique et de l'indication des fêtes à solenniser, se trouvait un projet d'administration religieuse. C'était une nouvelle organisation de l'utraquisme avec un nouveau consistoire qui devait se

[1] GINDELY, *Geschichte der böhmischen Brüder*, t. II, p. 160.

composer, comme l'ancien, de l'administrateur et d'assesseurs, et être nommé, non plus par le Roi, mais par la diète. Le consistoire était tenu de visiter de temps en temps toutes les cures. Il jugerait en appel toutes les causes ecclésiastiques. Chaque cercle aurait aussi, à la résidence du doyen, un consistoire subordonné à celui de Prague et pouvant, dans les causes ecclésiastiques, condamner en première instance à la prison et à d'autres peines. Les états nommeraient, en outre, une commission de défenseurs, pour protéger le consistoire. On avait déjà formé plusieurs fois le dessein de créer des défenseurs, sans jamais le réaliser.

Les questions relatives aux mariages devraient être jugées par le consistoire seul; les différends religieux, par le consistoire aidé de l'université. Tout noble pourrait être cité devant le consistoire, et devrait obéir à ses décisions que les défenseurs feraient exécuter. Si un sujet était cité, son seigneur l'obligerait à comparaître. Quiconque n'obéirait pas serait banni.

Les curés seraient nommés par les patrons; mais ils ne pourraient pas être installés sans l'autorisation de l'administrateur. Pour le moment, les ecclé-

siastiques, ordonnés à Wittenberg ou ailleurs en Allemagne, n'auraient pas besoin d'une ordination nouvelle; ils passeraient seulement un examen avant d'être pourvus de cures. Mais à l'avenir, tous les prêtres de Bohême seraient ordonnés par l'administrateur. Les ecclésiastiques pourraient disposer de leurs biens par testament. On voit par là que le mariage des prêtres, dans la religion bohême, devenait la règle, tandis que chez les frères il était l'exception [1].

Personne ne pourrait imprimer et publier un livre sans l'approbation du consistoire; et il était permis à celui-ci de se faire aider, pour l'examen des ouvrages, par des membres de l'université.

Lorsque l'Empereur reçut la confession bohême, il félicita les états, non sans quelque ironie, d'avoir si bien travaillé, et leur demanda de s'occuper enfin de ses affaires. Puis, avant de porter aucun jugement sur la nouvelle confession et de faire à son égard aucune réponse, il en envoya le texte au Pape, à l'Électeur de Saxe, au consistoire et au grand

[1] Le mariage demeurait interdit aux prêtres de l'Unité. — On appelait alors tributariens certains prêtres utraquistes qui, moyennant une redevance payée probablement aux seigneurs, étaient autorisés à avoir une concubine.

chambellan, Jean de Waldstein, pour avoir leur avis; il espérait par là gagner du temps.

Les graves événements qui venaient de s'accomplir avaient mis la ville de Prague en ébullition. Les troubles politiques et religieux en entraînent d'autres de toutes sortes; les esprits surexcités deviennent alors capables de tous les crimes. On se querellait, on s'assassinait dans les rues, surtout entre Italiens dont le nombre était considérable. On expulsa de Prague tous les gens de cette nation qui n'appartenaient pas à la suite de l'Empereur. Mais il restait encore beaucoup de fauteurs de troubles, soit parmi les membres de la diète, soit parmi leurs serviteurs.

L'accord intervenu était loin d'avoir satisfait tout le monde. Plusieurs seigneurs luthériens s'indignaient qu'on se fût allié avec les frères qu'ils traitaient dédaigneusement de picards. D'un autre côté, l'administrateur Dworsky de Helfenbourg attaquait vivement la diète, parce qu'elle avait détruit l'ancien utraquisme national et légal, l'utraquisme de Jean Huss. Quelques curés de Prague firent de même. La diète s'en plaignit, et Maximilien dut imposer silence à l'administrateur et aux curés.

Le consistoire, qui était toujours le principal repré-

sentant et la plus haute autorité du vieil-utraquisme, encouragé d'ailleurs par la demande d'avis que lui avait adressée l'Empereur, n'attaqua pas avec moins de vivacité la confession bohême [1]. Il reprochait aux états d'avoir adopté une religion étrangère, et de s'être alliés aux picards; d'avoir attaqué, violé la discipline, en admettant le mariage des prêtres, en établissant un nouveau consistoire qu'ils avaient placé sous leur direction, alors que le véritable consistoire utraquiste dépendait de l'Empereur. Le grand chambellan, Jean de Waldstein, l'un des rares partisans du vieil-utraquisme [2], auquel l'Empereur avait aussi envoyé la confession bohême en lui demandant son avis, lui répondit qu'il fallait conserver l'ancienne croyance, et que l'Empereur devait renforcer le consistoire en renonçant à le nommer, et en confiant le choix de ses membres, selon l'ancien usage, aux curés de Prague, aux professeurs de l'université et aux doyens des cercles.

Quant aux frères, rassurés par Crato qui leur

[1] Le 4 juin 1575.

[2] Jean de Waldstein avait seulement avec lui le seigneur Zdenek de Wartenberg, capitaine de la Neustadt et pour cela fonctionnaire royal, quelques chevaliers et un bourgeois de Prague.

avait fait connaître les dispositions favorables de l'Empereur à leur égard, ils profitèrent du désarroi général, pour rétablir leurs assemblées supprimées en 1547. La réouverture de celle de Jungbunzlau, un de leurs centres les plus importants, excita l'indignation de ceux des utraquistes luthériens qui leur étaient demeurés hostiles, et qui ne se faisaient pas faute de les accuser de vouloir renouveler en Bohême le soulèvement de 1547. Pendant ce temps, l'Empereur et les catholiques gardaient le silence. Les catholiques plaisantaient toutefois des divisions de leurs adversaires. Ils ne s'opposaient pas à ce que l'Empereur satisfît les luthériens, mais ils soutenaient en même temps, qu'on ne pouvait pas refuser aux frères le libre exercice de leur religion, car elle soulevait moins d'objections que celle des luthériens.

III

Par suite de l'influence du consistoire et de l'université, la ville de Prague était demeurée jusqu'alors

plus favorable à l'ancien utraquisme que le reste du pays. La longue durée de la diète de 1575 et la présence de la noblesse la firent incliner vers le luthéranisme. Ce fut en vain que le seigneur de Wartenberg, capitaine royal de la Neustadt, s'efforça d'obtenir des bourgeois une démonstration hostile aux novateurs, et qu'il réunit plusieurs fois dans ce dessein les fonctionnaires du Roi et les chefs des corporations; on lui répondit que toutes les questions religieuses avaient été suffisamment examinées par la diète, et la plupart des personnes convoquées se déclarèrent favorables à la confession bohême.

Le catholicisme n'était pas mieux traité que le vieil-utraquisme. Dans la plupart des chaires de Bohême il était attaqué et injurié. Il se défendit, et ses partisans employèrent pour cela des arguments pareils à ceux dont on se servait contre lui. Le 15 juin 1575, jour de la fête de saint Veit, patron de la cathédrale de Prague, Wenzel Fronto, prieur d'Altbunzlau, attaqua dans un sermon les picards et les confessionistes, c'est-à-dire les frères et les luthériens qui avaient adhéré à la confession bohême. Il fit, selon le goût du temps, plusieurs comparaisons tirées de l'Écriture sainte. Salomon avait refusé,

disait-il, de donner Abizag à son frère Adonias [1]; Maximilien devait l'imiter, et refuser la liberté de l'hérésie aux picards et aux confessionistes. Ce sermon bizarre eut un grand retentissement. Les luthériens surtout s'en offensèrent. Leur chef, le grand juge Hassenstein, réunit ses amis [2], et ils décidèrent qu'on demanderait aux catholiques de mettre fin à ces attaques, et qu'on prierait l'Empereur de faire cesser l'incertitude des esprits et les troubles qui en étaient la suite, en donnant enfin une réponse au sujet de la confession bohême. Craignant de voir les luthériens se porter aux dernières extrémités, les états catholiques et l'archevêque blâmèrent Fronto de son sermon, et l'Empereur s'excusa de n'avoir pas encore répondu, en disant qu'il n'avait pas reçu les avis qu'il avait demandés.

Cependant le temps de la moisson étant arrivé, la diète fut de nouveau suspendue [3]. Maximilien fit appeler auprès de lui, avant leur départ (6 juillet), les principaux chefs des luthériens, et leur déclara qu'il s'efforcerait d'assurer la paix aux trois partis,

[1] *Livre des Rois*, ch. III, v. 21, 22.
[2] Le 17 juin.
[3] Au commencement de juillet.

c'est-à-dire aux catholiques, aux utraquistes luthériens et aux frères. C'était la première fois que l'Empereur parlait des frères comme d'un parti égal aux autres. Il n'entendait parler néanmoins que de la noblesse, des seigneurs et des chevaliers, car pour les villes royales, elles dépendaient du Roi comme les autres villes dépendaient de la noblesse; et quant aux habitants des campagnes, il n'en était pas question.

La diète se réunit de nouveau le jour de l'Assomption (15 août 1575), après un mois et demi de suspension. L'Empereur désirait lui faire élire son fils Rodolphe comme roi de Bohême; mais il lui fallait auparavant répondre sur la question de la confession bohême. Ayant fait venir au palais un certain nombre de seigneurs luthériens [1], il leur déclara que, d'après les avis qu'il avait reçus, la confession bohême était contraire, en même temps, à l'ancienne foi utraquiste et à la confession d'Augsbourg; qu'il n'y avait pas accord entre les utraquistes luthériens et les frères; que les frères professant d'ailleurs une religion interdite, on ne devait pas s'unir à eux; qu'en voulant s'emparer du consistoire, les états portaient atteinte

[1] Le 22 août 1575.

aux prérogatives royales; que les demandes faites par la diète étaient contraires à la constitution du pays; qu'il ne voulait cependant persécuter personne pour cause de religion. En définitive, l'Empereur entendait maintenir la situation légale existante, le *statu quo*. Il refusa de donner une réponse écrite; il laissa seulement copier la note d'après laquelle il avait parlé.

Le même jour, les états lui firent remettre une déclaration par une députation composée de dix-huit membres, six de chaque ordre. Un seul frère en faisait partie, le seigneur Wlinsky de Wlinewes. Ils soutenaient par cette déclaration que les changements qu'ils voulaient opérer chez eux ne nuiraient à personne; que l'ancien consistoire continuerait à subsister, et que l'Empereur leur permettrait seulement d'en établir un nouveau. Ils renonçaient donc pour le moment à détruire l'ancien utraquisme, comme ils se l'étaient d'abord proposé. Ils niaient également qu'ils fussent en désaccord avec les frères.

L'Empereur reçut cette déclaration avec bienveillance, et promit d'y répondre. Mais deux jours après [1], il fit dire que, pour le moment, il ne pouvait

[1] Le 24 août.

pas accorder ce qu'on lui demandait, parce que le Pape avait menacé de l'excommunier, et que les rois de France et d'Espagne, ainsi que les électeurs ecclésiastiques de l'Empire, désapprouvaient toute concession; qu'il l'accorderait, mais plus tard, et par une lettre de Majesté qui serait obligatoire même pour ses successeurs.

Le lendemain [1], Maximilien répondit en personne aux états qu'il avait appelés auprès de lui. Il aurait facilement consenti, leur dit-il, à ce qu'on lui demandait, si la diète avait été composée uniquement d'utraquistes luthériens; mais les catholiques et les vieux utraquistes s'y opposaient, en s'appuyant sur la constitution. Il avait juré lui-même cette constitution, il ne pouvait pas la violer. Il n'avait persécuté jusqu'alors aucun membre des états; il continuerait, et il les autoriserait à choisir des défenseurs auprès desquels leurs prêtres trouveraient secours et protection.

Après avoir reçu cette réponse, les états allèrent délibérer dans la salle verte, et tombèrent d'accord qu'il fallait exiger de l'Empereur une promesse écrite [2] autorisant : 1° le libre exercice de la confes-

[1] Le 25 août.
[2] Rescrit, acte de chancellerie ou lettre de Majesté.

sion bohême ; 2° l'établissement d'un nouveau consistoire. C'était demander que la confession bohême devînt une des religions d'État.

Maximilien avait quitté Prague pour cinq jours. A son retour, le grand chambellan, Jean de Waldstein, vint avec ses amis le trouver, pour le prier de ne pas violer son serment, et de protéger les vrais utraquistes conformément à la constitution. Cette demande fut appuyée par les membres du consistoire et par une députation de brasseurs, qui ne savaient guère ce qu'ils venaient faire, mais que le primat[1] de l'Altstadt avait amenés pour faire nombre.

La diète ne s'était occupée jusqu'alors que de ses propres affaires et de questions relatives à l'intérieur de la Bohême; elle avait laissé de côté les affaires de l'Empereur, les questions intéressant la politique étrangère. Elle discutait sur l'organisation du pays, sans paraître se douter que son indépendance, que son existence même était menacée par les Turcs. Chaque seigneur ne représentait que ses terres, qu'une faible partie de la Bohême, ou plutôt que

[1] Le primat était un fonctionnaire politique. Il disposait des troupes formant la garde de la ville. (GINDELY, *Rudolf II und seine Zeit*, t. I, p. 324.)

lui-même; l'Empereur, au contraire, représentait l'ensemble et l'unité du pays. Maximilien pria la diète de s'occuper enfin de ses propositions [1]. Mais les luthériens refusèrent d'en rien faire, tant qu'ils n'auraient pas obtenu tout ce qu'ils réclamaient. Ils tinrent une réunion, et après avoir longuement délibéré, ils insistèrent pour recevoir de l'Empereur une pièce signée par lui, leur accordant le libre exercice de la confession bohême et l'établissement d'un nouveau consistoire. Lorsqu'ils rentrèrent dans la grande salle, les catholiques s'étaient retirés en déclarant qu'ils n'étaient pour rien dans tous ces délais.

Le 1er septembre 1575, les luthériens eurent une audience. Ils s'étaient fait attendre pendant plus d'une heure. Maximilien leur dit qu'ils avaient une note de tout ce qu'il leur avait promis, c'est-à-dire la tolérance de fait, et qu'ils devaient maintenant s'occuper de ses affaires. Les luthériens allèrent encore délibérer. La discussion fut vive. La majorité voulait se contenter de la promesse de l'Empereur, et passer à l'examen des affaires générales; mais la minorité, le parti de l'opposition, finit par l'emporter. Ils rentrèrent dans la salle de la diète, et déclarèrent

[1] Le 31 août.

qu'ils ne s'occuperaient des affaires de l'Empereur que lorsqu'il aurait satisfait à toutes leurs demandes. Le grand chambellan Waldstein, chef des vieux utraquistes, sans laisser aux catholiques le temps de répondre eux-mêmes, déclara que les luthériens seuls étaient cause des retards de la diète; que ses amis et lui étaient les seuls véritables utraquistes; qu'ils vivaient en paix avec les catholiques, et qu'ils avaient pour garantie le serment de l'Empereur et la constitution.

Les luthériens délibérèrent encore, et leur chef Hassenstein se rendit auprès de l'Empereur, pour se plaindre d'avoir été injurié par Waldstein. Le grand chambellan, disait-il, avait déclaré que les luthériens s'étaient mis hors la loi; s'il en était ainsi, pourquoi leur demander de voter des impôts et d'élire le roi de Bohême? et ils réclamaient toujours une réponse écrite sur la question religieuse.

Maximilien ne répondit rien au sujet des plaintes qu'on lui avait faites du grand chambellan. Il se plaignit, pour son compte, qu'on négligeât complétement ses affaires, et constata encore une fois que les luthériens et les frères n'étaient pas d'accord entre eux, puisque les frères, qu'il appelait des picards, lui

avaient fait remettre, par son médecin Crato[1], une confession de foi qui différait de la confession bohême et de celle d'Augsbourg. « Vous parlez beaucoup, « ajouta-t-il, de la confession d'Augsbourg, et beau- « coup d'entre vous ne savent pas seulement ce que « c'est. »

Les luthériens retournèrent encore une fois dans la salle verte. Ils blâmaient les frères d'avoir remis séparément leur confession; les frères le nièrent, mais non sans quelque embarras[2].

Se fiant aux renseignements que lui avait donnés Waldstein, l'Empereur avait cru le vieil-utraquisme plus puissant qu'il ne l'était, et c'est pour cela qu'il avait vivement résisté aux novateurs. Rencontrant une opposition plus forte qu'il ne l'avait pensé, il reprochait maintenant au grand chambellan de l'avoir trompé.

Le 2 septembre, Hassenstein, appelé par Maximilien, se rendit auprès de lui en compagnie de ses partisans. Maximilien, pour leur donner quelque satisfaction, désapprouva, en leur présence, la conduite de Waldstein. Quant à la question religieuse, il

[1] Le 16 mai.
[2] Elle lui avait été présentée par Crato.

leur répéta que les catholiques et les vieux utraquistes l'ayant rappelé à l'observation de la constitution, il lui était impossible d'y rien changer. Il n'avait jamais persécuté les luthériens; il promettait de ne jamais les persécuter à l'avenir; et pour empêcher qu'ils ne le fussent, il les autorisait à se nommer un certain nombre de défenseurs; mais il ne pouvait leur donner, pour le moment, rien de mieux que sa parole. Son successeur leur assurerait de même et jusqu'à ce que l'on pût mieux faire, la liberté religieuse sur parole. Les luthériens et les frères finirent par se contenter de ces déclarations et ne réclamèrent plus d'écrit signé par lui; le 3 septembre, ils vinrent le remercier. Ils devaient avoir désormais le libre exercice de leur religion, mais pas d'organisation ecclésiastique, et pour cela pas de consistoire. Le consistoire vieil-utraquiste de Prague continuait donc à subsister.

Cependant le conseil des défenseurs fut organisé de telle sorte qu'il remplit à peu près les fonctions d'un consistoire. Il fut composé de quinze membres, cinq de chaque ordre. Il y aurait, dans chaque cercle, un surintendant chargé de maintenir la discipline parmi les ecclésiastiques. Tous les six mois,

les surintendants se réuniraient à Tabor, pour résoudre les questions les plus importantes et ordonner des prêtres. On pourrait appeler de leurs décisions au conseil des défenseurs. Les surintendants visiteront, quatre fois par an, les cures de leurs districts. Le conseil des défenseurs les réunira dans une ville de Bohême, une fois par an, pour la fête de la Pentecôte. Chaque prêtre devra posséder un exemplaire de la confession bohême et s'y conformer. Cette organisation ne concernait pas les frères; aussi aucun d'eux ne fut-il nommé défenseur. Quelques contestations ne tardèrent pas à s'élever entre les luthériens eux-mêmes, sur la nouvelle confession; l'accord était donc loin d'être complet, soit entre les luthériens et les frères, soit parmi les luthériens[1]. Les luthériens, nouveaux utraquistes, ou utraquistes luthériens avaient commis une faute politique, en dressant une nouvelle confession de foi au lieu d'adopter purement et simplement celle d'Augsbourg; ils s'étaient par là aliéné les luthériens d'Allemagne, et ils n'avaient pas gagné les frères.

[1] L'organisation des luthériens avait été préparée par Wenzel Wresowec; il ne fut pas néanmoins nommé défenseur; il s'en montra fort irrité. Gindely donne le nom des quinze défenseurs élus (*Geschichte der böhmischen Brüder*, t. II, p. 206).

Les concessions obtenues, la diète s'occupa enfin des affaires générales et désigna pour roi de Bohême Rodolphe, fils aîné de l'Empereur. Ce ne fut toutefois qu'après lui avoir imposé plusieurs conditions qui formaient comme une charte ou capitulation d'élection [1]. La Bohême, entre autres, ne serait pas tenue de défendre la Hongrie contre les Turcs, et de payer les dettes de Maximilien et de ses prédécesseurs. Rodolphe fut couronné le 21 septembre 1575 [2]. Les états luthériens ayant été appelés au palais [3], l'Empereur et son fils renouvelèrent leurs promesses. La diète fut ensuite close le 27 septembre 1575, et Maximilien quitta Prague, en laissant le gouvernement à son fils Rodolphe ayant pour lieutenants les hauts fonctionnaires de la couronne.

La nouvelle des concessions faites s'était répandue dans le pays avec une extrême rapidité. Beaucoup les exagérèrent, et l'Empereur en témoigna son mécontentement au grand juge Hassenstein. Après

[1] Le 7 septembre 1575.

[2] Le roi de Bohême était désigné ou élu par la Bohême seule, et non par tous les états de la couronne de Bohême : Bohême, Moravie, Silésie et Lusace. (GINDELY, *Rudolf II und seine Zeit*, t. II, p. 16.)

[3] Les frères n'avaient pas été convoqués.

avoir montré d'abord quelque attachement pour le vieil-utraquisme, les villes royales de Bohême, à l'exemple de la noblesse et de Prague, avaient adopté le luthéranisme; et c'était pour cela qu'on avait nommé des défenseurs de leur ordre. Les concessions ne concernaient cependant que la noblesse : seigneurs et chevaliers. Les villes, en livrant les cures aux luthériens, en nommant des membres au collége des défenseurs, et les frères, en rétablissant leurs anciennes assemblées, s'étaient attribué des droits qu'ils n'avaient pas. Aussi, dès qu'il fut arrivé à Ratisbonne, Maximilien prit-il diverses mesures pour les ramener à l'observation de la légalité. Il défendit aux villes d'adopter des nouveautés et de se soustraire à la juridiction du consistoire vieil-utraquiste. Il ordonna, d'un autre côté, de fermer tous les lieux d'assemblées des frères, leurs réunions étant contraires au décret du roi Wladislas et aux édits de l'empereur Ferdinand Ier. Il défendit même d'imprimer la confession de foi bohême. Ces mesures effrayèrent à bon droit les utraquistes luthériens. Dans l'ignorance où l'on était si l'on devait admettre des représentants des villes dans le conseil des défenseurs, les séances de ce conseil furent suspendues. Quant aux frères,

les seigneurs n'exécutèrent pas sur leurs domaines les ordres impériaux donnés contre eux.

Maximilien séjourna peu de temps à Ratisbonne; il revint à Vienne par le Danube. Comme il passait à Linz, les hauts fonctionnaires de la Bohême, entre autres le grand juge Hassenstein, lui firent des représentations sur les mesures prises à l'égard des frères et des villes. Il répondit que ces mesures ne concernaient que les picards, dont la situation était spéciale, et les villes royales, dont il était le souverain immédiat. Hassenstein l'assura que les luthériens ne voulaient pas empiéter sur ses droits. Les défenseurs prirent cependant en main la cause des villes et des frères, et écrivirent à Maximilien pour se plaindre du consistoire vieil-utraquiste qui rétablissait, depuis les édits de Ratisbonne, son ancienne juridiction sur les villes, y attaquait les novateurs, et à Prague même poursuivait certains curés parce qu'ils étaient mariés. Ils déclarèrent, en outre, ne plus pouvoir remplir leurs charges, si les édits n'étaient pas retirés, et offrirent leur démission pour le cas où ces édits seraient maintenus. Dans la réponse qu'il fit à cette lettre, l'Empereur, sans dire s'il acceptait ou refusait leur démission, maintint les ordres qu'il avait donnés.

Il n'intervenait pas, disait-il, dans les affaires des sujets et des villes de la noblesse, mais seulement dans celles de ses propres sujets et des villes royales, qui n'avaient pas d'autre souverain que lui [1].

Quoi qu'il en soit, les ordres donnés par l'Empereur suffirent pour empêcher les luthériens de prêcher dans Prague et dans les autres villes royales. Le vieil-utraquisme, malheureusement pour lui, ne possédait pas de prêtres pieux et instruits, capables de remplacer les ministres luthériens. La conduite de l'Empereur irrita tellement la noblesse, qu'elle parlait déjà de refuser le vote de l'impôt. Elle n'irrita pas moins les frères. Ils songèrent d'abord à adresser une supplique à Maximilien. Mais leur désir de ne pas rompre avec les luthériens en faisant bande à part, et la subordination dans laquelle ils se trouvaient à l'égard des défenseurs, leur liaient les mains. Ne possédant pas d'existence légale, ils avaient, en

[1] Peut-être Maximilien se faisait-il quelque illusion sur ce point. Son droit de souveraineté, certain à l'égard des villes de l'archiduché d'Autriche, l'était peut-être moins, d'après Gindely, pour les villes de la Bohême, car, pendant tout le temps de la lutte qui avait eu lieu entre les catholiques et les hussites, les villes royales n'avaient jamais cessé de faire cause commune avec la noblesse. (*Geschichte der böhmischen Brüder*, t. II, p. 218.) Cela ne prouve pas qu'elles en eussent le droit.

général, grand soin de ne rien faire contre les catholiques et les vieux utraquistes. Mais il est bien difficile à un parti d'inspirer à tous ses membres une prudence telle, qu'aucun d'eux ne se laisse jamais aller à certains actes compromettants. Le seigneur Karl de Wartenberg, qui appartenait à l'Unité, possédait le droit de patronage sur la principale église de la ville de Turnau [1]. Il nomma curé de cette église un frère appelé Husak; et l'un des anciens de l'Unité, que nous connaissons déjà, Kalef, vint y officier pour les fêtes de Pâques. Indignée de cette faveur accordée à ses adversaires, la population de Turnau, encore en majorité vieille utraquiste, se souleva [2]. Wartenberg fit saisir les plus ardents; mais ils furent délivrés par les habitants de la ville, aidés de ceux des campagnes voisines. Le nouveau curé prit la fuite avec quelques-uns de ses coreligionnaires, et sur l'ordre du frère de Karl, Christophe de Wartenberg, qui était seigneur et souverain de la ville de Turnau et appartenait au vieil-utraquisme, ce qui restait de frères fut emprisonné [3].

[1] Sur l'Iser, au nord-est de Jungbunzlau.
[2] Le 23 avril 1576.
[3] Avec femmes et enfants.

Une diète générale de tous les pays de la couronne de Bohême [1] s'étant réunie à Prague sur ces entrefaites [2], Karl de Wartenberg en profita pour se plaindre de la conduite de son frère à l'égard des fidèles de l'Unité. L'affaire n'eut cependant pas de suite pour le moment, la diète générale n'ayant pu s'occuper des affaires spéciales de la Bohême. Les seigneurs luthériens profitèrent néanmoins de leur réunion pour adresser une lettre à Rodolphe et se plaindre de ce que le consistoire vieil-utraquiste persécutait leurs prêtres mariés.

Rodolphe ne semble pas avoir répondu à cette lettre, et le 12 juillet 1576, deux jours après la clôture de la diète générale, le consistoire lui remit à son tour deux plaintes : l'une contre les villes royales, qui appelaient ou entretenaient chez elles des ministres luthériens; l'autre contre les frères, auxquels certains seigneurs donnaient des cures et des biens ecclésiastiques enlevés aux utraquistes. Le consistoire fut mieux écouté que ses adversaires; Maximilien donna aussitôt à son fils Rodolphe l'ordre d'intenter des procès aux villes et aux sei-

[1] Maximilien s'y fit représenter par son fils Rodolphe.
[2] Le 17 mai 1576.

gneurs incriminés. Sa mort mit fin aux poursuites (12 octobre 1576).

Maximilien fut regretté de tous, à cause de la bonté de son cœur, et des luthériens en particulier, à cause de sa tolérance en matière de religion. Sans avoir rempli toutes leurs espérances, il avait laissé leur parti se fortifier. Il n'avait pas malheureusement par là amélioré la situation en Bohême. Il fut enseveli, comme son père et sa mère, dans la cathédrale de Prague [1].

[1] Le 20 mars 1577. — Adam de Dietrichstein, le père du célèbre cardinal Dietrichstein, a laissé une relation détaillée des derniers moments de Maximilien.

uti
sûr
de
c'é
qui
ger
en
tion
no
pas
E
de l'
mis
fess
ils c
fessi
dema
dres
Les a
ne se
frères
qu'ell

[1] Le
il devi

CHAPITRE VI

RODOLPHE II ET LES DIÈTES.

(1575-1608)

I. Avénement de Rodolphe II; terreur qu'il inspire; on se rassure. — Ruine de l'utraquisme par suite des usurpations des seigneurs, de la désobéissance des villes et du manque de prêtres. — Le catholicisme est menacé. — Les frères demeurent séparés des luthériens; excommunication de Crescentia et d'Adam de Krajek; le pharmacien Lorenz.

Les Jésuites en Bohême; ils fondent des écoles, prêchent et discutent; ils sont aidés par les femmes de la noblesse et par les seigneurs catholiques; Wenzel Sturm réfute la doctrine des frères. — Un pasteur luthérien, Kirmezer, les persécute à Ungarisch-Brod. — Schlick.

Rodolphe II en Moravie. — Différend entre la diète et Jean de Teltsch, évêque d'Olmütz. — L'Empereur ordonne aux villes de Moravie de repousser les nouveautés religieuses, et au maréchal héréditaire de fermer les écoles d'Eibenschütz et de Gross-Meseritsch. — André Dudith. — Les ordres de l'Empereur ne sont pas exécutés. — Le nouvel évêque d'Olmütz, Stanislas Paulowsky, échoue, malgré l'appui de Pernstein, dans ses essais de réforme catholique.

II. Décadence du vieil-utraquisme. — Le consistoire, renouvelé par l'Empereur, prête serment de fidélité à l'archevêque.

La diète de 1583 réclame la nomination du consistoire. — Diète de 1584; commission religieuse; elle est d'avis que le droit de nommer le consistoire appartient à la diète; mais

l'Empereur refuse de s'en dessaisir. — Il ordonne d'exécuter l'édit de Wladislas. — L'Empereur demande à la diète de 1585 de voter les impôts pour plusieurs années; elle refuse.

Le luthéranisme gagne l'université. — Les villes appellent des curés luthériens; le droit de patronage; affaire de Cocalic. — La seigneurie de Jungbunzlau passe de la famille de Krajek à Lobkowitz, qui la cède à Hassenstein contre celle de Kommotau. — Hassenstein introduit le luthéranisme à Jungbunzlau. — Synode des frères. — Le conseil étroit devient l'autorité prépondérante de l'Unité; les prêtres de l'Unité abandonnent le célibat.

III. Le vieil-utraquisme disparaît. — Les villes maltraitent les prêtres utraquistes. — Le consistoire ne peut plus exercer sa juridiction; l'administrateur est méprisé. — Le clergé vieil-utraquiste; Mathias Benesowsky, abbé d'Emaüs. — Faiblesse du pouvoir royal; Fabian Resek de Strakonic devient administrateur (1590); sa conduite; son voyage à Rome; il est remplacé par Wenzel Dacicky de Brozan. — Affaiblissement du catholicisme; indolence de l'Empereur. — Guillaume de Rosenberg meurt sans enfants (1592); sa seigneurie passe à son frère Wok de Rosenberg, qui appartient à l'Unité; les Jésuites de Krumau. — Trahison de Lobkowitz. — Extinction de plusieurs familles nobles catholiques. — Progrès des dissidents.

Rodolphe II publie de nouveau le mandat de Wladislas (29 août 1602). — Diète de 1603 (9 janvier). — Wenzel Budowec de Budowa. — Opposition des chevaliers; discours de Budowec contre le décret de Wladislas. — La diète prépare une supplique; elle vote les impôts et est dissoute (15 janvier).

Jean Bénédict Prarzky est nommé administrateur. — L'archevêque réunit un synode catholique (1605); ses tentatives de réforme échouent. — Indolence de Rodolphe.

L'avénement de Rodolphe II au trône de Bohême remplit de terreur les luthériens et les frères; on redoutait son éducation espagnole, et l'exemple de Philippe II à la cour duquel il avait été élevé. Ceux qui avaient parlé le plus haut dans les diètes gardaient maintenant le silence; les seigneurs luthériens, craignant d'être compromis par leurs relations avec les frères, leur reprochaient de les avoir mis dans une fausse position, et les défenseurs eux-mêmes n'osaient plus rien dire contre le consistoire. Ces craintes nous montrent quelle autorité on reconnaissait encore aux rois de Bohême, et ce qu'ils auraient pu faire s'ils en avaient usé. Mais on ne tarda pas à s'apercevoir que le nouvel empereur était incapable de prendre aucune détermination. C'est à peine s'il put se résoudre à aller recevoir en Moravie l'hommage sans lequel il ne pouvait être reconnu souverain légitime de ce pays. Les poursuites ordonnées par Maximilien ayant été abandonnées, et aucune

répression n'étant survenue, on se rassura. Lorsque les états se réunirent à Prague pour assister aux funérailles de Maximilien [1], les vieux utraquistes et les catholiques savaient déjà qu'ils n'avaient rien à espérer du nouveau Roi, et les dissidents, luthériens et frères, savaient également qu'ils n'en avaient rien à craindre.

Le vieil-utraquisme fut le premier à souffrir de l'indolence du Roi. Les seigneurs continuaient à s'emparer, par ruse ou par violence, des biens du clergé vieil-utraquiste. Ils autorisaient, par exemple, des communes à faire venir des ministres luthériens, à la condition que ceux-ci leur abandonneraient les bénéfices ecclésiastiques. Un seigneur, Henri de Stradonic, invité huit fois par l'Empereur à restituer les biens ecclésiastiques qu'il avait usurpés, fut enfin cité devant le chancellerie impériale; il mourut avant de comparaître, et ses héritiers gardèrent les biens. Plusieurs villes royales, imitant l'exemple de la noblesse, rejetaient l'autorité du consistoire. Un petit nombre de bourgeois et seule-

[1] Voir la singulière panique qui eut lieu à Prague parmi le cortége des funérailles. (*Geschichte der böhmischen Brüder*, t. II, p. 228.)

ment quinze membres de la noblesse possédant des droits de patronage la reconnaissaient encore. Ce fut en vain que Rodolphe rappela aux villes qu'elles devaient lui demeurer soumises et ne tolérer chez elles ni luthériens, ni frères; elles refusèrent d'obéir, et le nombre de celles qui repoussaient la juridiction du consistoire ne fit que s'accroître. La ruine de l'utraquisme venait en grande partie de ce que, depuis dix ans, par suite d'une défense du Saint-Siége, l'archevêque de Prague n'avait ordonné aucun prêtre de cette religion [1]. Il en était résulté que le nombre de ceux qui restaient était devenu tout à fait insuffisant, et que les nobles, investis du droit de patronage, faute de curés utraquistes, en nommaient de luthériens. Le Pape ne pouvait pas soutenir une religion dont les fidèles refusaient de reconnaître son autorité; et cependant la ruine de l'utraquisme nuisait au catholicisme, car l'utraquisme disparaissant, le catholicisme se trouvait à son tour directement exposé aux coups des sectes dissidentes.

Heureusement pour lui, ces sectes ne s'enten-

[1] Les Jésuites eurent une grande part au refus de l'archevêque d'ordonner des prêtres utraquistes.

daient pas entre elles. En dépit de la confession bohême, les frères ne s'étaient pas réellement rapprochés des luthériens. Ils ne leur pardonnaient pas la part qu'ils avaient prise à la persécution de l'Électeur de Saxe contre les membres calvinistes de l'université de Wittenberg. Ils envoyaient leurs étudiants de moins en moins en Saxe et de plus en plus dans les pays voisins de la Suisse; et soit en Bohême, soit en Moravie, ils interdisaient aux luthériens de prêcher dans leurs chaires, tandis qu'ils le permettaient aux calvinistes. Ils n'osèrent pas cependant accepter l'invitation que le comte palatin Jean Casimir leur adressa pour assister à un synode calviniste qui devait se réunir à Francfort (1577). Ils craignaient de rompre par là tout à fait avec les luthériens, et de s'attirer la haine d'un parti qui avait à sa tête l'Électeur de Saxe.

Les frères ne suivirent pas toujours une aussi sage politique. Deux membres de cette famille de Krajek, à laquelle ils étaient en partie redevables de leur existence en Bohême, furent alors exclus de l'Unité: la jeune Crescentia, pour avoir eu des relations coupables avec un de ses domestiques; et le seigneur Adam de Krajek, le chef de la famille, pour avoir laissé danser et boire et avoir lui-même dansé et bu

à Kosmanos, près de Jungbunzlau. Rien de plus difcile que de concilier, en pareil cas, la justice et la prudence. Les deux membres de la famille de Krajek avaient mérité d'être punis. De simples frères l'auraient été, et le sentiment de l'égalité et de la justice, les dangers résultant de mauvais exemples donnés de haut, exigeaient que des nobles le fussent aussi. Cependant, sans parler de la reconnaissance qu'ils devaient à la famille de leurs protecteurs et dont ils auraient pu s'acquitter en partie en usant d'une indulgence spéciale en faveur de ses membres, les frères ne devaient-ils pas tenir compte du péril que leur sévérité pouvait faire courir à l'Unité, en leur suscitant des ennemis soit dans cette même famille, soit dans d'autres? L'existence de l'Unité, principal but qu'ils devaient se proposer d'atteindre, pouvait être menacée, d'un côté, par la faiblesse de la répression; de l'autre, par sa rigueur. Ce fut la rigueur qui prévalut : Kalef prononça solennellement l'excommunication.

Le résultat de cette mesure ne se fit pas attendre. La noblesse, sans distinction de parti, se montra fort irritée de tant d'audace, et le pasteur de Jungbunzlau crut le moment opportun pour rendre visite

à Krajek et essayer de le gagner au luthéranisme. Ce seigneur, trop fier pour se soumettre immédiatement à une pénitence qui l'aurait fait rentrer dans la communauté des frères, l'était trop aussi pour consentir à un changement de religion qui aurait été la condamnation de sa conduite passée et de celle de sa famille. Il vécut pendant quelque temps dans une retraite morose, puis finit par faire pénitence et rentra dans l'Unité.

Un autre fait ne nuisit pas moins aux frères. Un pharmacien, nommé Lorenz, membre de la communauté de Jungbunzlau, croyant que sa femme lui avait été infidèle, la conduisit dans un château ruiné des environs et l'y mura dans une cave. La nouvelle s'en répandit aussitôt, et les femmes de Jungbunzlau allèrent la délivrer. Cet acte barbare, dû à la vengeance d'un seul, souleva l'indignation générale contre tous les frères [1].

Ces événements étaient d'autant plus malheureux pour eux, qu'ils avaient alors à lutter contre un redoutable adversaire, la Compagnie de Jésus [2]. Le catho-

[1] En 1578.

[2] Voir, pour son introduction en Bohême et en Moravie, GINDELY, *Geschichte der böhmischen Brüder*, t. II, p. 12.

licisme perdant tous les jours du terrain et n'ayant à attendre aucun secours de Rodolphe, aurait peut-être disparu des pays de la couronne de Bohême sans les Jésuites. Ce furent eux qui le défendirent, et avec une vigueur et une habileté telles, que malgré toutes les difficultés qu'ils rencontrèrent, ils finirent par triompher. Établis depuis vingt ans en Bohême [1], ils s'y occupaient surtout d'instruction. Ils fondèrent des écoles qui l'emportèrent même sur celles des frères, et ils eurent bientôt sous leur direction des milliers d'élèves auxquels ils enseignaient les sciences et les lettres, et dont ils firent surtout des partisans dévoués de l'Église catholique. On a vu combien l'instruction, même religieuse, manquait alors aux jeunes gens qui aspiraient au sacerdoce. Les Jésuites l'améliorèrent, et on ne leur fit pas alors un crime de réussir [2].

Ne pouvant pas compter sur l'empereur Rodolphe, les Jésuites s'appuyèrent sur la noblesse, surtout sur les femmes espagnoles et italiennes qui, par suite des relations qui existaient alors entre les deux branches de la maison de Habsbourg, épou-

[1] Ils étaient au nombre de quarante en 1578.
[2] Voir aussi Döllinger, t. I, p. 486.

saient fréquemment des seigneurs de Bohême [1].

Ces femmes aidèrent à la réforme religieuse, non-seulement en améliorant par leur exemple les mœurs de la noblesse, mais encore en employant leur fortune à soutenir les écoles. Ferdinand Ier avait richement doté le collége que la Compagnie de Jésus possédait à Prague. Ces ressources ne suffisant plus depuis que le nombre des élèves et des maîtres avait triplé et même quadruplé, les femmes de la noblesse vinrent à son secours en lui envoyant de l'argent, des vêtements et des vivres.

A l'instruction par les écoles, les Jésuites joignirent l'enseignement par les missions. Un tiers ou même la moitié des frères de Bohême habitaient sur les terres de l'archichancelier Wratislav de Pernstein, qui était catholique. Les Jésuites prêchèrent sur ses terres, ainsi que sur celles des seigneurs de Rosenberg [2], Neuhaus [3], Lobkowitz [4] et Martinitz, qui l'étaient

[1] Dans ce pays, au quinzième siècle, toutes les femmes avaient suivi la religion de leurs maris. Au seizième, celles qui appartenaient au luthéranisme ou à l'utraquisme la suivirent encore, en abjurant au besoin; mais celles qui appartenaient au catholicisme ou à l'Unité leur demeurèrent fidèles. (GINDELY, *Geschichte der böhmischen Brüder*, t. II, p. 288.)

[2] Guillaume de Rosenberg, archiburgrave.

[3] Joachim de Neuhaus, président de la trésorerie.

[4] Ladislas de Lobkowitz, grand maître de la cour.

également. Pernstein, usant de ses droits de patronage, donna toutes les cures utraquistes à des prêtres catholiques; et dans plusieurs villes qui appartenaient à sa famille, entre autres Landskron[1] et Leitomyschl[2], on ferma les salles où se réunissaient les frères[3]. Les Jésuites voyaient en eux les plus redoutables adversaires du catholicisme; ils les craignaient plus que les luthériens, sans doute parce qu'ayant un germe d'église, une meilleure organisation et plus d'indépendance, ils pouvaient mieux se défendre, et qu'étant moins éloignés du catholicisme en matière de dogme, ils attiraient à eux un grand nombre de personnes sincères qui croyaient trouver dans l'Unité une véritable réforme.

Les réfutations qui avaient été faites jusqu'alors de la religion des frères avaient à peu près échoué. Connaissant mal leurs doctrines et leurs mœurs, on leur avait attribué des idées qui n'étaient pas les leurs et imputé des crimes qu'ils n'avaient pas commis. Ces

[1] A l'est de la Bohême.

[2] En Bohême, près de la frontière orientale. Leitomyschl avait été le siége d'un évêché catholique.

[3] Pernstein leur défendit ensuite, sous peine d'amende, de prendre part à des réunions secrètes. Il finit même par les inviter à émigrer, et prit des mesures à cet égard en Moravie comme en Bohême (1579).

accusations étant fausses n'avaient aucune valeur. On chercha à mieux connaître leurs dogmes et leur conduite. Envoyé par l'empereur Ferdinand Ier à Rome pour y étudier la théologie, un Bohémien, Wenzel Sturm, y entra dans la Compagnie de Jésus. De retour en Bohême, il fut chargé par l'archevêque de Prague d'étudier les écrits des frères, afin de pouvoir en faire une réfutation sérieuse et efficace. Il arriva ainsi à connaître leurs doctrines, mieux qu'aucun catholique et même aucun luthérien, et abandonna les anciennes calomnies qu'on avait inventées contre eux. Il condensa le résultat de ses études dans plusieurs écrits. L'un d'eux, intitulé : *Comparaison de la doctrine des frères,* auquel il avait donné la forme d'un dialogue, montrait que la doctrine de l'Unité avait varié depuis sa fondation sur les points les plus essentiels [1]. Sturm parcourut ensuite la Bohême, invitant partout les frères à la discussion; ils refusèrent. Devenus plus prudents, ils ne songeaient qu'à se faire oublier, et évitaient avec soin tout ce qui aurait pu attirer l'attention sur eux. Un docteur Hédéricus [2], pasteur

[1] Tels que le nombre des sacrements et les nouveaux baptêmes.

[2] Ou Heidenrich.

luthérien d'Iglau, appartenant à la secte des ubiquitaires, ayant publié un écrit contre eux, ils refusèrent même de se laisser défendre. Ils craignaient d'irriter les luthériens, toujours prêts à les accuser de calvinisme.

Malgré cela, les frères n'échappèrent pas à la persécution, surtout du côté des luthériens. Un certain Paul Kirmezer, né en Hongrie, probablement à Kremnitz[1], avait essayé de tous les métiers. Après avoir été professeur et recteur à l'école de Straznic[2], puis secrétaire de cette ville, il avait épousé une veuve et s'était fait hôtelier. Ayant perdu sa femme, il se fit ordonner prêtre luthérien à Cracovie, occupa successivement plusieurs cures, et finit par devenir doyen d'Ungarisch-Brod[3]. Il était d'un caractère violent; on raconte que, dans un mouvement de colère, il avait cassé un bras à son domestique. Il n'était pas moins ambitieux. Comme tant d'autres personnages du seizième siècle, il se fit une doctrine à lui, qui différait du calvinisme comme du luthéranisme. Dietrich de Kunowic, seigneur d'Ungarisch-Brod,

[1] En Hongrie, au nord de Gran.

[2] Strassnitz, en Moravie, au sud-est d'Austerlitz, près de la rive gauche de la Morava.

[3] En 1578.

enchanté d'avoir sur ses domaines une religion particulière dont il pourrait se servir, l'autorisa à constituer une sorte de synode, qui accrut son autorité sur les curés des terres de Kunowic; et un autre seigneur, Zdenek de Rican, obligea aussi tous les curés de ses terres à reconnaître la juridiction de Kirmezer.

Un certain nombre de frères, établis à Ungarisch-Brod, y vivaient sous la direction d'un nommé Jean Aquin [1]. Kirmezer voulut les soumettre également à sa juridiction. Il employa d'abord la douceur, invita Aquin à prêcher dans son église, et offrit de célébrer lui-même l'office divin dans l'église des frères. Aquin, flairant quelque piége, refusa. Kirmezer écrivit alors aux frères, pour les inviter aux assemblées de ses propres fidèles; ils refusèrent. N'ayant pu les gagner par la douceur, il recourut à la calomnie et les représenta comme des sectaires conjurés contre l'État, l'Église et la famille. A son instigation, le seigneur de Kunowic invita Aquin à venir dans son château, pour avoir, en sa présence, une conférence avec lui. Aquin s'y rendit. Kirmezer pensait confondre son adversaire. Il attaqua violemment la doctrine de

[1] Il est appelé aussi Wodicka.

l'Unité, spécialement sur la communion. Mais Aquin se défendit si bien qu'il mit, sur plusieurs points, le seigneur de son côté.

Cependant Kirmezer ne se tint pas pour battu; quelques semaines plus tard, il invita de nouveau les frères aux assemblées de ses fidèles; ils refusèrent encore. Kirmezer leur déclara alors qu'il se rendrait dans leur église, pour condamner leurs doctrines. Il sommait en même temps Aquin de déclarer qui l'avait ordonné, quel droit il avait de prêcher. Lui seul, disait-il, pouvait ordonner des prêtres et les autoriser à prêcher. Qu'aurait répondu Kirmezer, dit à ce propos Gindely, si l'évêque d'Olmütz lui avait tenu le même langage [1]? L'irascible doyen n'osa pas se rendre cependant à l'église des frères; mais il se mit à attaquer par des libelles, non plus seulement leurs doctrines, mais leurs mœurs, surtout celles des prêtres, et à leur imputer toutes sortes de crimes, principalement contre le sixième commandement. Il fit si bien que beaucoup de personnes ajoutèrent foi à ses calomnies, et que les domestiques du seigneur de Kunowic essayèrent même de surprendre les frères, en pénétrant une nuit chez eux à l'impro-

[1] GINDELY, *Geschichte der böhmischen Brüder* t. II p. 265.

viste. On espérait découvrir ainsi leurs crimes; on ne découvrit rien. Kirmezer n'en continua pas moins ses calomnies. Cependant la mesure était comble. Le seigneur de Kunowic s'étant rendu, pendant l'automne de l'année 1580, à Brünn où le tribunal tenait une session, le grand juge Boskowic et les membres les plus considérables de la famille de Zierotin lui dévoilèrent l'odieuse conduite de son protégé et lui ouvrirent enfin les yeux. Kunowic lui enleva sa charge pour la donner au docteur Pressius, et l'ancien doyen dut s'estimer heureux d'obtenir encore sur ses terres une cure de village[1].

Après avoir accusé les frères de toutes sortes de crimes, on avait dû reconnaître leur innocence. On leur attribua tout aussi faussement de grandes richesses. On a déjà vu qu'en 1561, Vergerius avait essayé de vivre largement à leurs dépens. En 1581, un comte Jérôme Schlick, criblé de dettes, vint, en leur offrant ses services, leur demander de l'argent. Les frères étaient pauvres; ils refusèrent. Schlick insista et offrit même d'embrasser la foi de l'Unité;

[1] Les frères se plaignirent des écrits publiés contre eux par Sturm, Hédéricus et Kirmezer; la diète de Moravie, réunie à Brünn en 1582, trouva leur plainte fondée, et décida qu'on punirait les coupables.

les frères refusèrent encore, et Schlick ne revint plus.

La nouvelle de la mort de Maximilien avait causé moins d'émotion en Moravie qu'en Bohême, parce qu'il ne s'y trouvait pas de parti dominant. Les états envoyèrent même une adresse au nouveau roi, pour lui demander la liberté religieuse. Mais l'évêque catholique d'Olmütz, Jean de Teltsch[1], ayant refusé de la signer, Rodolphe en profita pour différer d'y répondre. Les Moraves en gardèrent rancune à Teltsch, et lorsque Rodolphe vint à Olmütz pour recevoir l'hommage de la Moravie[2], non-seulement les vassaux de l'évêque abandonnèrent leur suzerain pour se réunir aux états et le laissèrent seul avec sa suite, mais lorsque le gouverneur adressa son discours de bienvenue à l'Empereur, la noblesse se serra autour de Rodolphe, de manière à empêcher l'évêque de s'approcher et d'occuper la première place qui lui appartenait. Il en résulta un différend auquel l'Empereur mit fin, pour le moment, en promettant de résoudre à loisir la question de préséance.

[1] Il avait succédé à Guillaume Prusinowsky; Teltsch, petite ville au sud d'Iglau.

[2] En juin 1577.

En attendant, Rodolphe, au lieu de soutenir l'évêque, chercha à se concilier le gouverneur et son parti, c'est-à-dire les luthériens; et les états firent déposer aux archives de Moravie un acte par lequel ils déclaraient que l'évêque perdrait tous ses droits s'il s'opposait aux décisions prises par tout le pays. Cette déclaration était, au fond, une défaite pour l'Empereur, car elle avait été prise sans qu'il eût même été consulté. Rodolphe refusa toutefois à Olmütz et aux autres villes royales le libre exercice de la confession d'Augsbourg, et leur donna l'ordre d'interdire chez elles toutes les nouveautés religieuses. Ses ordres ne furent pas mieux exécutés en Moravie qu'en Bohême; ils ne le furent pas même sur la terre de Hochwald qui appartenait à l'évêque. Les frères qui y étaient établis continuèrent à tourner en dérision les prêtres catholiques, et furent soutenus par le haut tribunal. On essaya d'intenter un procès à la ville de Goja[1] où se trouvaient des luthériens, des frères et des anabaptistes. L'utraquisme y était malheureusement peu en honneur, parce que le curé de cette religion, Albicius, était un homme de mauvaises mœurs. Goja fut de plus soutenu par un certain nombre

[1] Au sud-est d'Austerlitz.

de membres de la noblesse[1], venus à Brünn pour assister à la diète; le procès ne fut pas continué.

On s'était vainement efforcé d'empêcher les diverses sectes de s'introduire dans les villes de Moravie; on essaya non moins vainement de fermer leurs écoles. Celle que les seigneurs de l'Unité avaient fondée à Eibenschütz en 1574 était devenue célèbre; on y envoyait des enfants, même de l'Allemagne. On cite, à propos des personnages qui y furent élevés, André Dudith. La singularité de sa vie nous en fait dire deux mots. Issu d'une importante famille de Hongrie, il embrassa l'état ecclésiastique. Devenu évêque, d'abord de Tinninien[2], lorsqu'il n'avait encore que vingt-huit ans, puis de Csanad[3] et de Fünfkirchen[4], il fut envoyé par l'empereur Ferdinand Ier au concile de Trente et en Pologne. Comme il avait une audience de la reine de Pologne, il devint subitement amoureux d'une jeune fille de la cour, quitta l'état ecclésiastique pour l'épouser, et sans se faire pro-

[1] Douze seigneurs et treize chevaliers, entre autres le maréchal héréditaire et le grand juge. Gindely donne leurs noms (*Geschichte der böhmischen Brüder*, t. II, p. 247).

[2] Serait-ce Dinnye?

[3] Sur la Maros, à l'est de Szegedin, en Hongrie.

[4] Au sud-ouest de la Hongrie.

testant, tomba dans le déisme. Il se maria ensuite une seconde fois, et envoya à l'école d'Eibenschütz un fils qu'il avait eu de sa première femme. Ce fut cette école d'Eibenschütz, ainsi que celle de Gross-Meseritsch, fondée par des luthériens pour la jeune noblesse, que le seigneur de Lippe, maréchal héréditaire de Moravie, reçut de la chancellerie impériale l'ordre de fermer [1]. Cet ordre ne fut pas exécuté.

On pense que les diverses mesures prises en Moravie contre les sectes et leurs écoles avaient été inspirées par le nouvel évêque d'Olmütz, Stanislas Paulowsky, successeur de Teltsch. Né en Pologne, issu d'une famille noble, il avait été d'abord prévôt de Brünn, puis ambassadeur en Pologne. Nommé évêque d'Olmütz, il rehaussa la dignité de son siége, en obtenant de l'empereur Rodolphe II le rétablissement du titre de prince qui, après avoir appartenu à ses prédécesseurs, était tombé en désuétude, et voulut rétablir le catholicisme en Moravie. Ce fut également à sa demande que l'Empereur défendit de vendre des livres sans l'autorisation ecclésiastique, et que, pour faciliter l'observation de cette défense, il décida qu'il n'y aurait plus à Olmütz qu'une ou

[1] En 1580.

deux imprimeries. Aucun de ses ordres ne fut encore exécuté. Stanislas Paulowsky ne fut soutenu que par le seigneur de Pernstein [1]. Adoptant les idées de réforme de l'évêque de Moravie, Pernstein renonça en sa faveur au droit de nommer à tous les bénéfices et cures qui viendraient à vaquer sur ses terres [2], et l'autorisa en outre à emprisonner tout prêtre qui se rendrait coupable d'hérésie. Cette renonciation au droit seigneurial de patronage surprit beaucoup, car le père de Pernstein avait été un ennemi acharné des catholiques, et son frère [3] avait essayé de fonder une secte nouvelle. On attribua la conduite de l'archichancelier à l'influence de sa femme, Marie de Lara, qui était une Espagnole. Le seigneur de Pernstein étant mort peu de temps après, ne laissant qu'un fils mineur, sa veuve ne changea rien à ce qu'il avait décidé. Mais toutes ces mesures n'eurent pas d'autre résultat que de compromettre l'autorité de l'évêque. Les états s'étant réunis à Brünn lors des fêtes de Pâques de 1583, il y fut mal accueilli;

[1] Wratislav de Pernstein, archichancelier du royaume, avait des terres en Moravie comme en Bohême.

[2] 25 avril 1582.

[3] Adalbert de Pernstein. (GINDELY, *Geschichte der böhmischen Brüder*, t. I, p. 461.)

il dut même se retirer avant la fin de la session, et la réforme qu'il avait entreprise demeura suspendue.

II

Cependant la ruine de l'utraquisme continuait. Non-seulement les prêtres lui manquaient de plus en plus, mais le consistoire lui-même se désorganisait. La moitié de ses membres étaient morts ou absents, et ceux qui restaient étaient des vieillards. En vain l'administrateur Dworsky de Helfenbourg priait-il depuis six ans [1] l'Empereur de le compléter, Rodolphe II ne faisait aucune nomination. Le consistoire courait ainsi le danger de disparaître. A la diète de 1579, les états luthériens demandèrent de nouveau à l'Empereur de leur en confier le recrutement; mais Dworsky le supplia de ne pas livrer les utraquistes à « ces loups dévorants ». Rodolphe rejeta leur demande, puis, pour se débarrasser de l'administrateur, le renvoya à l'archevêque. Enfin,

[1] Depuis 1577.

pressé de nouveau, il se décida[1] à compléter, ou plutôt à renouveler le consistoire, et chose singulière, les nouveaux membres prêtèrent serment de fidélité à l'archevêque. Il semble que la séparation entre les catholiques et les utraquistes dût par là disparaître. Mais les malheurs de l'utraquisme n'étaient pas encore à leur terme. L'Empereur n'avait nommé que cinq membres, tous fort âgés. Ce nouveau consistoire se plaignit, comme l'ancien et sans plus de succès, du manque de prêtres et de fidèles, et en outre de l'université, qui enseignait des nouveautés et abandonnait peu à peu l'utraquisme pour le luthéranisme.

Cependant Rodolphe II, comme son père, avait promis aux luthériens, en 1575, de tolérer leur religion, et leur avait fait espérer qu'il ferait mieux encore à l'avenir, c'est-à-dire qu'il leur accorderait une organisation ecclésiastique complète. La diète de Bohême, qui fut réunie dans l'automne de 1583, lui rappela ces espérances qu'elle transformait en promesses. Afin de se faire livrer le consistoire elle proposa, dans l'espoir de réunir tous les suffrages, d'y faire entrer non-seulement des protestants, mais

[1] Le 12 décembre 1580.

encore des Jésuites. C'était chose impossible; leur proposition fut rejetée. A la diète de l'année suivante[1], on s'occupa de nouveau de la question religieuse, et les états, avec la permission de l'Empereur, en confièrent l'examen à une commission, composée de douze membres, quatre de chaque ordre. Le personnage le plus influent de cette commission fut un luthérien, Michel Spanowsky[2], grand secrétaire de Bohême.

Rodolphe chargea la commission de rechercher si le droit de nommer le consistoire appartenait au Roi ou à la diète[3]. A cause de l'importance de cette question, on lui adjoignit les membres du consistoire, quelques bourgeois de Prague, et un certain nombre de seigneurs catholiques parmi lesquels se trouvait l'archiburgrave Rosenberg. L'archiburgrave admit que le consistoire devait être nommé et dirigé par la diète; mais il engagea en même temps les luthériens à se réunir aux catholiques, pour extirper les picards et autres sectes dont le nombre s'accroissait sans

[1] En 1584.

[2] D'abord hostile aux frères, il leur était devenu favorable depuis qu'il avait cru trouver en eux d'utiles auxiliaires contre les catholiques.

[3] Le 18 juin 1584.

cesse. On peut se demander si cette décision en faveur de la diète n'avait pas été inspirée à Rosenberg par le désir qu'il avait de gagner les luthériens et de s'en servir contre les frères.

Le lendemain, la commission se présenta devant l'Empereur, pour lui faire connaître le résultat de ses recherches. Spanowsky, prenant la parole, se plaignit que le chancelier eût refusé de communiquer les documents écrits qu'il avait en dépôt et qui contenaient les meilleures preuves du droit de la diète ; mais il ajouta que les catholiques eux-mêmes avaient reconnu ce droit, et que la commission priait l'Empereur de le reconnaître aussi. Spanowsky termina son discours, en disant que la diète ne voulait pas autre chose que l'honneur de Dieu et l'anéantissement de toutes les sectes qui se répandaient de plus en plus dans Prague et dans les environs.

Par cette déclaration, les luthériens abandonnaient les frères ; ils espéraient, en agissant ainsi, obtenir la liberté religieuse légale et complète pour eux-mêmes. Mais deux jours après, l'abandon des frères ne suffisait plus à l'Empereur. Inspiré sans doute par Rosenberg, qui s'était aperçu que, les luthériens changeant souvent d'avis, on ne pouvait avoir

confiance en eux, il leur répondit qu'il ne pouvait accorder aux états la nomination du consistoire, parce qu'ils avaient adopté des nouveautés contraires à l'utraquisme et parce que cette nomination était un droit royal. Les luthériens furent très-irrités de cette réponse ; et Spanowsky trouvant de nouveau sans profit l'abandon des frères, refusa de se séparer d'eux.

Après l'audience de l'Empereur, la moitié des membres de la commission quittèrent Prague ; Spanowsky et cinq de ses collègues y demeurèrent pour poursuivre l'affaire. Dans une seconde audience, Spanowsky dit à l'Empereur que les luthériens avaient peut-être été calomniés auprès de lui, et que si les états avaient nommé eux-mêmes le consistoire, ils auraient pris leurs ancêtres pour modèles et auraient conservé l'ancienne foi. Ce discours manquait évidemment de franchise, car le principal but que poursuivaient les luthériens était précisément la destruction du vieil-utraquisme. Spanowsky pria ensuite l'Empereur de retarder sa décision définitive jusqu'à la prochaine réunion de la diète, et Rodolphe, toujours disposé à ajourner, y consentit.

Le 4 juillet 1584, l'Empereur ayant à renouveler

les conseils de l'Altstadt et de Neustadt, deux des trois villes dont se composait Prague, les remplit de catholiques. Le consistoire, de son côté, demanda de nouveau l'expulsion des picards; et le 31 juillet, un édit impérial ordonna à la noblesse et aux villes de ne pas tolérer l'hérésie, et d'exécuter le mandat du roi Wladislas. Comme ce mandat, dirigé contre les frères, pouvait atteindre aussi les luthériens, les seigneurs de ce parti ne l'exécutèrent pas sur leurs terres, de peur qu'il ne fût ensuite appliqué à leurs coreligionnaires. En somme, l'édit ne fut exécuté que sur les terres de l'archiburgrave Rosenberg [1].

La diète de Bohême s'étant réunie le 15 janvier 1585, l'Empereur lui demanda de voter les impôts d'avance pour deux ou trois ans. Elle s'était assemblée jusqu'alors deux ou trois fois par an ; elle aurait passé désormais plusieurs années sans se réunir; l'Empereur aurait connu d'avance les ressources sur lesquelles il pouvait compter, les membres auraient économisé leur argent, et l'on peut ajouter

[1] Très-favorable aux Jésuites, il avait fondé pour eux un collége à Krumau, et leur avait donné toutes les cures de cette ville.

que la ville de Prague aurait été moins troublée. Les seigneurs se montrèrent disposés à accepter la proposition; mais les chevaliers refusèrent de consentir à rien, tant que la question religieuse n'aurait pas été résolue [1], et ils entraînèrent avec eux une partie de la diète. Cependant les frais de leur séjour à Prague finirent par les décider à ne pas prolonger plus longtemps la session. La diète accorda à l'Empereur les impôts qu'il demandait, et rien ne fut changé à son mode de réunion.

Le luthéranisme avait fini par gagner l'université elle-même, et les conséquences de ce fait n'avaient pas tardé à se montrer. Aucun prêtre, membre de l'université, ne disait plus la messe [2], et le corps professoral ayant été invité, suivant l'usage, à assister à la procession du Saint-Sacrement en l'année 1586, non-seulement il n'y assista pas, mais il empêcha les écoles de la ville de s'y rendre.

L'exemple de Prague n'était pas sans influence

[1] Cette différence de conduite entre les seigneurs et les chevaliers pouvait résulter en partie de ce que les seigneurs venaient à la diète à leurs frais, tandis que les chevaliers y venaient aux frais de leur ordre. (GINDELY, *Geschichte des böhmischen Aufstandes*, t. I, p. 139-140.)

[2] Il est probable que tous les membres de l'université n'étaient pas prêtres.

sur le reste de la Bohême. Six villes royales [1] avaient confié leurs cures à des ministres luthériens. A Kuttenberg, l'une d'elles, se trouvait comme doyen un pasteur luthérien nommé Sixt. Après avoir été expulsé de divers lieux, il avait acquis dans cette ville, comme quelques années auparavant Kirmezer à Ungarisch-Brod, une si grande autorité, qu'il y disposait des cures ainsi que de celles de tous les environs. Il en profita pour les livrer aux luthériens. De la part des villes royales cette conduite était doublement illégale, d'abord parce que chez elles le droit de patronage appartenait au Roi, et ensuite parce que le luthéranisme n'était pas une religion reconnue.

Sur les terres seigneuriales, il n'en était pas de même. Le droit de patronage appartenait aux seigneurs; c'étaient eux qui nommaient les curés; ils pouvaient en outre imposer leur religion à leurs sujets, à la condition toutefois qu'elle fût une des deux religions légales de la Bohême, le catholicisme ou l'utraquisme. Les seigneurs luthériens avaient

[1] Kuttenberg, Chrudim, Taus, Saaz, Schlan et Schüttenhofen. — Il y avait en tout, en Bohême, 42 villes royales et 740 villes appartenant aux seigneurs. (GINDELY, *Geschichte des böhmischen Aufstandes*, t. I, p. 141-157.)

outre-passé plusieurs fois leur droit en imposant à leurs sujets le luthéranisme; mais aucun seigneur appartenant à l'Unité n'avait jusqu'alors imposé aux siens la religion des frères[1]. Une femme qui possédait des droits seigneuriaux sur la petite ville de Cecelic[2] et avait embrassé la foi de l'Unité, Dorothée Smrcka, fut la première à vouloir l'imposer. Sans expulser le curé utraquiste, d'ailleurs passablement tolérant, de Cecelic, elle livra son église aux prêtres de l'Unité. Les habitants de quatre bourgs voisins avaient contribué à bâtir et à doter cette église ; ils firent des représentations à Dorothée, et prièrent le curé utraquiste d'y célébrer l'office, comme à l'ordinaire, le dimanche suivant. Mais Dorothée invita, de son côté, la noblesse des environs qui appartenait comme elle à l'Unité, à assister, le même dimanche, à un office qui serait célébré par un frère. La noblesse se rendit à l'invitation, et quand les paysans arrivèrent, ils trouvèrent l'église occupée par les nobles et par leurs suites. Les paysans éconduits se plaignirent, et l'archevêque de Prague, devenu le défenseur du

[1] Si des frères avaient occupé des cures, ç'avait été d'accord avec les communes.

[2] Bourg de Bohême, près du Melnik, au nord de Prague.

vieil-utraquisme, invita Dorothée Smrcka à rendre l'église aux paysans. Elle refusa, et les frères gardèrent l'église [1].

Le succès que les frères avaient remporté à Cecelic fut largement compensé par les revers qu'ils subirent à Leitomyschl. Le seigneur de cette ville, l'archichancelier Guillaume de Rosenberg, leur interdit de tenir des assemblées même privées. A Jungbunzlau, ils furent encore plus malheureux. C'était là qu'avaient vécu et avaient été ensevelis plusieurs des principaux chefs de l'Unité : Lukas, Augusta, Cerny. Jungbunzlau appartenait, avant 1547, à cette famille de Krajek qui avait été l'une des premières de Bohême à embrasser la foi de l'Unité. Son chef, Ernest de Krajek, avait pris part à la révolte contre

[1] L'affaire de Cecelic avait été un échec pour l'archevêque. Une autre se termina à son avantage. Le bénéfice du doyen de Karlstein (sur la Beraun, au sud-ouest de Prague), un des plus riches de la Bohême, étant venu à vaquer, l'Empereur le donna au chanoine Valentin de Prague, et l'archevêque envoya, pour l'installer, deux dignitaires de sa cathédrale : l'official Pontan de Breitenberg et le doyen du chapitre, Félix de Linda. Mais le burgrave de Karlstein, qui était alors le seigneur Jean Wchynsky, s'opposa à l'installation (20 septembre 1586); il prétendait que c'était à lui à nommer le doyen, et que l'Empereur ne pouvait lui enlever ce droit qu'il tenait des états. Cité à Prague, il reconnut son erreur, s'excusa humblement, et dut résigner sa charge.

l'empereur Ferdinand Ier. Sur le point d'être condamné à mort, il avait rappelé à l'Empereur que son père, Conrad de Krajek, avait beaucoup contribué à procurer à la maison de Habsbourg, en 1526, la couronne de Bohême. Ferdinand lui avait fait grâce de la vie, mais en lui enlevant sa terre de Brandeis sur l'Elbe, et en ne lui laissant celle de Jungbunzlau qu'à titre de fief. Ernest de Krajek était mort en 1555 [1], laissant ses biens indivis entre ses six enfants : quatre fils et deux filles. Par suite de divers décès, son fils, Adam de Krajek, finit par recueillir l'héritage de ses frères, et obtint de Rodolphe [2] le droit de posséder de nouveau Jungbunzlau à titre d'alleu, avec l'autorisation d'en disposer à son gré. Comme il n'avait pas d'enfants, il légua à sa veuve, Martha de Weselic, presque toute sa fortune mobilière, plus une somme payable par les héritiers de ses immeubles, et en outre certains droits sur ses terres. A sa mort [3], ses deux sœurs, qui lui avaient survécu, entrèrent en contestation avec sa veuve. Kalef, un des anciens de l'Unité, s'efforça, mais vainement, de

[1] Le 18 mars 1555.
[2] 1577.
[3] En 1588.

les réconcilier. Comme il se montrait favorable aux deux sœurs, la veuve chercha, de son côté, l'appui du seigneur George Popel de Lobkowitz, grand maître de la cour. Lobkowitz lui donna asile dans sa maison, promit de l'épouser, gagna sa confiance et fit si bien qu'elle lui céda tous les droits que son mari lui avait légués sur Jungbunzlau. Il visait à acquérir la seigneurie elle-même. Pour y parvenir, il effraya les deux sœurs de Krajek, en leur disant qu'elles avaient mérité un châtiment sévère pour s'être mises par la violence en possession de leur héritage. Elles vinrent à Prague pour se disculper ; mais habilement circonvenues, elles finirent par vendre à Lobkowitz leur seigneurie de Jungbunzlau, pour la somme de cent mille schocks [1].

Dès que les frères qui demeuraient à Jungbunzlau eurent appris cette vente, ils se sentirent perdus, car Lobkowitz était catholique. Kalef quitta aussitôt la ville avec la chancellerie de l'Unité, et les frères envoyèrent à leur nouveau seigneur une adresse très-humble pour le supplier de les épargner [2]. Lobko-

[1] Le 3 septembre 1588. Quelle était la valeur de cette somme? V. HANAUER, *Études économiques*, t. I, *les Monnaies*. Paris, Durand; Strasbourg, Simon, 1876.

[2] Le 15 septembre 1588.

witz ne leur répondit pas; craignant toutefois d'avoir trop de difficultés avec eux, il céda à un de ses parents, un luthérien, Bohuslav Hassenstein de Lobkowitz [1], la seigneurie de Jungbunzlau contre celle de Kommotau [2], alors la plus importante de la Bohême après Pardubitz. Jungbunzlau prêta serment de fidélité à Hassenstein [3]. C'était la troisième fois en quelques mois que cette ville prêtait l'hommage à un nouveau seigneur. A peine avait-elle été acquise par Lobkowitz, que deux Jésuites y étaient venus pour se rendre compte de sa situation religieuse [4]. Mais Hassenstein ayant acheté la seigneurie y introduisit aussitôt le luthéranisme.

Menacés tantôt par les catholiques, tantôt par les luthériens, les frères s'efforcèrent d'améliorer leur administration afin de se mieux défendre. La mort de Stéphan, un de leurs anciens, avait déjà amené quelques changements dans leur gouvernement. Deux nouveaux anciens, Æneas et Zacharie, furent nommés

[1] Il était le fils de Bohuslav Félix Hassenstein de Lobkowitz, grand juge de Bohême en 1575. Cette branche des Lobkowitz était la seule qui ne fût pas catholique.

[2] Dans le bassin de l'Eger, au nord-est de Kaaden.

[3] Le 12 janvier 1589.

[4] L'un d'eux, le Père Alexandre, loua la discipline et l'activité des frères.

dans un synode tenu à Holeschau [1] en Moravie [2]. Les quatre anciens résidèrent alors, savoir : George Israël, aidé à cause de son âge par Lorenz, en Pologne; Kalef à Jungbunzlau en Bohême : Æneas à Eibenschütz en Moravie ; Zacharie à Slezan, également en Moravie. Israël et Kalef étant morts quelques années après [3], ils furent remplacés [4] par Jean Ephraïm et Paul Jessen. Siméon Théophile Turnovius avait été élu peu de temps auparavant. Ce fut surtout alors que le conseil étroit prit une autorité supérieure à celle des anciens. Le pouvoir laïque, largement représenté dans le conseil, l'emportait ainsi sur celui qu'avaient eu les anciens comme évêques. Dans un synode, tenu à Zerawic [5] le 21 avril 1592, Æneas crut devoir les prémunir contre l'étude des sciences hostiles au christianisme, telles que la magie et l'astrologie, auxquelles il ajoutait, on ne voit guère pourquoi, la jurisprudence et la médecine [6]. Dans un autre, tenu à Leipnik le

[1] Au sud-ouest d'Olmütz.
[2] 24 août 1577.
[3] En 1589.
[4] Israël à Leipnik, le 8 juillet 1588, et Kalef, quelques mois plus tard, à Brandeis sur l'Adler.
[5] Près de Hradisch, au sud-est de la Bohême.
[6] 99 acolytes et 27 diacres assistaient à ce synode; on ignore combien il s'y trouvait de prêtres.

12 juin de la même année, on décida de faire une édition à mille exemplaires du Nouveau Testament[1].

Après la mort d'Æneas[2] et de Paul Jessen, il ne restait plus que deux anciens : Turnovius et Jean Ephraïm. Turnovius prit le rang de premier ancien qu'avait occupé Æneas. Un synode, tenu à Prérau le 14 juillet 1594, compléta leur nombre en nommant Jacques Narcisse et Jean Nemcansky ; ce dernier faisait déjà partie du conseil étroit. L'Unité fut dorénavant dirigée : en Pologne, par Turnovius ; en Bohême et en Moravie, par Ephraïm ; Nemcansky exerça les fonctions de secrétaire, et Narcisse celles d'historien de l'Unité, deux fonctions qui avaient été jusqu'alors réunies. Le même synode, adoucissant l'ancienne sévérité de la liturgie, permit l'usage de la musique instrumentale pendant les offices.

[1] Au synode de Leipnik, on examina, à la demande de Hassenstein de Lobkowitz, nouveau seigneur de Jungbunzlau, la question de savoir si un frère, condamné à mort pour avoir commis un meurtre, devait être accompagné au lieu du supplice par un prêtre de l'Unité ; le synode répondit négativement. (GINDELY, *Geschichte der böhmischen Brüder*, t. II, p. 326.)

[2] Æneas avait succédé à Zacharie, premier ancien, mort en 1590. Ephraïm et Jessen avaient été élus anciens en 1589.

D'autre part la situation du clergé de l'Unité fut modifiée. Quoique l'importance de ses biens se fût accrue, le plus grand nombre de ses prêtres continuaient à travailler pour vivre. Ils étaient aidés, il est vrai, par divers priviléges que leur accordèrent les seigneurs, tels que des exemptions d'impôts, l'autorisation de fabriquer eux-mêmes de la bière pour leur usage et d'exercer certains métiers sans être obligés pour cela d'entrer dans les corporations et d'en supporter les charges[1]. Ces priviléges nuisirent à l'Unité, au lieu de lui profiter. Leur fortune devenant par là suffisante pour nourrir une femme et des enfants, les prêtres, même ceux qui composaient le conseil étroit, suivirent l'exemple des ministres luthériens et, à partir de 1580, se marièrent. Les anciens ou évêques, seuls, continuèrent à garder le célibat.

Tout avait bien changé depuis Pierre de Chelcic. Les frères alors ne prêtaient pas serment, ne remplissaient aucunes charges, ne se soumettaient à aucun service militaire, ne toléraient ni luxe, ni richesses,

[1] Gindely fait observer que lorsque ces mêmes priviléges furent accordés en 1620 au clergé catholique, on le trouva mauvais. (*Geschichte der böhmischen Brüder*, t. II, p. 311.)

ni prêts à intérêt. C'était le contraire maintenant. Enfin les prêtres qui jadis observaient le célibat, ne l'observaient plus, et ils adoptaient peu à peu les mœurs des nobles qu'ils fréquentaient.

III

Pendant que l'Unité commençait à décliner ou du moins à se transformer, le vieil-utraquisme disparaissait de plus en plus. A peine en restait-il quelques vestiges hors des murs de Prague. Le consistoire, exclu des terres de la noblesse, n'exerçait plus sa juridiction que sur les terres et les villes royales; et parmi ces villes, sept seulement s'y soumettaient en réalité [1]. Les autres appelaient des ministres luthériens et même calvinistes [2]. Le consistoire n'envoya

[1] Cela résulte de quarante plaintes qui furent adressées en une seule année à l'Empereur.

[2] Celles qui faisaient la plus vive opposition étaient au nombre de dix-huit : Kuttenberg, Saaz, Laun, Rakonitz, Beraun, Schlan, Melnik, Chrudim, Kolin, Kaurim, Deutschbrod, Nimbourg, Taus, Schüttenhofen, Klattau, Pisek, Wodnan et Pilgram. (GINDELY, *Geschichte der böhmischen Brüder*, t. II, p. 313, 314.)

des prêtres utraquistes qu'à cinq de ces villes : Beraun, Taus, Nimbourg, Schüttenhofen et Laun, sans doute parce qu'elles avaient appelé des ministres calvinistes, car il n'osait déjà plus renvoyer les pasteurs luthériens. Ils furent partout mal reçus. Les habitants de Beraun déclarèrent à leur curé que s'il voulait qu'on tolérât sa présence, il devait, en célébrant la messe, ne pas faire l'élévation. Il n'y avait ni tabernacle, ni cloche. Il ne trouva point de calice; on lui remit un vêtement d'une forme ridicule, et un missel d'où les prières de la messe avaient été enlevées. Pour les revenus de la cure, il serait obligé de les partager avec le ministre calviniste qui avait huit enfants. Les habitants de Taus et de Nimbourg, et probablement aussi ceux de Schüttenhofen, ne traitèrent pas mieux leurs curés. Quant aux habitants de Laun, ils consentirent à renvoyer leur ministre calviniste, mais n'assistèrent plus désormais à aucun service religieux.

Le consistoire ne réussissait pas mieux dans les poursuites qu'il exerçait contre les prêtres coupables d'hérésie. A Prague même ils en étaient quittes pour nier les opinions qu'ils avaient soutenues. Pour les maîtres d'école, ils obéissaient à l'université devenue

luthérienne. Les conseils de ville refusaient d'exécuter les ordres qu'ils recevaient de l'autorité ecclésiastique, et rendaient la liberté à ceux qui avaient été condamnés par elle à la prison. Les membres du consistoire étaient méprisés. Jadis, l'administrateur, lorsqu'il venait au rathhaus, y était reçu avec respect; tout le conseil de ville se levait, et aucun de ses membres ne s'asseyait avant qu'il en eût donné le signal. Maintenant, on le faisait attendre dans l'antichambre, et lorsqu'il était introduit, c'était à peine si on lui offrait un siége. Jadis, tout le conseil assistait aux processions du Saint-Sacrement; maintenant, il n'y venait guère qu'un ou deux de ses membres, et les secrétaires, en voyant passer le clergé des fenêtres du rathhaus, le tournaient en dérision. Quant aux autres processions, elles comptaient, pour tout cortége, trois chantres et deux vieilles femmes. Jadis, aucune session du conseil ne commençait sans une messe célébrée dans la chapelle du rathhaus[1]; maintenant, cette chapelle, remplie de toiles d'araignée, restait fermée toute l'année. Si l'on était invité à un office religieux vieil-utraquiste, on s'excusait en prétextant ses affaires; mais dès

[1] De l'Altstadt.

qu'on annonçait une assemblée de calvinistes ou de picards, tout le monde accourait. Les corporations elles-mêmes avaient perdu tout esprit religieux.

Les membres du clergé vieil-utraquiste n'aidaient guère d'ailleurs par leur conduite le consistoire de Prague. L'un d'eux, Mathias Benesowsky, qui avait déjà occupé un grand nombre de cures, fut nommé abbé du couvent d'Emaüs. Depuis plusieurs années, il entretenait une concubine. Le consistoire avait pris l'habitude de fermer les yeux, quand ces liaisons demeuraient secrètes. Benesowsky combla la mesure, en épousant publiquement la fille d'un bourgeois de Prague [1]. Il ne s'en tint pas là. Comme les revenus de ses bénéfices ne lui suffisaient plus, il établit, dans le couvent d'Emaüs, une hôtellerie qui compta bientôt parmi les mieux achalandées [2]. En vain le consistoire réclama-t-il du conseil de la Neustadt l'expulsion de ce singulier religieux : Benesowsky passa plusieurs mois sans être inquiété, et ce ne fut que l'année suivante qu'on parvint à faire déclarer la vacance de son bénéfice.

La responsabilité de cette situation déplorable ne

[1] Appelé Prasatek.
[2] 1589.

retombe pas tout entière sur l'empereur Rodolphe II. L'autorité royale, comme l'autorité religieuse, était alors si faible et était tombée dans un tel discrédit, qu'il était devenu impossible que l'ordre fût rétabli en Bohême sans une catastrophe [1]. La noblesse, jouissant, comme les princes d'Allemagne, d'une autorité qui la rendait presque indépendante vis-à-vis du souverain, visait, comme les princes de l'Empire, à établir un gouvernement aristocratique.

Dans l'automne de 1590, l'Empereur renouvela le consistoire et nomma administrateur Fabian Rezek, de Strakonic. D'un caractère peu sûr et de mœurs suspectes, ce personnage était alors chanoine de l'église de Tous-les-Saints à Prague. Comme il inspirait peu de confiance, on lui nomma pour assesseur, afin de le surveiller, un prêtre nommé Paul Paminondas, qui était dévoué aux vieux utraquistes.

Un fait montra bientôt qu'il était impossible de compter sur l'administrateur. La ville de Kaaden [2] ayant fait des démarches pour avoir un ministre luthérien, Rezek, tout en les combattant ostensiblement, les soutint en secret. Paminondas dévoila sa

[1] GINDELY, *Geschichte der böhmischen Brüder*, t. II, p. 317.
[2] Sur l'Eger.

duplicité [1]. L'administrateur ne fut cependant pas déposé pour cela; mais Paminondas, en récompense, fut nommé à l'abbaye vacante d'Emaüs [2], avec charge d'y rétablir la discipline si étrangement compromise par le dernier abbé. L'administrateur fut extrêmement irrité de cette nomination, et le dépit qu'il en éprouva lui fit oublier toute prudence. Il négligea de plus en plus les devoirs de sa charge, et se mit à maltraiter ses collègues du consistoire. Ceux-ci s'en vengèrent en dénonçant sa conduite. Il transgressait, en effet, les ordres de l'Empereur, modifiait pour de l'argent et des présents les jugements du consistoire, semait la désunion parmi les ecclésiastiques, prenait pour chapelains des luthériens, autorisait les prêtres à se marier, et privait de leurs bénéfices ceux qui demeuraient célibataires. Il ne se trouva cependant que cinq membres du clergé utraquiste de Prague pour signer la dénonciation; les autres trouvaient leur compte sous un pareil chef [3].

[1] Paminondas n'était pas non plus un modèle. Il battit si bien un chapelain, Ézéchiel Zacheus, qui lui avait été donné pour l'aider, qu'il l'obligea à s'enfuir.

[2] Celle qu'avait possédée Benesowsky.

[3] 1592.

Par suite de ces accusations, l'administrateur fut cité à comparaître devant la chancellerie impériale. Rezek ne fut pas encore déposé. Cependant, bien que soutenu par des amis puissants, il commença à s'apercevoir que la position ne serait bientôt plus tenable, et il crut devoir opérer, pour se sauver, une évolution vers le catholicisme. Il se fit pour cela envoyer à Rome par l'Empereur, sous prétexte de demander au Pape l'autorisation pour l'archevêque d'ordonner des prêtres utraquistes [1]. Il savait parfaitement qu'il ne l'obtiendrait pas; mais il comptait trouver, pendant son voyage, une occasion de s'occuper de ses affaires personnelles. Les membres du consistoire ne se laissèrent pas tromper comme Rodolphe II. Dès que Rezek fut parti, ils écrivirent directement au Pape pour l'informer de la conduite de leur chef. Ils se déclarèrent, de leur côté, soumis au Saint-Siége et disposés à faire cesser les quelques différences qui subsistaient encore entre le vieil-utraquisme et le catholicisme [2].

Obligé enfin de renoncer à sa charge, Resek réus-

[1] 1593.

[2] Il s'agissait de la communion des enfants et de la confession.

sit à obtenir la situation lucrative de chanoine d'Olmütz. L'Empereur nomma, pour le remplacer à Prague, Wenzel Dacicky de Brozan, prêtre qui avait été marié.

Si le catholicisme faisait des pertes moindres que le vieil-utraquisme, il en faisait néanmoins de considérables. L'archevêque de Prague se plaignit à l'Empereur, sans plus de succès que le consistoire. Les prédicants luthériens s'introduisaient partout, et le clergé vieil-utraquiste ayant presque disparu, le peuple, trompé par des agitateurs, attaquait et même tuait des prêtres catholiques [1]. L'Empereur négligeait les affaires à un tel point que l'archevêque ne pouvait plus l'aborder, et qu'il en était réduit à remettre des mémoires à un valet de chambre [2].

L'indolence de l'Empereur ne fut pas la seule cause de l'affaiblissement du catholicisme. L'archiburgrave Guillaume de Rosenberg était alors le seul personnage de la Bohême capable de résister à la noblesse protestante et révolutionnaire. L'éclat de son nom, son intelligence, son activité, sa fortune faisaient de lui le chef de la noblesse. C'était le plus puissant

[1] Un prêtre catholique fut tué à Kommotau.
[2] Probablement Lang.

représentant du catholicisme. Il mourut en 1592[1] sans laisser d'enfants, et ses biens passèrent à son frère Pierre Wok de Rosenberg, qui fut le dernier de sa race, car il mourut aussi sans enfants. La famille de Rosenberg tirait son origine des Orsini de Rome; elle s'était toujours distinguée par son attachement au catholicisme. Pierre Wok abandonna la foi de ses ancêtres pour embrasser celle de l'Unité. Il avait servi dans sa jeunesse les empereurs Ferdinand Ier et Maximilien II. Ayant épousé Catherine de Ludanic qui appartenait à la religion des frères, l'influence de sa femme et celle de Théodore de Bèze le décidèrent à adopter la foi de l'Unité. Il avait alors trente-huit ans. Si son apostasie n'eut pas grande utilité pour ses nouveaux coreligionnaires, car la corruption de ses mœurs lui enlevait toute influence[2], l'héritage qu'il fit des biens de son frère fut un grand malheur pour le catholicisme. Les sujets de Guillaume de Rosenberg, comme celui-ci fervents

[1] Il mourut dans son palais de Prague et fut assisté, à ses derniers moments, par un Jésuite.

[2] A Wittingau, où il résidait, il s'enivrait, maltraitait ses gens et avait un harem. (GINDELY, *Geschichte der Ertheilung*, p. 19; *Rudolf II und seine Zeit*, t. I, p 142; — *Geschichte der böhmischen Brüder*, t. II, p. 322).

catholiques, furent les premiers à en souffrir. Pierre Wok commença par livrer à des dissidents quelques-unes de leurs cures. Il entreprit ensuite de chasser les Jésuites de Krumau; mais il ignorait ce que peut une foi vive, soutenue par une discipline austère : il échoua.

La perte que le catholicisme avait faite en la personne de Guillaume de Rosenberg devint encore plus sensible par la trahison dont se rendit coupable George Popel de Lobkowitz, le nouveau seigneur de Kommotau. Non content de ses immenses richesses et de sa charge de grand maître de la cour, il désirait obtenir, en outre, les fonctions d'archiburgrave de Bohême qu'avait exercées la famille de Rosenberg. Il chercha, dans ce dessein, à créer en sa faveur une agitation parmi les membres de la diète; mais il ne fut pas soutenu aussi vivement qu'il l'avait espéré. Accusé d'avoir voulu soulever les états contre l'Empereur, il fut condamné [1] à la prison et y mourut en 1607 [2]. Sa disgrâce surprit d'autant plus qu'il était très-lié avec les Jésuites, pour lesquels il avait fondé un collége à Kommotau,

[1] Le 21 mars 1594.
[2] Voir GINDELY, *Rudolf II und seine Zeit*, t. I, p. 127.

et qu'il passait pour être soutenu par le Pape. La confiscation des biens de Lobkowitz fut aussi nuisible au catholicisme que la mort de Rosenberg. Par sa condamnation l'Empereur en était devenu le maître; il y laissa rentrer les luthériens que Lobkowitz en avait chassés. La charge de grand maître de la cour, que Lobkowitz avait perdue, fut donnée à son parent Christophe Popel de Lobkowitz, et celle d'archiburgrave qu'il avait convoitée, à l'archichancelier Adam de Neuhaus, qui fut aussi le dernier de sa race. Trois grandes familles de seigneurs s'éteignirent donc alors à peu d'intervalle : celle de Pernstein en 1597; de Neuhaus en 1604; de Rosenberg en 1611. La plupart de leurs biens furent perdus pour les catholiques.

Les frères avaient déjà profité de la mort de Guillaume de Rosenberg et de la condamnation de George Popel de Lobkowitz. Ils profitèrent encore des embarras financiers du cousin de ce dernier, Hassenstein de Lobkowitz. Hassenstein ayant dissipé le riche héritage de son père, les frères de Jungbunzlau offrirent de lui payer 30,000 schocks s'il consentait à les délier de leurs obligations de sujets. Hassenstein accepta [1], mais des difficultés sur-

[1] 29 février 1597.

vinrent entre les luthériens qui voulaient jouir de plus de priviléges que les frères, et les frères qui voulaient en avoir autant. Ils finirent par s'accorder, en s'assurant réciproquement l'égalité politique et religieuse. Cinq ans plus tard, Jungbunzlau obtint de l'Empereur, moyennant le payement de 2,500 schocks, les droits de ville royale. On voit par là que les villes préféraient la suzeraineté du Roi à celle des seigneurs.

Menacé par la noblesse qui s'efforçait de restreindre de plus en plus son autorité, Rodolphe II tenta un dernier effort contre elle. Le 29 août 1602, il signa une patente qui fut publiée le 2 septembre suivant, et par laquelle il prescrivait l'application du mandat de Wladislas de 1508 et le déclarait de nouveau obligatoire pour la noblesse comme pour la bourgeoisie et les paysans [1]. Il avait pris cette mesure à l'instigation du nouveau grand maître de la cour, Christophe Popel de Lobkowitz, et du nonce du Pape. La publication se fit avec une grande solennité. Des hérauts d'armes sortirent à cheval du château de Prague, et en présence d'une foule immense, lurent les nouveaux décrets, au son des tambours et des trompettes.

[1] Voir ci-dessus, p. 40.

On n'avait pas songé aux difficultés de l'exécution. Pris à la lettre, le mandat de Wladislas et la patente de Rodolphe mettaient hors la loi tous les Bohémiens qui n'étaient pas catholiques ou vieux utraquistes. Il en résultait qu'un grand nombre de seigneurs, occupant des places ou exerçant des fonctions publiques, devaient les perdre, et que les frères, par exemple, ne pourraient pas même réclamer le payement des créances qui leur étaient dues. Aussi le haut tribunal refusa-t-il d'appliquer la patente et le mandat. L'Empereur résolut de passer outre. Ses deux commissaires Bohuslav Hassenstein de Lobkowitz et le seigneur de Gersdorf vinrent à Jungbunzlau et y saisirent l'église, l'école et la maison de réunion des frères, malgré leurs protestations [1]. Quatre ans après [2], Rodolphe II vendit à la ville de Jungbunzlau les biens enlevés aux frères, à la charge par elle de doter un hôpital pour les pauvres. La noblesse de Bohême reçut, en même temps, l'ordre de renvoyer de ses terres les curés hérétiques; elle n'obéit pas. Des brochures excitaient le peuple à la résistance, et tournaient en dérision la patente impériale. L'une

[1] Le 11 novembre 1602.
[2] En 1606.

d'elles, datée du 3 septembre 1602, était intitulée : « Mandat de Dieu le père, signé par Jean l'évangéliste, en sa qualité de chancelier du royaume céleste. »

Rodolphe II avait convoqué une diète pour le 9 janvier 1603. L'opposition y eut pour principal chef un seigneur, Wenzel Budowec de Budowa. Né en 1547, Budowec avait quitté son pays à l'âge de dix-huit ans, pour aller étudier à l'étranger. Il parcourut, pendant douze ans, presque toute l'Europe, et en apprit les principales langues. Il séjourna surtout à Paris et à Rome, fréquenta les universités les plus en renom, les personnages les plus instruits et les plus célèbres. A son retour, il entra au service de l'empereur Rodolphe, et fut attaché à l'ambassade de l'Empire à Constantinople. Fidèle à ses habitudes de travail, il apprit le turc et l'arabe, étudia le mahométisme et écrivit une réfutation du Coran. Il regardait ce livre comme une œuvre satanique, ce qui ne l'empêcha pas d'être traité lui-même de musulman. A son retour de Constantinople, il devint conseiller impérial et membre du tribunal d'appel. Aucun de ses ancêtres n'avait appartenu au parti des frères, et il est probable qu'il n'était pas né dans la foi de l'Unité. Sa femme, Anne de Wartenberg, lui appartenait au

contraire par sa naissance. Quoi qu'il en soit, son zèle en faveur des frères alla bientôt jusqu'à lui faire prêcher leurs doctrines à ses paysans. Il semble cependant avoir eu, à l'inverse de ses collègues de la diète, quelque souci de la tolérance religieuse. On a fait observer, il est vrai, que les frères bohêmes, ne formant qu'une minorité, ne pouvaient prétendre à dominer. Budowec avait alors cinquante-six ans. Sa fortune, l'étendue de son savoir comme l'énergie de son caractère et l'affabilité de ses manières, lui avaient déjà acquis une autorité incontestée. Ses voyages lui avaient procuré de nombreuses relations avec les personnages les plus distingués des pays soumis à l'Empereur, surtout avec Charles de Zierotin qui se trouvait à la tête de la noblesse de Moravie.

Invitée à voter les impôts, la diète se divisa : les seigneurs y consentirent; les chevaliers s'y refusèrent. Ils se réunirent dans la salle verte, protestèrent contre la patente relative au mandat de Wladislas, et déclarèrent qu'on avait à s'occuper non pas d'impôts, mais de religion. Ils nommèrent ensuite Budowec pour leur orateur, bien qu'il ne fût pas de leur ordre. Sur son conseil, ils consentirent à voter l'impôt, mais en protestant contre la patente. Le

grand secrétaire, Jean Klenowy [1], répondit à Budowec que la patente n'attaquant aucun de ceux qui appartenaient aux religions reconnues, on ne pouvait pas la critiquer. Budowec répliqua que la personne du Roi était hors de discussion, et que ses intentions étaient excellentes; mais qu'il était trompé par de faux rapports, et qu'il prenait par suite de cela des mesures dont la portée n'était pas claire; qu'on n'était plus tenu d'obéir au consistoire, depuis que les compactats qui imposaient cette obéissance avaient été abrogés [2]; que d'ailleurs l'empereur Rodolphe avait toléré jusqu'alors ceux qui ne reconnaissaient plus ni compactats, ni consistoire; qu'on ne pouvait pas cependant soutenir, comme certains le prétendaient, que la suppression des compactats eût entraîné celle de l'utraquisme lui-même, pour ne plus laisser subsister que le catholicisme comme seule religion légale; que la diète avait entendu autoriser l'exercice de tous les cultes chrétiens, et que la confession bohême de 1575 était une confession chrétienne.

[1] Il avait succédé dans cette charge à Spanowsky.

[2] Par la diète de 1567, avec le consentement de l'empereur Maximilien.

En terminant son discours, Budowec était en proie à une telle émotion, qu'il fondit en larmes et qu'un grand nombre de ses auditeurs firent comme lui. Les chevaliers approuvèrent ce qu'il avait dit; mais le grand secrétaire Klenowy se contenta de leur déclarer qu'ils pouvaient, si bon leur semblait, adresser une supplique à l'Empereur. Budowec adopta cette idée; il rédigea lui-même la supplique et la lut le 13 janvier aux chevaliers qui l'approuvèrent. Plusieurs membres de l'ordre des seigneurs s'étaient, sur ces entrefaites, réunis aux chevaliers. On convint de voter d'abord l'impôt demandé, et de présenter ensuite la supplique. Une commission, nommée par les états, rédigea aussitôt, avec les hauts fonctionnaires de la couronne, les décisions relatives aux impôts. Mais dès que ces décisions eurent été votées et déposées aux archives, les hauts fonctionnaires déclarèrent la diète close (15 janvier 1603), ce qui enleva au parti de l'opposition tout moyen de présenter en corps la supplique à l'Empereur. Quelques semaines plus tard, Budowec fut appelé à la chancellerie. On l'interrogea au sujet de la supplique projetée, et on l'obligea à fournir une caution, comme garantie qu'il se représenterait s'il était appelé de

nouveau. L'Empereur, en empêchant que la supplique lui fût remise, semblait persister dans son dessein de ne tolérer ni les luthériens, ni les frères. Il revenait ainsi sur ses promesses; mais la noblesse l'y avait presque autorisé en violant constamment la loi. Quant au vieil-utraquisme, on pouvait en considérer les faibles restes comme absorbés par le catholicisme, depuis que le Pape avait accordé l'usage de la coupe [1] et que le consistoire avait prêté serment à l'archevêque.

Les mesures prises par l'empereur Rodolphe, pour entraver le développement du luthéranisme et de l'Unité, ne suffisaient pas pour assurer le retour des Bohémiens au catholicisme. L'archevêque de Prague consulta plusieurs personnes sur les moyens à employer pour y parvenir. Le Jésuite Lanoy et Khlésel [2] furent d'avis qu'un seul archevêché ne suffisait pas pour toute la Bohême, et demandèrent la création de

[1] On pourrait croire que depuis 1596 le Pape avait autorisé l'archevêque de Prague à ordonner des prêtres utraquistes, car on voit, par la correspondance de l'archevêque, qu'il n'attendait plus qu'une déclaration de l'Empereur pour procéder à l'ordination. (GINDELY, *Geschichte der böhmischen Brüder*, t. II, p. 341, 497, note 167*.)

[2] Khlésel devint ministre tout-puissant de Mathias et cardinal; il était alors probablement official de l'évêché de Passau.

quatre évêchés. Lanoy conseilla en outre d'expulser des villes demeurées catholiques, telles que Pilsen et Budweis, tous les étrangers, parce que c'étaient eux qui y introduisaient les doctrines nouvelles. Khlésel, moins absolu, conseilla seulement de mettre un curé catholique dans toutes les grandes villes de Bohême et dans chacune des trois villes de Prague, et de transformer peu à peu l'université.

La réforme qu'entreprit l'archevêque consista d'abord à écarter les prêtres mariés. L'administrateur Wenzel Dacicky de Brozan, qui avait été marié[1] et qui prenait la défense de ceux qui l'étaient[2], fut remplacé par Jean Bénédict Prazsky auquel on donna huit assesseurs, pris pour la plupart parmi les curés de Prague[3]. L'archevêque réunit ensuite un synode catholique (1605), le premier depuis le temps des hussites. Il fut faiblement soutenu dans sa réforme. Un seul laïque, le seigneur Jaroslav Borita de Martinitz, imposa le catholicisme à ses sujets. Il

[1] Il avait une fille qu'il considérait comme étant née en légitime mariage.

[2] Brozan fut enfermé pendant quelque temps dans les prisons de l'archevêque.

[3] Ces assesseurs devaient former, ce semble, le consistoire; ils avaient probablement été nommés par l'Empereur.

reçut pour cela des félicitations de l'Empereur. Mais Rodolphe ne tint pas lui-même sur ses terres la conduite qu'il louait chez Martinitz [1]. Retombé dans sa léthargie, il laissait à des protestants l'administration de ses biens; et lorsque l'archevêque Anton Brus de Müglitz mourut [2] et fut remplacé par le prévôt Pontan de Breitenberg, le capitaine qui administrait la ville royale de Pardubitz refusa même de recevoir un curé catholique. Il soutenait que l'autorisation donnée par l'Empereur à l'archevêque, de nommer des curés sur les terres royales, était toute personnelle et avait cessé par la mort d'Anton. L'Empereur ne pouvait guère exiger des autres ce qu'il ne faisait pas lui-même.

Pendant le peu de temps que Kommotau avait appartenu à George Popel de Lobkowitz, les curés et la plupart des habitants de cette ville étaient, grâce aux Jésuites, redevenus catholiques. Lorsque Lobkowitz eut ses biens confisqués, Rodolphe vendit Kommotau, en 1605, à un luthérien, Linhart de

[1] D'après Gindely, les écrivains protestants ont beaucoup exagéré la dureté avec laquelle leurs coreligionnaires furent traités après 1602. (*Geschichte der böhmischen Brüder*, t. II, p. 343.)

[2] En 1606.

Stampach. Ce nouveau seigneur remplaça aussitôt les curés catholiques par des curés luthériens. L'Empereur eut beau le lui défendre, il refusa d'obéir [1].

En somme, le renouvellement du mandat de Wladislas n'eut pas d'autre résultat que d'irriter les luthériens et les frères, et de préparer la défaite que l'Empereur allait subir en 1609, en octroyant la lettre de Majesté.

[1] Linhart n'était pas dans son droit, le luthéranisme n'étant pas une religion légale.

CHAPITRE VII

LA LETTRE DE MAJESTÉ DE 1609.

I. Constitution de la Bohême; composition et pouvoirs de la diète. — Statistique des religions dans le pays et à la diète. — Desseins de la noblesse. — Rodolphe II, son incapacité; son frère Mathias essaye vainement de lui enlever le pouvoir. Rodolphe II convoque une diète générale; une diète provinciale se réunit; Rodolphe l'ouvre en personne (23 mai 1608). — Budowec présente les réclamations de la diète; Rodolphe en ajourne l'adoption. — Nouvelle diète provinciale (28 janvier 1609). — Divisions parmi les conseillers de l'Empereur. — La diète est dissoute; elle cherche des alliés. — La diète se réunit sans convocation royale (5 mai). — Craintes des états; ils désarment la garde du Roi. — Faux bruits; frayeurs du peuple; les Jésuites. — La diète essaye de justifier sa conduite (11 mai); Rodolphe la convoque et lui promet l'impunité.

II. La diète se réunit (25 mai 1609); elle réclame la direction du consistoire et de l'université (29 mai). — L'Empereur veut maintenir le *statu quo* (4 juin). — La diète menace le chancelier Lobkowitz (5 juin). — Attitude de la noblesse catholique. — La diète fait remettre trois actes à l'Empereur (13 juin). — Rodolphe propose de s'en remettre à l'arbitrage des Électeurs de l'Empire; l'ambassadeur saxon présente des propositions; Rodolphe les accepte; la diète les rejette; elle fait des armements (24 juin), s'allie avec la Silésie (25 juin) et se dissout elle-même (26 juin); son peu de respect pour l'Empereur. — Rodolphe II proteste contre la dissolution. — Édit de défense de la diète; les directeurs; ils enrôlent des troupes

L'archiburgrave Sternberg négocie avec les directeurs. — Observations de l'Empereur; réponse de Budowec. — L'Empereur fait de nouvelles propositions approuvées par la Saxe; les directeurs les rejettent. — Le *revers;* l'opinion publique trompée et ramenée. — L'Empereur signe la lettre de Majesté (9 juillet 1609). — L'archichancelier Lobkowitz et le secrétaire Menzel refusent de la contre-signer. — Les directeurs reçoivent la lettre de Majesté. — Le concordat.

III. La lettre de Majesté. — Confession bohême; droit de bâtir des églises; exception pour les biens royaux; les biens ecclésiastiques sont-ils des biens royaux? — La diète dirigera le nouveau consistoire et l'université. — La diète, rappelée à Prague, approuve la lettre de Majesté et le concordat (21 juillet). — Ces actes sont enregistrés et déposés à Karlstein. — Le clergé et le peuple n'ont pris aucune part aux événements. — Amnistie. — La diète demande vainement le renvoi de Lobkowitz; elle veut exercer le pouvoir judiciaire; elle règle le dogme et le culte. — Censure des livres. — Le collége des défenseurs. — La diète se dissout (23 février 1610). — Conclusion.

I

La lettre de Majesté de 1609 peut être considérée comme un des actes les plus importants qu'aient signés les empereurs d'Allemagne[1]. Octroyée par

[1] GINDELY, *Rudolf II und seine Zeit.* Prague, Tempsky, 1868; t. I, p. 127, 160, 180, 272, 307, 311, 339; — t. II, p. 292. — GINDELY, *Geschichte der Ertheilung des böhmischen Majestätsbriefes von* 1609, Prague, Tempsky, 1863.

Rodolphe II aux protestants de Bohême, elle a été un premier pas fait par la noblesse de l'Europe centrale vers le gouvernement aristocratique qu'elle s'efforçait d'établir[1]. Mais ce succès n'a été que partiel et passager. La noblesse l'a emporté en Pologne, et son triomphe a détruit la nationalité polonaise; elle a succombé partout ailleurs, et sa défaite a sauvé, avec la civilisation chrétienne, l'indépendance religieuse et politique de l'Europe. L'histoire de la lettre de Majesté est donc un fragment de l'histoire de la révolution qui a fait passer les nations européennes de l'état morcelé à l'état centralisé, de l'état aristocratique et féodal à l'état monarchique.

La constitution de la Bohême, telle qu'elle était à la fin du seizième et au commencement du dix-septième siècle, ne formait pas un ensemble codifié; elle se composait de décisions prises par les diètes, de priviléges accordés par les rois, d'usages adoptés peu à peu et religieusement maintenus[2]. On a vu

[1] La noblesse se proposait d'établir une république aristocratique. (GINDELY, *Rudolf II und seine Zeit*, t. I, p. 307.)

[2] Les documents constitutionnels étaient déposés, avec les joyaux de la couronne, dans le château de Karlstein, situé sur la Beraun, au sud-ouest de Prague, et confiés à la garde de deux fonctionnaires spéciaux, appelés burgraves de Karlstein, dont l'un appartenait à l'ordre des seigneurs. La charge de

dans les chapitres précédents que la diète de Bohême jouissait de droits considérables, et exerçait un pouvoir aussi étendu, plus étendu même sur certains points, que celui qu'exercent les assemblées dans nos gouvernements modernes. En effet, convoquée chaque année, elle ne votait pas seulement les lois, les impôts, les levées de soldats; elle exerçait en outre une partie du pouvoir exécutif, puisque les hauts fonctionnaires du pays ne pouvaient être nommés sans son approbation[1]. Dépouillée, il est vrai, de ce dernier privilége à la suite de la révolte de 1547, elle allait bientôt le reconquérir. Ajoutons qu'aucune décision du Roi ne pouvait être exécutée avant d'avoir été revêtue des signatures de l'archichancelier et du secrétaire du gouvernement.

La diète de Bohême n'était rien moins que démocratique. La plupart des habitants n'y étaient pas représentés; et le clergé, qui avait formé jadis un

burgrave de Karlstein était une des plus importantes et des plus lucratives de la Bohême; elle assurait au titulaire de l'ordre des seigneurs un traitement de 8,000 thalers par an. (GINDELY, *Geschichte des dreissigjährigen Krieges*, t. I, p. 177.)

[1] Les grandes charges de la Bohême étaient au nombre de six : l'archiburgrave, l'archichancelier, le grand maître de la cour, le président de la trésorerie, le grand chambellan, le grand juge. (GINDELY, *Geschichte der böhmischen Brüder*, t. II, p. 57.)

des ordres du royaume, ne l'était pas davantage. Depuis que la noblesse, profitant de la révolution des hussites, l'avait dépouillé de la plus grande partie de ses biens, le clergé avait perdu ses droits politiques, car les droits politiques étaient alors une conséquence de la possession territoriale. A la fin du seizième siècle, la diète ne se composait plus que de trois ordres, curies ou chambres : les seigneurs, les chevaliers et les bourgeois des villes royales [1].

On ne connaît pas exactement le nombre de fidèles que possédait en Bohême, au commencement du dix-septième siècle, chacune des trois religions, catholicisme, utraquisme et Unité, qui se partageaient alors le pays. En 1564, à l'avénement de l'empereur Maximilien, les catholiques formaient les trois neuvièmes de la population totale, les frères de l'Unité les deux neuvièmes, et les utraquistes les quatre neuvièmes, un peu moins de la moitié. En 1609, les catholiques, par suite des progrès du luthéranisme, n'en comprenaient plus que les deux dixièmes, et les frères, par suite des expulsions, également que les

[1] L'ordre du clergé ayant disparu, les quelques dignitaires ecclésiastiques qui possédaient encore des terres figuraient dans l'ordre des seigneurs. (GINDELY, *Geschichte des dreissigjährigen Krieges*, t. I, p. 135 et suiv.)

deux dixièmes. Les utraquistes, au contraire, transformés presque tous en nouveaux utraquistes, utraquistes luthériens ou adhérents de la confession bohême, en constituaient les six dixièmes, un peu plus de la moitié. Quant aux vieux utraquistes, ils n'existaient presque plus, ou se confondaient avec les catholiques; les purs luthériens[1], ainsi que les calvinistes, étaient encore moins nombreux. Dans le sein de la diète où dominait la noblesse, les catholiques et les vieux utraquistes étaient encore proportionnellement moins nombreux que dans le pays; ils en formaient à peine le dixième, tandis que les neuf dixièmes appartenaient au nouvel-utraquisme ou à l'Unité. Ce fut cette noblesse qui déclara la guerre au roi catholique de Bohême; après avoir enlevé au clergé ses biens, elle allait enlever au Roi son pouvoir.

C'était alors un principe universellement admis, que les sujets devaient suivre la religion de leur souverain. Or le véritable souverain en Bohême, ce n'était pas le Roi, c'était le seigneur. Toute l'admi-

[1] Les purs luthériens ne se rencontraient que dans les territoires les plus rapprochés de l'Allemagne. (GINDELY, *Rudolf II*, t. II, p. 21, 22.)

nistration et la police se trouvaient entre les mains de la noblesse; le Roi était à peine un suzerain[1]. Quant à la religion, il fallait toutefois, pour que le seigneur pût imposer la sienne, qu'elle fût une des deux religions légales de la Bohême, c'est-à-dire le catholicisme ou l'utraquisme. Les seigneurs protestants, ou plutôt adhérents de la confession bohême de 1575, s'efforçaient sans succès, depuis plusieurs années, d'obtenir que cette confession devînt légale; mais, en attendant de l'avoir obtenu, ils ne se faisaient pas faute de l'imposer à leurs sujets. Le Roi, outre sa qualité de suzerain nominal, était encore seigneur direct de certains domaines et de certaines villes[2]; et comme il était catholique, les paysans de ces domaines et les bourgeois de ces villes devaient être catholiques.

Les seigneurs nouveaux utraquistes ou protestants ne se contentèrent pas d'appliquer à l'égard de leurs sujets la maxime *cujus regio ejus religio,* et de leur imposer illégalement leur religion; ils voulurent

[1] Les terres des seigneurs étaient, non pas des fiefs, mais des francs-alleux.

[2] Le Roi possédait en Bohême un dixième du territoire et quarante-deux villes. (GINDELY, *Geschichte des dreissigjährigen Krieges,* t. I, p. 140, 141.)

répandre le protestantisme dans toute la Bohême, sur les terres des seigneurs catholiques comme sur les leurs, mais surtout sur les terres et dans les villes du Roi. Ils pensaient qu'après avoir isolé le Roi au point de vue religieux, ils lui enlèveraient plus facilement le pouvoir politique. Rodolphe II, empereur d'Allemagne et roi de Bohême, allait d'ailleurs leur offrir lui-même, pour la réalisation de leurs desseins, une occasion favorable.

Rodolphe II a été le plus mauvais souverain qu'aient eu l'empire d'Allemagne et en particulier la Bohême. Arrivé au trône en 1576, à l'âge de vingt-quatre ans, il avait d'abord donné les plus belles espérances. Il était intelligent, instruit; mais il avait plutôt les goûts d'un riche particulier que ceux d'un souverain. Il négligea bientôt les affaires publiques pour les sciences et pour les arts, créa à grands frais des collections, et appela auprès de lui deux célèbres astronomes, Tycho-Brahé et Képler. Il ne s'en tint malheureusement pas là. On croyait généralement alors à l'astrologie : Rodolphe s'y adonna avec passion; il faisait tirer l'horoscope de tous les personnages avec lesquels il avait affaire, et se conduisait à leur égard d'après les renseignements ou les inspirations qu'il croyait

recevoir des astres. Cette manie lui devint funeste; en dépit des horoscopes, il s'entoura d'aventuriers; et la débauche aidant, il finit par perdre la raison. En l'année 1600, par suite d'une prédiction de Tycho-Brahé, il s'attendait à être, comme le roi de France Henri III, assassiné par un moine. Il ne sortit plus dès lors de son palais, prit en haine le clergé, et s'entoura plus que jamais de gens de bas étage. De l'astrologie il tomba dans la magie, puis s'adonna à la boisson. En 1608 il devint fou furieux. Il frappait son entourage, injuriait les membres de sa famille, et courait la nuit en chemise, armé d'une rapière et imitant les cris des bêtes féroces. Il essaya plusieurs fois de se donner la mort. C'est à ce pauvre insensé que la noblesse va arracher un pouvoir que les hauts fonctionnaires catholiques de Bohême ne réussiront pas à défendre[1].

On aurait dû enlever l'autorité royale à Rodolphe, pour la confier à un prince de sa famille plus capable que lui de l'exercer. Ses parents, les membres de la maison de Habsbourg, le tentèrent. Ils essayèrent d'abord d'obtenir de lui une abdication volontaire. La douceur ayant échoué et la nécessité pressant,

[1] GINDELY, *Rudolf II*, t. I, p. 27, 44, 192.

ils recoururent à la force. Son frère, l'archiduc Mathias, le chef de la dynastie après lui, leva une armée et marcha sur Prague. Mais cette expédition qui devait sauver le pouvoir de la maison de Habsbourg, ne fit qu'en précipiter la ruine. Les troupes de Mathias étaient trop peu considérables pour qu'il pût réussir sans l'appui de la noblesse : elle refusa de le soutenir; elle n'entendait pas enlever le pouvoir à Rodolphe pour le conserver à sa famille; elle voulait le garder pour elle-même. C'était là d'ailleurs le but de la noblesse dans tout l'Empire. En France et en Angleterre, le pouvoir féodal avait disparu pour faire place au pouvoir royal. En Allemagne, il se sentait menacé du même sort par la maison de Habsbourg; ce fut pour cela qu'une grande partie de la noblesse entra en lutte avec Rodolphe et ses successeurs, qu'elle adopta le protestantisme et s'efforça de détruire le catholicisme[1].

Lorsque Mathias envahit la Bohême, Rodolphe n'avait pour lui résister ni soldats, ni argent. Dans

[1] Son principal chef fut alors le prince Christian d'Anhalt, fondateur de l'Union protestante; le but de l'Union était de faire des conquêtes et d'opprimer le catholicisme. (GINDELY, *Rudolf II*, t. I, p. 128, 240 et suiv., 272; — *Geschichte des dreissigjährigen Krieges*, t. IV, p. 4.)

l'espoir d'en obtenir plus facilement et en plus grande quantité, il convoqua une diète générale de tous les pays relevant de la couronne de Bohême[1]. Les représentants de la Bohême, seuls, s'y rendirent; ceux de la Moravie, de la Silésie et des Lusaces traitaient déjà avec Mathias; ils n'y parurent pas.

Depuis sa maladie l'Empereur ne se montrait plus en public. Les bruits les plus étranges s'étaient répandus à son égard; on disait, par exemple, qu'il était mort et qu'il avait été remplacé par un cordonnier. Pour y mettre fin et pour impressionner favorablement les états par la vue du souverain, les hauts fonctionnaires contraignirent Rodolphe à ouvrir la diète en personne. Il s'y laissa traîner, le 23 mai 1608. Il avait alors cinquante-six ans. Son écuyer[2] entra le premier, portant selon l'usage l'épée nue; Rodolphe le suivait pâle et tremblant : on eût dit qu'il marchait au supplice. Sa taille s'était courbée, ses cheveux avaient blanchi. A sa vue, les cœurs s'émurent; on l'accueillit avec sympathie; plusieurs députés, en le voyant, versèrent des larmes.

[1] Les diètes générales du royaume de Bohême, *Generallandtag*, se réunissaient bien plus rarement que les diètes provinciales, *Landtag*. (GINDELY, *Rudolf II und seine Zeit*, t. I, p. 200.)

[2] Le seigneur de Waldstein.

Il remercia les états en quelques mots, donna à lire son message, puis s'excusa de ne pouvoir attendre plus longtemps et sortit. Il était resté à peine quatre minutes.

Rodolphe avait convoqué une diète générale; une simple diète provinciale[1] s'était réunie; c'était un premier échec; il allait en subir de bien plus graves encore. Il n'avait convoqué les états que pour en obtenir les moyens de résister à son frère Mathias. Son message, ce que l'on appelait alors la proposition royale, demandait des soldats et de l'argent. Mais la diète, au lieu de le secourir, ne songeait qu'à lui enlever le pouvoir. Le premier mouvement de sympathie passé, elle se mit à battre en brèche son autorité[2].

Le principal chef des opposants fut, comme à la diète de 1603, le seigneur Wenzel Budowec de Budowa. Ce fut lui qui rédigea en vingt-cinq articles les réclamations de la diète. Elle demandait, entre autres choses, que la confession de 1575, qui avait

[1] *Landtag*.

[2] Le 25 mai 1608, le seigneur morave Zierotin fit un discours de plus d'une heure, pour engager la diète de Bohême à s'allier avec Mathias contre Rodolphe; il échoua. (GINDELY, *Rudolf II*, t. I, p. 229.)

été seulement tolérée jusqu'alors, fût enregistrée aux archives[1] et devînt ainsi partie intégrante de la constitution. C'était vouloir faire de la confession bohême de 1575, à côté du catholicisme et du vieil-utraquisme, une troisième religion d'État. La diète demandait, en outre, que le libre exercice de cette confession fût accordé à tous les habitants de la Bohême, même aux serfs. C'était permettre que le protestantisme, déjà imposé par les seigneurs à leurs sujets en vertu du principe *cujus regio ejus religio*, pût, grâce à une suppression exceptionnelle de ce principe, être introduit dans le reste de la Bohême, sans avoir à rencontrer l'opposition des seigneurs catholiques ou vieux utraquistes. La diète voulait enfin nommer des défenseurs, pour soutenir les intérêts des protestants et surveiller le consistoire vieil-utraquiste et l'université. C'était créer dans le royaume une autorité indépendante du Roi.

Plusieurs autres demandes avaient une moindre portée. Ainsi, toutes les charges devaient être accessibles aux protestants comme aux catholiques; les

[1] *Landtafel.* Les vingt-cinq articles furent présentés à l'Empereur le 28 mai, en vertu d'une décision prise par la diète le 24 mai. (GINDELY, *Rudolf II*, t. I, p. 227, 229.)

étrangers ne pourraient ni parvenir aux charges ecclésiastiques de la Bohême, ni s'occuper des affaires du royaume[1].

Des vingt-cinq articles, Rodolphe rejeta ceux qui avaient trait à la religion, au consistoire et à l'université, c'est-à-dire les plus importants[2], et il en renvoya l'examen à une prochaine diète. En attendant, il n'obtint rien de ce qu'il avait demandé lui-même. Le péril avait, il est vrai, diminué; Mathias, privé de l'appui de la noblesse, avait dû se retirer; mais la lutte entre le Roi et les états était devenue plus vive encore qu'auparavant.

Une nouvelle diète provinciale, c'est-à-dire exclusivement composée des représentants de la Bohême, fut ouverte le 28 janvier 1609, par l'archichancelier Zdenek Popel de Lobkowitz[3]. L'Empereur ayant demandé le vote des impôts, la diète réclama, de son côté, la reconnaissance de la confession bohême, le libre exercice de cette confession pour

[1] GINDELY, *Geschichte der Ertheilung*, p. 21 et suiv.

[2] L'Empereur, pour refuser de livrer le consistoire et l'université, s'appuyait sur l'histoire; la diète lui répondit en remontant jusqu'à César. (GINDELY, *Rudolf II*, t. I, p. 315.)

[3] CHLUMECKY, *Carl von Zierotin und seine Zeit*. Brünn, 1862, p. 576 et 594, note.

les sujets des seigneurs catholiques et vieux utraquistes, et la mise du consistoire et de l'université sous sa direction.

A l'appui de leurs demandes, les seigneurs luthériens ou nouveaux utraquistes avaient dressé une liste de trente-huit griefs contre les seigneurs catholiques. Ils les accusaient de divers actes de spoliation et de cruauté; ils affirmaient, entre autres, que Martinitz avait fait ouvrir de force la bouche à ses serfs, pour les faire communier sous une seule espèce. Ces accusations étaient complétement fausses; mais les seigneurs cherchaient, par toutes sortes de moyens, à se faire des partisans parmi le peuple, surtout à Prague. Ils y parvinrent. Le peuple, partout et en tous les temps soupçonneux et crédule, croit toujours celui qui affirme, surtout lorsqu'il accuse; et son imagination l'emportant sur son intelligence, plus les faits qu'on lui raconte sont singuliers, plus il les croit.

On était loin de s'entendre. Les conseillers de l'Empereur étaient eux-mêmes divisés. Pendant que l'archiburgrave Adam de Sternberg se montrait favorable aux concessions, l'archichancelier Lobkowitz, Charles de Lamberg, archevêque de Prague,

et deux seigneurs, Guillaume Slawata de Chlum[1] et Jaroslav de Martinitz[2], s'y opposaient; ils pensaient, et l'avenir leur donna raison, qu'une concession en entraînerait d'autres, et qu'une fois engagé dans cette voie, on ne pourrait plus s'arrêter.

Rodolphe essaya d'abord de résister; mais il n'avait ni assez de fermeté de caractère, ni assez d'autorité pour persister jusqu'au bout; il ne fit qu'irriter la diète et en accroître les prétentions. Les états refusant de voter les impôts et le Roi refusant de céder, il était inutile de prolonger la session. Aussi, lorsque Budowec eut lu une protestation, l'archiburgrave déclara-t-il la diète close (1er avril 1609).

La lutte s'aggravait. Bien que la diète ne pût s'assembler légalement sans une convocation de l'Empereur, elle décida qu'elle se réunirait au bout de quatre semaines, et elle employa ce délai à chercher

[1] Le père de Slawata appartenait à l'Unité. Quant à lui, il s'était converti au catholicisme pendant un voyage en Italie, et avait épousé l'héritière du dernier seigneur de Neuhaus. Il était burgrave de Karlstein. Quand Mathias donna le burgraviat de Karlstein à Thurn, il nomma Slawata grand juge de la cour des fiefs. (GINDELY, *Rudolf II*, t II, p. 306; — SCHEBEK, *Die Lösung der Wallensteinfrage*. Berlin, Hofmann, 1877, p. 20.)

[2] Martinitz était conseiller impérial, maréchal de la cour et assesseur au tribunal provincial. (GINDELY, *Rudolf II*, t. II, p. 306.)

des alliés au dehors. Elle envoya pour cela des ambassadeurs à Mathias et aux trois Électeurs protestants[1]. Mathias, ne voulant se compromettre avec personne, fit une réponse évasive. L'Électeur palatin et l'Électeur de Brandebourg conseillèrent à l'Empereur de céder; quant à l'Électeur de Saxe, il recommanda la modération aux deux partis, et annonça l'envoi en Bohême de trois de ses conseillers qui serviraient d'arbitres.

Au bout d'un mois, le 5 mai 1609, la diète se réunit, sans convocation royale, au rathhaus de Neustadt. Les nobles y vinrent plus nombreux qu'ils ne l'avaient été depuis deux cents ans. Deux placards de l'Empereur, interdisant la réunion, avaient été appendus aux murailles du rathhaus; l'un d'eux fut retourné, l'autre fut foulé aux pieds.

La diète n'était pas sans inquiétude; les nobles, contrairement à l'usage et à la loi, avaient mis leurs costumes de guerre, et leurs suites formaient une véritable armée. La garde du corps de l'Empereur eût été incapable de leur résister. Cependant elle leur portait encore ombrage; une bande, envoyée par

[1] Palatin, Saxe et Brandebourg.

eux, la désarma. La diète ne fut pas encore rassurée; le plus léger incident suffisait à l'effrayer. Étant nombreuse, elle avait quelque chose de la crédulité et des entraînements de la foule. Un jour qu'elle était en séance, le bruit se répandit qu'elle allait être attaquée. Les députés prirent aussitôt la fuite, et plusieurs d'entre eux, pour se sauver plus vite, sautèrent par les fenêtres. Ils avaient pris pour une armée la suite de l'ambassadeur d'Espagne, Zuniga, qui faisait en ce moment son entrée dans Prague. Un autre jour, le bruit courut que les caves du rathhaus, placées sous la salle des séances, avaient été remplies de poudre, et qu'on allait faire sauter la diète. On visita les caves, et l'on n'y découvrit rien de semblable [1].

On retrouve à la diète de Bohême des scènes qui se renouvelleront deux siècles plus tard, pendant la Révolution française. C'est ainsi qu'un certain Gaspard Félix, gardien du couvent des Franciscains de Prague, vint déclarer aux états que la lumière de l'Évangile l'avait touché, et qu'il réclamait leur appui. Budowec le lui promit, et le moine, tranquillisé, alla

[1] GINDELY, *Rudolf II*, t. II, p. 323 et suiv.; — *Geschichte der Ertheilung des böhmischen Majestätsbriefes*, p. 59.

aussitôt épouser une jeune fille qui avait su lui ouvrir les yeux et le convertir [1].

Si la diète se laissait aller à de pareilles terreurs, que dire du peuple? L'inquiétude régnait partout dans Prague. Des soldats oisifs erraient en attendant d'être enrôlés, et commettaient mille excès. On n'osait pas leur résister; mais on cherchait à se rassurer, en intimidant à son tour ceux de qui l'on n'avait rien à craindre. On insultait les Jésuites qui se hasardaient dans les rues, et l'on racontait que leur collége était rempli d'armes. L'émotion que causaient ces faux bruits devint telle, que ces religieux furent obligés d'abandonner leur demeure et de se réfugier chez des amis [2]. Partout et dans tous les temps les mêmes événements amènent les mêmes excès et les mêmes folies.

Après avoir pris connaissance des réponses de Mathias et des Électeurs, les états firent le serment de ne plus se séparer avant d'avoir obtenu tout ce qu'ils demandaient; et le 11 mai, ils firent remettre à l'Empereur une lettre par laquelle ils cherchaient à justifier leur conduite, renouvelaient leurs demandes

[1] GINDELY, *Geschichte der Ertheilung*, p. 81.
[2] GINDELY, *Rudolf II*, t. I, p. 324.

et réclamaient surtout la convocation légale de la diète. Sur les conseils de l'Électeur de Saxe, Rodolphe y consentit ; il promit en même temps de ne pas punir les états pour leur réunion illégale du 5 mai. Il donnait ainsi des armes à ses adversaires, car la diète, en devenant légale, allait avoir plus de force pour le contraindre à céder, et les députés, assurés de l'impunité pour le passé, devaient espérer, non sans raison, qu'ils l'obtiendraient encore à l'avenir.

II

La diète, convoquée par l'Empereur, se réunit le lundi 25 mai 1609, non plus au rathhaus de Neustadt, mais au palais impérial, dans la salle ordinaire des séances. Elle s'ouvrit, suivant l'usage, par une messe solennelle; les protestants refusèrent d'y assister. Le 29 mai, ils firent remettre à Rodolphe un mémoire[1], dans lequel ils demandaient de nouveau

[1] Ce mémoire avait été rédigé par quatre avocats.

qu'on leur livrât le consistoire et l'université. Le consistoire continuait d'être l'autorité religieuse de laquelle relevaient les vieux utraquistes; le livrer à la diète, c'était supprimer le vieil-utraquisme[1]. Lui livrer l'université, qui avait alors en Bohême l'autorité d'un ministère de l'instruction publique, c'était lui fournir le plus sûr moyen d'attirer au protestantisme les sujets de ses adversaires. Les protestants soutenaient que le Roi ne devait diriger ni la religion, ni l'instruction de personnes qui n'avaient pas la même religion que lui. Mais ils entendaient faire précisément ce qu'ils reprochaient au Roi de faire; ils prétendaient diriger la religion et l'instruction de leurs adversaires. Enfin si la Bohême devenait protestante, l'Empereur perdait son pouvoir, et le clergé catholique perdait le reste de ses biens. C'était le but que la noblesse se proposait d'atteindre.

Rodolphe essaya encore de résister. Il répondit qu'il voulait maintenir le *statu quo*[2]. Les états s'en montrèrent très-irrités; et l'un des membres de la diète, le comte de Thurn, s'écria qu'on avait assez

[1] La diète disait que si elle n'obtenait pas le consistoire, les protestants se trouveraient sans direction religieuse.
[2] 4 juin 1609.

parlé et qu'il fallait agir. Comme le chancelier Lobkowitz et les deux conseillers Slawata et Martinitz s'étaient opposés à la convocation de la diète, on leur attribua la réponse de l'Empereur, et l'on somma Lobkowitz de déclarer si c'était lui qui en était l'auteur; il refusa de répondre, et l'on menaça aussitôt de le jeter par les fenêtres[1].

La noblesse protestante, on l'a déjà vu, formait la grande majorité de la diète; sur environ deux cents membres, la noblesse catholique ou vieille-utraquiste n'en avait que de vingt à trente. En la menaçant, on parvint à l'intimider, et elle consentit à s'associer aux demandes des protestants; elle le fit toutefois faiblement, et se borna à ne pas s'opposer à la majorité.

La diète répondit au refus de l'Empereur, en faisant rédiger trois actes qui contenaient ses dernières résolutions. Dans le premier, elle déclarait qu'elle repousserait par la force quiconque voudrait opprimer les états en matière religieuse. Dans le second, elle protestait contre la conduite de l'Empereur. Dans le troisième, elle réclamait pour les protestants la liberté religieuse. Ce troisième acte qui est devenu, sauf une légère modification, la lettre de Majesté, était le

[1] 5 juin 1609.

seul légal; les deux premiers constituaient une révolte formelle contre l'autorité souveraine, car l'oppresseur prétendu qu'elle voulait repousser, c'était l'Empereur. Le tout était rédigé, d'ailleurs, en termes violents, de manière à exciter et à soulever l'opinion publique. Le 13 juin, les trois actes furent présentés à l'Empereur par une députation de la diète, ayant à sa tête le comte Schlick, l'un des principaux chefs du parti luthérien. Schlick adressa, en même temps, un discours à l'Empereur. Ce discours était-il trop long, ou son contenu lui déplut-il? quoi qu'il en soit, Rodolphe se retira sans en attendre la fin, et la députation dut se borner à lui faire remettre les trois actes. L'Empereur y fit répondre, en offrant de soumettre l'affaire à l'arbitrage des six Électeurs de l'Empire[1]. L'un des ambassadeurs saxons, le docteur Gerstenberger, s'entremit aussitôt. Il proposa d'assurer à tous les Bohémiens le libre exercice de la confession de 1575, mais demanda le *statu quo* pour le consistoire et pour l'université. Rodolphe accepta les propositions saxonnes; il consentit à accorder le libre exercice de la confession

[1] Trois étaient catholiques, et trois protestants; le septième Électeur était l'Empereur lui-même, comme roi de Bohême.

de 1575, en exigeant toutefois que les protestants suivissent l'ancienne liturgie utraquiste. C'était reconnaître l'existence légale de la confession bohême qu'il avait seulement tolérée en fait jusqu'alors. Mais la diète rejeta complétement ces mêmes propositions, et bien résolue à arracher par la force ce qu'elle ne pourrait obtenir d'une autre manière, elle enrôla des soldats et leva des impôts. Les membres les plus riches, ceux qui devaient payer les plus fortes sommes, s'effrayèrent bien à l'idée des dépenses considérables qu'allaient nécessiter les armements; mais comme ils ne formaient pas la majorité, les armements furent votés (24 juin 1609). La diète conclut en même temps une alliance avec la Silésie[1] et demanda des secours à la Moravie[2]. Lorsque l'archiburgrave lui remit la décision de l'Empereur admettant les propositions saxonnes, elle répondit par la lecture d'un nouvel acte, par lequel elle se mettait en état de défense et déclarait elle-même la session close. Les députés s'éloignèrent ensuite du

[1] Le 25 juin 1609, au château de Prague. V. Du Mont, *Corps diplomatique*, t. V, 2e partie, p. 111.

[2] En vertu d'anciens traités. Budowec proposa même aux vingt membres catholiques de la diète de prendre part aux armements; c'était leur proposer la révolte : ils refusèrent.

château, en imitant divers cris d'animaux, de loups, de chiens, de chats. Plusieurs même firent irruption dans l'antichambre de Rodolphe, ce qui le remplit de terreur (26 juin)[1].

L'Empereur protesta contre la dissolution illégale de la diète ; on lui répondit qu'il était inutile qu'elle délibérât tant qu'elle n'aurait pas obtenu tout ce qu'elle demandait. Les députés quittèrent Prague et retournèrent chez eux pour organiser la résistance. En partant, ils publièrent dans toute la Bohême leur acte de défense. Cet acte, qui dirigeait contre les catholiques toutes sortes d'accusations mensongères, devait préparer le terrain en soulevant l'opinion publique; il se terminait en ordonnant une levée de milices et d'impôts.

Les états n'eurent garde d'abandonner Prague à l'influence des partisans de l'Empereur. Ils y laissèrent, pour les représenter, trente directeurs, dix de chaque ordre. Une moitié appartenait au luthéranisme, l'autre moitié à l'Unité des frères bohêmes[2]. Comme en 1547, ils constituèrent à Prague un gouvernement provisoire, et tinrent leurs séances au

[1] GINDELY, *Rudolf II*, t. I, p. 346.
[2] Ce furent les directeurs qui signèrent l'acte de défense.

rathhaus de l'Altstadt. En attendant l'arrivée des milices, les directeurs enrôlèrent trois mille fantassins et mille cinq cents cavaliers, et nommèrent des généraux pour les commander. Mathias de Thurn devait en être le lieutenant général; Léonhard Colonna de Fels, le feld-maréchal général; et Jean de Bubna, le quartier-maître général. Les directeurs prièrent en outre le prince d'Anhalt de venir à leur secours et de leur envoyer des munitions.

La situation de l'Empereur devenait de plus en plus critique. Il ne pouvait plus recourir à la loi, depuis que la diète la violait ouvertement; et il ne pouvait pas employer la force pour la faire respecter et pour se faire respecter lui-même, car il n'avait à sa disposition ni soldats, ni argent. L'archiburgrave Sternberg, le chef du parti favorable aux concessions, le décida à céder, et prit lui-même l'initiative de nouvelles négociations. La diète étant dissoute, il s'adressa aux directeurs. Ceux-ci ayant consenti, quoique d'assez mauvaise grâce, à l'écouter, l'archiburgrave commença par leur demander ce qui leur déplaisait dans les concessions de l'Empereur. Les directeurs, au lieu de répondre, lui demandèrent à leur tour ce qui déplaisait à l'Empereur dans leurs

réclamations. L'archiburgrave répondit que la diète prenait à tort dans ses actes le titre d'États évangéliques. C'était là une expression étrangère à la constitution de la Bohême ; on devait la remplacer par celle d'États utraquistes. Les protestants voulaient exercer leur culte dans les églises catholiques : l'Empereur n'y pouvait consentir. Les protestants demandaient qu'on leur livrât le consistoire : c'était supprimer l'autorité de laquelle relevaient les vieux utraquistes. Ils demandaient encore qu'on leur livrât l'université : l'Empereur ne pouvait abandonner une institution que ses ancêtres avaient fondée; il leur offrait néanmoins de désigner eux-mêmes douze personnes, parmi lesquelles il en choisirait six qui seraient chargées de soutenir leur cause dans le sein de l'université. Les protestants voulaient pouvoir ensevelir leurs morts dans les cimetières catholiques ; mais pourquoi, disait Sternberg, prétendre réunir après leur mort ceux qui avaient voulu demeurer séparés pendant leur vie? Enfin l'Empereur demandait que les concessions qu'il faisait n'eussent de valeur que jusqu'à la prochaine diète générale de tous les pays relevant de la couronne de Bohême.

L'orateur des protestants, Budowec, répondit à

Sternberg. Il repoussa la dénomination d'États utraquistes, et maintint celle d'États évangéliques. Il déclara que les protestants ne voulaient pas célébrer leur culte dans les églises catholiques; que maintenir le *statu quo* pour l'université, même avec la création d'un conseil de surveillance parlementaire, ce serait laisser à l'Empereur une trop grande autorité et admettre trois religions en Bohême, ce que l'on repoussait. Quant aux cimetières, les protestants voulaient seulement qu'on ne pût pas leur refuser la sépulture dans la cathédrale de Prague et dans les villes entièrement catholiques de Pilsen et de Budweis. Les protestants refusaient de soumettre les concessions de l'Empereur à l'approbation d'une diète générale de tous les pays relevant de la couronne de Bohême. La Bohême, disaient-ils, était la tête du royaume, et elle avait toujours fait seule ses affaires. Budowec chercha ensuite à justifier les armements par la nécessité de se défendre. Les États, d'après lui, étaient menacés, et il en donnait une preuve assez singulière : c'était qu'un cocher, conduisant des Capucins en Bavière, avait vu faire, dans ce pays, des préparatifs de guerre. Enfin, ajouta-t-il, il y avait un moyen bien simple de rétablir la paix, c'était que

l'Empereur fît toutes les concessions qu'on lui demandait; les troubles, il l'affirmait, cesseraient à l'instant.

En attendant, les directeurs installaient dans Prague les trois mille fantassins qu'ils avaient enrôlés, et faisaient vivre leurs mille cinq cents cavaliers dans les environs, principalement sur les domaines de deux de leurs adversaires, Lobkowitz et Martinitz.

L'Empereur, de plus en plus menacé, fit encore des concessions : il accorda l'existence légale à la confession bohême, sans imposer la condition relative à la liturgie, et il consentit à l'établissement d'un consistoire spécial pour les adhérents de cette confession. Quant à l'université, elle serait surveillée par six personnes que l'Empereur nommerait sur douze qui seraient désignées par les protestants. Il maintenait le nom d'États utraquistes, conservait l'ancien consistoire, et réservait à une diète générale des pays de la couronne de Bohême la solution définitive de toutes les questions. L'ambassadeur de Saxe trouva ces concessions suffisantes; mais les directeurs les rejetèrent. Ils refusèrent même de signer un écrit ou *revers*, par lequel ils se seraient engagés à ne pas opprimer les catholiques [1]. Ils exi-

[1] Il semble cependant qu'ils prirent cet engagement dans

geaient que l'Empereur se soumît sans condition. Les directeurs désiraient faire durer la lutte, afin de conserver plus longtemps une autorité qu'ils auraient perdue, la paix une fois rétablie.

Cependant l'opinion publique commençait à se détacher des protestants. Le refus des directeurs de s'engager à ne pas opprimer les catholiques parut exorbitant. Les utraquistes qui s'étaient montrés favorables au luthéranisme, lorsqu'il était persécuté, lui devenaient hostiles, depuis qu'il était persécuteur et qu'en supprimant le consistoire il prétendait obliger tous les Bohémiens à embrasser la confession de 1575. Mais les directeurs n'eurent pas de peine à ramener à eux l'opinion publique ; il leur suffit pour cela de faire répandre partout un écrit, dans lequel ils affirmaient que la signature du *revers* aurait entraîné la rupture des négociations.

L'Empereur fit une dernière tentative pour sauver l'existence du consistoire utraquiste : il offrit d'en remettre la direction à une commission non plus de six mais de neuf membres qu'il choisirait parmi les douze que désignerait la diète. Les directeurs refusèrent.

le concordat dont on parlera plus tard. (GINDELY, *Geschichte der Ertheilung des böhmischen Majestätsbriefes*, p. 105, 106, 109.)

Ne pouvant rien obtenir d'essentiel, l'Empereur se rabattit sur des accessoires, et insista de nouveau pour qu'on remplaçât le nom d'États évangéliques par celui d'États utraquistes, et pour que les concessions qu'il faisait n'eussent de valeur que jusqu'au rétablissement de la paix religieuse, non plus seulement en Bohême, mais aussi en Allemagne. De ces conditions, la première n'avait aucune importance, la seconde était chimérique; Budowec les accepta; l'Empereur céda sur tout le reste, et le 9 juillet 1609, il signa la lettre de Majesté, c'est-à-dire le troisième acte que la diète lui avait fait remettre le 13 juin précédent; il le signa, mais en déclarant que le conseil des directeurs devrait aussitôt disparaître, et que les alliances particulières conclues par la Bohême avec la Moravie et la Silésie seraient dissoutes. Budowec ne répondit rien. L'Empereur crut sauver son autorité, en imposant ainsi verbalement des conditions que ses adversaires n'acceptaient pas; il ne faisait que mieux montrer son impuissance et sa faiblesse.

Le 11 juillet, une députation de onze directeurs, à la tête de laquelle se trouvait Budowec, se présenta au château, pour recevoir la lettre de Majesté. Tout acte signé par le roi de Bohême devait, pour devenir

valable, être contre-signé par l'archichancelier et par le secrétaire du gouvernement. L'archichancelier Lobkowitz et le secrétaire Menzel, trouvant la lettre de Majesté contraire à leur conscience, avaient refusé de la contre-signer. Après quelques récriminations au sujet du défaut de contre-seing, l'archiburgrave Sternberg et le secrétaire Michna, tous deux plus accommodants, contre-signèrent avec l'autorisation de l'Empereur à la place de Lobkowitz et de Menzel, et les directeurs s'en contentèrent. Le lendemain, 12 juillet, l'archiburgrave remit la lettre de Majesté aux directeurs, en déclarant qu'elle serait nulle si les armements de la diète étaient tournés contre l'Empereur. Les directeurs la portèrent au rathhaus de l'Altstadt, au milieu des acclamations de la foule. L'enthousiasme était si grand que beaucoup de personnes allèrent voir le précieux document, le toucher et le baiser. Il semblait qu'une ère de paix et de bonheur venait de s'ouvrir[1].

Comme la lettre de Majesté renfermait des concessions défavorables au catholicisme, l'Empereur n'avait pas cru pouvoir l'octroyer sans l'assentiment des catho-

[1] Comparer cet accueil avec celui qui fut fait à la constitution de 1793. (TAINE, *la Révolution*, t. III, p. 21, 23.)

liques. Cet assentiment fut donné par un concordat[1] conclu entre les membres catholiques et les membres protestants de la diète, qui fut signé le même jour que la lettre de Majesté, c'est-à-dire le 9 juillet 1609, par quinze catholiques, cinq de chaque ordre, et par les trente directeurs. Ce concordat, approuvé par Rodolphe, confirmait la lettre de Majesté, la complétait et devait avoir la même valeur.

III

Les édits ordinaires des rois de Bohême n'étaient valables que pendant le règne des souverains qui les avaient rendus; les lettres de Majesté, scellées d'un sceau particulier, devenaient, au contraire, lois fondamentales du royaume et ne pouvaient être révoquées. L'édit de 1609 accordait l'existence légale et la qualité de religion d'État à la confession bohême. Il la plaçait sur le même pied que l'utraquisme et le

[1] *Vergleich.*

catholicisme. Il autorisait tous les habitants de la Bohême, quelle que fût leur condition, c'est-à-dire les paysans libres[1] et même les serfs, aussi bien que les seigneurs, les chevaliers et les bourgeois des villes royales, à suivre cette confession comme ils pouvaient déjà suivre le catholicisme ou l'utraquisme[2]. Il n'était pas question de l'Unité, et si les frères bohêmes purent profiter de la lettre de Majesté, ce fut en se glissant parmi les adhérents de la confession de 1575.

[1] Il y avait en Bohême une classe de paysans libres, comptant 450 familles. Elle possédait les trois dixièmes des terres de la Bohême, mais ne formait pas néanmoins un État séparé représenté à la diète. (GINDELY, *Geschichte des böhmischen Aufstands von* 1618, t. I, p. 136 à 156.)

[2] Le principe *cujus regio ejus religio* était-il aboli en ce qui concernait ces trois religions? Cela ne semble pas certain. En Autriche, Maximilien II avait accordé à la noblesse seule, et non aux sujets de cette noblesse, la liberté de pratiquer le protestantisme. (GINDELY, *Rudolf II*, t. I, p. 266.) On pourrait admettre qu'en accordant, en Bohême, aux sujets la liberté de pratiquer la confession de 1575, la lettre de Majesté entendait leur conférer le droit de la pratiquer avec leurs seigneurs et non pas malgré eux. La noblesse aurait donc conservé le droit d'imposer sa religion à ses sujets. Quant au Roi, il renonçait à imposer la sienne aux villes royales. Au point de vue religieux, elles cessaient de lui être soumises et allaient avoir vis-à-vis de lui les mêmes droits que les deux autres ordres, c'est-à-dire une indépendance presque complète.

Le texte que Du Mont donne de la lettre de Majesté (*Corps diplomatique*, t. V, 2e partie, p. 115) ne semble pas tout à fait sûr, parce qu'il annonce que la lettre de Majesté est accordée aussi aux Silésiens, tandis qu'elle ne le fut tout d'abord qu'aux

Les sujets du Roi et ceux des seigneurs catholiques ou utraquistes, ayant le droit de pratiquer librement la confession bohême, auraient dû avoir aussi le droit de bâtir les églises nécessaires à la célébration de leur culte. Il n'en était pourtant pas ainsi. D'après la lettre de Majesté, le droit de bâtir des églises n'appartenait qu'aux trois ordres représentés à la diète, seigneurs, chevaliers et villes. Ainsi le sujet nouvel-utraquiste d'un seigneur catholique ne pouvait pas bâtir une église sur les terres de ce seigneur. Par exception cependant, exception con-

Bohémiens, et surtout parce qu'il parle d'États évangéliques, tandis que la lettre de Majesté employait, d'après Gindely, le terme d'États utraquistes. Il se pourrait que le texte de Du Mont reproduisît seulement le troisième acte présenté par la diète, lequel devint la lettre de Majesté avec certaines modifications.

Rodolphe II et la maison de Habsbourg ne se regardèrent pas comme liés par la lettre de Majesté, qui leur avait été arrachée par la violence. (GINDELY, *Rudolf II und seine Zeit*, t. II, p. 6, 32.) Cet édit ne dura pas d'ailleurs longtemps. Les Bohémiens s'étant révoltés et ayant été battus à la Montagne-Blanche, Ferdinand II se déclara dégagé de toutes promesses vis-à-vis d'un peuple coupable de haute trahison, et révoqua la lettre de Majesté. Le comte Adam de Waldstein, majordome du royaume de Bohême, lui en apporta l'original à Vienne. Ferdinand, dit-on, le contempla longtemps en silence, puis s'écria : « Voici donc les paperasses qui ont causé tant de « peines à nos prédécesseurs ! » Et ayant pris des ciseaux, il la coupa en morceaux et en jeta les fragments au feu (1621). (R. REUSS, *la Destruction du protestantisme en Bohême*, p. 28.) V. RANKE, *Zur deutschen Geschichte*, p. 197.

tenue, non pas dans la lettre de Majesté, mais dans le concordat, les sujets du Roi pouvaient bâtir des églises sur les biens royaux; le Roi, sur ce point, allait donc avoir moins de droits que les seigneurs[1].

Ni la lettre de Majesté, ni le concordat ne parlaient des biens ecclésiastiques qui existaient encore en Bohême. Les protestants soutinrent que ces biens étaient des biens royaux, et que, par conséquent, les sujets des seigneurs ecclésiastiques pourraient, comme ceux du Roi, y bâtir des églises. Ils disaient que les biens ecclésiastiques étaient des biens royaux parce que le Roi pouvait les engager et les vendre; et ils citaient, en effet, plusieurs cas dans lesquels des rois les avaient engagés et vendus. Mais les catholiques répondaient qu'en agissant ainsi les souverains avaient outre-passé leurs droits, et que l'empereur Ferdinand Ier lui-même avait reconnu cette usurpation et l'avait condamnée dans un codicille ajouté à son testament de 1547. Quoi qu'il en soit, la

[1] La noblesse protestante s'était obligée à ne prendre pour curés, sur ses terres, que des ecclésiastiques en union avec le nouveau consistoire; mais elle se réservait le droit de les renvoyer à sa guise. Leurs sujets pouvaient-ils avoir ainsi une véritable liberté de conscience?

question a été résolue dans des sens divers[1], et il semble que les deux partis qui signèrent le concordat avaient évité de rien préciser sur ce point, afin de se réserver la faculté d'agir selon les circonstances. La question se présenta quelques années plus tard, au sujet des églises bâties par des protestants sur les biens ecclésiastiques de Klostergrab et de Braunau. L'empereur et roi Mathias, successeur de Rodolphe, soutint la thèse catholique; mais les protestants maintinrent la leur, et ce défaut d'accord fut une des causes de la révolte de Bohême en 1618. La lettre de Majesté complétait la victoire de la noblesse, en remplaçant le consistoire utraquiste par un consistoire protestant, en supprimant ainsi, au moins indirectement, le vieil-utraquisme, et en livrant à la diète la direction de l'université[2].

[1] Gindely, après avoir soutenu la thèse des catholiques dans son *Histoire de la lettre de Majesté* (p. 74, et surtout note, p. 204), la thèse des protestants dans son *Histoire de Rodolphe II* (t. I, p. 353 et suiv.), laisse douter le lecteur dans son *Histoire de la guerre de Trente ans* (t. I, p. 63 et suiv.).

[2] Le 30 juillet 1609, le dernier administrateur du consistoire utraquiste remit aux professeurs de l'université le brevet de sa charge abolie; l'ancien consistoire était donc complétement supprimé. (GINDELY, *Geschichte der Ertheilung*, p. 141.)

Le 20 août 1609, Rodolphe étendit la lettre de Majesté à la Silésie, au comté de Glatz et au cercle d'Eger. (GINDELY, *Rudolf II*, p. 11, 15, 161.) Voir cependant DU MONT, t. V, 2e partie, p. 115.

Lorsque la lettre de Majesté et le concordat eurent été signés, les directeurs rappelèrent la diète à Prague. Elle se réunit au rathhaus de l'Altstadt, et approuva les deux actes (21 juillet). Ils furent enregistrés le lendemain aux archives, et déposés au château de Karlstein [1].

En obligeant Rodolphe à octroyer la lettre de Majesté, la noblesse avait été inspirée par des vues exclusivement politiques. Le clergé des diverses religions, frère, utraquiste et catholique, n'y avait pris aucune part, et il témoigna même son mécontentement de ce qui s'était passé. Le conseil des anciens de l'Unité, qui constituait l'autorité religieuse chez les frères bohêmes, se plaignit qu'on eût fait résoudre des questions religieuses par des laïques. Un curé vieil-utraquiste de Prague [2], nommé Prochaska, protesta contre les usurpations religieuses de la diète et déclara, dans un pamphlet, que les utraquistes n'avaient pas rejeté le joug de Rome pour se soumettre à celui de la diète. Du côté des catholiques, Slawata et Martinitz firent observer que les laïques étaient incompétents en matière religieuse, et que des

[1] Slawata était alors burgrave de Karlstein.
[2] Le curé de Saint-Gallus.

questions qui touchaient de si près à l'Église catholique ne devaient pas être résolues sans l'assentiment du Pape. Ils ne furent pas écoutés. Quant au clergé luthérien, plus dépendant que les autres des autorités laïques, il semble avoir tout accepté sans rien dire.

Le peuple ne prit pas plus part que le clergé aux événements de 1609. On parle ici de l'ensemble du peuple, et non de certaine foule des villes, toujours avide de spectacles, toujours disposée à applaudir aux actes de violence et à y mettre la main. Possédant en fait, depuis plusieurs années déjà, la liberté religieuse, le peuple de Bohême s'inquiétait peu de savoir si cette liberté était consacrée par une loi, et la lettre de Majesté ne changeait rien à ses yeux [1]. Il n'avait en outre aucun intérêt à ce que la direction de la religion et de l'instruction appartînt à la noblesse au lieu d'appartenir à l'Empereur [2]. On a même vu, par l'exemple de Jungbunzlau, que les villes préféraient la souveraineté du Roi à celle des seigneurs [3].

Pour la noblesse, elle n'oubliait pas qu'elle devait

[1] GINDELY, *Geschichte der Ertheilung*, p. 119.

[2] Le peuple de Prague demeura attaché au culte vieil-utraquiste, qui différait peu du culte catholique. (GINDELY, *Geschichte der Ertheilung des böhmischen Majestätsbriefes*, p. 143.)

[3] Voir ci-dessus, p. 316-317.

son succès à des actes violents et illégaux, dont le Roi pourrait la punir s'il venait à posséder un jour un pouvoir suffisant. Ce fut pour cela qu'après avoir obtenu tout ce qu'elle demandait, elle réclama une amnistie générale pour tout ce qui s'était passé. Refuser l'amnistie, ç'aurait été remettre tout en question : Rodolphe l'accorda. Elle fut signée, le 6 octobre 1609, par l'Empereur et par tous les hauts fonctionnaires. Deux seulement refusèrent : Slawata et Martinitz. Budowec déclara aussitôt que si les protestants étaient maltraités à l'avenir, Slawata et Martinitz en seraient responsables. Les protestants n'oublièrent, en 1618, ni ce refus de signer l'amnistie, ni la déclaration de Budowec, et c'est pour cela que ces deux hauts fonctionnaires furent défénestrés.

Après avoir comme assuré ses derrières par l'amnistie, la diète se mit à recueillir les fruits de la victoire. Budowec comparait, en effet, la lettre de Majesté à un repas servi, auquel on n'aurait pas encore touché. La diète refusa d'abord de licencier les troupes qu'elle avait enrôlées et dont elle pouvait encore avoir besoin. Elle essaya ensuite de se débarrasser de certains adversaires qui, lui ayant déjà fait opposition, pourraient encore l'inquiéter à l'avenir,

et demanda entre autres le renvoi de l'archichancelier Lobkowitz, qui avait été le principal appui de l'Empereur lorsqu'il avait essayé de résister. Budowec soutint même que l'archichancelier s'était démis de sa charge par le seul fait d'avoir refusé de signer la lettre de Majesté. Lobkowitz, d'ailleurs, n'était pas exempt de reproches : il avait commis des excès de pouvoir et avait vendu des places. L'Empereur refusa néanmoins de s'en séparer, parce que s'il avait cédé, les États auraient pu lui demander successivement le renvoi de tous les autres hauts fonctionnaires.

La diète ne renonça pas cependant à s'en débarrasser, et elle essaya d'y parvenir en s'emparant du pouvoir judiciaire. Une fois en possession de ce pouvoir, au moins pour le jugement de certains crimes politiques, elle aurait condamné les hauts fonctionnaires, et obtenu par là indirectement leur renvoi. Budowec, adoptant sur ce point les erreurs de certains publicistes modernes, soutint que la diète possédait tous les droits, tous les pouvoirs. C'était déjà la théorie jacobine. L'archiburgrave Sternberg lui fit opposition; et comme il avait rendu de grands services aux protestants en décidant l'Empereur à céder, il parvint à faire écarter la proposition.

La communauté de la lutte contre le pouvoir royal avait seule maintenu l'accord entre les frères bohêmes et les luthériens. La victoire remportée, les divisions reparurent; elles recommencèrent dès qu'il fut question d'organiser le nouveau consistoire et l'université. La diète essaya de conserver l'union, en faisant entrer dans le consistoire des membres des deux partis, et même des vieux utraquistes [1]. Après avoir usurpé en matière politique, en s'emparant d'une partie du pouvoir exécutif, elle usurpa en matière exclusivement religieuse, en fixant le dogme et en réglementant le culte, en établissant une liturgie commune, en interdisant l'élévation à la messe, en supprimant les processions, en fixant le nombre des fêtes, en modifiant le chant et le costume ecclésiastique [2]. Le nouveau consistoire devait non-seulement juger toutes les contestations religieuses, mais avoir la surveillance des livres. On voit par là que les protestants ne renonçaient à aucun des moyens dont les catholiques et les utraquistes avaient usé pour maintenir l'unité de religion, et qu'ils avaient

[1] Les catholiques soutenaient que la diète ne pouvait pas être juge et partie. (GINDELY, *Rudolf II*, t. II, p. 11.)

[2] GINDELY, *Geschichte der Ertheilung*, p. 152 et suiv

jadis si vivement critiqués lorsqu'ils étaient employés contre eux.

Avant de se dissoudre, la diète créa un conseil ou collége de vingt-quatre défenseurs, huit de chaque ordre, pour surveiller le consistoire et nommer les professeurs de l'université [1]. Elle avait beaucoup parlé de développer l'instruction et promis pour cela de l'argent. Une fois en possession du pouvoir, elle ne donna rien [2]. L'Empereur, cédant encore sur un dernier point, accorda aux défenseurs, en cas de nécessité et si l'on ne pouvait attendre la session ordinaire, le droit de convoquer une diète composée des représentants protestants des quatorze cercles de la Bohême.

La diète se sépara enfin le 23 février 1610. Elle avait siégé un an et vingt-sept jours. Les directeurs se démirent en même temps de leurs charges ; mais la plupart restèrent à Prague comme défenseurs.

Quelques jours auparavant, un prédicateur, célébrant à Prague les changements que les États avaient apportés à la constitution, s'écriait que Dieu avait

[1] On maintint dans l'université l'obligation du célibat pour tous les professeurs. (GINDELY, *Rudolf II*, t. II, p. 26.)

[2] GINDELY, *Geschichte der Ertheilung*, p. 159

visité la Bohême et qu'une ère de bonheur allait commencer pour elle. Les faits ne devaient pas répondre à de si belles espérances. La lettre de Majesté contenait en elle le germe de la guerre de Trente ans. La noblesse se proposait de renverser l'autorité royale et de la remplacer par une république aristocratique. La lettre de Majesté était un premier pas fait dans cette voie. Arrachée par la violence d'un parti, au lieu de rétablir la paix, elle la rendit impossible, en aveuglant les vainqueurs et en irritant les vaincus. La lutte, commencée sous Rodolphe, s'aggrava sous son frère et successeur Mathias. La royauté représentait alors en Bohême les intérêts généraux du peuple, l'ordre et l'unité, sauvegardes de l'existence et de l'indépendance nationales; ce fut la cause de sa victoire.

La noblesse crut, un instant, l'avoir définitivement emporté, lorsqu'elle jeta par les fenêtres du château de Prague ses adversaires Martinitz et Slawata. Ce fut, au contraire, le commencement de sa défaite. Ferdinand II, poussé à bout, réunit contre elle toutes les forces catholiques de l'Allemagne et de la maison de Habsbourg. La noblesse appela, de son côté, à son aide le chef du calvinisme allemand, l'Électeur pala-

tin. Mais cet Électeur, en essayant d'introduire le calvinisme en Bohême, s'aliéna l'Électeur de Saxe, qui était le chef du luthéranisme; et la majorité des Bohémiens, lasse de ces perpétuels changements de doctrine, revint au catholicisme.

La bataille de la Montagne-Blanche en 1620 fut, pour la noblesse et pour la république aristocratique, une défaite que l'intervention du Danemark, de la Suède et de la France, entreprise en leur faveur, rendit définitive. Christian IV, Gustave-Adolphe et Richelieu représentaient, en effet, l'idée monarchique; et ils eurent beau soutenir, dans l'empire d'Allemagne, le pouvoir de la noblesse qu'ils avaient anéanti chez eux, ils échouèrent; aussi l'un des résultats les plus importants de la guerre de Trente ans a-t-il été le triomphe de l'unité et de l'ordre monarchiques sur la division et l'anarchie aristocratiques.

FIN.

TABLE ALPHABÉTIQUE

A

Aeneas, nommé ancien à la place de Zacharie, 302-303-304, réside à Eibenschütz; prémunit les frères contre la jurisprudence et la médecine, 303; meurt, 304.

Albicius, curé utraquiste de Goja, 286.

Alexandre VI envoie le docteur Heinrich en Bohême, 30; nomme Jean Borgia évêque d'Olmütz, 33.

Alexandre, Jésuite, loue les frères, 302.

Ambroise de Prague, un des anciens, 28.

Amos, chef des amosites, 17-21.

Amosites, parti ultra des frères, 17-21. Persécutés, ils disparaissent de Prague, 66-67.

Anabaptistes. Persécutés en Bohême, ils se répandent en Moravie; leur communisme; ils forment deux partis, 74. Maximilien essaye vainement de les expulser; ils se divisent en quatre partis; les communistes, 174-175.

Anciens, évêques de l'Unité, 23-28.

André, cardinal d'Autriche, fils de Ferdinand de Tyrol et de Philippine Welser, 142.

Anhalt (Christian d') fonde l'Union protestante; but de l'Union, 336. Le gouvernement provisoire de Prague l'appelle à son secours en 1609, 352.

Anne de Hongrie, femme de Ferdinand Ier, 155.

Aquilin (Paul) rédige une confession de foi pour les frères, 184.

Aquin (Jean), prêtre des frères à Ungarisch-Brod, rejette les avances de Kirmezer, discute avec lui, 282-283.

Ardicino della Porta est nommé évêque d'Olmütz, 32.

Augusta (Jean) est élu ancien, 70. Il rédige la confession de foi en latin que les frères présentent au Roi à Vienne en 1535, 81. Il a des entrevues avec Luther et Mélanchthon, 94. Après la révolte de 1547, il engage les frères à ne pas cacher leur foi, 110. Origine d'Augusta, 115; son talent oratoire, son caractère. Ludanic, gouverneur de Moravie, refuse de lui donner asile après 1547, 115-116. Il est mis à la torture, 116-117. Henri de Plauen, chancelier de Bohême, désapprouve ce traitement. Augusta et Bilek au château de Pürglitz; les rossignols, 118. Les plaies d'Augusta; manière dont il est traité, 118-119. Il est torturé de nouveau, 122. Son sort s'améliore. Son caractère autoritaire, 123-124. Il s'oppose à la nomination d'anciens, 127. Sa correspondance

avec les frères est découverte; il est amené à Prague, ramené à Pürglitz, encore maltraité, 127. L'emprisonnement d'Augusta s'adoucit. Augusta, jaloux de son autorité, se brouille avec les frères et penche vers l'utraquisme, 140-141. Protégé par Philippine Welser, 142, il est ramené à Prague: a des conférences avec les Jésuites; se déclare utraquiste, 143 et s.; est ramené à Pürglitz, 147. Sa brouille avec les frères s'aggrave; il est exclu de l'Unité, 149-150; ses relations et sa querelle avec Mistopol à Prague, 152 et s. Augusta est remis en liberté et revient à Jungbunzlau, 155-194. Rentré dans l'Unité, 194, il veut changer l'ordre des évangiles et des épîtres, malgré les anciens. Il tente vainement de faire partie du consistoire utraquiste, 195. Sa mort, 196. Son ouvrage sur l'union des frères avec les utraquistes, 230.

Auguste, électeur de Saxe, impose le luthéranisme à ses États; emprisonne Peucer et Rüdiger, comme calvinistes, 212 et s.

Aurifaber (André), ami de Crato, publie les propos de table de Luther, 201.

B

Benesowsky (Mathias), abbé utraquiste d'Emaüs; sa conduite scandaleuse, 309.

Berka (Henri), président du haut tribunal de Prague, 79.

Bèze (Théodore de) blâme la confession de foi des frères, 241; décide ensuite Pierre Wok de Rosenberg à entrer dans l'Unité, 314.

Bilek (Jacques), principal compagnon d'Augusta, est torturé, 117. Bilek au château de Pürglitz, 118. Il revoit Augusta. Conférences avec les Jésuites à Prague, 143 et s. Séparé d'Augusta, il embrasse l'utraquisme, devient intendant de Sternberg; revient à Jungbunzlau avec Augusta, 147 et s.

Blahoslav (Jean), son origine. Envoyé à Vienne par Ernest de Krajek, il voit Pfauser et obtient son appui auprès de Maximilien, 131. Nouveau voyage à Vienne: Blahoslav prie Pfauser de remettre à Maximilien un exposé des doctrines de l'Unité, 133. Nommé ancien, il ne peut rien obtenir de Flacius Illyricus, 138, qui reproche aux frères d'avoir varié dans leurs doctrines. Troisième voyage de Blahoslav à Vienne, 139. Son appréciation défavorable du clergé utraquiste, 171. Il désapprouve l'envoi de suppliques à Vienne par les frères en 1565, 177-178-185. Il refuse d'avoir une entrevue avec l'évêque d'Olmütz, 192-193, attaque le mémoire publié par Crato en faveur de la confession d'Augsbourg. Sa mort, son origine, 202, sa science, sa traduction du Nouveau Testament, ses autres écrits, ses œuvres de controverse, ses chants religieux, 204.

Bninsky, juge royal de Posen, 208.

Bohême. Elle est sauvée des Turcs par la maison de Habsbourg, 70. La couronne de Bohême

est-elle élective, 102; la diète de 1546 la déclare héréditaire dans la famille de Habsbourg, 120.

BORGIA (Jean) est nommé évêque d'Olmütz, 33.

BOZKOWIC, grand juge de Bohême, est à la tête de l'opposition contre l'évêque d'Olmütz, 183-284.

BRANDEBOURG (George, margrave de), gouverneur de Louis II, roi de Bohême, 77.

BREITENBERG (Pontan de), official, puis prévôt de la cathédrale de Prague, 299, succède à Müglitz comme archevêque de Prague en 1606, 325.

BRODENUS (André), doyen utraquiste de Prossnitz, 192.

BROUTECKY (Wenzel), ancien de l'Unité, 65.

BROZAN (Wenzel Dacicky de) remplace Rezek comme administrateur, 313. Il soutient les prêtres mariés, est emprisonné pendant quelque temps; est remplacé par Prazsky, 324.

BUBNA (Jean de) est nommé quartier-maître général par le gouvernement provisoire de 1609, 352.

BUCER critique le célibat des prêtres des frères, 94.

BUDOWEC DE BUDOWA (Wenzel), seigneur, chef de l'opposition à la diète de 1603; ses études, ses voyages, le Coran; il entre dans l'Unité, 319-320; sa liaison avec Zierotin. Il décide la diète à voter les impôts, en protestant contre la patente de Rodolphe qui renouvelle le décret de Saint-Jacques, 320. Budowec rédige une supplique; son émotion, 322; la supplique ne peut pas être présentée à Rodolphe, 322-323-350. Budowec négocie avec l'archiburgrave Sternberg, 352-353. Il reçoit la lettre de Majesté, 357-358; menace Slawata et Martinitz parce qu'ils ont refusé de signer l'amnistie, 366. Il soutient que la diète possède tous les pouvoirs, 367.

C

CAHERA (Gallus). Son origine; curé utraquiste de Leitmeritz; séjour à Wittenberg; il apporte au conseil de Prague une lettre de Luther, 52, devient curé de Sainte-Marie de Tein à Prague, prêche le luthéranisme, 53, présente à la diète une confession de foi luthérienne, est nommé administrateur utraquiste, 54; vise à l'archevêché catholique de Prague, négocie, sans réussir, une réconciliation avec Rome, 55. Son influence, 56. Luther s'efforce vainement de le retenir, 60. Cahera négocie de nouveau avec le légat du Pape à Ofen; il échoue, 61 et s. Il persécute les amosites, 66-67, s'oppose au retour des luthériens bannis, est exilé, 72-73, se marie et devient cabaretier, 73.

CALVIN censure les frères, 136-138.

CAMERARIUS (Joachim), son histoire des frères, 216.

CAPISTRAN (Jean de), Franciscain, prêche en Moravie, 85.

CASIMIR (Jean), comte palatin, invite les frères au synode calviniste de Francfort de 1577, 274.

CATHOLIQUES. Ils veulent détruire les frères, 37. Le clergé ca-

tholique est opposé à la violence, 43. Nombre des catholiques. L'archevêché de Prague est rétabli sous Anton Brus de Müglitz, 162. État misérable du clergé paroissial et des couvents en Bohême, 163-165. Anton ne peut pas réunir des synodes, 166-167. Pie IV permet l'usage de la coupe; insuccès de cette mesure, 167-168. Ferdinand Ier appelle les Jésuites en Bohême en 1555, 169. A la diète de 1575, les catholiques demandent le maintien du *statu quo*, 223-224, refusent de soutenir les luthériens, 225-226, plaisantent leurs adversaires sur leurs divisions, veulent la liberté pour les frères, 249. Ils se plaignent des attaques des luthériens, 313. Le catholicisme est-il la seule religion légale après la suppression des compactats en 1567, 321. Le Pape a-t-il autorisé l'archevêque de Prague à ordonner des prêtres utraquistes? Avis de Lanoy et de Khlésel sur les moyens à employer pour rétablir le catholicisme en Bohême, 323. Nombre des catholiques en 1564 et en 1609, en Bohême et à la diète, 331-332-348; ils laissent faire la majorité luthérienne, 348, mais refusent de prendre part à sa révolte, 350.

CEPOLLA (Isaïe) est envoyé par les frères à Wittenberg, 210.

CERNY (Jean), chef de la communauté de Brandeis, permet aux frères de fréquenter les églises catholiques, 110; se plaint de l'intolérance des calixtins, 111; est élu ancien, 128.

CERWENKA (Mathias), ancien de l'Unité, 128.

CHELCIC (Pierre de). Sa naissance, ses ouvrages, 3; son influence, 11. Son portrait de l'Antechrist, 30-31.

CHEVALIERS ou religieux portecroix ou crucifères. *Kreuzherrenorden*, 162.

CHRENOVIC (Élie de), prêtre des frères, 6.

CHRISTIAN II, Électeur de Saxe, fait mettre à mort, en 1601, son chancelier Crell, à cause de son calvinisme, 214.

CLARA, amosite; son supplice, 66.

CODICILLUS (Pierre), recteur de l'université de Prague, blâme la confession de foi des frères, 211.

COMMENDON (le cardinal), légat du Pape en Allemagne, 193.

COMPACTATS du concile de Bâle, 85; ils sont supprimés par la diète de Bohême et le Roi en 1567, 187.

CONCORDAT de 1609, entre les catholiques et les luthériens, 358-359.

CONCORDE (le formulaire de), 214.

CONFESSION BOHÊME de 1575; dogme et discipline, 244 et s.

CONSTITUTION politique de la Bohême; les diètes, les ordres, le clergé; but de la noblesse; les grandes charges, 330 et s. Pouvoir du Roi, 332-333.

CORANDA (Wenzel), administrateur utraquiste en 1479, discute avec les frères, 18.

CORNUTUS (André), Jésuite, prend part au synode d'Olmütz, 190.

CRATO, médecin de Maximilien, corrige une confession de foi des frères, 176; se montre favorable à l'Unité, 189. Son origine, ses relations avec Luther dont il recueille les

propos de table; son influence à la cour impériale, 201. Son mémoire en faveur de la confession d'Augsbourg; tolérance de la cour de Vienne; le mémoire est attaqué par Blahoslav, 202; Crato blâme la confession de foi des frères, 211. Il se montre hostile aux luthériens après la révolution de Wittenberg de 1574, 212 et s., engage les frères, en 1575, à ne pas les soutenir et à demander la liberté de l'Unité, 227-228-232; il est favorable à l'Unité, 235-248; remet à Maximilien la confession de foi des frères, 243-258.

CUJUS REGIO *ejus religio* (le principe), 75-332-339.

D

DÉFENSEURS, 259-339-369.

DIÈTES de Bohême, 329-330. La diète de Czaslau (1485) établit une trêve entre les catholiques et les utraquistes; la diète de 1512 proclame l'égalité du catholicisme et de l'utraquisme, 86 (note); diètes de Saint-Jacques, *Décret de Wladislas*, 42, de la Chandeleur, 54, de Sainte-Marguerite, 58, de Sainte-Barbe, 121, de l'Épiphanie, 126, de Pétrikau en Pologne, 135, de 1575, *Confession bohême*, 219 et s., de 1608, 1609, *Lettre de Majesté*, 337 et s.

DIETRICHSTEIN (Adam de), père du cardinal Dietrichstein; sa relation de la mort de Maximilien, 267.

DIRECTEURS, 351, 369.

DUBCANSKY sur Habrowan (Jean de) essaye vainement de fondre les frères avec les habrowanites, 67-68.

DUBRAVIUS, évêque d'Olmütz, demande la liberté d'Augusta, 126.

DUDITH (André), évêque de Tinninien, etc.; sa vie aventureuse, 287, 288.

DWORSKY DE HELFENBOURG (Henri), abbé d'Emaüs, devient administrateur en 1571, après Melnik. Ne possédant aucune autorité, il recourt à la protection de l'archevêque de Prague, 198; prêche contre les nouveautés religieuses, 233; attaque la diète et la confession bohême, 247, prie Rodolphe de compléter le consistoire, 290.

E

ÉLISABETH, femme de Jean de Luxembourg, mère de l'empereur Charles IV, fait ses couches au château de Pürglitz; les rossignols, 118.

ÉPHRAÏM (Jean) remplace Israël comme ancien, 303, gouverne les frères de Bohême et de Moravie, 304.

ÉRASME refuse de secourir les frères, tout en louant leurs doctrines, 51.

ÉTATS, *Stände;* ce que c'est, 183.

ÉTIENNE, évêque vaudois, 7.

ÉTIENNE, prédicateur Jésuite à Prague, 143.

F

FÉLIX (Gaspard), Franciscain, recourt à la diète de 1609; se marie, 344-345.

FELS (Léonhard Colonna de) est nommé feld-maréchal général par le gouvernement provisoire de 1609, 352.

FERDINAND Ier, roi de Bohême, 70, est d'abord favorable au pro-

testantisme. Faiblesse de son pouvoir, 71. Se proposant d'établir l'unité religieuse, il essaye de réconcilier les deux partis utraquistes et de les réunir aux catholiques. Il change le conseil de Prague, fait exiler l'administrateur Cahera, rappelle les luthériens bannis, 72-73; poursuit les anabaptistes, 73-74. Opposition des utraquistes, 75-76. Procès des deux Janowitz et de Pierre Zbornik, prêtre de l'Unité, 79-80. Conrad de Krajek a une entrevue avec le Roi, 82-83. Ferdinand reçoit, en 1535, la confession de foi des frères; il promet de les laisser en paix, 83. Il maintient les compactats, 84, 85, essaye vainement de réunir les utraquistes aux catholiques, 89 et s., 94. Prague refuse de lui prêter son artillerie contre les Turcs. Lutte entre le Roi et la noblesse. La Bohême, sauvée de l'islamisme par le Roi, perd ses libertés politiques, 95-96. *Révolte de la Bohême en* 1547, 101; Prague se soumet, 104. Punition des coupables, 104-107. Ferdinand veut de nouveau réunir les utraquistes aux catholiques, 107; poursuit les frères; confie le gouvernement de la Bohême à son fils l'archiduc Ferdinand, 109, s'efforce de protéger le catholicisme et l'utraquisme contre l'invasion des sectes, 125. Diète de l'Épiphanie, 126. Ferdinand envoie une ambassade à Paul IV, 135. *Mort de Ferdinand Ier*, en 1564, 155; ses mesures pour le rétablissement du catholicisme en Bohême, 162 ses funérailles, 179-180.

Ferdinand de Tyrol (l'archiduc), fils de Maximilien Ier, est nommé lieutenant-gouverneur de la Bohême, 109. Il a épousé Philippine Welser. Ses deux mariages, ses enfants. Il adoucit l'emprisonnement d'Augusta, 142-143. Ferdinand se démet de la lieutenance de Bohême. Opinion des Bohémiens sur lui, 186.

Flacianisme, 201.

Flacius Illyricus (Mathias), l'un des centuriateurs de Magdebourg; il refuse son appui aux frères, 138-139.

Franciscains, leur hospitalité en Orient, 20.

Frères bohêmes. Leur fondation, 3. Ils s'établissent à Kunwald, sont persécutés, 4; prennent le nom de frères, 5. *Synode de Reichenau* en 1464 : dogme, morale, conseil de direction, 5-6. *Synode de Lhota* en 1467 : constitution du sacerdoce, élection de trois prêtres, 6-7. Le pouvoir épiscopal est transmis à Mathias de Kunwald par un évêque vaudois, 7-8. Frères bohêmes, *Grubenheimer*, 8, l'Unité. Les frères ne sont ni vaudois, ni picards. Conseil étroit, nouveau baptême, 9. Les frères rejettent le pouvoir civil et religieux; Rokycana, archevêque utraquiste de Prague, après avoir vainement tenté de les gagner, les persécute, 10-11-12. Des hommes de science entrent dans l'Unité, 14. La religion; les frères sont ramenés à la vérité par la pratique, 15. *Synode de Brandeis.* Deux partis : les modérés et les ultras ou amosites. Plusieurs seigneurs entrent dans l'Unité : Kostka, 17. Les frères recher-

chent le chrétien primitif, 18-19. Les divisions s'accroissent. *Synode de Chlumec* (1496). Progrès du parti modéré, 21-22. Nouvelle organisation de l'Unité : synode général, petits synodes, conseil étroit, anciens, clergé, prêtres, le célibat, Wicleff, diacres; commission de justice; service militaire; vie pratique; culte, morale, 22 à 27. Élection de deux évêques; Lukas, 28. Progrès des frères; leurs centres et leur nombre en Bohême et en Moravie, 28-29. Les catholiques essayent de gagner les frères, 29-30. Cinq seigneurs entrent dans l'Unité (v. p. 17), 76. Le Dominicain, docteur Heinrich, est envoyé en Bohême par Alexandre VI, 30. Hassenstein de Lobkowitz, 32. Les frères sont calomniés par les amosites, 36, persécutés par les catholiques et les utraquistes, 38. Leurs écrits contre les utraquistes, leurs imprimeries. Ils font imprimer une confession de foi à Nürenberg en 1507, mais n'osent pas l'envoyer à Wladislas, 39. *Décret de Saint-Jacques* (1508), 40; rejeté par la diète de Moravie, il est adopté par celle de Bohême et devient loi du royaume, 41-42; la plupart des seigneurs ne le laissent pas exécuter. Le clergé catholique et utraquiste est opposé à la violence, 42-43. Imprudences de quelques frères. L'exécution du décret contre les seigneurs est impossible, 43. Les frères se montrent favorables au luthéranisme, 50; ils sont persécutés, 61. Gouvernement de Lukas, 64-65. Profession de foi envoyée à Luther en 1522; ambassade à Wittenberg, 65, 66. Les frères repoussent les doctrines de Luther et de Zwingle, 66. Leurs progrès pendant la guerre contre les Turcs. Cinq seigneurs entrent dans l'Unité 76, (v. p. 17, 30, 76). Apologie de 1533, avec avant-propos de Luther, 77. Centre des frères à Janowitz, sous la direction de Zbornik, 78. Les frères envoient au Roi, à Vienne, en 1535, un nouvel abrégé de leur doctrine, 81; Ferdinand promet de les laisser en paix, 83. L'abrégé est imprimé en latin à Wittenberg en 1538, avec une approbation de Luther, 83-84. Les seigneurs appartenant à l'Unité soutiennent que leur religion est la meilleure; ils sont exclus de la diète de 1537, 85-86. Les frères font des progrès, 94; les utraquistes les inquiètent, 97. Ferdinand déclare aux frères que le décret de Saint-Jacques ne les concerne pas; mais après un incendie des archives les utraquistes font rétablir ce décret, 98. Les luthériens font retomber sur les frères la responsabilité de la *Révolte de* 1547, 108; Ferdinand leur applique le décret, 109, et refuse d'adoucir leur sort, 109-110; la communauté de Brandeis abjure, 110; plusieurs chefs des frères sont emprisonnés à Prague, leurs souffrances en 1548, dévouement de l'administrateur catholique, 111-112; quelques prisonniers abjurent, d'autres émigrent, 112. Listes de paroissiens, 112-113. Les émigrants se réfugient en Silésie, puis à Posen, 113, et en Prusse. Ils reviennent en Pologne;

leur extension, leurs trois provinces, 114. La plupart des frères habitant les biens non royaux ne sont pas bannis, mais sont dépouillés, en Bohême, de leurs biens ecclésiastiques par les seigneurs. Augusta est emprisonné et torturé, 115 et suiv. Les frères vivent en paix en Moravie. Ils envoient des étudiants à l'étranger; baptême par des prêtres catholiques et utraquistes. Les seigneurs frères de Moravie s'emparent des biens des curés catholiques, malgré la défense de Ferdinand. Diminution du nombre des frères en Bohême, 123. Caractère autoritaire d'Augusta; l'Unité se passe de lui, 124. Visite des communautés pour empêcher les défections; étudiants frères à Königsberg, 124-125. Les frères demandent la liberté d'Augusta, 125-126. Synode de Jungbunzlau; nommera-t-on des anciens: opposition d'Augusta, 126-127. Sur le bruit de sa mort, les frères nomment des anciens au synode de Prérau, 127-128. Blahoslav; ses voyages à Vienne, 131-133. Mort d'Ernest de Krajek, 132. Progrès de l'Unité en Pologne, 135. Tentatives pour réunir les sectes; synodes de Kozminek et de Xions; colloque de Leipnik. Calvin censure les frères, 136; les frères lui envoient deux ambassadeurs, 137; Calvin maintient sa censure, 138. Les frères réclament vainement l'appui de Flacius Illyricus et la tolérance de Maximilien, 139. Brouille entre les frères et Augusta; synodes de Prérau et de Zerawic : à qui appartient l'autorité chez les frères, 149 et suiv. Les frères refusent de recevoir Vergerius dans l'Unité. Augusta est remis en liberté, 155. Nombre des frères en Bohême à l'avénement de Maximilien; leur situation, 175. Les frères présentent une supplique à Vienne en 1564, pour demander la tolérance; Maximilien ne leur fait aucune promesse, 176; les frères présentent une nouvelle supplique, 177; Maximilien maintient les décrets de son père Ferdinand Ier. Les frères se sont aliéné la diète en négligeant son intermédiaire, 178. Ils sont maltraités par les luthériens; le doyen Sopouch. Le consistoire de Wittenberg condamne les frères, 181. Colloque de Letowitz entre les frères et les luthériens; on ne peut s'accorder, 182. Querelles entre le clergé utraquiste et celui de l'Unité. Les frères font rédiger une confession de foi par Paul Aquilin, 184. Ils sont exilés de Pardubitz; Maximilien les autorise à rentrer. Nouvelle supplique : l'Empereur la rejette, 184-185. Les frères lui offrent leur livre de chants; Maximilien promet de les bien traiter (1566), 186. Progrès des frères; leur conduite à l'égard d'Augusta après sa mise en liberté, 194 et suiv. Synode de Sandomir entre les frères, les luthériens et les calvinistes, 195. Les frères sont menacés par les luthériens, 199. Les cinq principaux personnages de l'Unité, 203. La Bible de Kralic, 205. Plusieurs colloques avec les luthériens échouent, 206. La doctrine des frères est

approuvée par l'université de Wittenberg, 206-207. Le colloque de Sandomir décide la rédaction d'une confession de foi polonaise qui n'est jamais rédigée, 207-208-230. Les frères font imprimer leur confession de foi à Wittenberg; difficultés qu'ils rencontrent, 209-210; ils obtiennent une recommandation de la faculté de théologie, 211. Cette confession est blâmée par Codicillus, Crato et Théodore de Bèze, surtout pour les points qui se rapprochent du catholicisme, 211-212. Les frères font des avances aux calvinistes, 212, et se rapprochent d'eux, 214. Le pouvoir chez les luthériens et les calvinistes, 214-215. Progrès des frères; surveillance des mœurs, envoi d'étudiants à l'étranger, 215. Les frères fondent une école à Eibenschütz en Moravie, 215-216. Ils gardent d'abord le silence à la *diète de* 1575, 225, et attendent, 228-229. Ils possèdent la tolérance de fait en Moravie et s'en contentent. Équilibre des partis religieux en Moravie, 235. Les frères de Bohême appellent à leur secours le seigneur morave Jean de Zierotin, 236. *Confession bohême*, 237; sera-t-elle obligatoire pour les frères, 238. Avant-propos de cette confession; mauvaise foi des luthériens, 239-240. Les frères préparent une supplique séparée; nombre des nobles de Bohême appartenant à l'Unité, 242-243. Les frères renoncent à présenter une supplique séparée, 243; nouvelle mauvaise foi des luthériens, 243-244. Les frères, rassurés par Crato, rétablissent leurs assemblées, 249; s'éloignent des luthériens, ne vont pas cependant au synode calviniste de Francfort, 274; affaires Krajek et Lorenz, 274 et suiv. Les frères ont les Jésuites pour adversaires, 276; ils craignent d'attirer l'attention, 280, sont soutenus par la diète de Moravie, 284. Dorothée Smrcka livre aux frères l'église utraquiste de Cecelic, 298-299. A Leitomyschl, les assemblées, même privées, sont interdites aux frères par Rosenberg. Jungbunzlau passe de la famille de Krajek, d'abord à George Popel de Lobkowitz, puis à Hassenstein de Lobkowitz; le luthéranisme y remplace l'Unité, 299 et suiv. Le pouvoir des laïques l'emporte sur celui des anciens, 303. Nouvelle édition du Nouveau Testament, 303-304. La musique instrumentale est autorisée. Le frère condamné à mort pour meurtre ne doit pas être accompagné par un prêtre, 304. Les prêtres de l'Unité abandonnent le célibat. Priviléges accordés plus tard au clergé catholique, 305. Nombre des frères en 1564 et 1609, 331-332. La moitié des membres du gouvernement provisoire de 1609 appartiennent à l'Unité, 351. Les frères ne profitent qu'indirectement de la *Lettre de Majesté*, 360.

FRONTO (Wenzel), prieur d'Altbunzlau; singulier sermon contre les frères et les luthériens, 250-251.

G

GELASTUS (Gallus), curé de l'église de Tous-les-Saints à Prague, 193.

GELBER (Conrad), Jésuite, prend part au synode d'Olmütz, 190.
GERSDORF (le seigneur de), commissaire de Rodolphe II à Jungbunzlau, 318.
GERSTENBERGER (le docteur), ambassadeur de Saxe, intervient comme arbitre entre le Roi et la diète de 1609, 349.
GLIZNER représente les luthériens au colloque de Sandomir, 208.
GONZAGUE-MANTOUE (Anne-Catherine de), seconde femme de Ferdinand de Tyrol; ses enfants, 142.
GORKA (le comte de), gouverneur ou castellan de Posen, 113, protége les frères, 114.
GRÉGOIRE, neveu de Rokycana, 4; sa vision, 7; sa mort en 1473; son caractère, son rôle dans l'Unité, 13-14, 203.

H

HABROWANITES, secte fondée par Mathias l'ermite, 67.
HANAUER, études économiques, 301.
HARDEGG (Jean-Frédéric), seigneur, chef du parti luthérien en Moravie, 181; organise le colloque de Letowitz, entre les luthériens et les frères; il échoue, 182.
HARDEGG (Wolf), seigneur d'Olesnic, est hostile aux frères, 181.
HASSENSTEIN. Voir *Lobkowitz*.
HEDERICUS ou HEIDENRICH, pasteur luthérien d'Iglau, attaque les frères, 281-284.
HEINRICH (le Dominicain, docteur), inquisiteur en Allemagne, envoyé par Alexandre VI, brûle les livres hérétiques, discute avec les frères et prêche sans succès ; ses préjugés; le dieu mouche, 30-31.
HENRI (le docteur), recteur du collége des Jésuites à Prague; ses conférences avec Augusta et Bilek, 143 et suiv.
HERBERT (Pierre) est envoyé par les frères à Calvin. Il est bien accueilli, en passant, par le duc de Würtemberg, mais ne peut rien obtenir de Calvin, 137 et suiv. Il rédige, en 1564, une confession de foi des frères, 176.
HLAVSA DE LIBOSLAV (Jean), luthérien, remplace Pasek comme bourgmestre de Prague, 53; obtient le retour des bannis luthériens, 64.
HOSIUS (le cardinal), évêque d'Ermeland, empêche Maximilien d'embrasser le luthéranisme, 160.
HRANICKY (Daniel), ancien de l'Unité, 65.
HUBMAYER (Balthazard), anabaptiste; il est brûlé, 74.
HUSAK (Jacques), prêtre de l'Unité, 184, curé de Turnau, 265.
HUSSITES; utraquistes et taborites, 3 Ils obtiennent l'indépendance politique, mais ne peuvent établir une église nationale, 47-48.

I

INTOLÉRANCE. Voir *Tolérance*.
ISBINSKY (Benoît), évêque de Posen, est hostile aux frères, 114.
ISRAEL (George), élu ancien, 138, réside à Ostrorog, 206; reste en Pologne; meurt à Leipnik, 303.

J

JANOWITZ (Pierre Suda, seigneur de), met Lukas en prison, 43-44. Il embrasse la foi de l'Unité et protége les frères, 78.

JANOWITZ (Ulrich et Smil), fils de Suda; leur procès au sujet de Zbornik, 78 et s.; ils sont mis en prison, 79, puis relâchés, 83.
JEAN (le prêtre), 19.
JEAN, chapelain de l'archiduc Ferdinand de Tyrol, 144.
JEAN LE CAPUCIN, évêque de Grosswardein, chancelier de Hongrie, 35-36.
JESSEN (Paul) remplace Kalef comme ancien, 303.
JÉSUITES, leurs conférences avec Augusta à Prague en 1561, 143 et s. Appelés en Bohême par Ferdinand en 1555, ils créent l'enseignement religieux et donnent l'exemple de l'obéissance, 169. Ils s'établissent en Moravie, 170; occupent le premier rang dans le cortége des funérailles de Ferdinand Ier, 179; prennent la principale part au *synode d'Olmütz* en 1568, 190 (voir Laërte, Cornutus, Gelber). Les Jésuites sauvent le catholicisme en Bohême, 276-277; leurs écoles; instruction du clergé, 277; ils sont aidés par les femmes de la noblesse, 277-278. Leurs missions; ils combattent la religion des frères, 278; Sturm la réfute, 280. Deux Jésuites viennent à Jungbunzlau, après l'achat de cette seigneurie par Lobkowitz, 302. Un Jésuite assiste Guillaume de Rosenberg à ses derniers moments, 314. Pierre Wok de Rosenberg essaye vainement de les chasser de Krumau, 315. George Popel de Lobkowitz a créé pour les Jésuites un collége à Kommotau, 315-316. Avis du Jésuite Lanoy, sur les moyens de rétablir le catholicisme en Bohême, 323-324. Les Jésuites rétablissent le catholicisme à Kommotau, 325. Le peuple de Prague les insulte et s'imagine qu'ils ont des armes, 345.
JOBST, évêque de Breslau; sa tolérance, 11.
JUIFS; ils sont obligés, en Bohême, d'assister à des sermons chrétiens, 145.

K

KABATNIK (Martin), son voyage à la recherche du chrétien primitif, 19-20.
KALEF (Jean), ancien, empêche les frères de soutenir les luthériens, 199. Son voyage à la *diète de* 1575, 225. Il s'oppose à ce que les frères fassent cause commune avec les luthériens; son appréciation favorable aux catholiques, 232. Kalef se rend à la seconde session de la diète de 1575, 235. Il officie à Turnau, 265; s'efforce vainement de réconcilier la veuve et les deux sœurs d'Adam de Krajek, 300-301. Il quitte Jungbunzlau quand cette ville est vendue à Lobkowitz, 301, y réside ensuite; meurt à Brandeis sur l'Adler, 303.
KAMEISKY (Adalbert), seigneur frère, fait partie de la commission pour la rédaction de la confession bohême, 232; n'assiste pas à la reprise des séances, 237.
KARLSTEIN (les burgraves de), 329.
KASEBROT (Augustin), chanoine d'Olmütz, secrétaire de Wladislas, 36; ses préjugés contre les frères, 40.
KASPAR recherche le chrétien primitif, 19.

KERSTMANN, chancelier de l'évêché d'Olmütz, est envoyé à Vienne par Prusinowsky, 188-189.

KHLÉSEL, son avis sur les moyens de rétablir le catholicisme en Bohême, 323-324.

KIRMEZER (Paul), doyen luthérien d'Ungarisch-Brod, s'efforce vainement de gagner les frères, 279-281; il les calomnie, 283, est disgracié, 284.

KLENOWSKY (Jean), membre du conseil étroit des frères, 36.

KLENOWSKY (Gabriel), seigneur, soutient le frère Zbornik, 78.

KLENOWY (Jean), grand secrétaire de Bohême après Spanowsky, 321-322.

KLOSTERNEUBOURG (le prieur de), 30.

KOKOWEC (Mares), son voyage à la recherche du chrétien primitif, 19.

KOMENIUS, son histoire de l'Unité, 216.

KORAMBUS (Matthias), ancien administrateur utraquiste, est exilé, 53; il négocie avec le légat du Pape à Ofen, 61 et s.

KOSTKA DE POSTUPIC (Jean) protége l'Unité sans y entrer, 17.

KOSTKA DE POSTUPIC (Bohuslav), seigneur de Leitomyschl, maître des monnaies du roi Wladislas, est le premier seigneur qui embrasse l'Unité, en 1490, 17. Il paye les frais du voyage des frères à la recherche du chrétien primitif, 19.

KOSTKA DE POSTUPIC (Bohuslav). Les révoltés de 1547 se réunissent chez lui, 101; il est dépouillé de sa seigneurie de Leitomyschl, 106; maltraite les frères, 109-110; leur redevient favorable, 130.

KRAJEK (Jeanne de) embrasse l'Unité, 44.

KRAJEK (Conrad de), héritier de Jeanne de Krajek, obtient la liberté de Lukas, 44; embrasse publiquement l'Unité, 76; donne aux frères une église utraquiste à Brandeis, 77; intervient dans le procès des deux Janowitz et du frère Zbornik; questions de procédure, 79-80. Son entrevue à Vienne avec Ferdinand Ier, 81; de qui Zbornik est-il sujet, 82; discussion avec le Roi sur la religion de l'Unité, 82-83. Il meurt en 1542, 106; il a contribué à donner la couronne de Bohême à la maison de Habsbourg en 1526, 300.

KRAJEK (Ernest de), fils de Conrad, 300, fait partie du comité de révolte de 1547, 102; une partie de ses biens est confisquée, 106-299-300; il protége les frères, se déclare membre de l'Unité, 128-129; envoie Blahoslav à Vienne, 130; meurt en 1555, à Jungbunzlau, 132-300.

KRAJEK (Conrad II de) et ses trois frères, fils d'Ernest de Krajek, appelés à Prague, abandonnent les frères, 132-133.

KRAJEK (Charles de), seigneur de l'Unité, probablement fils d'Ernest, 225, propose aux luthériens d'embrasser la religion des frères, 230, et s'oppose à l'adoption de la confession bohême, 239.

KRAJEK (Adam de), fils d'Ernest, 225, exclu de l'Unité, fait pénitence et y rentre, 274 et s. Il survit à ses trois frères. Rodolphe II lui rend Jungbunzlau à titre d'alleu; Adam meurt en 1572, après avoir légué une partie de sa fortune à sa veuve,

Martha de Weselic, 300. Les deux sœurs et héritières d'Adam vendent Jungbunzlau à George Popel de Lobkowitz, 301.

KRAJEK (Crescentia de) est excommuniée par l'Unité, 274-275.

KRAJEK (Wolf de) archiburgrave de Bohême, 128.

KRALIC (la Bible de), 204-205.

KRASONICKY (Laurent), bachelier, partisan de Lukas, 14.

KRISPIN rédige la confession bohême, 237.

KUENIUS (Marius), évêque d'Olmütz avant 1565, 170.

KUNOWIC (Jetrich de), seigneur de Moravie, s'oppose à la tenue de synodes par l'évêque d'Olmütz, 186.

KUNOWIC (Dietrich de), seigneur d'Ungarisch - Brod, soutient d'abord le doyen Kirmezer, puis l'abandonne, 281 et s.

KURZPACH DE TRACHENBERG (Henri), grand maître des monnaies de Bohême, est hostile aux catholiques, 236. Il déclare aux frères, en 1575, qu'on leur laissera leur religion, 238.

L

LAERTE, Jésuite, prend part au synode d'Olmütz, 190.

LAMBERG (Charles de), archevêque de Prague, est opposé aux concessions à faire aux luthériens, 341.

LANOY, Jésuite, conseille de créer quatre évêchés en Bohême et d'expulser des villes catholiques tous les étrangers, 323-324.

LARA (Marie de), Espagnole, femme de Wratislav de Pernstein, 289.

LASITIUS (Jean), auteur d'une histoire de l'Unité, 216.

LASKI (Jean de), évêque de Wesprim, embrasse le protestantisme, 134.

LETTRE DE MAJESTÉ DE 1609; ses effets, 328-329; la noblesse et la monarchie en Europe, 329. La lettre de Majesté est signée par Rodolphe II, le 9 juillet 1609, 357, et accueillie avec le même enthousiasme que la constitution de 1793, 358; elle fait de la confession bohême une religion d'État, 359. La confession bohême pourra-t-elle être adoptée par les serfs malgré leurs seigneurs; elle pourra l'être par les villes royales malgré le Roi. Texte de Du Mont, 360. Le droit de bâtir des églises de la confession bohême n'appartient qu'aux trois ordres et aux sujets des biens royaux, 361-362. Les biens ecclésiastiques sont-ils des biens royaux, 362-363. La lettre de Majesté est étendue à la Silésie, au comté de Glatz et au cercle d'Eger, 363. Le clergé des diverses religions, sauf la luthérienne, blâme la lettre de Majeste comme un empiétement laïque, 364. Le vrai peuple y demeure indifférent, 365. Vaines espérances qu'elle inspire, 369-370. Elle amène la guerre de Trente ans et la défaite de la noblesse, 370-371. La lettre de Majesté est annulée par Ferdinand II, 361, note.

LIECHTENSTEIN (la famille de) protége les anabaptistes à Nikolsbourg, 74.

LINDA (Félix de), doyen du chapitre de la cathédrale de Prague, 299.

LINHART DE STAMPACH achète de Rodolphe la seigneurie de Kommotau, et y établit le luthéranisme, 325-326.

LIPOMANI, légat de Paul IV à la diète de Varsovie, 135.

LIPPE (le seigneur de), grand maréchal de Bohême, devient hostile aux frères, 178.

LIPPE (Cenek de), maréchal héréditaire de Moravie, a donné l'hospitalité à Blahoslav, 203-288.

LISMANIN, Franciscain, embrasse le protestantisme, 134.

LOBKOWITZ (Martha de) entre dans l'Unité, 39. Käsebrot essaye en vain de l'en faire sortir, 40.

LOBKOWITZ (Ladislas de), grand maître de la Cour en 1575, 220, est favorable aux Jésuites, 278.

LOBKOWITZ (George Popel de), frère de Ladislas, grand maître de la Cour en 1588, circonvient la veuve et les deux sœurs d'Adam de Krajek, achète d'elles la seigneurie de Jungbunzlau, 301, et la cède à son parent luthérien, Bohuslav Hassenstein de Lobkowitz, en échange de celle de Kommotau, 302, où il rétablit le catholicisme, 325. Il intrigue auprès des États pour obtenir la charge d'archiburgrave; il est emprisonné, ses biens sont confisqués; il meurt en 1607, 315. La charge de grand maître est donnée à son parent Christophe Popel de Lobkowitz, 316.

LOBKOWITZ (Zdenek Popel de), archichancelier, ouvre la diète de 1609, 340, s'oppose à ce que Rodolphe fasse des concessions aux luthériens, 341. Les luthériens le menacent, 348. Il refuse de contre-signer la lettre de Majesté, 357-358. Rodolphe refuse de le renvoyer, 367.

LOBKOWITZ (Bohuslav Hassenstein de), né en 1462; laïque, il est élu évêque d'Olmütz en 1491, 32; renonce à son évêché; ses poésies. Il entre au service de Wladislas; ses études, ses deux écrits, 33; ce qu'il dit de Prague, 34-35.

LOBKOWITZ (Bohuslav Félix Hassenstein de), grand juge de Bohême, chef des luthériens, 198-200, s'efforce de se servir des frères et des catholiques au profit des luthériens à la diète de 1575, 222-223. Les ivrognes, 229. Il s'oppose à la lecture de la confession des frères, 230; veut obliger les frères à embrasser le luthéranisme, 240-242; demande à l'Empereur de donner une réponse au sujet de la confession bohême, 251; se plaint de Waldstein, 257; obtient de Maximilien la liberté religieuse des luthériens sur parole, 258-259.

LOBKOWITZ (Bohuslav Hassenstein de), luthérien, fils de Bohuslav Félix, est grand juge de Bohême. Il cède à son cousin, George Popel de Lobkowitz, grand maître de la Cour, la seigneurie de Kommotau, contre celle de Jungbunzlau où il introduit le luthéranisme, 302. Hassenstein se ruine; Jungbunzlau lui achète son indépendance, et achète du Roi la qualité de ville royale, 316-317.

LOBKOWITZ (Bohuslav Hassenstein de), commissaire de Rodolphe II à Jungbunzlau, en 1602, 318.

LORENZ, pharmacien, frère, mure sa femme, 276.

LORENZ, envoyé par les frères à Wittenberg, y obtient de l'université l'approbation de leurs doctrines, 206-207. Il aide Israël en Pologne, 303.

LOUIS II succède à son père Wladislas comme roi de Bohême, en 1516, 48; prend successivement le parti du plus fort, dans les différends entre les utraquistes et les luthériens, 53-58-60. Il est battu et tué à la bataille de Mohacz en 1526, 70.

LUDANIC (Wenzel de), gouverneur de Moravie, refuse de donner asile à Augusta après la révolte de 1547, 116.

LUDANIC (Catherine de), femme de Pierre Wok de Rosenberg, 314.

LUKAS; son origine. Il gouverne les frères après Grégoire, 14. Son voyage à la recherche du chrétien primitif, 19, et des vaudois, 22. Il recommande la prudence aux frères, et relève leur courage, 38. Ses brochures contre les utraquistes, 39. Emprisonné, il est délivré à la demande de Conrad de Krajek, 43-44. Il introduit un certain éclat dans le culte, 64, gouverne les frères, critique les doctrines de Luther, envoie deux députés à Wittenberg, 65, refuse de fondre les frères avec les habrowanites, 67-68. Sa mort (1528), son rôle dans l'Unité, 69. Lukas a empêché les frères de s'unir avec les anabaptistes, et condamné les seconds baptêmes, 74-75.

LUTHER. Ses premières relations avec les Bohémiens, 49-50. Il écrit à la diète de Bohême, puis au conseil de Prague, 51-52. Son influence sur le clergé utraquiste, 51; il essaye vainement de retenir Cahera, 60; il ménage les frères, 65.

LUTHÉRIENS. Premières relations des Bohémiens avec Luther. La Réforme n'est qu'une révolution, 49-50. Pamphlets contre l'Église catholique, 50-51. Influence de Luther sur le clergé utraquiste. Le luthéranisme se répand dans la haute noblesse qui l'impose à ses sujets; différence avec l'Unité, 51. Intolérance des luthériens, 52. Cahera, nommé administrateur, arrête le mouvement luthérien, 54 et s. Les luthériens réclament la tolérance pour eux seuls, 57-58. Le luthéranisme fait des progrès, 94. *Les luthériens se révoltent contre Ferdinand Ier en* 1547, s'allient avec l'Électeur de Saxe, chef de la Ligue de Smalkalde, 101 et s.; ils veulent changer la constitution, 102. Après la bataille de Mühlberg, Prague se soumet, 103-104. Punition des coupables, 104 à 107. Les luthériens accusent les frères, 108, et se cachent derrière les utraquistes, 120. A la diète de Prague de 1571, ils réclament à Maximilien la liberté de la confession d'Augsbourg et menacent les autres sectes, 198-199. Maximilien repousse leur supplique en s'appuyant sur la constitution, mais exempte leurs terres de la juridiction du consistoire, 200. Idées nouvelles du protestantisme, 201; haines aveugles, 202. Colloques pour réunir les religions diverses, 205-206. Les luthériens veulent faire cen-

surer l'Unité par Luther, 206. Servilité du clergé luthérien envers le pouvoir temporel, 210. *Révolution religieuse à Wittenberg;* l'Électeur de Saxe fait emprisonner Peucer, gendre de Mélanchthon, et refuse de le délivrer malgré les sollicitations de Maximilien, 213-214. Exécution de Crell, 214. Les seigneurs luthériens fondent une école à Gross-Meseritsch en Moravie, 216. *Diète de* 1575. Les luthériens demandent à Maximilien le libre exercice de la confession d'Augsbourg, 221; opposition de l'université et des vieux utraquistes, 222. Les luthériens veulent obtenir pour l'utraquisme luthérien la situation de religion d'État et remplacer les vieux utraquistes; ils refusent même la tolérance de fait aux autres sectes, 226-227. Maximilien les autorise à s'organiser, 228. Les ivrognes, 229. L'archevêque de Prague conseille aux utraquistes d'embrasser la confession d'Augsbourg qu'ils ignorent, 229-230. Les luthériens rédigent la *confession bohême*, 230-231-232; ils veulent détruire l'Unité, 233-235. Ils votent les impôts, et la session est close, 234. Examen de la confession bohême, 237; on évite de condamner Calvin, 238. La confession bohême sera-t-elle obligatoire pour les frères, 238-239. Avant-propos de la confession, 239. Supercheries des luthériens, 240 et s. Les luthériens (utraquistes-luthériens, nouveaux utraquistes) remettent à l'Empereur la confession bohême, 244. Confession bohême; dogme et discipline, 244-245. Mariage des prêtres; tributariens, 246. Désordres dans Prague, 247. Prague devient favorable au luthéranisme et à la confession bohême. Le catholicisme et le vieil-utraquisme sont attaqués; sermon de Fronto, 250; les luthériens s'en plaignent, 251. Maximilien refuse d'autoriser la confession bohême, 252 et s.; il s'appuie sur la constitution, 254. Les luthériens lui demandent un écrit autorisant la confession bohême comme religion d'État, 254-255. Ils en obtiennent la liberté religieuse sur parole, mais sans organisation spéciale, ni consistoire, 258-259. Création d'un conseil de défenseurs avec des surintendants, 259-260. Querelles entre les luthériens et les frères, 260. Les villes royales de Bohême deviennent favorables au luthéranisme: les concessions de Maximilien ne les concernent pas; Maximilien prend des mesures contre les villes et les frères, 262; irritation des seigneurs, 263-264. Affaire de Turnau: envahissement des frères au détriment des utraquistes, 265. Les luthériens se plaignent du consistoire qui est vieil-utraquiste; plaintes du consistoire, 266. Les luthériens veulent nommer le consistoire; Rodolphe s'y oppose, 290. Ils veulent de nouveau s'en emparer, 291; nomment une commission, 292. Question de la nomination du consistoire, 293-294. Rodolphe remplit de catholiques les conseils de l'Altstadt et de Neustadt, 294-295. Les villes de Bohême embrassent le luthé-

ranisme, 297 ; les seigneurs l'imposent illégalement à leurs sujets, 297-298,333. Budowec essaye vainement de présenter une supplique à l'Empereur, 322. Les persécutions exercées contre les luthériens ont été moindres qu'on ne l'a dit, 325. Nombre des utraquistes luthériens en Bohême en 1609, 332. Les seigneurs luthériens se proposent d'enlever au Roi son pouvoir, 334. *Diètes de* 1608 *et* 1609; demandes de Rodolphe; réclamations des seigneurs, 337 et s.; accusations fausses contre les seigneurs catholiques; crédulité du peuple, 341. La diète se réunit sans convocation royale; ses craintes puériles, 342-343. Désordres dans Prague, 345. Nouvelle réunion de la diète, 346. Les luthériens soutiennent que le Roi ne doit pas diriger la religion et l'instruction de ses adversaires; but des luthériens, 347. Ils rédigent trois actes et les présentent à l'Empereur, 348-349. Ils rejettent les propositions arbitrales de la Saxe, lèvent des soldats et des impôts, s'allient avec la Silésie, publient un acte de défense plein de mensonges, 350-351, effrayent l'Empereur par leurs cris. Ils établissent un gouvernement provisoire avec trente directeurs, 351, enrôlent des troupes, 352, les font vivre sur les terres de leurs adversaires; refusent de s'engager par un *revers* à ne pas opprimer les catholiques, 355. Les directeurs font durer la lutte afin d'en profiter. Les utraquistes deviennent moins favorables aux luthériens; les directeurs les ramènent, 356. Rodolphe signe la *lettre de Majesté*, 357; elle est accueillie avec enthousiasme, 358. Le *concordat* avec les catholiques la complète, 358-359. La diète approuve la lettre de Majesté et le concordat, 364. La noblesse se fait accorder par Rodolphe une amnistie générale. La lettre de Majesté est un repas servi, 366. La diète essaye de s'emparer du pouvoir judiciaire; elle légifère sur la liturgie. Le nouveau consistoire surveille les livres, 368. La diète promet de l'argent pour l'instruction publique, 369.

LUTSCH (les frères de), nom donné aux habrowanites, 67.

M

MACH, ancien de l'Unité, 124.

MARKWART, seigneur appartenant à l'Unité, 199.

MARTHA, amosite, son supplice, 67.

MARTIN de Königgrätz, prêtre de l'Unité, 12.

MARTIN, ancien frère, prêche le luthéranisme, en tchèque, dans la chapelle de Bethléhem, 53.

MARTIN de Klattau, prédicateur de Bethléhem, est élu administrateur utraquiste, 89.

MARTINITZ (Jaroslav Borita de), seigneur catholique, conseiller impérial, maréchal de la cour, assesseur au tribunal provincial, 342, impose le catholicisme à ses sujets et en est félicité par Rodolphe II, 324-325. Il est opposé aux concessions en faveur des protestants, 342-348; désapprouve l'immixtion de la diète de 1609 dans les affaires religieuses, 364-365, refuse de signer l'amnistie, 366.

MATHIAS de Kunwald est élu prêtre des frères, 6; sacré évêque, 8, il se trouve à la tête des frères, 14; sacre deux évêques; meurt; son rôle dans l'Unité, 27.

MATHIAS, l'ermite, crée la secte des habrowanites, 67.

MATHIAS (l'archiduc) se révolte contre Rodolphe, 336; il évite de se compromettre, 343.

MAXIMILIEN demande la liberté d'Augusta, 152. Élu roi de Bohême, 120, il succède à son père Ferdinand Ier. Son caractère. D'abord favorable au protestantisme, il revient au catholicisme, 159-160; sa tolérance; mort de don Carlos, 161. Il n'abroge pas les décrets portés contre les frères, 175 et s. La tolérance légale, 177. Maximilien vient à Prague pour les funérailles de son père, 179. Il place les utraquistes de Moravie sous la juridiction de l'évêque d'Olmütz, 180-182. Il promet aux frères de les bien traiter, 185-186. Il jure les *compactats*, puis, d'accord avec la diète, *il les supprime*. La diète demande à nommer le consistoire; les deux partis utraquistes, 187. L'évêque d'Olmütz demande l'appui de l'Empereur contre les seigneurs de Moravie, 188. *Synode d'Olmütz*, 189 et s. Maximilien prend des mesures contre les frères, afin de se faire pardonner par le Pape son opposition à la tenue des synodes, 193-194; charge l'archevêque de Prague de saisir les livres hérétiques, 197. Il demande en vain à l'Électeur de Saxe la liberté de Peucer. Sa tolérance, 213-214. Il ouvre la *diète de Prague de* 1575; s'excuse du retard de la convocation, 219. Grandes charges de la couronne, 220; le message royal, 221. Maximilien autorise les luthériens à s'organiser, 228-229; accueille mal le consistoire, 233; obtient le vote des impôts et ajourne la diète. 234. Il reçoit la *confession bohême*, et demande leur avis sur elle au Pape et à d'autres personnages, 246. Désordres dans Prague, 247. Nouvel ajournement de la diète, 251. Maximilien promet la paix aux trois partis, 251-252; il maintient le *statu quo*, 252-253, en s'appuyant sur la constitution, 254. Le grand chambellan Waldstein, le consistoire et les brasseurs réclament le *statu quo*, 255. L'Empereur représente le pays mieux que les seigneurs. Nouvelles réclamations des luthériens, 255-256; la minorité de la diète empêche la majorité de s'occuper des affaires générales, 256. Maximilien se plaint de la diète, 257. Il accorde sur parole aux luthériens la liberté religieuse, mais sans consistoire, 259. La diète désigne *Rodolphe* comme *roi de Bohême ;* capitulation d'élection. Maximilien laisse à Rodolphe le gouvernement de la Bohême, 261, et prend des mesures contre les frères et les villes, 262-263. Mort de Maximilien, 267.

MELNIK (Martin de), membre du consistoire utraquiste, 153, curé de Saint-Nicolas de Kleinseite; ses relations avec Augusta, 195. Élu administrateur après Mistopol, en 1568, il ne suit que son intérêt, 198.

MENZEL, secrétaire de Bohême, refuse de contre-signer la lettre de Majesté, 357-358.

MICHEL, curé de Senftenberg, 4. Sacré évêque des frères par Étienne, évêque vaudois, il sacre Mathias de Kunwald, 8. Sa mort, 27.

MICHNA, secrétaire, contre-signe la lettre de Majesté à la place de Menzel, 258.

MISTOPOL (Jean), administrateur utraquiste, 89, penche vers le luthéranisme; essaye de gagner les frères, 90-91. La fête de Jean Huss, 92-93. Ferdinand lui interdit de prêcher, 93, le lui permet de nouveau. Mistopol inquiète les frères, 97; fait tomber sur eux la responsabilité de la révolte de 1547, 108; se montre presque catholique; est plus sévère que le clergé catholique à l'égard des frères, 111. Il cherche à obtenir la faveur du Roi en travaillant à la fusion des utraquistes avec les catholiques, 121; la fusion ayant échoué, il penche de nouveau vers le luthéranisme, 122. Ses discussions avec Augusta, 152 et s.

MITMANEK, prêtre utraquiste, soutient Mistopol; il est exilé, 93; fait persécuter les frères en Prusse, 114.

MORGENSTERN (Bénédict) représente les luthériens à deux colloques, 206.

MUGLITZ (Anton Brus de), évêque de Vienne, puis archevêque de Prague en 1561. Son origine, ses talents. Les utraquistes sont soustraits à sa juridiction, 162-163. Il s'efforce de réformer le clergé paroissial en réunissant des synodes; échoue devant l'opposition de la noblesse, 163-166-167. Il obtient de Pie IV l'usage de la coupe, 168. Il prononce l'oraison funèbre de Ferdinand Ier, 179. Il veut réunir un synode à Prague : Maximilien s'y oppose, 193; se plaint des attaques des luthériens, 313; essaye de réformer la Bohême, écarte les prêtres mariés, réunit un synode catholique qui échoue, 324-325; meurt en 1606, 325.

MUNSTERBERG (Charles de), lieutenant royal en Bohême, 60, négocie avec le légat du Pape en 1525, 61 et suiv.

N

NARCISSE (Jacques), ancien, historien de l'Unité, 304.

NEMCANSKY (Jean), ancien, secrétaire de l'Unité, 304.

NEUHAUS (Procope de), partisan de Lukas, 14.

NEUHAUS (Henri de) persécute les frères, 38.

NEUHAUS (Joachim de), président de la trésorerie de Bohême, est catholique, 220, et favorable aux Jésuites, 278.

NEUHAUS (Adam de), archichancelier de Bohême, reçoit la charge d'archiburgrave, 315-316. Il meurt, et la famille de Neuhaus s'éteint en 1604, 316.

NICOLAÏTES, secte issue du hussitisme, 18.

NICOLAS, amosite; son supplice, 66.

NIKODEM, frère de l'Unité, assiste à une audience de l'empereur Maximilien; dîne avec Kerstmann chez Crato, 189. Son aventure avec l'évêque d'Olmütz, 191.

O

OSIANDRISME et André OSIANDER, 125.

OTTERSDORF (Sixt d'), chancelier de l'Altstadt, représente les villes et l'université à la diète de 1575. Son histoire du soulèvement de 1547, 221. Il soutient le vieil-utraquisme à la diète, 224.

OTTERSDORF (Théodore d'), fils de Sixt, prend part au soulèvement de 1618, 221.

P

PAMINONDAS (Paul), prêtre utraquiste, est chargé de surveiller l'administrateur Rezek, 310; il est nommé abbé d'Emaüs, 311.

PARDUBITZ est la seigneurie la plus importante de la Bohême, 302.

PASEK DE BRAT (Jean), utraquiste, bourgmestre de Prague, est remplacé par Hlavsa, 53; il négocie avec le légat du Pape, 61 et suiv.

PAUL, doyen du chapitre de Klattau, accuse Jean Zbornik, 80.

PAULI (Grégoire), chef des antitrinitaires, 206.

PAULOWSKY (Stanislas), évêque d'Olmütz, successeur de Teltsch, reprend le titre de prince; essaye de rétablir le catholicisme en Moravie, 288-289; échoue, 290.

PAYSANS libres de Bohême; leur nombre, leurs possessions, 360.

PERKNOVSKY (Ignace) est emprisonné comme amosite, 66-67.

PERNSTEIN (le seigneur de) protége les frères, 28.

PERNSTEIN travaille en vain à l'union des utraquistes avec les catholiques, 91; cache Mitmanek à Pardubitz, 93; maltraite les frères après la révolte de 1547, 110; meurt en 1549, 123.

PERNSTEIN (Jaroslav de), fils de Pernstein, persécute les frères le moins possible, 123; il les tolère (1554), 130.

PERNSTEIN (Adalbert de) essaye vainement, en 1558, de créer une religion nouvelle, 68-69.

PERNSTEIN (Wratislav de), archichancelier de Bohême, frère d'Adalbert, 289, obtient le retour des frères exilés de Pardubitz; obtient une audience de l'Empereur pour les frères, 185.

PERNSTEIN (Wratislav de), archichancelier de Bohême, est catholique, 220-234-236; favorable aux Jésuites, 278. Il donne à des prêtres catholiques les cures utraquistes de ses terres; persécute les frères, 279; cède à Paulowsky, évêque d'Olmütz, ses droits de patronage. Sa femme Marie de Lara. Il meurt, ne laissant qu'un fils mineur, 289. La famille de Pernstein s'éteint en 1597, 316.

PEUCER, médecin, gendre de Mélanchthon, est emprisonné par l'Électeur de Saxe à cause de ses tendances calvinistes; Maximilien demande en vain sa liberté, 213-214.

PFAUSER, prédicateur luthérien. Son influence sur Maximilien, 131-135-136-160. Il est chassé de la cour de Vienne, 161.

PFLUG DE RABSTEIN (Gaspard), général des révoltés de 1547, 103-105.

PIE II abolit les compactats en 1462, et interdit la communion sous les deux espèces, 86.

PIE IV permet l'usage de la coupe en Bohême en 1564; insuccès de cette mesure, 167-168.

PLAUEN (Henri de), chancelier de Bohême, refuse de condamner les frères et les luthériens, 97; désapprouve la torture employée contre Augusta, 118.
PODIEBRAD (George), roi de Bohême; il persécute les frères, 4-11; sa mort en 1471, 12.
PODUSKA (Martin), curé de Sainte-Marie de Tein à Prague, exprime son admiration pour Luther, 50.
POLOGNE. Le protestantisme s'y introduit, 134; progrès des frères en Pologne, 135.
PRAZSKY (Jean Bénédict) remplace Brozan comme administrateur, 324.
PREIS (Wenzel), prêtre de l'Unité, vient à la diète de 1575, 224.
PRELOUC (Thomas de), prêtre des frères, 6; sa mort, 64.
PRESSIUS (Paul) rédige la confession bohême, 237; remplace Kirmezer à Ungarisch-Brod, 284.
PRIMAT (le), fonctionnaire politique, 255.
PROCHASKA, curé vieil-utraquiste de Saint-Gallus à Prague, écrit un pamphlet contre la *Lettre de Majesté* et la *Diète*, 364.
PROSTIBORSKY (Joachim) présente à Maximilien, en 1564, une confession de foi des frères, 176.
PRUSINOWSKY DE WICKOW (Guillaume), évêque d'Olmütz, appelle les Jésuites en Moravie, 170. Maximilien refuse d'abord de placer sous sa juridiction les utraquistes de Moravie, 180, puis y consent, 182-183; mais la noblesse empêche la visite, 183. Prusinowsky envoie Kerstmann demander l'appui de l'Empereur contre la noblesse, 188. *Synode d'Olmütz;* il ne produit aucun résultat, 190 et suiv.
PRUSSE (Albert, duc de), appelle les frères en Prusse, puis les persécute, 114.

R

RADZIWILL' (le prince) embrasse le protestantisme, 134.
RÉFORME (la) n'a été qu'une révolution, 49-50; ses causes, 134 (note).
RELIGION et philosophie, 15; l'unité religieuse au seizième siècle et aujourd'hui, 71-72.
REZEK (Fabian), de Strakonic, chanoine de l'église de Tous les Saints à Prague, est nommé administrateur en 1590, 310; sa mauvaise conduite, sa duplicité, 311; son voyage à Rome, 312. Il renonce à sa charge et devient chanoine d'Olmütz, 313.
RODOLPHE II. Son avénement remplit d'abord de terreur les luthériens et les frères; ils sont bientôt rassurés, 271-272. La diète de Moravie demande la liberté religieuse, 285. Rodolphe à Olmütz; question de préséance entre la diète et l'évêque, 285-286. Rodolphe refuse la liberté religieuse aux villes royales de Moravie; il n'est pas obéi; procès contre la ville de Goja, 286. Rodolphe ordonne vainement la fermeture des écoles des frères et des luthériens à Eibenschütz et Gross-Meseritsch, 287 et suiv. Il refuse de livrer le consistoire aux luthériens, 290-291. Par qui le consistoire doit-il être nommé, 292-293-294 Rodolphe ordonne d'exécuter le décret de Wladislas, 295. La diète de 1585 refuse de voter les impôts pour plusieurs années, 295-296. Frais de séjour

des membres de la diète, 296. Nombre des villes royales et seigneuriales, 297. Rodolphe donne le décanat de Karlstein au chanoine Valentin, 299. Faiblesse de l'autorité royale; la noblesse veut établir un gouvernement aristocratique, 310. Indolence de Rodolphe, 313. Rodolphe confisque les biens de George Popel de Lobkowitz, 315-316, et y laisse rentrer les luthériens. Il donne la charge de grand maître de la Cour à Christophe Popel de Lobkowitz, et celle d'archiburgrave à l'archichancelier Adam de Neuhaus, 316. Menacé par la noblesse, il publie une *patente* pour exécuter de nouveau le *Décret de Ulladislas*, 317; effets que le décret doit produire; il n'est pas appliqué, 318-326. Rodolphe poursuit les frères de Jungbunzlau, et vend leurs biens à cette ville, 318. Pamphlets publiés contre l'Empereur, 318-319. *Diète de* 1603; Budowec. La diète proteste contre la patente, 320. Rodolphe refuse de recevoir une supplique, 322. Il félicite Martinitz d'avoir imposé le catholicisme à ses sujets, mais laisse envahir ses propres biens par le luthéranisme, 324-325. L'autorisation donnée à l'archevêque de Prague, Müglitz, de nommer les curés des terres royales est-elle personnelle, 325. Rodolphe vend Kommotau à Linhart de Stampach qui y introduit le luthéranisme, 325-326. Nombre des fidèles des diverses religions en Bohême et à la diète, 331-332. Pouvoirs du Roi et de la noblesse en Bohême, 332-333. Les seigneurs veulent enlever au Roi son pouvoir, 334. Rodolphe néglige le gouvernement, s'adonne à l'astrologie, à la magie, devient fou, 334-335. Ses parents, Mathias à leur tête, tentent vainement de lui enlever le pouvoir. But de la noblesse, 335-336. Rodolphe convoque une *Diète générale* (1608) pour obtenir des soldats et de l'argent; il assiste à l'ouverture, 336 et suiv. Réclamations de la diète au sujet de la confession bohême, du consistoire et de l'université; les vingt-cinq articles de Budowec; les défenseurs, 338-339. Rodolphe rejette les vingt-cinq articles, 340. *Nouvelle diète*, 28 *janvier* 1609; Rodolphe demande le vote de l'impôt; la diète renouvelle ses réclamations; ses vingt-huit griefs contre les seigneurs catholiques, leur fausseté, 340-341. Crédulité du peuple, 341. Les conseillers du Roi sont divisés, 341-342. La diète est close, 342. La diète cherche des appuis. Les Électeurs de l'Empire. La diète se réunit sans convocation légale; son mépris pour Rodolphe, ses craintes puériles, 342-343; elle désarme la garde du corps du Roi, 343-344; s'enfuit. Le Franciscain Félix, 344. Désordres dans Prague; les Jésuites, 345. Rodolphe convoque la diète, 345-346, et lui promet l'impunité. Nouvelle réunion de la diète; la messe, 346. La diète réclame le consistoire et l'université; le Roi veut le *statu quo*, 347. La diète lui remet trois actes, 348-349. Le Roi accepte les propositions arbitrales de la Saxe et accorde le libre exercice de la confession

bohême, mais avec la liturgie utraquiste, 349-350. La diète rejette ces propositions, fait des armements, clôt la session, 350-351; les cris d'animaux. *Gouvernement provisoire*, 351. Situation critique de Rodolphe, 352. Négociations avec les directeurs ; États évangéliques, consistoire, université, conseil de surveillance, cimetières. Armements; Capucins en Bavière. Budowec promet l'apaisement immédiat si l'Empereur cède, 354. Rodolphe fait des concessions qui sont approuvées par la Saxe et rejetées par les directeurs; *revers* relatif aux catholiques refusé par les luthériens, 355. Rodolphe cède sur tout, et signe la *Lettre de Majesté*, avec des restrictions verbales (9 juillet 1609), 357. L'archichancelier et le secrétaire refusent de la contre-signer, 357-358. Le *concordat* entre les catholiques et les protestants, 358. Le consistoire utraquiste est remplacé par un consistoire protestant. Le dernier administrateur se démet, 363. Rodolphe accorde une *amnistie générale*, 366. La diète refuse de licencier ses troupes, demande le renvoi de l'archichancelier Lobkowitz; Rodolphe refuse, 366-367. La diète essaye de s'emparer du pouvoir judiciaire, théorie jacobine, 367; la diète réglemente les cultes, 368; promet de l'argent pour l'instruction, mais n'en donne pas. Célibat dans l'université. Rodolphe autorise les défenseurs à réunir des diètes spéciales. La diète se dissout, 369. Vaines espérances, 369-370. Défaite de la noblesse, 370-371.

ROKYCANA est élu archevêque utraquiste de Prague en 1435; Eugène IV refuse de le confirmer, 4. Il persécute les frères, 10-11; sa mort en 1471, 12.

ROKYTA, prêtre de l'Unité, 207; son ambassade en Würtemberg, 137; il essaye vainement de convertir le czar Jean Basile, 209.

ROSENBERG (Pierre de), lieutenant du Roi en Bohême, vers 1502, 33-34.

ROSENBERG (Jean de), grand prieur de Malte, essaye d'exécuter l'édit de Saint-Jacques, 42-43.

ROSENBERG (Guillaume de), archiburgrave de Bohême, 220, représente les catholiques à la diète de 1575, 223 et s., protége les Jésuites, 278, admet d'abord que le consistoire utraquiste doit être nommé par la diète, 292-293, soutient ensuite que c'est par le Roi, 293-294. Rosenberg a fondé un collége de Jésuites à Krumau, 295. Il interdit les assemblées des frères à Leitomyschl, 299. Il meurt sans enfants en 1592, et ses biens passent à son frère, Pierre Wok de Rosenberg, qui appartient à l'Unité, 313-314.

ROSENBERG (Pierre Wok de) hérite des biens de l'archiburgrave Guillaume de Rosenberg, son frère, et meurt sans enfants. Son origine; il embrasse la religion de l'Unité; son harem, 314. Il livre les cures catholiques aux dissidents, 315. Il meurt, et sa famille s'éteint en 1611, 316.

ROZDALOVICKY (Wenzel), membre du consistoire, exprime son admiration pour Luther, 50.

RÜDIGER (Esrom), prêtre de l'Unité, traduit en allemand

la confession de foi des frères, 209; sa réponse à Codicillus, recteur de Prague, 211. Il est emprisonné par l'Électeur de Saxe, 213; est nommé recteur de l'école d'Eibenschütz, 216.

S

SAINT-JACQUES (le décret de), rendu en 1508 contre les frères par Wladislas, 40-41. La diète de Moravie le rejette; la diète de Bohême l'adopte, 41-42.

SAXE (Jean-Frédéric, Électeur de), chef de la Ligue de Smalkalde, s'allie avec les Bohémiens, 101 et s.; est battu par Charles-Quint à Mühlberg en 1547, 103.

SCHLICK (Jérôme, comte), essaye vainement d'obtenir de l'argent des frères, 284-285.

SCHLICK (le comte) présente au Roi les trois actes de la diète de 1609, 349.

SCHLOSSBERG (Wolf de), capitaine du château de Prague en 1543, 90, puis grand secrétaire de Bohême en 1563, 154.

SCHWAMBERG (le seigneur de) fait brûler des frères, 38.

SCHWARTZ, prêtre de l'Unité, vient à Prague en 1575, 224; rédige une supplique pour les frères, 228; Kalef lui conseille d'imiter les catholiques, 232.

SEMANIN (Sud de), astronome de Bohême, 112.

SIGISMOND-AUGUSTE, roi de Pologne, chasse les frères de Posen, 113-114, demeure catholique, 134; envoie une ambassade à Moscou, 209.

SIXT, pasteur luthérien de Kuttenberg, livre les cures des environs aux luthériens, 297.

SKODA (Martin), ancien de l'Université, 65, gouverne les frères après Lukas; meurt en 1532.

SLAWATA DE CHLUM (Dionys), père de Guillaume Slawata, le défenestré, est frère. En 1575, il propose aux luthériens d'adopter la foi de l'Unité, 230-231. Slawata déclare que l'union des frères avec les luthériens est impossible, 242.

SLAWATA DE CHLUM (Guillaume), fils de Dionys, seigneur burgrave de Karlstein, a épousé l'héritière du dernier seigneur de Neuhaus. Il est opposé aux concessions, 342-348; désapprouve l'immixtion de la diète de 1609 dans les affaires religieuses, 364-365; refuse de signer l'amnistie, 366.

SMRCKA (Dorothée) livre aux frères l'église utraquiste de Cecelic, 298-299.

SOPOUCH, doyen luthérien de Trébitsch, persécute les frères, 181; ne peut s'entendre avec eux au colloque de Letowitz, 182.

SPANOWSKY (Michel), d'abord vice-chambellan, puis grand secrétaire de Bohême, déclare que la confession bohême sera obligatoire pour les frères, 238; il est luthérien, 293; il intervient dans la question de la nomination du consistoire, 292-293-294.

STEPHAN, ancien, écrit à Crato en faveur de l'Unité, 212. Il se rend à Prague, pour la seconde session de la diète de 1575, 235. Son intervention dans la rédaction de la confession bohême, 238-241. Il meurt, 302.

STERNBERG (Adam de), archiburgrave, conseille en 1609 de faire des concessions aux luthériens, 341. Il négocie avec

les directeurs, 352, contresigne la lettre de Majesté à la place de l'archichancelier Lobkowitz, 358; empêche la diète de s'emparer du pouvoir judiciaire, 367.

STERNBERG (Ladislas de), commandant du château de Pürglitz, se montre favorable à Augusta, 141-143-147-148-152.

STREJC (George), prêtre de l'Unité, chapelain du seigneur Kurzpach, fait modifier l'avant-propos de la confession bohême, 237-238.

STURM (Wenzel), Jésuite, réfute la religion des frères, 280.

T

TABORITES ; ils succombent à la bataille de Lipan, 3.

TELTSCH (Jean de), évêque d'Olmütz, a succédé à Prusinowsky. Ses différends avec la diète de Moravie, 285-286.

THALER. Ce mot vient du Joachimsthal, 103.

THURN (Mathias, comte de), conseille la violence contre le Roi en 1609, 347-348. Il est nommé lieutenant général par le gouvernement provisoire, 352.

TOLÉRANCE - INTOLÉRANCE. Tolérance au seizième siècle et aujourd'hui, 71-72-97-111. Tolérance de l'empereur Maximilien à propos de Peucer, 213-214. Tolérance du clergé catholique, 42-43. Tolérance de Jobst, évêque de Breslau, 11. Les catholiques, après avoir voulu détruire la religion des frères, 37, demandent sa liberté, 249. Persécutions contre les luthériens, 325. Les Juifs sont obligés d'assister à des sermons chrétiens, 145. Rosenberg interdit aux frères, sur ses terres, même les réunions secrètes, 299. Intolérance des utraquistes, 75, 111. Intolérance des luthériens, 52-57-58 198-199-206-226-227-233-235 293-294-297-298-333-347. Intolérance des Électeurs de Saxe, Auguste et Christian II, 212-213-214. Intolérance du duc Albert de Prusse, 114.

TURNOVIUS, THÉOPHIL ou BOGOMIL (Siméon), diacre frère, représente les frères au colloque de Sandomir, 207. Il est élu ancien, 303, devient premier ancien, vit en Pologne, 304.

U

UNITÉ. Voir *Frères bohêmes*.

UNIVERSITÉ DE PRAGUE. Elle abandonne l'utraquisme, 291-296, et entraîne les écoles, 307. Tous ses membres ne sont pas prêtres, 296, sont célibataires, 369.

URBAN, chanoine d'Olmütz; sa singulière conversation avec le frère Nikodem, 191-192.

UTRAQUISTES, parti modéré des hussites, 3. Ils essayent vainement de gagner les frères, 17-18, et de se réconcilier avec le Saint-Siége, 37. Ils veulent détruire les frères, mais refusent de s'entendre pour cela avec les catholiques, 37-38. Ils obtiennent avec les catholiques le *Décret de Saint-Jacques*, contre les frères, 40 et s. Les utraquistes ne sont soutenus ni par le Roi, ni par le Pape, ni par les seigneurs, 48-49; ils cherchent de nouveau à se réconcilier avec le Pape, échouent; deviennent favorables au luthéranisme, 49 et s. Ordination de leurs prêtres

en Italie. Louis II nomme à Prague un conseil favorable aux luthériens, 53. Cabera présente à la *Diète de la Chandeleur* une confession de foi luthérienne; il est nommé administrateur utraquiste, 54, négocie une réconciliation avec Rome, 55, et arrête le mouvement luthérien, 56. Discussions religieuses à Prague. Les bourgeois y élisent un conseil hostile aux luthériens; mesures que prend ce conseil, 57. La *Diète de Sainte-Marguerite* se montre hostile aux luthériens; le conseil de Prague expulse de son sein la minorité luthérienne, 58. Troubles dans Prague. Le conseil rétablit l'ancien utraquisme à Prague, 59; il est aidé par Louis II, 60. La diète rétablit à son tour l'ancien utraquisme en Bohême, 61. Les utraquistes négocient à Ofen, avec le légat du Pape; les négociations échouent sur la question de la coupe et sur celle de la restitution des biens du clergé, 61 et s. Les luthériens reprennent le dessus, 64. Certains seigneurs utraquistes font de l'opposition au Roi et obligent leurs sujets catholiques à embrasser l'utraquisme, 75. Ferdinand Ier maintient les compactats; les utraquistes les rejettent, 85; ils se partagent entre les luthériens, les frères et les catholiques, 86-87. Un parti utraquiste propose aux catholiques sept articles de conciliation, 87; les catholiques les repoussent, 88. Les utraquistes, grâce aux seigneurs qui veulent garder les biens du clergé catholique, se rapprochent des luthériens, et refusent d'envoyer des représentants au concile de Vicence, 88-89. Ferdinand Ier essaye encore vainement de réunir les utraquistes aux catholiques. Le synode de Prague et les trois questions; intervention des États. Les six articles et le *statu quo*. L'administrateur Mistopol, 89 et s.; la fête de Jean Huss, 92. *Révolte de* 1547, 101 et s. Ferdinand veut réunir les utraquistes aux catholiques, 107; il est poussé par les Bohémiens qui lui sont demeurés fidèles, 108. Il pense réunir les utraquistes et les catholiques, en leur donnant un même archevêque, 120-121. Ferdinand Ier convoque la *Diète de Sainte-Barbe* pour opérer la fusion; le légat, les douze articles, les compactats; il échoue, 121-122. La *Diète de l'Épiphanie*, 1552, empêche les seigneurs de s'emparer des biens du clergé catholique et utraquiste, 126. La diète intervient dans le spirituel, 146. Nombre des utraquistes, 170. Triste situation du clergé utraquiste, 171-172. L'archevêque de Prague cesse d'ordonner des prêtres utraquistes, 172-173. Les Bohémiens veulent avoir une église nationale, 173. Le luthéranisme remplace l'utraquisme; pourquoi, 173-174. Maximilien refuse d'abord de soumettre les utraquistes de Moravie à l'évêque d'Olmütz, 180-181, puis y consent; mais les seigneurs s'opposent à la visite épiscopale, 182-183. Différends entre le clergé utraquiste et celui de l'Unité,

183-184. *Suppression des compactats*, en 1567, 187. Synode d'Olmütz, 190. Situation misérable du clergé utraquiste, 196-197. Mesures prises contre les livres hérétiques, 197-198 Les utraquistes se laissent d'abord tromper par les luthériens, 199; ils s'opposent, à la *Diète de* 1575, à l'introduction du luthéranisme, 222. Divisions entre les seigneurs, d'un côté, et les villes et l'université, de l'autre, 223-224. Le consistoire attaque la *confession bohême*, 248; il se plaint des villes royales et des frères, 266. Les seigneurs luthériens dépouillent le clergé vieil-utraquiste de ses biens, 272. Les villes royales rejettent l'autorité du consistoire, 272-273. Le clergé vieil-utraquiste ne se recrute plus; le consistoire se désorganise; Rodolphe y nomme de nouveaux membres qui prêtent serment de fidélité à l'archevêque, 291. L'université abandonne l'utraquisme, 291-296. Par qui le consistoire doit-il être nommé, 292 et s. Le consistoire demande l'expulsion des frères, 295. Le vieil-utraquisme disparaît; les villes royales rejettent la juridiction du consistoire, 306, et accueillent mal les prêtres qu'il leur envoie, 307. Le consistoire et l'administrateur n'ont plus aucune autorité, 308. Le clergé utraquiste est dégénéré, 309. Le consistoire se déclare soumis au Saint-Siége, 312. Le vieil-utraquisme est absorbé par le catholicisme, 323. Nombre des utraquistes en 1564 et en 1609, 331-332. Après l'octroi de la *lettre de Majesté*, le consistoire utraquiste est remplacé par un consistoire protestant; le dernier administrateur se démet, 363.

V

VALENTIN, chanoine de Prague, reçoit de Rodolphe II le décanat de Karlstein, 299.

VERGERIUS, nonce de Paul III en Allemagne, évêque de Capo d'Istria, embrasse le protestantisme, penche vers les frères, leur assure la bienveillance du duc de Würtemberg, 137-138. Les frères refusent de le recevoir dans l'Unité, 151-152.

W

WALDHAUSER (Thomas), anabaptiste, est brûlé, 74.

WALDSTEIN (Henri de), 236, seigneur hostile aux catholiques, 236.

WALDSTEIN (Jean de), archichambellan, 200; il est vieil-utraquiste, 220; s'oppose à l'introduction du luthéranisme, 222-233. Maximilien lui demande son avis sur la confession bohême, 247. Waldstein veut conserver l'ancien utraquisme, et faire nommer le consistoire par le clergé et l'Université, 248. Il demande à Maximilien de maintenir le *statu quo*, conformément à son serment et à la constitution, 255-257.

WALTERBOURG (Walter de), secrétaire de l'empereur Maximilien, se montre favorable aux frères, 189.

WARTENBERG (Jean de), archiburgrave de Bohême, essaye vainement d'empêcher certains seigneurs d'embrasser l'Unité, 76.

WARTENBERG (Zdenek de), capitaine royal de la Neustadt, 248, s'efforce de soulever les bourgeois de Prague contre les novateurs, 250.
WARTENBERG (Christophe de) est hostile aux frères, 265.
WARTENBERG (Karl de) livre l'église de Turnau aux frères, 265.
WARTENBERG (Anne de), femme de Budowec, appartient à l'Unité, 319.
WCHYNSKY (Jean) perd le burgraviat de Karlstein, 299.
WELSER (Philippine), femme de l'archiduc Ferdinand de Tyrol, protége Augusta, 142.
WESELIC (Martha de), veuve d'Adam de Krajek; ses contestations avec ses belles-sœurs, 300-301.
WICLEFF, sa doctrine, 24.
WLADISLAS est élu roi de Bohême en 1471, 12. On l'excite contre les frères, 31; il rend contre eux le *décret de Saint-Jacques* en 1508, 40; sa mort (1516), 44.
WLINSKY DE WLINEWES, seigneur de l'Unité, 253.
WOLINSKY (George), frère, refuse d'abjurer, 43.
WRESOWEC (Wenzel de), seigneur nouvel-utraquiste; ses relations avec les ubiquitaires en 1575, 220. Il organise la confession bohême; n'est pas nommé défenseur, 260.
WRESOWEC (Sébastien de), chevalier luthérien, 242.
WSEHRD (Jean Slechta), secrétaire de Wladislas, 36.
WÜRTEMBERG (Christophe, duc de), se montre favorable aux frères, 137-138; il leur donne une lettre pour Maximilien, 139; il les protége, 152.

Z

ZABKA (George), vice-chancelier de Bohême, 81-91-93.
ZACHARIE, ancien, 302-303, réside à Slezan, 303; sa mort, 304.
ZAJIC, prêtre catholique, écrit en faveur des frères, 30.
ZAK (Jean), administrateur catholique, négocie avec le légat du Pape à Ofen, 62.
ZBORNIK (Jean), dit l'ermite, chef des frères de Janowitz, 78; son procès; il est emprisonné, 79-83.
ZIEROTIN, orateur des utraquistes à la diète de Moravie en 1504, 41.
ZIEROTIN (Jean l'ancien de) fait les frais de l'impression de la Bible de Kralic, 205. Il a été l'élève de Blahoslav; est appelé de Moravie au secours des frères de Bohême; son conseil aux luthériens, 236. Il vient à la diète de 1575; demande le libre exercice de la confession des frères, 240. Sa promenade avec Maximilien, 240-241; il dévoile à Kunowic l'odieuse conduite de Kirmezer, 284.
ZIEROTIN (Charles de) est lié avec Budowec, 320; engage vainement la diète à s'allier à Mathias contre Rodolphe, 338-340.
ZITHARD (Mathieu, Mathias Citard, Cithardus), confesseur de Ferdinand Ier et de la Cour, 155-161.
ZUNIGA, ambassadeur d'Espagne; son entrée à Prague effraye la diète, 344.

TABLE DES MATIÈRES

CHAPITRE PREMIER

LES FRÈRES BOHÊMES.

(1434-1516)

I. Fondation des frères de l'Unité par Pierre de Chelcic; Grégoire et Michel. — Première persécution; ils prennent le nom de *frères*. — Synode de Reichenau (1464); le dogme et la morale; conseil de direction. — Synode de Lhota (1467); constitution du sacerdoce; élection de trois prêtres. — Le pouvoir épiscopal est transmis à Mathias de Kunwald par un évêque vaudois. — Frères bohêmes; l'Unité; les frères ne sont ni des vaudois ni des picards. — Conseil étroit. — Nouveau baptême. — Les frères rejettent le pouvoir civil et religieux. — Rokycana, archevêque de Prague, les persécute. — Mort de Podiebrad et de Rokycana (1471); avénement de Wladislas. — Mort de Grégoire; son caractère, son rôle. — Lukas; son origine; il gouverne les frères après Grégoire. . . . . 1 à 15

II. La religion. — Les frères sont ramenés à la vérité par la pratique. — Deux partis : les modérés et les ultras ou amosites. — Le seigneur Kostka entre dans l'Unité. — Les utraquistes essayent vainement de gagner les frères. — Les frères recherchent le chrétien primitif. — Les divisions s'accroissent; synode de Chlumec (1496). — Voyage de Lukas à la recherche des vaudois. — Nouvelle organisation de l'Unité; synode général; petits synodes; conseil étroit; clergé; diacres; commission de justice; service militaire; vie pratique; culte, morale. — Mathias de Kunwald sacre deux évêques et meurt (1500); son rôle. — Mort de Michel (1501). Le synode de Reichenau élit deux anciens ou évêques, entre autres Lukas . . . . . 15 à 28

III. Progrès des frères; leurs centres et leur nombre en Bohême et en Moravie. — Les catholiques essayent de gagner les

frères. — Le docteur Heinrich est envoyé par Alexandre VI; il brûle les livres hérétiques, discute avec les frères et prêche sans succès. — Wladislas est poussé à agir contre eux. — Hassenstein de Lobkowitz se propose de réformer la Bohême; ses écrits; il se rend à Ofen; son appréciation sur Prague. — Jean le Capucin, évêque de Grosswardein; Augustin Käsebrot, chanoine d'Olmütz. — Les catholiques et les utraquistes ne peuvent se mettre d'accord pour extirper les frères. — Les frères sont persécutés. — Ils font imprimer leur confession de foi, mais n'osent pas la présenter au Roi; Martha de Lobkowitz les favorise; Käsebrot essaye vainement de la convertir et calomnie les frères. — Wladislas rend contre eux le *décret de Saint-Jacques*. — Ce décret, rejeté par la diète de Moravie, est adopté par celle de Bohême (1508), et devient loi du royaume. — Il n'est pas exécuté; le seigneur de Rosenberg et le frère Wolinsky; le clergé catholique est opposé à la violence. — Lukas est emprisonné par Suda de Janowitz, malgré la protection de Conrad de Krajek (1515). — Mort de Wladislas (13 mars 1516). . . . . 28 à 45

CHAPITRE II

LE LUTHÉRANISME EN BOHÊME.

(1516-1517)

I. L'Église nationale de Bohême et les sectes. — Avénement de Louis II. — Deux partis en Bohême : catholiques et utraquistes. — Le luthéranisme en Bohême; premières relations avec Luther; pamphlets contre l'Église catholique; les humanistes. — Le luthéranisme s'introduit peu à peu. — Gallus Cahera. — Les luthériens persécutent les vieux utraquistes du conseil de Prague favorables au Saint-Siége et les exilent. — La *diète de la Chandeleur* (2 février 1524) adopte une confession de foi luthérienne, et nomme Cahera administrateur (23 août). — Cahera s'efforce de devenir le chef des catholiques et négocie avec eux; il échoue; son influence retarde l'invasion du luthéranisme. — Prague nomme un conseil vieil-utraquiste; les exilés sont rappelés; les luthériens se plaignent; le mouvement opposé au luthéranisme entraîne le Roi et la diète. — La *diète de Sainte-Marguerite* (20 juillet 1524) se montre hostile aux luthériens; le conseil

de Prague expulse de son sein la minorité luthérienne; troubles dans Prague. — Le conseil rétablit l'ancien utraquisme et persécute les luthériens. — Luther écrit en vain à Cahera; le Roi prend le parti des vieux utraquistes. — La diète rétablit l'ancien utraquisme (25 janvier 1525). — Les utraquistes négocient sans résultat avec le Saint-Siége. — Le parti luthérien reprend le dessus. — Lukas est laissé en liberté (1516); le culte; relations de l'Unité avec Luther. — Les frères se séparent des luthériens et des calvinistes. — Destruction des amosites. — Secte des habrowanites; Dubcansky; tentative religieuse d'Adalbert de Pernstein. — Mort de Lukas (1528); son rôle dans l'Unité. — Élection d'Augusta (1532). . . . . 45 à 70

II. Mort de Louis II à Mohacz (29 août 1526). — Avénement de Ferdinand Ier (23 octobre 1526); il s'est montré d'abord favorable au protestantisme; faiblesse du pouvoir royal. — Ferdinand essaye de rétablir la paix par l'unité religieuse; il rappelle les luthériens et exile Cahera (1529). — Il poursuit les anabaptistes; les frères refusent de s'unir aux anabaptistes. — Les seigneurs utraquistes persécutent leurs sujets catholiques; leur opposition contre le Roi. — Progrès des frères; Conrad de Krajek. — Les frères publient une apologie de leur foi que Luther approuve (1533). — Affaire de Jean Zbornik, prêtre de l'Unité, et de ses protecteurs, les seigneurs de Janowitz et de Krajek. — Les frères rédigent un nouvel abrégé de leur religion. — Entrevue entre Ferdinand et Conrad de Krajek. — Les frères présentent leur confession de foi au Roi, à Vienne (1535). — Ferdinand leur promet de les laisser tranquilles. — La confession de l'Unité est imprimée à Wittenberg, avec un avant-propos de Luther (1538). . . . . 70 à 84

III. Diète de Bohême de 1537; les seigneurs de l'Unité en sont exclus. — Les utraquistes rejettent les compactats. — Les vieux utraquistes rédigent sept articles de conciliation; les catholiques les repoussent. — Les utraquistes, dirigés par les seigneurs, s'éloignent des catholiques pour se rapprocher des luthériens. — Leur synode de Prague; il ne peut se mettre d'accord. — Le Roi leur propose l'adoption de six articles qui consacrent le maintien du vieil-utraquisme. — La fête de Jean Huss. — Opposition de Mistopol; Mitmanek le soutient : il est chassé. — Progrès des luthériens et des frères. — Prague refuse son artillerie au Roi. — La monarchie de Habsbourg sauve l'Europe. — Les tribunaux refusent de

soutenir le Roi et de punir les dissidents. — Les utraquistes persécutent les frères que Ferdinand laisse tranquilles. — Incendie des archives; le décret de Saint-Jacques est maintenu. . . . . 84 à 99

CHAPITRE III

SOULÈVEMENT DE LA BOHÊME CONTRE FERDINAND.

(1547-1564)

I. Guerre de Smalkalde. — Les nouveaux utraquistes et les frères se révoltent contre Ferdinand et s'allient avec l'Électeur de Saxe. — Victoire de Charles-Quint à *Mühlberg* (24 avril 1547). — Prague se soumet; punition des révoltés. — Ferdinand reprend son dessein d'établir l'unité religieuse; il renouvelle le décret de Saint-Jacques contre les frères; les seigneurs exécutent les ordres du Roi. — Beaucoup de frères abjurent; supplique des frères. — L'archiduc *Ferdinand*, gouverneur de Bohême. — Mistopol persécute les frères; les frères à la tour Blanche. — L'archiduc les expulse de *Bohême*; ils émigrent en Pologne. — Le duc Albert de Prusse les attire dans ses États et leur impose le luthéranisme; ils reviennent en Pologne. — La persécution amène leur extension. — Les frères établis sur les biens seigneuriaux restent en Bohême, mais leur clergé y est dépouillé de ses biens. — *Augusta et* Bilek; leurs tortures; leur captivité au château de Pürglitz (1548). . . . . 99 à 120

II. La diète élit Maximilien roi de Bohême (1549). — Ferdinand essaye de réunir les utraquistes aux catholiques sous un seul archevêque. — La diète de Sainte-Barbe (4 décembre 1549) ne peut se mettre d'accord. — Nouveau décret contre les frères. — Mistopol redevient favorable aux *luthériens*. — Liberté des frères en Moravie. — Augusta à Pürglitz; son esprit dominateur. — La désunion se glisse parmi les frères. — Diète générale de Prague (Épiphanie 1552); question de l'union du catholicisme et de l'utraquisme; avidité des seigneurs. — Les frères et l'évêque *d'Olmütz* demandent la liberté d'Augusta. — Synode de Jungbunzlau (1552); Augusta s'oppose à la nomination d'anciens. — *Sa* correspondance avec les frères est découverte; son emprisonnement s'aggrave; le bruit court de sa mort. — Cerny

est élu ancien par le synode de Prérau (1553). — L'archiduc Ferdinand se plaint à Ernest de Krajek de la protection qu'il accorde aux frères : il n'est pas écouté. — Pernstein et Kostka protégent les frères. — Maximilien passant pour être favorable au protestantisme, Krajek lui envoie Blahoslav. — Pfauser. — Mort d'Ernest de Krajek; ses quatre fils abandonnent les frères. — Second voyage de Blahoslav à Vienne. Le protestantisme et les frères en Pologne. — Le roi de Pologne et le Saint-Siége; le légat Lipomani (1556). — Les protestants et les frères essayent en vain de s'entendre au synode de Kozminek (1555) et au synode de Leipnik (1558). — Calvin censure la doctrine des frères. — Les frères lui envoient des ambassadeurs. — Le duc de Würtemberg et Vergerius. — Calvin persiste dans sa désapprobation. — Les frères ne réussissent pas mieux auprès de Flacius Illyricus. — Blahoslav est nommé ancien; son troisième voyage à Vienne (1557). . . . . 120 à 140

III. Augusta; sa prison s'adoucit; il se brouille avec l'Unité; il demande son élargissement. — Philippine Welser s'intéresse à lui. — Augusta, amené à Prague (1561), a des conférences avec les Jésuites. — Augusta se déclare utraquiste; il est ramené à Pürglitz. — Bilek reste à Prague et embrasse l'utraquisme. — La brouille s'accroît entre Augusta et l'Unité. — Les synodes de Prérau déclarent Augusta et Bilek exclus de l'Unité. — L'Unité maintient son indépendance. — Vergerius. — Augusta offre de recevoir la communion utraquiste. — Son entrevue à Prague avec Mistopol et Melnik. — Il est reconduit à Pürglitz, puis ramené à Prague. — Ferdinand Ier le fait remettre en liberté (1564). — Mort de Ferdinand Ier (25 juillet 1564). . . . . 140 à 157

CHAPITRE IV

MAXIMILIEN ET LES PARTIS.

(1564-1574)

I. Maximilien II; son caractère. — D'abord favorable au protestantisme, il revient au catholicisme. — Quatre partis en Bohême : catholique, utraquiste, anabaptiste, frère. — 1° Catholiques; Ferdinand rétablit l'archevêché de Prague et le donne à Anton Brus de Müglitz (1561). — Situation du

clergé catholique. — Visitations et synodes diocésains. — Pie IV accorde l'usage de la coupe (1564); résultats de cette concession. — Les Jésuites en Bohême et en Moravie. — 2° Utraquistes; le consistoire, le clergé utraquiste. — 3° Anabaptistes. — 4° Frères. Ils présentent une supplique à Maximilien, à Vienne. — Seconde supplique; les décrets contre les frères sont renouvelés. — Funérailles de Ferdinand Ier . . . . . 157 à 180

II. L'évêque d'Olmütz demande à exercer sur les utraquistes de Moravie l'autorité du consistoire; l'Empereur refuse. — Hostilité entre les luthériens et les frères en Moravie; relations des frères avec Wittenberg; colloque de Letowitz. — L'Empereur accorde à l'évêque d'Olmütz la juridiction sur les utraquistes de Moravie (1566). — Opposition des seigneurs. — Hostilité entre les utraquistes et les frères; les utraquistes rédigent une confession de foi luthérienne. — Affaire de Pardubitz. — Troisième supplique des frères; ils offrent leur livre de chants à Maximilien. L'Empereur promet de les bien traiter. — L'archiduc Ferdinand se démet de la lieutenance de Bohême. — L'Empereur et la diète suppriment les compactats (1567); le consistoire leur reste fidèle. — Les deux partis utraquistes. — L'évêque d'Olmütz veut réunir des synodes; les États s'y opposent. — L'évêque envoie son chancelier Kerstmann à Vienne (1568). — Le frère Nikodem. — Synode d'Olmütz; il échoue. — L'évêque d'Olmütz essaye vainement de gagner les frères. — L'archevêque de Prague veut également tenir un synode; Maximilien s'y oppose; il renouvelle les décrets contre les frères. — Augusta à Jungbunzlau. — Tentative d'union des frères avec les calvinistes et les luthériens. — Augusta aspire à devenir membre du consistoire utraquiste; sa mort (1572) . . . . . 180 à 196

III. Situation du clergé vieil-utraquiste; les administrateurs Melnik et Henri Dworsky de Helfenbourg. — Supplique de la diète pour obtenir la liberté de la confession d'Augsbourg (1571). — Le consistoire et l'archevêque de Prague engagent l'Empereur à refuser. — Maximilien rejette la supplique. — Les frères demeurent à l'écart. — Crato, médecin de l'Empereur; son mémoire en faveur de la confession d'Augsbourg; il est attaqué par Blahoslav. — Mort de Blahoslav (1571); son rôle dans l'Unité; la Bible de Kralic. — Colloques pour arriver à l'union des diverses sectes. — L'université de Wittenberg approuve les doctrines de l'Unité. — Colloque de Sandomir. — Le czar Jean Basile. — Les frères font

imprimer à Wittenberg leur confession de foi; difficultés qu'oppose l'université luthérienne. — La confession est désapprouvée par le recteur de l'université de Prague, et critiquée par Crato et Théodore de Bèze. — Révolution à Wittenberg; les frères s'éloignent des luthériens et se rapprochent des calvinistes; ils surveillent les mœurs, fondent des écoles . . . . . 196 à 217

CHAPITRE V

LA CONFESSION BOHÊME.

(1575)

I. Diète de 1575; *première session.* — Plainte des États. — Les grands fonctionnaires de Bohême. — Les utraquistes proposent de demander à l'Empereur le libre exercice de la confession d'Augsbourg; opposition des vieux-utraquistes. — Délibération des catholiques; division entre les nouveaux et les vieux utraquistes. — Les catholiques demandent le maintien du *statu quo.* — Les frères s'abstiennent. — Les villes se rapprochent de la noblesse. — Les catholiques refusent de soutenir les utraquistes (12 mars). — Les utraquistes présentent leur supplique. — Les frères en préparent une; influence de Crato. — L'Empereur autorise les nouveaux utraquistes à s'organiser (15 mars). — Délibération des utraquistes (16 mars). — L'archevêque leur conseille d'adopter la confession d'Augsbourg. — Les États nomment une commission pour rédiger une confession bohême. — Kalef s'oppose à l'union des frères avec les utraquistes. — Le consistoire recourt à l'Empereur; il en est mal reçu. — La diète vote les impôts, et la session est close (23 mars 1575). — Chaque parti se prépare; les frères attendent. . . . . 217 à 235

Diète de Moravie; situation des partis dans ce pays. — Zierotin écrit en Bohême en faveur de l'Unité. . . . . 235 à 237

II. *Seconde session.* — La commission religieuse rédige la confession bohême; les frères demandent si elle sera obligatoire pour eux; on leur répond que la liberté de leur confession sera garantie par l'avant-propos. — Séance du 14 mai. — L'avant-propos n'assurant pas la liberté de la confession de l'Unité, les frères en font une nouvelle rédaction. — Promenade de Zierotin avec Maximilien. — Fourberies des luthériens. — Les luthé-

riens, pour empêcher les frères de présenter une supplique séparée, leur offrent une nouvelle rédaction de l'avant-propos. — Nouvelles fourberies des luthériens. — La confession bohême est remise à l'Empereur (18 mai). — *La confession bohême;* dogme et discipline. — Maximilien la reçoit sans l'approuver. — Troubles dans Prague; les Italiens. — Protestations de certains luthériens contre les frères, et de l'administrateur contre les luthériens. — Les frères rétablissent leurs assemblées. — Situation des catholiques. 237 à 249

III. Prague devient favorable aux novateurs. — Les utraquistes luthériens attaquent le vieil-utraquisme et le catholicisme; sermon de Fronto. — Les luthériens réclament une réponse de l'Empereur. — La diète est suspendue. 249 à 252

Troisième session (15 août). — L'Empereur rejette la confession bohême et maintient le *statu quo*. — Les luthériens persistent dans leur demande, et consentent à conserver l'ancien consistoire. — Maximilien résiste en donnant des espérances; il s'appuie sur la constitution et autorise la nomination de défenseurs. — Les luthériens demandent que la confession bohême devienne une religion d'État. — Les vieux utraquistes en appellent à la constitution; les brasseurs de Prague. — Les intérêts généraux et particuliers de la Bohême. — Les novateurs réclament un écrit de l'Empereur. — Maximilien leur promet, seulement verbalement, la tolérance de fait. — Le parti violent des luthériens l'emporte, se plaint du grand chambellan Waldstein, et réclame pour la confession bohême les priviléges de religion d'État; l'Empereur leur offre encore la tolérance sur parole, et les autorise à se nommer des défenseurs; les luthériens acceptent; ils n'auront ni organisation ecclésiastique, ni consistoire. — Conseil des défenseurs. — Les frères demeurent séparés des luthériens; divisions entre ces derniers. . . 252 à 261

La diète élit Rodolphe roi de Bohême (7 septembre 1575); elle est close (27 septembre). — Maximilien laisse le gouvernement de la Bohême à Rodolphe. — Les villes royales et les frères ne doivent pas profiter des concessions; elles sont faites seulement à la noblesse. — Les défenseurs soutiennent les villes. — Les frères restent à l'écart. — Affaire de Turnau. — Plaintes des luthériens contre le consistoire; plaintes du consistoire contre les villes royales et les frères. — Maximilien ordonne de faire le procès aux villes et aux frères. — Il meurt (12 octobre 1576). . . . . 261 à 267

CHAPITRE VI

RODOLPHE II ET LES DIÈTES.

(1575-1608)

I. Avénement de Rodolphe II; terreur qu'il inspire; on se rassure. — Ruine de l'utraquisme par suite des usurpations des seigneurs, de la désobéissance des villes et du manque de prêtres. — Le catholicisme est menacé. — Les frères demeurent séparés des luthériens; excommunication de Crescentia et d'Adam de Krajek; le pharmacien Lorenz . . . . 269 à 276
Les Jésuites en Bohême; ils fondent des écoles, prêchent et discutent; ils sont aidés par les femmes de la noblesse et par les seigneurs catholiques; Wenzel Sturm réfute la doctrine des frères. — Un pasteur luthérien, Kirmezer, les persécute à Ungarisch-Brod. — Schlick . . . . . 276 à 285
Rodolphe II en Moravie. — Différend entre la diète et Jean de Teltsch, évêque d'Olmütz. — L'Empereur ordonne aux villes de Moravie de repousser les nouveautés religieuses, et au maréchal héréditaire de fermer les écoles d'Eibenschütz et de Gross-Meseritsch. — André Dudith. — Les ordres de l'Empereur ne sont pas exécutés. — Le nouvel évêque d'Olmütz, Stanislas Paulowsky, échoue, malgré l'appui de Pernstein, dans ses essais de réforme catholique. 285 à 290
II. Décadence du vieil-utraquisme. — Le consistoire, renouvelé par l'Empereur, prête serment de fidélité à l'archevêque. . . . . 290 à 291
La diète de 1583 réclame la nomination du consistoire. — Diète de 1584; commission religieuse; elle est d'avis que le droit de nommer le consistoire appartient à la diète; mais l'Empereur refuse de s'en dessaisir. — Il ordonne d'exécuter l'édit de Wladislas. — L'Empereur demande à la diète de 1585 de voter les impôts pour plusieurs années; elle refuse. . . . . 291 à 296
Le luthéranisme gagne l'université. — Les villes appellent des curés luthériens; le droit de patronage; affaire de Cecelic. — La seigneurie de Jungbunzlau passe de la famille de Krajek à Lobkowitz, qui la cède à Hassenstein contre celle de Kommotau. — Hassenstein introduit le luthéranisme à Jungbunzlau. — Synode des frères. — Le conseil étroit

devient l'autorité prépondérante de l'Unité; les prêtres de l'Unité abandonnent le célibat . . . . . 296 à 306
III. Le vieil-utraquisme disparaît. — Les villes maltraitent les prêtres utraquistes. — Le consistoire ne peut plus exercer sa juridiction; l'administrateur est méprisé. — Le clergé vieil-utraquiste; Mathias Benesowsky, abbé d'Emaüs. — Faiblesse du pouvoir royal; Fabian Resek, de Strakonic, devient administrateur (1590); sa conduite; son voyage à Rome; il est remplacé par Wenzel Dacicky de Brozan. — Affaiblissement du catholicisme; indolence de l'Empereur. — Guillaume de Rosenberg meurt sans enfants (1592); sa seigneurie passe à son frère Wok de Rosenberg, qui appartient à l'Unité; les Jésuites de Krumau. — Trahison de Lobkowitz. — Extinction de plusieurs familles nobles catholiques. — Progrès des dissidents. . . . . 306 à 317
Rodolphe II publie de nouveau le mandat de Wladislas (29 août 1602). — Diète de 1603 (9 janvier). — Wenzel Budowec de Budowa. — Opposition des chevaliers; discours de Budowec contre le décret de Wladislas. — La diète prépare une supplique; elle vote les impôts et est dissoute (15 janvier).— Moyens de réformer la Bohême. . 317 à 323
Jean Bénédict Prazsky est nommé administrateur. — L'archevêque réunit un synode catholique (1605); ses tentatives de réforme échouent. — Indolence de Rodolphe . . 323 à 327

CHAPITRE VII

LA LETTRE DE MAJESTÉ DE 1609.

I. Constitution de la Bohême; composition et pouvoirs de la diète. — Statistique des religions dans le pays et à la diète. — Desseins de la noblesse. — Rodolphe II, son incapacité; son frère Mathias essaye vainement de lui enlever le pouvoir . . . . . 327 à 337
Rodolphe II convoque une diète générale; une diète provinciale se réunit; Rodolphe l'ouvre en personne (23 mai 1608). — Budowec présente les réclamations de la diète; Rodolphe en ajourne l'adoption. — Nouvelle diète provinciale (28 janvier 1609). — Divisions parmi les conseillers de l'Empereur. — La diète est dissoute; elle cherche des alliés. — La diète se réunit sans convocation royale (5 mai). — Craintes des États; ils désarment la garde du Roi. — Faux bruits;

frayeurs du peuple; les Jésuites. — La diète essaye de justifier sa conduite (11 mai); Rodolphe la convoque et lui promet l'impunité . . . . . 337 à 346
II. La diète se réunit (25 mai 1609); elle réclame la direction du consistoire et de l'université (29 mai). — L'Empereur veut maintenir le *statu quo* (4 juin). — La diète menace le chancelier Lobkowitz (5 juin). — Attitude de la noblesse catholique. — La diète fait remettre trois actes à l'Empereur (13 juin). — Rodolphe propose de s'en remettre à l'arbitrage des Électeurs de l'Empire; l'ambassadeur saxon présente des propositions; Rodolphe les accepte; la diète les rejette; elle fait des armements (24 juin), s'allie avec la Silésie (25 juin) et se dissout elle-même (26 juin); son peu de respect pour l'Empereur. — Rodolphe II proteste contre la dissolution. — Édit de défense de la diète; les directeurs; ils enrôlent des troupes. . . . . 346 à 352
L'archiburgrave Sternberg négocie avec les directeurs. — Observations de l'Empereur; réponse de Budowec. — L'Empereur fait de nouvelles propositions approuvées par la Saxe; les directeurs les rejettent. — Le *revers;* l'opinion publique trompée et ramenée. — L'Empereur signe la lettre de Majesté (9 juillet 1609). — L'archichancelier Lobkowitz et le secrétaire Menzel refusent de la contre-signer. — Les directeurs reçoivent la lettre de Majesté. — Le concordat. . 352 à 359
III. La lettre de Majesté. — Confession bohême; droit de bâtir des églises; exception pour les biens royaux; les biens ecclésiastiques sont-ils des biens royaux. — La diète dirigera le nouveau consistoire et l'université. — La diète, rappelée à Prague, approuve la lettre de Majesté et le concordat (21 juillet). — Ces actes sont enregistrés et déposés à Karlstein. — Le clergé et le peuple n'ont pris aucune part aux événements. — Amnistie. — La diète demande vainement le renvoi de Lobkowitz; elle veut exercer le pouvoir judiciaire; elle règle le dogme et le culte. — Censure des livres. — Le collége des défenseurs — La diète se dissout (23 février 1610). — Conclusion . . . . . 359 à 371

PARIS. — TYPOGRAPHIE E. PLON, NOURRIT ET Cie, RUE GARANCIÈRE, 8.

EN VENTE A LA MÊME LIBRAIRIE :

Histoire de la guerre de Trente ans, par M. E. Charvériat. Deux volumes in-8°. Prix. . . . . 18 fr.
(Couronné par l'Académie française, prix Thiers.)

La Réforme au seizième siècle. Études et portraits, par Auguste Laugel. Un vol. in-8°. Prix. . . . . 7 fr. 50

Les Luttes religieuses en France au seizième siècle, par le vicomte de Meaux. Un vol. in-8°. Prix. . . . . 7 fr. 50

Journal du Concile de Trente, rédigé par un secrétaire vénitien présent aux sessions de 1562 à 1563, et publié par Armand Baschet, avec d'autres documents diplomatiques relatifs à la mission des ambassadeurs de France au Concile. Petit in-8° anglais. . . . . 6 fr.

Le Duc de Rohan et les Protestants sous Louis XIII, par Henry de la Garde. Un volume in-8°. Prix. . . . . 6 fr.
(Couronné par l'Académie française, prix Thérouanne.)

Le seizième siècle et les Valois, d'après les documents inédits du British Museum et du Record Office, par le comte H. de la Ferrière. In-8°. 12 fr.

Anne de Montmorency, Grand Maître et Connétable de France, à la cour, aux armées et au conseil du roi François Ier, par Francis Decrue. Un volume in-8°. Prix . . . . . 8 fr.
(Couronné par l'Académie française, second prix Gobert.)

Fin de la vieille France. — **François Ier.** Portraits et récits du seizième siècle, par madame C. Coignet. Un volume in-8°. Prix. . . . . 7 fr. 50

Fin de la vieille France. — **Un gentilhomme des temps passés : François de Scépeaux, sire de Vieilleville (1509-1571).** Portraits et récits du seizième siècle, règne de Henri II. Un volume in-8°. Prix. . . . . 7 fr. 50

Jean de Vivonne. Sa vie et ses ambassades près de Philippe II et à la cour de Rome, d'après des documents inédits, par le vicomte Guy de Bremond d'Ars. In-8°. Prix . . . . . 7 fr. 50
(Couronné par l'Académie française, prix Montyon.)

Les Ducs de Guise et leur époque. Étude historique sur le seizième siècle. par H. Forneron. Deux volumes in-8°. Prix. . . . . 15 fr.
(Couronné par l'Académie française, prix Thérouanne.)

Catherine de Médicis, 1519-1589, par Mgr de Meneval. In-18. . . 3 fr. 50

François Miron et l'administration municipale sous Henri IV, de 1604 à 1606, par A. Miron de l'Espinay. Un vol. in-8°. . . . . 7 fr. 50
(Couronné par l'Académie française, prix Thiers.)

PARIS. TYPOGRAPHIE E. PLON, NOURRIT ET Cie, RUE GARANCIÈRE, 8.

This book should be returned to the Library on or before the last date stamped below.

A fine of [redacted] is incurred by retaining it beyond the specified time.

Please return promptly.

JUL 23 '58 H

AUG 7 '58 H

APR 7 '62 H